MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU BUDGET ET DES FINANCES

REPUBLIQUE TOGOLAISE

PROJET DE BUDGET VERT TOGO 2026

MINISTERES ET INSTITUTIONS

ASSEMBLÉE NATIONALE	HAUTE AUTORITÉ POUR LA TRANSPA.	DÉVELOPPEMENT LOCAL	ECONOMIE MARITIME
SÉNAT	FINANCES ET BUDGET	ÉDUCATION NATIONALE	COMMERCE
PRESIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	ÉCONOMIE ET VEILLE STRATÉGIQUE	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	PROMOTION DES INVESTISSEMENTS
PRESIDENCE DU CONSEIL	PLANIFICATION	SANTÉ	TRAVAUX PUBLICS
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUV.	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	FONCTION PUBLIQUE	TRANSPORTS
COUR CONSTITUTIONNELLE	DÉVELOPPEMENT À LA BASE	COMMUNICATION	MINES ET ÉNERGIE
COUR SUPRËME	DÉFENSE NATIONALE	SOLIDARITÉS ET GENRE	TOURISME
PROTECTEUR DU CITOYEN	ADMINISTRATION TERRITORIALE	JEUNESSE ET SPORTS	ENVIRONNEMENT
COUR DES COMPTES	JUSTICE ET DROITS HUMAINS	URBANISME	TRANSFORMATION NUMÉRIQUE
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	CONSEIL SUP. DE LA MAGISTRATURE	AGRICULTURE	RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS
HAUTE AUTORITÉ DE LA COMM.	SÉCURITÉ	EAU ET ASSAINISSEMENT	COMMIS. NAT. DROITS DE L'HOMME

SEM FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ
PRÉSIDENT DU CONSEIL

EXTRAIT DE L'INTERVENTION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL AU SOMMET DES LEADERS MONDIAUX SUR L'ACTION CLIMATIQUE A BAKOU LE 12 NOVEMBRE 2024

Les promesses climatiques non tenues ne suffisent plus.

Chaque année, l'urgence s'accentue.

Chaque année, l'inaction s'approche d'un point de non-retour.

L'Afrique paie le plus fort de la crise climatique. Nous contribuons peu aux émissions globales. Nous en subissons néanmoins les impacts les plus sévères.

Urgences climatiques :

Il est temps que nos actions reflètent l'ampleur de l'urgence pour nous amener dans cette direction.

Nous avons fait de la durabilité, le pilier de notre développement, avec des programmes de reforestation, de protection côtière contre l'érosion et une transition énergétique basée sur les énergies renouvelables.

Il faut une véritable justice climatique qui traduit la responsabilité partagée mais différenciée entre les pays.

Il faut financer la régénération écologique de nos littoraux et développer des infrastructures rurales résilientes qui implique aussi des modes de financement flexibles et accessibles dédiés aux pays vulnérables.

Il faut veiller à ce que ces investissements se fassent de manière cohérente avec nos autres besoins et engagements.

AVANT PROPOS

Les conséquences des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement, sont de plus en plus inéluctables et constituent des motifs de préoccupation croissante. Il est devenu primordiale pour les pouvoirs publics de repenser les politiques économiques, notamment celles budgétaires à l'aune du climat et de l'environnement.

La budgétisation verte s'offre comme une alternative de politique budgétaire qui permet une analyse fine des dépenses et recettes publiques au regard de leur impact climatique et environnemental, et d'orienter les ressources vers des projets durables. Elle offre une lecture transparente et structurée de l'action publique en identifiant les postes budgétaires favorables, défavorables, mixtes ou neutres au climat et à l'environnement.

Au Togo, le gouvernement, sous l'impulsion et le leadership de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président du Conseil, a initié la prise en compte des thématiques climat et environnement dans ses politiques publiques et actions de développement, et mis en œuvre, à partir de l'exercice budgétaire 2024, leur intégration dans la gestion budgétaire.

Cette troisième édition marque l'ultime étape vers une meilleure intégration des enjeux climatiques et environnementaux dans la gestion budgétaire avec l'extension de la budgétisation verte à tous les ministères et institutions de la République. Ce processus traduit la volonté du Togo de rendre ses finances publiques compatibles avec les objectifs de développement durable, les engagements climatiques nationaux et internationaux et les attentes légitimes des citoyens en matière d'adaptation ou d'atténuation des effets des changements climatiques et de préservation de l'environnement.

J'exprime ma gratitude aux partenaires techniques et financiers notamment la Banque Mondiale à travers le PMADS, le FMI, le PNUD pour leur soutien constant à cette initiative, qui nous l'espérons, contribuera à renforcer la culture de la responsabilité climatique et environnementale au sein de nos départements et institutions, ainsi qu'auprès de l'ensemble des parties prenantes.

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX 8

LISTE DES ENCADRES 16

LISTE DES GRAPHIQUES 16

SIGLES ET ACRONYMES 17

RESUME EXECUTIF 21

INTRODUCTION 22

SECTION I : NOTIONS ESSENTIELLES DE LA BUDGETISATION VERTE ET LES CONTRIBUTIONS DETERMINEES AU NIVEAU NATIONAL (CDN) 25

1.1. QUELQUES CONCEPTS USUELS DU BUDGET VERT 26

1.2. TENDANCES DES EMISSIONS DE GES DE 1995 A 2018 28

1.3. CONTRIBUTIONS DETERMINEES AU NIVEAU NATIONAL (CDN) 30

1.3.1. Gouvernance des CDN 30

1.3.2. Révision des CDN du Togo 31

1.3.3. Volet atténuation des CDN 31

1.3.4. Volet adaptation des CDN 32

1.3.5. Financement des CDN 33

SECTION II : CADRE JURIDIQUE 35

2.1. INSTRUMENTS INTERNATIONAUX ET REGIONAUX RATIFIES ET SIGNES PAR LE TOGO 35

2.1.1. Instruments internationaux et régionaux 35

2.1.1.1. En matière de protection de l'environnement 35

2.1.1.2. En matière de lutte contre les changements climatiques 36

2.1.2. Cadre juridique national 37

2.2. CADRES INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL DE LA BUDGETISATION VERTE 40

2.2.1. Cadre institutionnel 40

2.2.2. Cadre organisationnel 41

SECTION III- SYNTHESE DU BUDGET VERT, EXERCICE 2025 42

3.1. BUDGETISATION VERTE AU TOGO 43
3.1.1. Planification et programmation des dépenses sensibles au climat et à l'environnement 43
3.1.1.1. Etat des lieux des politiques et stratégies environnementales au Togo 43
3.1.1.2. Etat des lieux de la programmation des projets et programmes de développement au Togo sous l'angle vert 45
3.1.1.3. Etat d'avancement de la budgétisation des dépenses sensibles au climat et à l'environnement 46
3.1.2. Approche méthodologique de la budgétisation verte 46
3.1.3. Les apports de l'édition 2026 du budget vert 50
3.1.4. Règles méthodologiques de marquage des activités et projets du budget vert 2026 50
3.1.2.1. Marquage des lignes dans le système du budget vert, exercice 2026 52
3.1.2.2. Périmètre retenu et portée de la budgétisation verte 55

3.2. EXECUTION DE LA LFI 2025 ET SYNTHESE DES RESULTATS DU BUDGET VERT 2025 56

3.3. SYNTHESE DES RESULTATS CLES DU BUDGET VERT, EXERCICE 2026 59

3.4. METHODOLOGIE DE MARQUAGE DES DEPENSES FISCALES DU BUDGET VERT 2026 66

3.4.1. Analyse des exonérations 66

3.4.2. Règles de marquage des dépenses fiscales 72

3.4.3. Résultats du marquage des dépenses fiscales *72*

SECTION IV- BUDGET VERT DES MINISTERES ET INSTITUTIONS, EXERCICE 2026 *73*

4.1. BUDGETS VERTS DES MINISTERES ET INSTITUTIONS 73
4.1.1. INSTITUTIONS 74
4.1.1.01. Section 110 : Assemblée nationale 74
4.1.1.02. Section 111 : SÉNAT 80
4.1.1.03. Section 112 : Présidence de la République 82
4.1.1.04. Section 120 : Présidence du Conseil (120) 84
4.1.1.05. Section 131 : Secrétariat général du gouvernement 86
4.1.1.06. Section 140 : Cour constitutionnelle 90
4.1.1.07. Section 150 : Cour suprême 94
4.1.1.08. Section 160 : protecteur du citoyen 98
4.1.1.09. Section 170 : Cour des comptes (CdC) 103
4.1.1.10. Section 180 : Conseil économique, social et environnemental 107
4.1.1.11. Section 190 : Haute Autorité de la régulation de la communication écrite, audiovisuelle et numérique 109
4.1.1.12. Section 191 : Haute autorité pour la transparence, l'intégrité de la vie publique et la lutte contre la corruption 113
4.1.1.13. Section 421 : Conseil supérieur de la magistrature 115

4.1.1.14. Section 921 : Commission Nationale des Droits de l'Homme 119
4.1.2. MINISTERES 125
4.1.2.01. Section 210 : Ministère des finances et du budget 125
4.1.2.02. Section 211 : Ministère de l'économie et de la veille stratégique 136
4.1.2.03. Section 220 : Ministère de la planification du développement 142
4.1.2.04. Section 230 : Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur 149
4.1.2.05. Section 240 : Ministère du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire 155
4.1.2.06. Section 310 : Ministère de la défense nationale 163
4.1.2.07. Section 410 : Ministère de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières 172
4.1.2.08. Section 420 : Ministère de la justice et des droits humains 179
4.1.2.09. Section 430 : Ministère de la sécurité 188
4.1.2.10. Section 440 : Ministère délégué chargé du développement local 196
4.1.2.11. Section 510 : Ministère de l'éducation nationale. 201
4.1.2.12. Section 530 : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) 213
4.1.2.13. Section 610 : Ministère de la santé 222
4.1.2.14. Section 710 : Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social 235
4.1.2.15. Section 720 : Ministère de la communication 250
4.1.2.16. Section 740 : Ministère des solidarités, du genre, de la famille et de la protection de l'enfance 257
4.1.2.17. Section 750 : Ministère délégué chargé de la jeunesse et des sports 266
4.1.2.18. Section 760 : Ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat 274
4.1.2.19. Section 810 : Le ministère de l'agriculture, de la pêche, des ressources animales et de la souveraineté alimentaire (MAPRASA) 284
4.1.2.20. Section 811 : Ministère délégué chargé de l'eau et de l'assainissement (MEA) 294
4.1.2.21. Section 813 : Ministère de l'Économie Maritime 305
4.1.2.22. Section 820 : Ministère délégué chargé du commerce et du contrôle de la qualité 311
4.1.2.23. Section 821 : Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (MIPI) 321
4.1.2.24. Section 830 : Ministère délégué chargé des travaux publics et des infrastructures 331
4.1.2.25. Section 832 : le Ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires 340
4.1.2.26. Section 840 : Ministère délégué chargé de l'énergie et des ressources minières 350
4.1.2.27. Section 850 : Le ministère du tourisme, de la Culture et des arts 361
4.1.2.28. Section 860 : Ministère de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique 368
4.1.2.29. Section 870 Ministère de l'efficacité du service public et de la transformation numérique 377
4.1.2.30. Section 920 : Ministère des relations avec parlement et les institutions 385

4.2. SUIVI DU PROCESSUS DE LA BUDGETISATION ET D'EXECUTION DU BUDGET VERT 392
4.2.1. Suivi de la budgétisation verte 392
4.2.2. Suivi de l'exécution du budget vert 392

CONCLUSION 393

ANNEXES ***394***

ANNEXES 1 : REPARTITION DES PROJETS / REFORMES ET AMBITIONS PAR AXE DE LA FDR **395**

ANNEXES 2 : EQUIPE DE REDACTION DU BUDGET VERT 2025 **399**

ANNEXES 3 : GLOSSAIRE **405**

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Nomenclature du budget vert de l'exercice 2026 54

Tableau 2: Etat d'exécution du budget vert à fin juin 2025 des ministères pilotes et par axe 57

Tableau 3: Synthèse des résultats du marquage/cotation du budget de l'Etat 2026 sous l'angle climat et environnement 60

Tableau 4: Synthèse des cotations du budget vert, exercice 2026 61

Tableau 5: Cotation favorable du budget vert des ministères et institutions retenus par segment 63

Tableau 6: Prévision Dépenses de Protection de l'environnement de l'Etat par nature économique 65

Tableau 7 : Dépenses fiscales vertes marquées par objectif 67

Tableau 8: Dépenses fiscales vertes marquées par secteur/branche d'activité 68

Tableau 9: Dépenses fiscales vertes marquées par support juridique 69

Tableau 10: Dépenses fiscales vertes marquées par fonction budgétaire 70

Tableau 11: Dépenses fiscales vertes marquées, par type de bénéficiaire 71

Tableau 12: Dépenses fiscales vertes marquées, par objectif de développement durable 71

Tableau 13: Synthèse de l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) 75

Tableau 14 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget de l'institution 76

Tableau 15 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget de l'institution 77

Tableau 16 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget de l'AN 78

Tableau 17*: Dépenses du budget vert par rapport au budget total* 80
Tableau 18*: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total*..... 80
Tableau 19*: Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total*..... 81
Tableau 20*: Dépenses du budget vert par rapport au budget total* 82
Tableau 21*: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total*..... 82
Tableau 22*: Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total*..... 83
Tableau 23*: Dépenses du budget vert par rapport au budget total* 84
Tableau 24*: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total*..... 84
Tableau 25*: Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total*..... 85
Tableau 26: Analyse des FFOM des attributions, des actions du SGG 87
Tableau 27 : Dépenses par cotation du budget vert du SGG..... 88
Tableau 28 : Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du SGG 88
Tableau 29 : Part des différentes cotations de l'axe « environnement » dans le budget vert du SGG 89
Tableau 30 : analyse FFOM 91
Tableau 31: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget 91
Tableau 32 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget de la Cour..... 92
Tableau 33 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget de la Cour..... 92
Tableau 34: Analyse des FFOM des attributions, des actions de la Cour suprême 94
Tableau 35 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget de la Cour suprême..... 95
Tableau 36 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget de la Cour suprême 95
Tableau 37: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget de la Cour suprême 96
Tableau 38 : Analyse des FFOM des actions du protecteur du citoyen 99

Tableau 39: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget total du Protecteur du citoyen 100
Tableau 40 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget de la Cour (tableau 7 de l'outil) 100
Tableau 41: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget de la Cour (tableau 7 de l'outil) 101
Tableau 42 : analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces de la CdC 103
Tableau 43 : Dépenses du budget vert par rapport à la dotation de la Cour des comptes 104
Tableau 44 : Dépenses par « segment de l'axe Climat » du budget vert par rapport à la dotation de la CdC 104
Tableau 45 : Dépense par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport à la dotation de la CdC (Tabl. 8) 105
Tableau 46*: Dépenses du budget vert par rapport au budget total* 107
Tableau 47*: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total* 107
Tableau 48*: Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total* 108
Tableau 49: Analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces des attributions, des actions de la HARC 109
Tableau 50: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget de l'institution 110
Tableau 51: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget de l'institution 111
Tableau 52: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget de l'institution 111
Tableau 53*: Dépenses du budget vert par rapport au budget total* 113
Tableau 54*: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total* 113
Tableau 55*: Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total* 114
Tableau 56 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du CSM 116
Tableau 57 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du CSM 117
Tableau 58 : Part des différentes cotations de l'axe « Environnement » dans le budget du ministère 117
Tableau 59: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget 121
Tableau 60: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère 121

Tableau 61 ***: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget de l'Institution*** 122
Tableau 62 : Analyses des Forces faiblesses opportunités et menaces des actions du ministère 125
Tableau 63 : Dépenses par cotation du budget vert du ministère des finances et du budget 127
Tableau 64 : Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du ministère des finances et du budget 129
Tableau 65 : Part des différentes cotations de l'axe « environnement » dans le budget vert du ministère 131
Tableau 66: Analyses des FFOM des actions du ministère 136
Tableau 67 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 137
Tableau 68: Part des différentes cotations de l'axe « Climat » dans le budget du ministère 138
Tableau 69: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 139
Tableau 70 : Analyse des FFOM des actions du MPD 143
Tableau 71 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget total du MPD 144
Tableau 72: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du MPD 145
Tableau 73 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du MPD 146
Tableau 74: Synthèse de l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) 149
Tableau 75: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du MAECIATE 150
Tableau 76: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère 151
Tableau 77: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 157
Tableau 78: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère 158
Tableau 79: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 159
Tableau 80: analyse des FFOM des actions du ministère 164
Tableau 81 : Dépenses par cotation du budget vert du ministère/institution 165
Tableau 82 : Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du ministère/institution 166

Tableau 83: Part des différentes cotations de l'axe « environnement » dans le budget vert du ministère/institution 168
Tableau 84 : Analyse des FFOM des actions du ministère 173
Tableau 85: Dépenses par cotation du budget vert du MATGLAC 174
Tableau 86: Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du MATGLAC 175
Tableau 87: Part des différentes cotations de l'axe « environnement » dans le budget vert du MATGLAC. 176
Tableau 88 : Analyse FFOM des actions du ministère 180
Tableau 89 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 181
Tableau 90: Part des différentes cotations de l'axe « Climat » dans le budget du ministère 182
Tableau 91: Part des différentes cotations de l'axe « Environnement » dans le budget du ministère 184
Tableau 92 : Analyse FFOM 189
Tableau 93 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 190
Tableau 94: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère 191
Tableau 95 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 193
Tableau 96 : Dépenses par cotation du budget vert dans le budget du ministère 197
Tableau 97: Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du ministère 198
Tableau 98 : Part des différentes cotations de l'axe « environnement » dans le budget vert du ministère. 198
Tableau 99 : Analyse FFOM des actions du ministère 202
Tableau 100: Dépenses du budget vert par rapport au budget total 204
Tableau 101: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère 206
Tableau 102: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 208
Tableau 103: Analyse des FFOM des actions du ministères 214
Tableau 104: Dépenses par cotation du budget vert du MDESRS 215

Tableau 105 : Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du MD-ESRS 217
Tableau 106: Part des différentes cotations de l'axe « Environnement » dans le budget du MDESRS 218
Tableau 107 : Analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) des des actions du ministère 223
Tableau 108 : Dépenses par cotation du budget vert dans le budget général du ministère 224
Tableau 109 : Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du ministère 226
Tableau 110 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget " 228
Tableau 111 : Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces sur l'élaboration du budget vert 236
Tableau 112: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 237
Tableau 113: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère 240
Tableau 114: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 242
Tableau 115 : Analyse FFOM des actions du ministère 251
Tableau 116 : Dépenses par cotation du budget vert du MC (tableau 6 de l'outil) 252
Tableau 117: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère de la communication 253
Tableau 118: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 254
Tableau 119 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces des actions du ministère 258
Tableau 120 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 259
Tableau 121 : Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget total du ministère 260
Tableau 122: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 262
Tableau 123: Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces sur l'élaboration du budget vert 267
Tableau 124: Dépenses par cotation du budget vert par rapport au budget total du MDCJS 268
Tableau 125 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du MDCJS 269
Tableau 126 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du MDCJS 270

Tableau 127 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) 275
Tableau 128 : Dépenses par cotation du budget vert du MATUH 276
Tableau 129 : Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du MATUH 278
Tableau 130: Part des différentes cotations de l'axe « environnement » dans le budget vert du MATUH 279
Tableau 131 : Synthèse de l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces du secteur ministère 285
Tableau 132 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 286
Tableau 133: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total 289
Tableau 134 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 291
Tableau 135 : Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces sur l'élaboration du budget vert 295
Tableau 136: Part des différentes cotations du segment du budget vert du MDEA 297
Tableau 137: Part des différents segments de cotation de l'axe « Climat » du budget vert 299
Tableau 138: Part des différents segments de cotation de l'axe « Climat » du budget vert 300
Tableau 139: Analyse des FFOM des attributions, des actions du ministères 305
Tableau 140 : Part des différentes cotations des segments du budget vert dans le budget du ministère 306
Tableau 141: **Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère** 307
Tableau 142 : **Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère** 308
Tableau 143 : **Analyse FFOM des attributions et actions du MDCCQ** 312
Tableau 144: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du MDCCQ 313
Tableau 145: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du MDCCQ 315
Tableau 146: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du MDCCQ 317
Tableau 147 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces 322
Tableau 148 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 323

Tableau 149 : Part des différentes cotations de l'axe « Climat » dans le budget du ministère 324
Tableau 150 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 326
Tableau 151 : Analyse des FFOM des attributions, des actions du ministère 332
Tableau 152*: Dépenses du budget vert par rapport au budget total* 334
Tableau 153*: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total* 335
Tableau 154*: Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total* 336
Tableau 155: Analyse des FFOM des actions du ministère 341
Tableau 156: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 343
Tableau 157: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère 344
Tableau 158 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 345
Tableau 159: Analyse des FFOM des actions du MDERM 351
Tableau 160: Dépenses par cotation du budget vert du Ministère 353
Tableau 161: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" 354
Tableau 162. Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" 354
Tableau 163 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces 362
Tableau 164: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 362
Tableau 165: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère 364
Tableau 166 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 365
Tableau 167: Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces des attributions, des actions du MERF 369
Tableau 168 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 371
Tableau 169 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère 372
Tableau 170 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 373

Tableau 171: Analyse des FFOM des actions du ministère 378
Tableau 172: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 380
Tableau 173: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère 381
Tableau 174 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 382
Tableau 175 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces du ministère 386
Tableau 176: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère 387
Tableau 177: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère 389
Tableau 178: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère 390

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Les segments de marquage du Budget vert 2026 du Togo 49
Encadré 2 : Justification des cotations dans les tableaux 356
Encadré 3 : Justification des cotations dans les tableaux du MESPTN 383

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Tendance des émissions nettes de CO2 de 1995 à 2018 28
Graphique 2: Scenarios d'atténuation prévue et d'atténuation réelle en 2020 par rapport à la référence 30
Graphique 3*: Tendances des émissions de GES selon le scénario de référence et de la CDN révisées* 31
Graphique 4*: Tendances des émissions de GES selon le scénario des CDN révisées* 32
Graphique 6: Part favorable par axe dans le budget des ministères pilotes 62
Graphique 7: Dépenses vertes par segment 64

SIGLES ET ACRONYMES

ACI	:	Airports council international
AIGE	:	Aéroport international Gnassingbé Eyadéma
AINTG	:	Aéroport international de Niamtougou
ANAC	:	Agence nationale de l'aviation civile
ANAMET	:	Agence nationale de la météorologie
ANASAP	:	Agence nationale d'assainissement et de salubrité publique
ANPC	:	Agence Nationale de la Protection Civile
API-ZF	:	Agence de Promotion des Investissements et de la Zone Franche
ASN	:	Agence de Solidarité Nationale
BV	:	Budgétisation verte/ Budget vert
CC	:	Changements climatiques
CCL	:	Centre de construction et de logement
CDN	:	Contributions Déterminées au niveau National
CGES		Cadre de gestion environnementale et sociale
CNSC	:	Cadre National pour les Services Climatologiques
CPRP		Cadre politique de réinstallation de population
CPSL	:	Centre Permanent des Sinistrés de Logopé
DGBF	:	Direction générale du budget et des finances
DGC	:	Direction de la Gestion des catastrophes
DGIGC	:	Direction générale de l'information géographique et de la cartographie

DGUH	:	Direction générale de l'urbanisme et de l'habitat
DTRF	:	Direction des transports routiers et ferroviaires
EAMAU	:	Ecole africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme
EIES	:	Etudes d'impact environnementales et sociales
ENS	:	Ecole normale supérieure d'Atakpamé
ETFP	:	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
FCFA	:	Franc de la communauté financière africaine
FdR	:	Feuille de route
FEWS	:	Flood early warning system
FFOM	:	Forces, faiblesses, opportunités et menaces
FSDH	:	Fonds spécial pour le développement de l'habitat
FUNES	:	Functional estimation
GES	:	Gaz à effet de serre
GIEC	:	Groupe international des experts pour le changement climatique
LFI	:	Loi de finance initiale
LOLF	:	Loi organique relative aux lois des finances
MAHVDR		Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du développement rural
MASSPF	:	Ministère de l'action sociale, de la solidarité et de la promotion de la femme
MATDCC	:	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière
MCACL	:	Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale
MDPR	:	Ministère du désenclavement et des pistes rurales
MDPR	:	Ministère du désenclavement et des pistes rurales

MFB	:	Ministère des finances et du budget
MERFPCCC		Ministère de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique
MESR	:	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
METFPA	:	Ministère de l'Enseignement technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage
MINARM	:	Ministère des armées
MIPI	:	Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements
MMRE		Ministère des mines et des ressources énergétiques
MRV	:	Measuring reporting and verification
MSHP	:	Ministère de la santé et de l'hygiène publique
MSPC	:	Ministère de la sécurité et de la protection civile
MTRAF	:	Ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires
MUHRF	:	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière
ODD	:	Objectifs de développement durable
ONAT	:	Ordre national des architectes du Togo
ONG	:	Organisation non gouvernementale
PAL	:	Port autonome de Lomé
PANEE	:	Plan d'action national des efficacités énergétiques
PANER	:	Plan d'action national des énergies renouvelables
PCE-LON	:	Projet de corridor économique Lomé-Ouagadougou-Niamey
PGES	:	Plan de gestion environnemental et social
PGPP		Plan de gestion des pestes et pesticides
PIA	:	Plateforme industrielle d'Adétikopé

PIB		Produit intérieur Brut
PIP	:	Programme d'investissement public
PLU	:	Plan local d'urbanisme
PNACC	:	Plan national d'adaptation sur le changement climatique
PNAS	:	Plan national d'adaptation du secteur de la santé
PNIASAN		Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle
PNS	:	Plan national stratégique
PPBESE	:	Planification, programmation, budgétisation, exécution et suivi évaluation
PRC	:	Plans Régionaux de contingences
PTF	:	Partenaires techniques et financiers
PTF	:	Partenaires techniques et financiers
R&D	:	Recherche et développement
REDD+	:	Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
RRC	:	Réduction des risques de catastrophes
SALT	:	Société aéroportuaire de Lomé Tokoin
SAZOF	:	Société d'administration des zones franches
SDAU	:	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme
SIE	:	Système d'information énergétique
SOTRAL	:	Société de transports de Lomé
TVA	:	Taxe sur valeur ajoutée

Tous les montants contenus dans le document sont exprimés en FCFA et ceux dans les tableaux sont en milliers de francs CFA sauf indication contraire

RESUME EXECUTIF

Les changements climatiques constituent un des défis majeurs pour le développement durable et la lutte contre la pauvreté au Togo. Ils pèsent sur les finances publiques en raison des besoins d'investissement importants qui en découlent. Le coût des mesures identifiées dans la CDN est estimé à plus de 5,5 milliards USD pour la période 2020-2030. Un soutien extérieur, en l'occurrence des partenaires au développement et du secteur privé est essentiel, en complément d'une mobilisation de revenus budgétaires. Conscient de ces défis, le Togo, a engagé depuis plusieurs années d'importantes réformes visant à prendre en compte les enjeux des changements climatiques et de protection de l'environnement dans les politiques nationales, sectorielles et locales de développement.

En matière de gestion des finances publiques, l'une des réformes majeures engagées est la budgétisation verte qui vise à prendre en compte les questions climatiques et environnementales dans tout le processus budgétaire. Cette réforme budgétaire verte est en cohérence avec la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, notamment les projets prioritaires « P35 : Réponse aux risques climatiques majeurs », « P36 : Programme de mobilité verte » et la « R6 : Réforme de la législation environnementale ».

Entamée en 2024 dans une approche progressive avec neuf (9) ministères pilotes identifiés sur la base de leurs vulnérabilités aux changements climatiques et leur potentiel d'atténuation, la réforme de la budgétisation verte s'est élargie à 24 ministères et institutions de la République au titre de l'exercice 2025 et couvre l'ensembles des ministères et institutions pour l'exercice 2026.

Les dépenses vertes couvertes par les crédits budgétaires de l'Etat sont classées en deux axes que sont l'axe « changements climatiques » déclinés en deux (2) segments « adaptation » et « atténuation » et l'axe « protection de l'environnement », déclinés en quatre (4) segments : « biodiversité », « eau », « pollution » et « déchets ».

Le marquage des dépenses assurée au niveau des activités des actions et projets des ministères et institutions est effectué selon leur caractère « favorable », « défavorable », « neutre », « mixte » ou « non côté » de chaque segment et calée sur la nomenclature budgétaire existante. Une dépense est considérée verte lorsqu'elle contribue favorablement à la lutte contre les changements climatiques et/ou à la protection de l'environnement.

Au titre de la loi de finances initiale 2026, la part favorable (consacrée) à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement représente 9,0% du budget de l'Etat tandis que celle défavorable représente 3 ;3% du budget de l'Etat.

Les proportions par axe se présentent comme suit : 7,3% favorable à l'axe « changements climatiques » et 1.8% favorable à l'axe « protection de l'environnement ».

INTRODUCTION

Face aux défis croissants liés aux changements climatiques, à la dégradation de l'environnement et à la nécessité d'un développement durable inclusif, le Togo s'est engagé depuis 2023 dans un processus de réformes budgétaires en y intégrant les considérations climatiques et environnementales. Cette orientation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des engagements et accords internationaux dont le pays est Partie, notamment l'Agenda 2030 des Nations Unies (les 17 Objectifs de développement durable), l'Accord de Paris avec l'élaboration du document de Contributions Déterminées au niveau National (CDN) révisées en 2021 visant à réduire de 50,57 % les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030, tout en renforçant la résilience face aux catastrophes naturelles...

Le budget vert vise à évaluer, orienter et améliorer l'allocation des ressources publiques en faveur des actions favorables à la transition écologique, à la résilience climatique et à la préservation des ressources naturelles. Il permet ainsi de renforcer la cohérence entre les politiques publiques, les cadres budgétaires et les objectifs environnementaux nationaux.

La budgétisation verte au Togo, initiée en 2023, et qui a un ancrage progressif dans toutes les sphères de l'Etat intervient après la réalisation de l'évaluation « PEFA climat » en 2022, une première dans la sous-région ouest-africaine. Cette mission d'assistance a consisté à un diagnostic d'appui à la budgétisation sensible au climat et à l'évaluation des investissements publics intégrant les changements climatiques et utilisant la méthodologie d'évaluation dite C-PIMA (climate public investment management assessment).

Elle a renforcé la volonté du pays d'allier le développement économique à la résilience climatique et à la protection de l'environnement. Cette approche novatrice permet d'aligner les allocations budgétaires sur les priorités nationales et internationales en matière de lutte contre les changements climatiques et de protection de l'environnement. Dans ce cadre, les dépenses publiques sont évaluées en rapport avec leurs impacts sur le climat et l'environnement et rendent aisée la prise de décisions budgétaires pertinentes et cohérentes.

Cette réforme des finances publiques accroît non seulement les efforts du Togo dans la transparence budgétaire mais aussi répond aux multiples défis climatiques et environnementaux. Elle rentre dans le cadre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et de celle portant code de transparence dans la gestion des finances publiques. L'élaboration du document du budget vert s'inscrit dans la mise en œuvre des orientations du gouvernement notamment la circulaire n°007/MEF/SG/DGBF du 03 février 2025 relative au calendrier budgétaire opérationnel 2026 qui prend en compte l'étape consacrée à l'étiquetage des dépenses, la lettre de cadrage n°25-2268/PC/SG du 13 octobre 2025 du Président du Conseil, **Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE**.

Précurseur de la budgétisation verte dans la sous-région ouest africaine, le Togo est à sa troisième édition d'élaboration du BV. La première édition avait concerné neuf (9) ministères pilotes, la deuxième a pris en compte vingt-deux (22) ministères et deux (02) institutions. Cette troisième édition couvre l'ensemble des ministères et institutions. Cette extension du budget vert à de nouvelles entités publiques couplée de

l'amélioration des règles méthodologiques de marquage à travers la revue qualité de juin 2025 témoigne de l'engagement du gouvernement à maintenir son statut de leader régional en matière de budgétisation verte.

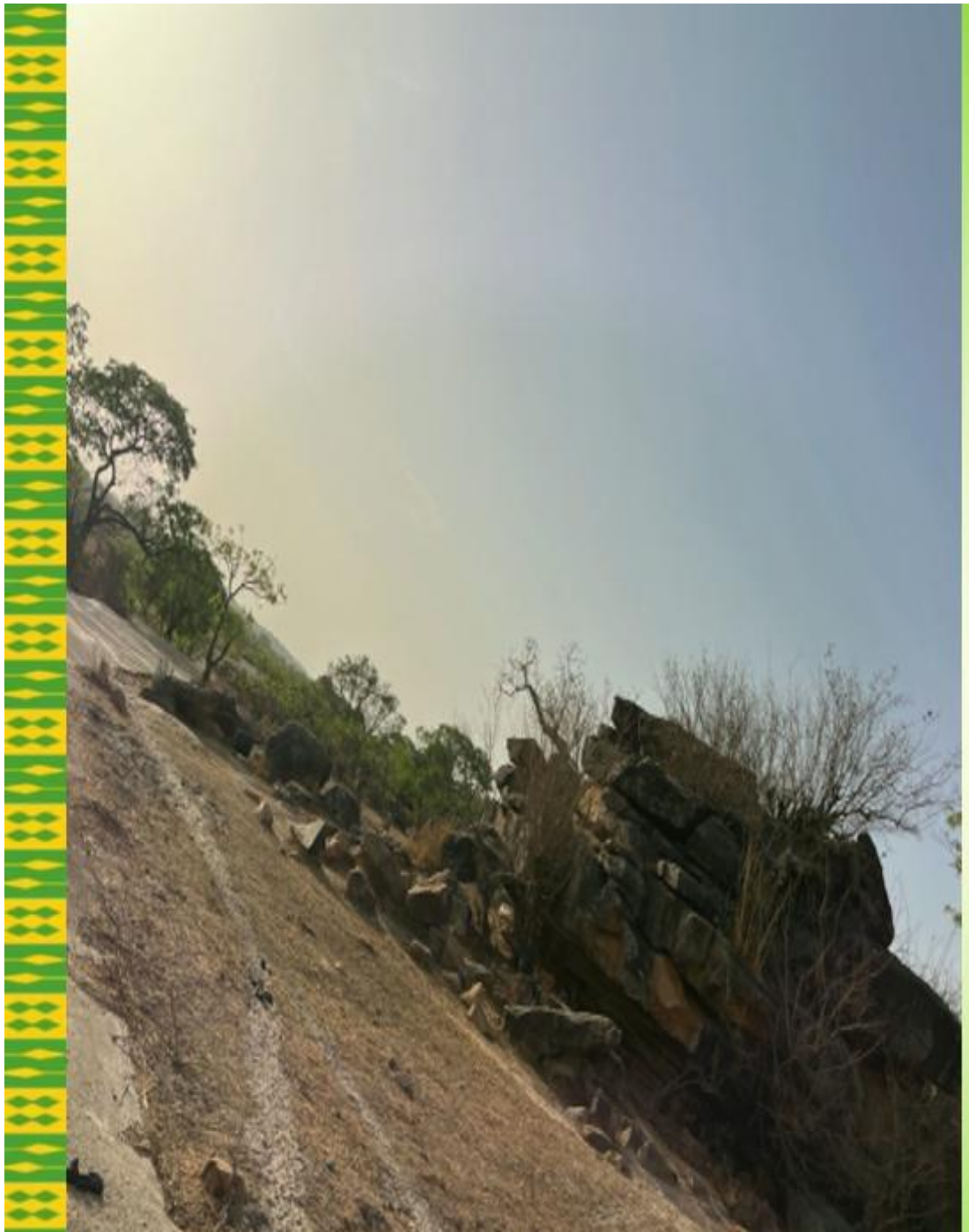
Le budget vert 2025 avait introduit des réformes dans le processus notamment celles relatives à l'actualisation des règles de marquage des dépenses, au renforcement du marquage des activités des projets et l'adoption d'une cotation mixte permettant une évaluation plus fine de l'impact des dépenses sur le climat et l'environnement. Les segments analysés incluent l'adaptation, l'atténuation, la biodiversité, l'eau, la pollution et les déchets ; ce qui permet de couvrir un large éventail de problématiques climatiques et environnementales.

La deuxième édition du budget vert a ainsi permis d'analyser, sous les angles climat et environnement, les dépenses de vingt-deux (22) ministères et de deux (02) institutions représentant 58,4% du budget de l'Etat 2025. En ce qui concerne l'exercice 2026, 100% du budget de l'Etat sont soumis à cette analyse.

Le budget vert 2026 affiche clairement l'ambition du Togo de consolider les acquis de l'édition 2025 et d'accélérer l'intégration des priorités climatiques et environnementales dans la gestion des finances publiques. Il marque ainsi une étape supérieure pour le pays dans sa transition vers une gestion budgétaire plus durable et résiliente.

Le présent document est axé sur i) les notions essentielles de la budgétisation verte et les CDN, ii) les cadres juridique, institutionnel et organisationnel, iii) la synthèse du budget vert exercice 2026 et iv) le budget vert par ministère.

SOIGNER LA
TERRE MÈRE



SECTION 1

NOTIONS ESSENTIELLES DE LA BUDGETISATION VERTE ET LES CONTRIBUTIONS DETERMINEES AU NIVEAU NATIONAL (CDN)

1.1. QUELQUES CONCEPTS USUELS DU BUDGET VERT

Pour une même compréhension du présent document, les concepts usuels suivants sont définis comme suit :

L'atténuation : est l'ensemble de stratégies visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (y compris le CO2 des combustibles fossiles) afin de limiter l'augmentation des températures. Au-delà es efforts d'atténuation, des efforts d'adaptation devront être entrepris pour minimiser les pertes et les dommages causés par le changement climatique.

L'adaptation implique une combinaison d'actions publiques et privées visant à minimiser les dommages causés par le changement climatique.

Le « climat » correspond à une synthèse des temps qu'il fait dans un lieu sur une longue période (combinaison d'éléments atmosphériques à un moment donné et en un lieu donné). Il peut être défini comme étant les conditions moyennes qu'il fait dans un endroit donné (température, précipitations, …) calculées d'après les observations d'au moins 30 ans pour les pluies et 15 ans pour les températures (selon l'OMM).

Les "changements climatiques" sont des changements de ces variables qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables.

Les changements climatiques constituent l'un des plus grands défis environnementaux auxquels l'humanité fait face aujourd'hui.

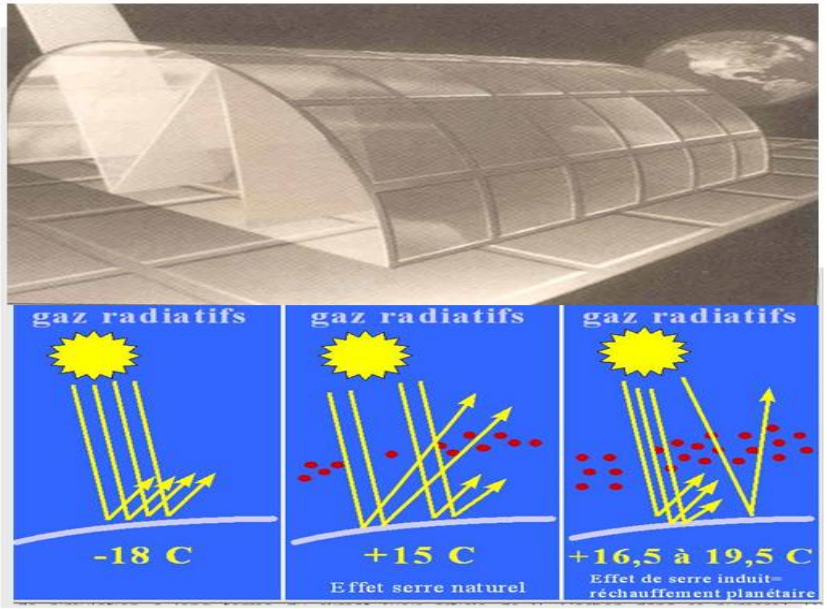
Il est mondialement reconnu et accepté sur le plan scientifique et humain que les changements climatiques sont un phénomène réel aux impacts négatifs récurrents et sources de perturbations économiques et écologiques, dégradant les conditions de vie des populations. Ils affectent différemment les hommes et les femmes mais aussi les différentes régions et pays du monde.

Les changements climatiques amplifient les conflits, compromettent la sécurité et la paix mais également déstabilisent les budgets des Etats.

Il existe deux causes essentielles des changements climatiques :

- **les causes naturelles et les causes liées à l'activité humaine**. Les variations de l'activité solaire :
  - ✓ Les deux tiers de l'énergie en provenance du soleil sont absorbés par l'atmosphère, les sols et l'océan.
  - ✓ Le tiers restant est directement réfléchi vers l'espace par les nuages, les aérosols, l'atmosphère et la surface terrestre.

- ✓ L'atmosphère et la surface terrestre émettent en retour un rayonnement infrarouge que les nuages et les gaz à effet de serre (vapeur d'eau, dioxyde de carbone, ozone et méthane pour les plus importants) absorbent et réémettent en grande partie vers le sol.



« L'**effet de serre** » est un phénomène naturel de piégeage par l'atmosphère du rayonnement solaire réfléchi par la terre vers l'atmosphère. Il est amplifié par les rejets excessifs de gaz majeurs, lesquels gaz à effet de serre, accroissent la température en surface ou à faible altitude.

Les gaz à effet de serre ont en effet la particularité d'être pratiquement transparents aux rayonnements solaires et opaques au rayonnement infrarouge réfléchi par la terre. L'énergie est piégée. Ce phénomène a été baptisé « effet de serre » par analogie avec la serre du jardinier. On estime que sans cet effet de serre de l'atmosphère, la température moyenne à la surface de la terre serait au plus de -19°C au lieu des 15°C que nous connaissons.

Quant à l'impact, des changements climatiques sur la vie économique et sociale, il peut se résumer à trois (3) niveaux principalement comme l'indique le schéma sur les impacts possibles des CC.

Biodiversité : elle désigne l'ensemble des êtres vivants ainsi que les écosystèmes dans lesquels ils vivent. Ce terme comprend également les interactions des espèces entre elles et avec leurs milieux. Bien que la biodiversité soit aussi ancienne que la vie sur Terre, ce concept n'est apparu que dans les années 1980.

Déchet : Est un résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

Eaux : C'est l'ensemble des ressources hydrauliques destinées à divers usages socio-économiques. On distingue : les **eaux de surface** (ensemble des eaux douces, saumâtres et marines se trouvant à la surface du sol. Il s'agit des cours d'eau, canaux, lacs, lagunes, étangs, mares, marais, zones humides, mangroves ainsi que la zone de mer ou océan s'étendant des côtes jusqu'à une ligne considérée comme frontière

maritime) et les **eaux souterraines** (toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol et pouvant émerger ou non à la surface sous forme de sources).

Pollution : Toute contamination ou modification directe ou indirecte de l'environnement provoquée par un acte susceptible : i) d'influer négativement sur le milieu de vie de l'homme et des autres espèces vivantes ; ii) de provoquer une situation préjudiciable à la santé, la sécurité, le bien-être de l'homme, de la flore et de la faune ou les biens collectifs et individuels.

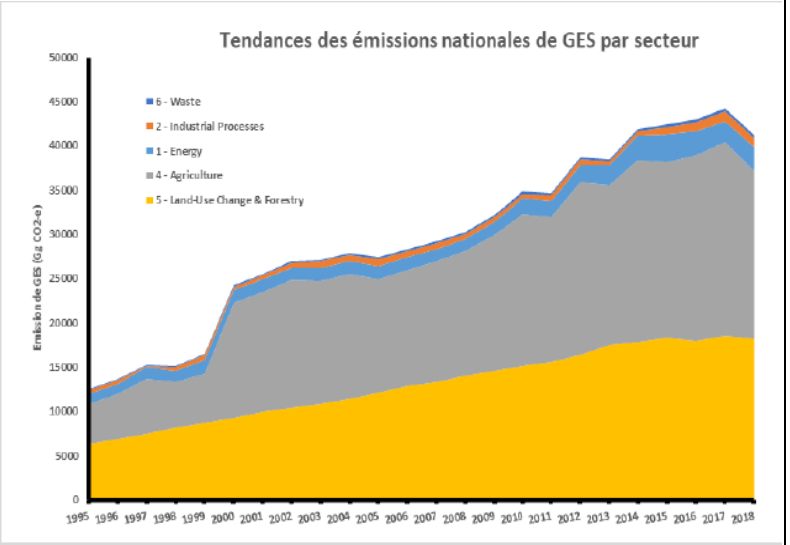
1.2. TENDANCES DES EMISSIONS DE GES DE 1995 A 2018

L'analyse des tendances des émissions agrégées de GES directs donne les résultats suivants (cf schémas graphique ci-après).

Graphique 1: Tendance des émissions nettes de CO2 de 1995 à 2018

Les émissions et absorptions nationales de GES de la quatrième communication nationale (4CN) par secteur sont exprimées en Gg équivalent de CO2 (CO2-e) pour les gaz directs (CO2, CH4, N2O) et les substituts fluorés (HFC) de substance appauvrissant la couche d'ozone (SAO). Les émissions totales des GES de 1995 (12314,09 Gg CO2-e) à 2018 (40990,59 Gg CO2-e) montrent une croissance continue sur la série temporelle soit 3,32 fois supérieures pour l'ensemble des secteurs.

Les émissions totales des GES directs du sous-secteur Foresterie et autres affectations des terres (FAT) évoluent dans le même sens de 6345,26 Gg CO2-e (1995) à 18138,80 Gg CO2-e (2018). Ces émissions ont connu une croissance continue sur la période allant de 1995 à 2018, soit une multiplication de 2,85 fois. Le sous-secteur FAT est le principal contributeur des émissions totales sur cette série temporelle. L'augmentation substantielle des émissions observées au niveau du sous-secteur FAT est directement imputable aux pratiques de gestions des terres forestières. Dans la plupart des cas, les terres forestières contribuent en majorité aux fortes émissions de CO2 dues principalement à la conversion des terres forestières en terres cultivées. De plus le prélèvement important de bois ronds et autres perturbations dans les terres sont à mettre à l'actif de cette hausse.



Source : Quatrième communication sur les changements climatiques du Togo.

Le secteur de l'Energie est le deuxième contributeur avec des émissions estimées à 2626,78 Gg CO2-e en 2018 soit 4,22 fois plus élevées que celles de 1995 (1140,76 Gg CO2-e). L'augmentation du parc automobile et le développement du réseau de voiries urbaines ont pour conséquence l'augmentation substantielle des émissions observées au niveau du secteur de l'Energie. Cette augmentation est imputable au fort accroissement des consommations de combustibles fossiles en l'occurrence l'essence et du gasoil de la catégorie du transport dont les quantités ont connu une forte croissance entre 1995 et 2018 avec une augmentation du parc automobile et du développement du réseau routier.

Le sous-secteur de l'Agriculture dont les émissions estimées à 4503,98 Gg CO2-e en 1995 passent à 19035,13 Gg CO2-e soit une multiplication de 2,39 fois. La hausse de ces émissions est la conséquence directe de la promotion du secteur agricole, maillon essentiel de développement économique du Togo. De plus, l'augmentation du cheptel sur la période 1995 à 2018 a contribué à l'accroissement des émissions des catégories de la fermentation entérique et de la gestion du fumier.

Enfin, pour la même période, les émissions émanant des secteurs PIUP et Déchets ont été multipliées par les facteurs 2,75 et 4,5 respectivement. L'accroissement noté au niveau des émissions issues du secteur PIUP s'explique par l'augmentation de la production du clinker pour la production du ciment et surtout par la prise en compte des émissions des gaz fluorés résultant de la sous-catégorie de l'utilisation des substituts fluorés de substances appauvrissant la couche d'ozone à partir de 2013. Dans le secteur Déchets, l'augmentation des émissions provient des catégories de l'élimination des déchets, l'incinération et le brûlage des déchets à l'air libre, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques et industrielles.

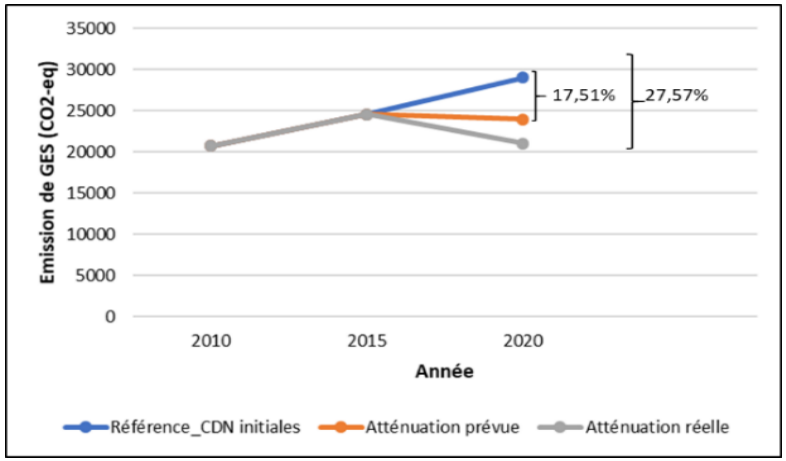
Le sous-secteur de l'Agriculture et le secteur de l'Energie contribuent de façon significative aux émissions annuelles sans le sous-secteur FAT avec une prédominance du sous-secteur de l'Agriculture sur la série temporelle 1995-2018. Les contributions aux émissions annuelles des deux sources réunies sont de 94,58%, ceci devrait être considéré en termes d'amélioration, dans le système national d'inventaire du Togo.

En prenant en compte le sous-secteur FAT, le bilan des émissions et absorptions totales des GES montrent que le Togo est une source nette de GES (émissions supérieures aux absorptions). Les pratiques de gestion des terres forestières couplées aux pratiques perverses de la déforestation (surtout conversion des forêts en terres cultivées), de la dégradation des forêts et autres affectations des terres (due à la collecte de bois rond commercial et de bois énergie), l'utilisation de véhicules usagés et la dégradation des routes dans le secteur de l'Energie ; les feux de végétation incontrôlés, la culture itinérante sur brûlis, l'usage abusif des intrants agricoles sont à mettre à l'actif de ce bilan.

1.3. CONTRIBUTIONS DETERMINEES AU NIVEAU NATIONAL (CDN)

1.3.1. Gouvernance des CDN

Graphique 2: Scenarios d'atténuation prévue et d'atténuation réelle en 2020 par rapport à la référence



Source : CDN, 2021

Après la ratification de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) le 08 mars 1995, le Togo a, entre autres :

- ✓ préparé et soumis sa communication nationale initiale en 2001, sa deuxième communication en 2011, sa troisième communication en 2015 et sa quatrième communication en 2022 ;
- ✓ soumis son premier rapport biennal actualisé en 2017 et le deuxième en 2021 ;
- ✓ préparé et adopté en 2008, un plan d'action national d'adaptation aux changements climatiques;
- ✓ élaboré et adopté en mars 2021, la stratégie nationale de Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts et au stock de carbone dans le sol (REDD+).

Suite à l'adoption de l'Accord de Paris lors de la 21ème session de la Conférence des Parties (COP 21), le Togo a soumis ses Contributions déterminées au niveau national (CDN) initiales avec deux niveaux de réduction : une réduction inconditionnelle de 11,14% et une réduction conditionnelle de 20% pour un besoin en financement total estimé à 3,54 Milliards $US (adaptation = 1,54 milliards $US; atténuation = 1,10 milliards $US; transfert de technologies=0,5 milliards $US; Renforcement de capacités = 0,4 milliards $US).

L'ensemble des projets mis en œuvre entre 2015 et 2020 en matière d'atténuation et d'adaptation a permis au pays de réaliser 7 990 Gg CO2-eq. de réduction de ses émissions en 2020 au lieu de 5 075 Gg CO2-eq. de réduction initialement prévue, soit une réduction de 27,57% à l'horizon 2020 au lieu de 17,51% par rapport à la référence comme le montre le graphique 2. La réduction supplémentaire est donc de 10,06%.

1.3.2. Révision des CDN du Togo

Le Togo vise, par la révision de ses CDN, à se conformer aux engagements pris vis-à-vis de l'Accord de Paris et d'assurer leur alignement à ses priorités de développement (FdR) et aux Objectifs de développement durables (ODD).

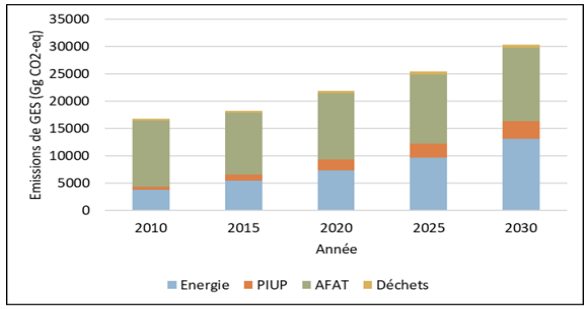
La révision des CDN du Togo a couvert entre autres, l'actualisation des données et des informations au regard des nouveaux développements programmatiques et politiques, la prise en compte du secteur des infrastructures, une meilleure intégration du secteur des ressources en eau et l'intégration des hydrofluorocarbures (HFC) et les polluants atmosphériques et climatiques de courte durée de vie dans les gaz dont les émissions sont à réduire.

Une large concertation des différentes parties prenantes, l'actualisation des informations en tenant compte des nouveaux développements programmatiques, la considération de nouveaux secteurs et de nouveaux gaz ont permis d'élaborer de nouveaux engagements chiffrés plus ambitieux.

1.3.3. Volet atténuation des CDN

Les CDN actualisées prévoient une réduction globale des émissions de GES à l'horizon 2030 de 50,57% par rapport à un scénario tendanciel issu des études réalisées dans le cadre de la QCNCC et du deuxième RBA.

Graphique 3*: Tendances des émissions de GES selon le scénario de référence et de la CDN révisées*

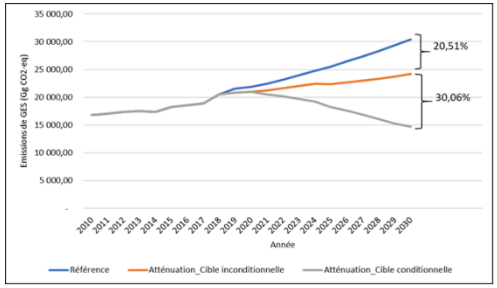


Quatre secteurs prioritaires sont pris en compte, comme l'indique le graphique. Il s'agit de :

- l'énergie (résidentiel, transport, production de charbon de bois, production d'électricité) ;
- les Procédés industriels et utilisation des produits (PIUP) ;
- AFAT (Agriculture, foresterie et autres affectations de terres) ;
- les déchets (déchets solides et eaux usées).

L'objectif des CDN révisées est d'atteindre une valeur d'émissions de 24,2 MT CO_2-eq. en 2030 ; ce qui correspond à une réduction inconditionnelle de 20,51% par rapport au scénario tendanciel de référence. À cet objectif inconditionnel s'ajoute une cible de 30,06% de réductions additionnelles des émissions de GES, conditionnée à l'obtention des soutiens nécessaires (financements internationaux en particulier).

Graphique 4*: Tendances des émissions de GES selon le scénario des CDN révisées*



La mise en œuvre complète des CDN révisées devrait permettre en 2030 de réduire également les polluants climatiques et atmosphériques de courte durée de vie :

- 80% pour le carbone noir (suie) ;
- 32% pour le méthane (CH4) ;
- 58% pour les particules (PM 2.5 et PM 10) ;
- 51% pour l'oxyde d'azote (NOx).

Les émissions des hydrofluorocarbures (HFC) seraient également réduites de 9% en 2030 avec une forte réduction à partir de 2029 conformément au calendrier d'élimination progressive des HFC prévu par l'amendement de Kigali. Ces objectifs sont plus ambitieux au regard des CDN initiales et surtout des circonstances nationales.

1.3.4. Volet adaptation des CDN

Le cadre stratégique de l'adaptation aux changements climatiques tel que décrit dans les CDN révisées se décompose en cinq (5) axes sectoriels : (i) énergie, (ii) AFAT, (iii) ressources en eau, (iv) établissements humains et (v) zone côtière. Cinq (5) valeurs transversales sont également mises en avant : équité, genre, coopération, recherche et transparence.

Ces axes sont tirés des priorités identifiées pour l'adaptation dans les CDN initiales de 2015 et du Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNACC) de 2017 en considérant les initiatives de la Feuille de route gouvernementale, Togo 2020-2025 et des politiques et plan sectoriels et les ODD.

Par exemple, les mesures proposées pour le secteur de l'agriculture contribueront, par ailleurs, au Projet 12 de la FdR 2020-2025, ainsi qu'à la cible 1 de l'ODD 13 et aux cibles 3, 4 et 5 de l'ODD 2. De même, en ce qui concerne le secteur de la Foresterie, les mesures d'adaptation devraient contribuer au Projet 6 de la FdR 2020-2025. Elles contribuent également aux cibles 4 et 5 de l'ODD1, aux cibles1, 2 et 14b de l'ODD 14 et à la cible 1 de l'ODD 13.

1.3.5. Financement des CDN

Le coût global attendu de l'atténuation à horizon 2030 est estimé à environ 2,758 milliards USD, soit 1 654,8 milliards de FCFA et à 2,779 milliards USD, soit 1 667,4 milliards de francs CFA, pour les objectifs d'adaptation, reflétant un besoin total de financement d'environ 5,537 milliards USD pour l'atteinte de l'objectif global de 50,57%.

Vision : À l'horizon 2030, le développement socioéconomique du Togo est durablement assuré et la résilience des populations vulnérables renforcée, grâce à la mise en œuvre des mesures d'adaptation aux changements climatiques

Axes/Secteurs	Objectifs stratégiques/priorités
Axe 1 : Renforcement de la résilience dans le secteur de l'énergie	• Renforcer des actions en faveur de l'efficacité énergétique et des technologies sobres en carbone • Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables
Axe 2 : Renforcement de la résilience dans le secteur de l'agriculture, Foresterie et autres affectation des terres	• Renforcer la résilience des systèmes et moyens de production du secteur de l'agriculture • Mener des actions en faveur de la gestion durable des écosystèmes forestiers et la restauration des services écosystémiques
Axe 3 : Promotion d'une gestion intégrée et durable des ressources en eau	• Appuyer le captage des ressources en eau par les retenues d'eau collinaires à buts multiples • Disposer de données fiables sur les ressources en eau au Togo
Axe 4 : renforcement des capacités d'adaptation des établissements humains	• Mettre en place un système d'alerte précoce pour informer à temps réel contre les inondations • Accompagner la prévention et la lutte contre les maladies vectorielles • Renforcer la protection sociale et la construction des infrastructures socioéconomiques climato résilientes
Axe 5 : Protection de la zone côtière	• Initier des AGR pour les communautés de maraîchers et de pêcheurs de la zone du littoral • Renforcer le dispositif de protection du littoral contre l'érosion côtière

Cette estimation ne couvre pas les aspects liés au renforcement de capacités et de transfert de technologies. Ces derniers sont évalués respectivement à 66,4838 millions USD et à 236,325 millions USD durant la période 2020-2030 et sont finançables au titre du conditionnel.

La mise en œuvre de la stratégie de communication inclusive élaborée sur la période 2022-2026 coûterait environ 1 517 834 dollars USD.

Il est primordial que les mécanismes de marché de façon à favoriser la coopération entre les Parties, tel qu'il est prévu à l'article 6 de l'accord de Paris soient mis en place.

Cela nécessite une stratégie de mobilisation des fonds, laquelle passe par un renforcement des capacités de ces acteurs et un partenariat solide entre le secteur public et privé. La FdR 2020-2025 constitue un bon moteur pour la mise en œuvre et l'atteinte des ambitions des CDN révisées. L'appui extérieur (bilatéral et multilatéral) dans la mise en œuvre des CDN est crucial, tant en matière de renforcement des capacités, de transfert de technologies que de financement de projets d'investissements sensibles au climat.

SECTION 2

CADRES JURIDIQUE, INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL

SECTION II : CADRE JURIDIQUE

2.1. INSTRUMENTS INTERNATIONAUX ET REGIONAUX RATIFIES ET SIGNES PAR LE TOGO

Dans le cadre de la protection de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques, le Togo a signé et ratifié différentes conventions internationales. On peut retenir essentiellement les conventions suivantes.

2.1.1. Instruments internationaux et régionaux

Plusieurs accords multilatéraux et conventions ont été ratifiés par le Togo en matière de préservation de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques.

2.1.1.1. En matière de protection de l'environnement

Au titre des instruments juridiques en matière environnementale, on peut citer entre autres :

- **la Convention sur la diversité biologique de 1992 et ses Protocoles de Cartagena de 2000 et de Nagoya-Kuala de 2010** : cette convention**,** ratifiée le 4 octobre 1995, et ses protocoles visent essentiellement la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de la diversité biologique, et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques ;
- **la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification du 17 juin 1994, ratifiée le 4 octobre 1995** : elle vise à lutter contre la désertification et à contribuer à l'atténuation des effets de la sécheresse dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, grâce à des mesures efficaces à tous les niveaux, appuyées par des arrangements internationaux de coopération et de partenariat, en vue de contribuer à l'instauration d'un développement durable dans les zones touchées ;
- **la Convention de Bonn du 23 juin 1979 sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, ratifiée le 9 novembre 1995 :** elle a pour objectif d'assurer la protection et la conservation des espèces migratrices terrestres, aquatiques et aviaires et de leurs habitats à l'échelle mondiale. La conservation des espèces migratrices nécessite en particulier une coopération internationale pour assurer la protection de l'ensemble de leur aire de répartition ;
- **la Convention sur les zones humides (Ramsar) de 1971, ratifiée en 1995 :** elle vise à assurer la promotion, la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides. A ce titre, les Etats parties sont tenus, notamment d'inclure les considérations de conservation des zones humides dans leur planification nationale, de désigner des zones humides d'importance internationale, de les inscrire sur la liste de Ramsar et d'assurer par conséquent leur conservation durable ; et de contribuer à la coopération internationale en faveur de la gestion et de la protection des zones humides ;

- **la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (Convention d'Alger) du 15 Septembre 1968, ratifiée en 1980 :** elle a pour objectif d'assurer la conservation, l'utilisation et le développement des ressources naturelles dans leur ensemble et celles de la faune en particulier, pour le bien-être présent et futur de l'humanité, du point de vue économique et social. Elle engage les Etats parties à adopter les mesures nécessaires pour assurer la conservation, l'utilisation et le développement des ressources naturelles, conformément aux principes scientifiques et en tenant dûment compte des meilleurs intérêts des populations.

2.1.1.2. En matière de lutte contre les changements climatiques

S'agissant des changements climatiques les instruments juridiques sont essentiellement :

- **la Convention-cadre des Nations-unies sur les changements climatiques (CCNUCC) de 1992, ratifiée le 08 mars 1995** : elle vise la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) en vue de la stabilisation de leurs concentrations à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique.
- Son protocole additionnel de Kyoto de 1997 auquel le Togo a adhéré en juillet 2004, prévoit des engagements différenciés selon les pays, sur la base du principe d'une responsabilité distincte entre pays industrialisés et pays en développement. Il prévoit la possibilité de dégager des Unités de réduction des émissions cessibles de GES par le biais d'investissements dans des projets d'atténuation des changements climatiques ;
- **l'Accord de Paris sur le climat, adopté à la conférence des parties (COP) 21 à Paris en 2015, ratifié le 30 mai 2017** : il a pour objectif de contribuer à maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C d'ici 2100 et de poursuivre les efforts pour limiter cette augmentation à 1,5°C. Pour atteindre cet objectif ambitieux, l'accord enjoint les Etats parties à poursuivre la réduction leurs émissions des GES, à travers leurs plans d'action climatique, appelés contributions nationales déterminées (CDN) ;
- **la Convention de Rotterdam** sur le commerce international des produits chimiques et pesticides dangereux **du 9 septembre 1999, ratifiée le 23 juin 2004** : elle a pour but d'organiser le commerce international de certains produits chimiques dangereux, afin de protéger la santé humaine et l'environnement. A ce titre, elle établit la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable au commerce international de ces produits et encourage le partage des responsabilités et la coopération entre Parties ;
- **la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POPs) du 23 mai 2001,** cette convention, ratifiée par le Togo le 22 juillet 2004, vise, conformément au principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, à protéger la santé humaine et l'environnement contre les polluants organiques persistants caractérisés par leur persistance, bioaccumulation, toxicité et mobilité.

2.1.2. Cadre juridique national

Le cadre juridique national relatif à la protection de l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques est constitué de :

- **la Constitution du 6 mai 2024** : l'article 17 de l'annexe relative à la déclaration solennelle des droits et devoirs fondamentaux des personnes et des citoyens, dispose que « *L'Etat reconnaît à chacun le droit à la protection de la santé et le droit de jouir d'un environnement sain. Il œuvre à le promouvoir. Les pouvoirs publics veillent à l'utilisation rationnelle de toutes les ressources naturelles afin de protéger et d'améliorer la qualité de vie et de défendre l'environnement* ».
- **la loi n° 2008-005 du 30 mai 2008 portant loi-cadre sur l'environnement** : elle fixe le cadre légal général de protection et de gestion de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article 17 de la Constitution du 6 mai 2024 et à celles de l'article 17 de son annexe relative à la déclaration solennelle des droits et devoirs fondamentaux des personnes et des citoyens.

  De façon générale, elle vise à préserver et gérer durablement l'environnement ; garantir, à tous les citoyens, un cadre de vie écologiquement sain et équilibré ; créer les conditions d'une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles pour les générations présentes et futures ; établir les principes fondamentaux destinés à gérer, à préserver l'environnement contre toutes les formes de dégradation afin de valoriser les ressources naturelles, de lutter contre toutes sortes de pollutions et nuisances ; à améliorer durablement les conditions de vie des populations dans le respect de l'équilibre avec le milieu ambiant ; et à encadrer les activités susceptibles de dégrade l'environnement et d'entraîner des atteintes à la santé des personnes ;
- **la loi n° 2008-009 du 19 juin 2008 portant code forestier** : elle fixe le régime de protection et de gestion durable des ressources forestières aux fins d'un équilibre des écosystèmes et de la pérennité du patrimoine forestier (art. 3). Elle consacre une gestion participative et inclusive des ressources forestières, en créant une commission nationale et des commissions consultatives locales chargées d'aider à la prise de décision en matière de gestion des ressources forestières (article 138) ;
- **la loi n° 2016-028 du 11 octobre 2016 portant code de la marine marchande** : elle fixe les règlemente les activités qui se déroulent dans les eaux maritimes, les lagunes, fleuves et plans d'eau dans les ports et s'applique, notamment à tous les navires immatriculés sous pavillon togolais et les navires étrangers se trouvant dans les eaux sous juridiction togolaise en application des conventions internationales en vigueur (article 1er).

  Elle prend en compte la protection de l'environnement marin à travers son livre VI qui consacre des dispositions relatives à la prévention des différentes formes de pollution par les navires et autres engins en mer en vue de préserver l'écosystème marin, notamment la

prévention de la pollution par les hydrocarbures ; par les substances nocives transportées par mer en colis, conteneurs, citernes mobiles, camions ou wagons-citernes ; par les eaux usées des navires ; par les substances liquides nocives transportées en vrac ; par les ordures des navires ; par les immersions de déchets à partir de navires et de l'air par les navires ;

- **la loi n° 2010-004 du 14 juin 2010 portant code de l'eau** : elle fixe le cadre juridique général et les principes de base applicables à la répartition, à l'utilisation et à la gestion intégrée des ressources en eau (art. 1er). Elle définit également les règles de protection, de la lutte contre la pollution des eaux et de la protection des aménagements et ouvrages hydrauliques (titre III relatif au régime de protection des eux, des aménagements et des ouvrages hydrauliques) ;
- **la loi n° 96-004 du 26 février 1996 portant code minier, modifiée et complétée par la loi n° 2003-012 du 14 octobre 2003** : cette loi régit la prospection, la recherche, l'exploitation, la détention, le traitement, le transport, la transformation et le commerce des substances minérales sur le territoire de la République togolaise. Elle consacre la protection de l'environnement en son article 35 qui dispose : « *Tout détenteur d'un titre minier évitera au maximum tout impact préjudiciable à l'environnement, notamment la pollution de la terre, de l'atmosphère et des eaux et le dommage ou la destruction de la flore ou de la faune, conformément aux dispositions de la présente loi, du code de l'environnement et de leurs textes d'application* » ;
- **la loi n° 99-003 du 12 février 1999 portant code des hydrocarbures** : elle règlemente toutes les opérations pétrolières, à savoir la recherche, la prospection, l'exploration, le stockage, le raffinage, le transport et la commercialisation des hydrocarbures. Elle met à la charge des titulaires de titres pétroliers, selon son article 39, l'obligation de protection et de sauvegarde de l'environnement, conformément aux prescriptions et dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière de l'environnement ;
- **la loi n° 2018-010 du 08 août 2018 portant promotion et production d'électricité de source renouvelables au Togo** : cette loi fixe le cadre juridique général de réalisation des projets de production d'électricité à base des sources d'énergies renouvelables (art. 1er). Elle définit les règles régissant les installations, les équipements et les matériels nécessaires pour la production, le stockage, le transport, la distribution, la commercialisation et la consommation d'électricité à base des sources d'énergies renouvelables. Elle permet la prise en compte des mesures d'atténuation par le Togo ;
- **la loi n° 2016-002 du 4 janvier 2016 portant loi-cadre sur l'aménagement du territoire au Togo** : elle fixe le cadre juridique de toutes les interventions de l'Etat et des autres acteurs concernés par la structuration, l'occupation, l'utilisation du territoire national et de ses ressources (article 1er). Elle tient compte de la gestion des ressources foncières et de la protection de l'environnement, en mettant à la charge de l'Etat l'obligation de veiller au respect de la législation nationale et des conventions internationales en matière de protection de

l'environnement et de lutte contre les changements climatiques dans la mise en œuvre de la politique de l'aménagement du territoire (art. 23) ;

- **la loi n° 2007- 011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales, ensemble les textes qui l'ont modifiée** : cette loi confère d'importantes compétences en matière d'assainissement, de gestion des ressources naturelles et de protection de d'environnement aux communes et régions.

  Les communes disposent des compétences propres en matière, notamment de création, gestion, protection des forêts et zones protégées d'intérêt communal, lutte contre l'insalubrité, les pollutions et les nuisances diverses, la création, la réhabilitation et la gestion des parcs communaux (art. 82).

  Les régions assurent la coordination des actions de développement des communes relevant de leur ressort territorial, en matière de protection de l'environnement, du climat et de la qualité de l'air (art. 233-1). Elles assurent également le traitement des déchets, la protection de la faune et de la flore, l'élaboration et la mise en œuvre des plans régionaux de la protection de l'environnement (art. 234) ;

- **la loi n° 2018-005 du 14 juin 2018 portant code foncier et domanial** : cette loi fixe les règles et les principes fondamentaux applicables en matière foncière et domaniale et régit l'organisation et le fonctionnement du régime foncier et domanial. Le titre VII est consacré à la gestion des ressources naturelles notamment le régime général de la gestion des ressources naturelles (le sol, le sous-sol et les richesses et les forêts de manière rationnelle) ; la gestion de la faune sauvage ; la gestion des substances de carrière et de mine. Les articles 405 et 649 traitent également de la préservation de l'environnement. Les autorités compétentes et toute personne mandatée par elles disposent du droit d'accès à tous les sites et bâtiments, de même que les installations qui s'y trouvent, sans toutefois perturber le bon fonctionnement des activités du titulaire.

2.2. CADRES INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL DE LA BUDGETISATION VERTE

Les cadres institutionnel et organisationnel du budget sensible au climat et à l'environnement reposent sur une architecture bien structurée, intégrant des acteurs clés à différents niveaux de l'administration publique. Voici une présentation détaillée de ce cadre :

2.2.1. Cadre institutionnel

Le cadre institutionnel de la budgétisation verte s'articule autour d'une triade ministérielle qui assure la gouvernance et le pilotage du processus. Les ministères ainsi que leurs rôles se déclinent comme suit :

- **Le ministère des finances et du budget (MFB)** pilote le processus de budgétisation verte, coordonne des actions de renforcement des capacités, d'appui aux ministères et institutions et assure l'intégration des priorités climatiques dans les documents budgétaires, à travers la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF) qui est responsable de la mise en œuvre technique du budget vert, en collaboration avec les ministères sectoriels. La DGBF est également responsable du contrôle qualité du marquage des dépenses, de la centralisation des informations, de la consolidation des documents budgétaires sensibles au climat et à l'environnement.
- **Le ministère de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique (MERFPCCC),** à travers ses structures (notamment la Direction de l'environnement, la Direction des ressources forestières et la Direction de la planification, des statistiques et du suivi-évaluation), a pour rôle principal de fournir un appui technique crucial. Cet appui se traduit notamment par la clarification des concepts clés liés au climat et à l'environnement. Aussi, le MERFPCCC apporte son expertise pour faciliter le marquage des dépenses vertes par les acteurs des ministères sectoriels tout au long du cycle budgétaire.
- **Le ministère de la planification du développement (MPD)** est l'organe chargé de la planification nationale et de la coordination du développement. Pour la Budgétisation verte, son rôle est d'intégrer les enjeux climatiques et environnementaux dans la planification stratégique, la programmation des investissements publics, et le suivi-évaluation, en utilisant notamment l'outil de l'évaluation environnementale.

2.2.2. Cadre organisationnel

Sur le plan organisationnel de la budgétisation verte, il a été désigné un point focal national et mis en place un noyau d'experts. Au sein de chaque ministère et institution, il est prévu la mise en place des cellules focales budget vert.

- **Le point focal national** coordonne le processus de budgétisation verte. Il est l'interface entre le ministère des finances et du budget et l'ensemble des parties prenantes. A ce titre, il planifie les activités, participe à la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre de la feuille de route de la budgétisation verte et anime des sessions de partage d'expériences, de sensibilisation et de formations à l'endroit des cadres sectoriels sur l'importance de la budgétisation verte**.**
- **Le noyau d'experts nationaux** est composé des cadres experts du MFB, du MERFPCCC, du MPD et de certaines institutions. Ce noyau d'experts a pour mission d'élaborer les concepts autour de la budgétisation verte, d'assurer les formations nécessaires et spécifiques aux parties prenantes et d'assister les ministères dans l'élaboration du budget vert.
- **Les cellules budget vert** sont constituées essentiellement des points focaux désignés au sein de chaque ministère et institution et ont pour mission de veiller à l'intégration des considérations climatiques et environnementales dans la chaîne PPBESE au niveau sectoriel.

SECTION 3

SYNTHESE DU BUDGET VERT, EXERCICE 2025

3.1. BUDGETISATION VERTE AU TOGO

Cette partie est déclinée en six (6) points, à savoir : (i) planification et programmation des dépenses sensibles au climat et à l'environnement, (ii) Etat d'avancement de la budgétisation des dépenses sensibles au climat et à l'environnement, (iii) approche méthodologique de la budgétisation verte, (iv) règles méthodologiques de marquage des activités et projets du budget vert, exercice 2026, (v) marquage des lignes dans le système du budget vert, exercice 2026, et (vi) portée de la budgétisation verte.

3.1.1. Planification et programmation des dépenses sensibles au climat et à l'environnement

La présente partie porte sur l'état des lieux des politiques et stratégies ainsi que la programmation des projets et programmes de développement sous l'angle vert.

3.1.1.1. Etat des lieux des politiques et stratégies environnementales au Togo

Le Togo a entrepris des réformes dans les secteurs socioéconomiques de développement pour assurer une transition vers une économie verte en vue de garantir la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. Cette volonté du gouvernement s'est manifestée à travers d'une part, l'élaboration et la mise en œuvre de plusieurs documents de références en matière de développement tant au niveau sectoriel qu'au niveau national et d'autres part, la contribution à la mise en œuvre des agendas communautaire, régional et international. Les plus récents au niveau national sont notamment le Plan national de développement (PND 2018-2022) et de la Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025.

a) Plan national de développement (PND)

Le PND élaboré pour la période 2018-2022 avait pour objectif global de « transformer structurellement l'économie, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents et induisant l'amélioration du bien-être social ». Ce plan prend en compte les changements climatiques et l'environnement à travers les résultats suivants de son axe stratégique 3 : (i) la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes sont assurées ; (ii) la dégradation du milieu naturel est réduite et la protection des espèces menacées est renforcée ; (iii) les émissions de gaz à effet de serre et la vulnérabilité des personnes et des biens aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes sont réduites ; (iv) les pratiques nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature sont adoptées et (v) la gestion rationnelle des déchets et des produits chimiques et la prévention des risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (NRBC) sont renforcées.

b) Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025

Depuis 2020, le gouvernement a réajusté le Plan national de développement (PND) en adoptant et en mettant en œuvre la Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025. Cette FdR marque une nouvelle ère de planification caractérisée par la recherche des solutions urgentes et idoines contre les effets socio-économiques liés aux pandémies de la Covid 19 et aux menaces sécuritaires à travers l'identification d'actions performantes de relance de l'économie togolaise. La FdR a pour vision de faire du Togo, un pays en paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable. Elle met la priorité sur la durabilité, l'inclusivité socio-économique et les opportunités offertes par le numérique. Ainsi, elle est structurée en trois axes stratégiques : (i) axe1 : renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et consolider la paix ; (ii) axe 2 : dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie et (iii) axe 3 : moderniser le pays et renforcer ses structures.

La FdR est constituée d'un portefeuille de 36 projets et de 6 réformes prioritaires qui découlent de 10 ambitions pour accompagner la nouvelle vision et les 3 axes stratégiques de développement du pays.

La FdR prend en compte les changements climatiques dans son axe 3 notamment l'ambition 10 « mettre le développement durable et l'anticipation des crises futures au cœur des priorités du pays ». Cette ambition se concrétise à travers deux projets et une réforme prioritaire dont le ministère chargé de l'environnement est lead. Il s'agit de : (i) P35 : réponse aux risques climatiques majeurs qui ambitionne de définir et mettre en œuvre des réponses aux principaux risques climatiques à travers des aménagements ciblés et a pour objectifs de protéger 90% des côtes contre l'érosion et de porter à 25% le taux de couverture forestière ; (ii) P36 : Programme de mobilité verte qui ambitionne de définir et de mettre en œuvre un plan de mobilité verte principalement centré sur le transport électrique avec un objectif de 3% de véhicules électriques dans les ventes annuelles de véhicules neufs et (iii) R6 : Réforme de la législation environnementale qui vise à renforcer le cadre juridique nécessaire à une protection renforcée de l'environnement.

Le PND et la FdR ont intégré les objectifs de l'Agenda 2030 de développement durable et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine qui prennent en compte également le climat et l'environnement.

c) Agenda 2030 intégrant les Objectifs de développement durable (ODD)

Les dix-sept (17) ODD couvrent l'ensemble des enjeux de développement qui sont liés au climat, à la biodiversité, à l'énergie, à l'eau, à la pauvreté, etc. Le Togo a également intégré lesdits objectifs dans ses contributions déterminées au niveau national et enregistre des avancés dans leur mise en œuvre. Par ailleurs, il est essentiel de réagir aux changements climatiques de manière à favoriser le développement durable à long terme pour réussir la transition vers un développement sobre en carbone et résiliente au climat et une plus grande économie, comme l'exige l'Accord de Paris.

d) Agenda 2063 de l'Union Africaine

La prise en compte du climat et de l'environnement s'est concrétisée dans l'agenda 2063 de l'Union Africaine, « l'Afrique que nous voulons », à travers son objectif 7 : des économies et communautés durables sur le plan environnemental et résilientes au changement climatique et le domaine « biodiversité, conservation et gestion durable des ressources naturelles » avec cibles « au moins 30% des terres agricoles font l'objet d'une gestion durable » et « au moins 17% des zones terrestres et des eaux intérieures et 10% des zones côtières et marines sont préservées ».

e) Vision 2050 de la CEDEAO

La Vision 2050 de la CEDEAO est stipulée : « Une Communauté de peuples pleinement intégrée dans une région paisible, prospère avec des institutions fortes et respectueuses des libertés fondamentales et œuvrant pour un développement inclusif et durable ».

Cette vision prend en compte le climat et l'environnement en son pilier 4 : « transformation et développement inclusif et durable » qui vise entre autres à promouvoir la gestion efficace des ressources naturelles et à renforcer la résilience de la région face aux changements climatiques et aux chocs exogènes à travers l'Orientation stratégique 3 : renforcer la durabilité environnementale et la lutte contre les changements climatiques. Cette orientation stratégique a pour priorités : (i) améliorer la gestion des ressources naturelles ; (ii) lutter contre les changements climatiques; (iii) améliorer la gestion des risques et des catastrophes naturelles ; (iv) énergies renouvelables ; (v) sécurité alimentaire et nutritionnelle ; (vi) agriculture durable ; (vii) améliorer la gouvernance des océans et (viii) l'économie bleue.

3.1.1.2. Etat des lieux de la programmation des projets et programmes de développement au Togo sous l'angle vert

L'intégration des préoccupations climatiques et environnementales dans la planification opérationnelle permet de renforcer la résilience aux changements climatiques des biens et des personnes et garantir la durabilité environnementale dans la mise en œuvre des programmes et projets de développement.

A cet effet, le Togo s'est doté des instruments et outils devant lui permettre de poser les bases de son développement durable. Il s'agit entre autres du guide d'intégration de l'adaptation aux changements climatiques (GIACC) ; du guide d'intégration de l'économie bleue (GIEB) ; des évaluations environnementales et sociales stratégiques (EESS) et des études d'impacts environnemental et social (EIES) des programmes et projets. En lien avec le budget vert, le GIACC et le GIEB permettent de prendre en compte spécifiquement les segments adaptation, atténuation et eau dans les programmes et projets. Les EESS et EIES, en plus desdits segments, prennent en compte les segments biodiversité, pollution et déchet.

Au niveau opérationnel, la démarche préconisée pour l'intégration des changements climatiques, de l'économie bleue, de la biodiversité, de la pollution et des déchets dans les programmes ou projets de développement est basée principalement sur le cycle de gestion des projets d'investissement contenu dans le manuel de procédure pour la sélection, la hiérarchisation et la programmation des projets d'investissements publics au Togo et la grille de sélection des

projets, son outil opérationnel. Cette grille permet de s'assurer de la prise en compte des changements climatiques et de l'environnement dans les projets à travers l'analyse stratégique (critère : respect environnemental et changement climatique) et l'analyse des risques (risques sur l'environnement). Ce manuel ainsi que sa grille de sélection sont en cours de révision pour prendre davantage en compte le changement climatique et l'environnement dans la planification, la programmation et la mise en œuvre des projets. Le processus d'intégration des changements climatiques et de l'environnement se fait durant les principales phases, notamment : l'identification, la formulation, la programmation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du projet. Aussi, les études d'impacts environnemental et social réalisées sur les projets avant leur inscription dans le programme d'investissement public (PIP) permettent-elles de s'assurer du respect des aspects environnementaux et sociaux dans la mise en œuvre des projets au Togo.

3.1.1.3. Etat d'avancement de la budgétisation des dépenses sensibles au climat et à l'environnement

La budgétisation verte, initiée par le Togo, a déjà produit des résultats encourageants, notamment à travers l'exécution de sa phase pilote. Ces progrès ont significativement contribué au renforcement de l'analyse budgétaire verte et à la conception de la deuxième édition du Document Budgétaire Vert (DBV). Initialement circonscrit à 9 ministères, le champ de couverture du budget vert s'est élargi pour inclure 24 ministères et institutions de la République dans sa deuxième édition. Ce rythme progressif confirme l'ambition de l'État d'atteindre une couverture intégrale de l'ensemble de l'administration centrale dès la troisième édition en 2026.

L'amélioration constante du processus est également notable : la revue qualité effectuée sur le document de budget vert, exercice 2025, a permis d'affiner les règles méthodologiques de marquage des dépenses.

Les rapports d'exécution trimestriels, les rapports annuels de performances, les comptes administratifs et la loi de règlement fournissent désormais des informations détaillées sur le niveau d'engagement, d'ordonnancement et d'exécution des dépenses budgétaires vertes. La publication de ces informations contribue ainsi à accroître la transparence budgétaire en matière de budgétisation verte.

3.1.2. Approche méthodologique de la budgétisation verte

L'élaboration du budget vert, qui est à sa troisième édition, s'inscrit dans une approche graduelle et pragmatique. Les résultats satisfaisants de la phase pilote et ceux de la deuxième édition, ont encouragé le gouvernement à élargir le champ de la budgétisation verte à l'ensemble des ministères et institutions.

Le budget vert, faut-il le rappeler, est une nouvelle approche de présentation des recettes et dépenses de l'Etat et de ses démembrements sous l'angle de la lutte contre les changements climatiques et de la protection de l'environnement.

L'approche méthodologique retenue consiste à analyser toutes les natures de dépenses budgétaires, suivant la nomenclature du budget vert, à l'aune de leurs objectifs et/ou incidences sur le climat et l'environnement. L'analyse est faite en affectant une cotation à chacun des six segments suivant deux (02) axes : **Climat** et **Environnement**.

Pour l'axe " Climat ", deux (02) segments sont distingués, à savoir :

- **« Adaptation »**, relatif aux dépenses qui contribuent à renforcer la résilience des communautés et des écosystèmes face aux impacts des changements climatiques ; et
- **« Atténuation »**, pour capter les dépenses visant la lutte contre les changements climatiques.

L'axe " Environnement " est constitué de quatre (04) segments qui sont :

- **« Biodiversité »,** dépenses visant la préservation de la biodiversité, protection des écosystèmes ;
- **« Eau »**, efforts consentis en matière de gestion des ressources en eau ;
- **« Pollution »** dépenses contribuant à la lutte contre les pollutions de l'eau, de l'air et des sols ; et
- « **Déchets** », dépenses visant la transition vers l'économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Adaptation

Adaptation aux changements climatiques et à la prévention des risques naturels

Atténuation

Lutte contre les changements climatiques

Biodiversité

Préservation de la biodiversité et la protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles

Eau

Gestion des ressources en eau

Pollution

Lutte contre les pollutions de l'eau, de l'air et des sols

Déchets

Transition vers l'économie circulaire, la gestion des déchets et la prévention des risques technologiques

Encadré 1 : Les segments de marquage du Budget vert 2026 du Togo

La méthodologie d'évaluation de l'impact environnemental et du cc du budget de l'Etat repose sur une grille de codes six (6) segments articulés autour de deux (2) axes : deux (2) segments pour l'axe changement climatique et quatre (4) segments pour l'axe environnement.

Deux (2) segments de l'axe « Changement climatique (CC ». « Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels » a trait aux mesures qui favorisent la résilience face aux évènements directement corrélés au changement climatique, et donc pour réduire la vulnérabilité de la nature et de l'homme face aux effets du réchauffement climatique. **« Lutte contre le changement climatique »** ou Atténuation : correspond aux objectifs visés par les politiques d'atténuation du changement climatique, dont la transition vers une économie décarbonée et la séquestration du carbone par les écosystèmes. Elle comprend toutes les actions visant à réduire les émissions de GES ou séquestrer le carbone qui sont à l'origine du réchauffement climatique.

Quatre (4) segments de l'axe « Environnement » :

« Transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques » caractérise les mesures permettant la transition vers l'économie circulaire (augmentation de la durabilité, réparabilité et réutilisabilité des produits) et l'utilisation plus efficace des ressources ou en faveur d'une bonne gestion des déchets, ou encore la prévention des risques technologiques (accidents industriels ou utilisation et transport de matières dangereuses).

« **Préservation de la biodiversité, protection des écosystèmes »** fait référence aux objectifs de préservation, de protection et de restauration de la biodiversité et des écosystèmes, ainsi que de gestion durable des espaces naturels, agricoles et forestiers. La biodiversité correspond à la variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie ; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celles des écosystèmes.

« Gestion des ressources en eau » : fait référence aux objectifs quantitatifs d'utilisation et de gestion durable des ressources en eaux terrestres et maritimes. C'est l'ensemble des ressources en eau destinées à divers usages socio-économiques. On distingue : les **eaux de surface** (ensemble des eaux douces, saumâtres et marines se trouvant à la surface du sol. Il s'agit des cours d'eau, canaux, lacs, lagunes, étangs, mares, marais, zones humides, mangroves ainsi que la zone de mer ou océan s'étendant des côtes jusqu'à une ligne considérée comme frontière maritime) et les **eaux souterraines** (toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol et pouvant émerger ou non à la surface sous forme de sources).

« Lutte contre les pollutions de l'eau, de l'air et des sols » : a trait à la prévention, au contrôle et à la résorption de la pollution de l'eau, de l'air et des sols, pouvant notamment être causés par l'utilisation de substances chimiques ayant un impact potentiel sur la santé ou l'environnement. Pollution : toute contamination ou modification directe ou indirecte de l'environnement provoquée par un acte susceptible : (i) d'influer négativement sur le milieu de vie de l'homme et des autres espèces vivantes et (ii) de provoquer une situation préjudiciable pour la santé, la sécurité, le bien-être de l'homme, de la flore, de la faune ou les biens collectifs et individuels.

3.1.3. Les apports de l'édition 2026 du budget vert

Depuis l'adoption de son premier budget vert en 2024, le Togo a consolidé l'intégration des priorités environnementales et climatiques dans sa gestion des finances publiques. L'édition 2026 du Budget Vert (BV) marque une évolution significative, principalement axée sur le renforcement de la rigueur méthodologique et de la transparence de l'analyse des dépenses. Suite à l'approche affinée en 2025 qui a vu le marquage des dépenses s'effectuer sur l'intégralité des six marqueurs (Adaptation, Atténuation, Biodiversité, Eau, Pollution, Déchet) sans la règle d'exclusivité de 2024 l'édition 2026 apporte de nouvelles précisions. Les règles méthodologiques de marquage ont été revues pour garantir un raisonnement plus clair et précis, et ces règles ont été annexées à la lettre de cadrage 2026 pour orienter les administrations, notamment sur des dépenses comme l'achat d'engrais ou les constructions liées à la biodiversité. Une modification fondamentale réside dans l'évolution de l'arbre de décision : l'analyse est désormais centrée sur les activités qui sont cotées, et les dépenses héritent de la cotation de l'activité à laquelle elles contribuent. Cette approche confère une plus grande finesse dans l'évaluation de l'impact climatique et environnemental de la dépense publique. Au niveau institutionnel, le Togo a établi un processus solide, incluant l'élaboration d'un manuel de conception du BV, la formation des cadres publics et une couverture intégrale de tous les ministères. L'intégration du climat et de l'environnement est également renforcée au niveau du suivi de l'exécution et du reporting, le BV 2026 étant enrichi avec la situation d'exécution à fin juin 2025. L'innovation essentielle de cette édition 2026 est cependant l'introduction de la justification des cotations (ou du marquage). Cet élément est essentiel car il garantit la transparence, la crédibilité et l'efficacité de toute la démarche en exigeant une preuve documentée de l'impact réel et positif des activités "vertes". La justification répond directement à la demande de traçabilité rigoureuse des citoyens, des ONG et des bailleurs de fonds internationaux, transformant ainsi le BV en un véritable outil de pilotage des politiques publiques vers la transition écologique. Le Togo, grâce à ces évolutions, tend vers une administration écoresponsable, capable de mesurer et de suivre l'impact réel de ses dépenses, renforçant son rôle de référence régionale, malgré les défis persistants liés aux capacités techniques et aux besoins financiers.

3.1.4. Règles méthodologiques de marquage des activités et projets du budget vert 2026

L'exercice de cotation de certaines activités du budget vert a été encadré par des règles méthodologiques de marquage rigoureuses, principalement en réponse à deux impératifs majeurs. Premièrement, la complexité de la thématique climatique et environnementale exige un raisonnement clair et précis pour l'analyse de l'impact des recettes et des dépenses en lien avec les segments. Deuxièmement, ces

règles visent à garantir la cohérence des cotations entre elles, assurant qu'un même type d'impact climatique et environnemental soit apprécié de manière identique pour toute recette ou dépense, quel que soit le secteur budgétaire concerné.

Dans le cadre de la troisième édition du document de Budget vert, des règles méthodologiques de cotation ont été retenues. On peut citer entre autres :

- **Activités relatives aux dépenses de constructions en lien avec le segment biodiversité** :
  - Les constructions qui ne nécessitent pas des études d'impact environnemental et social (EIES) sont cotées **biodiversité neutre**
  - Les constructions sur site non végétalisé nécessitant des EIES simplifiées/approfondies sont cotées **biodiversité neutre**
  - Les constructions sur site végétalisé nécessitant des EIES simplifiées/approfondies sont cotées **biodiversité défavorable**
- **Activités relatives aux dépenses de formations sur le climat et l'environnement :**
  - Pour les formations initiales (de base) sur les thématiques relatives aux changements climatiques et à l'environnement, la cotation est neutre sur tous les segments. Le segment dominant est le segment le plus concerné par la formation.
  - Les formations pointues sur les thématiques relatives aux changements climatiques et à l'environnement, la cotation est favorable au segment le plus concerné par la formation.
  - De même, pour les renforcements de capacités sur les thématiques relatives aux changements climatiques et à l'environnement, la cotation est favorable au segment le plus concerné par le renforcement de capacités.
- **Activités relatives aux dépenses liées à la consommation d'eau :** Les dépenses de consommation d'eau sont cotées :
  - Neutres pour la consommation domestique (Approvisionnement en Eau Potable (AEP) de l'administration publique, des collectivités territoriales et des Etablissements publics…) ;
  - Défavorables pour la consommation industrielle, agricole et autres consommations de grande quantité.
- **Activités relatives aux dépenses liées à l'acquisition de biens et services dont la production vient d'une source externe (exemple : électricité, papier…)**

  La dépense est cotée favorable ou défavorable par la structure de production. La cotation des structures utilisatrices est neutre au segment concerné.
- **Activités relatives aux dépenses de consommation d'énergies :** Pour les énergies thermiques, la cotation est défavorable à l'atténuation et à la pollution avec comme segment dominant atténuation (défavorable).

S'agissant des énergies renouvelables ou durables, la cotation est favorable à l'atténuation et la pollution avec comme segment dominant atténuation (favorable).

- **Activités de reboisement :** La cotation est favorable à l'atténuation et à la biodiversité. Si l'objectif de l'action vise le changement climatique, le segment dominant est l'atténuation favorable et s'il est relatif à l'environnement, le segment dominant est biodiversité favorable.
- **Activités relatives aux dépenses d'achats de biopesticides :** Les biopesticides sont moins nocifs que les pesticides chimiques du fait de leur caractère biodégradable et leur temps de rémanence faible. Ils sont côtés donc favorable à la biodiversité et à la pollution avec comme segment dominant biodiversité favorable. La cotation est neutre sur les autres segments.
- **Activités relatives aux dépenses d'achats des biofertilisants (engrais organique) :** Les dépenses d'achats des biofertilisants sont cotées favorables à la pollution, à l'eau, à l'atténuation et à l'adaptation et neutres à la biodiversité et aux déchets. Le segment dominant est adaptation favorable.
- **Activités relatives aux dépenses d'achat d'engrais chimiques :** Les dépenses d'achats des engrais chimiques sont cotées défavorables à l'eau, à la pollution, à l'atténuation, favorables à l'adaptation, neutres à la biodiversité et aux déchets. Le segment dominant est adaptation favorable.
- **Activités relatives aux dépenses liées au numérique ou à la digitalisation**. Les dépenses associées au numérique, la dématérialisation des services ou procédés, faute de conclusions scientifiques consensuelles sur leur impact environnemental sont non cotées. Cette cotation est susceptible d'évoluer en fonction des résultats des recherches ou de l'état de connaissance dans le domaine.

3.1.2.1. Marquage des lignes dans le système du budget vert, exercice 2026

Le marquage des dépenses des ministères et institutions s'effectue au niveau des activités telles que déclinées dans les projets annuels de performance (PAP) des programmes et dans les plans de travail et budget annuel (PTBA) des projets des ministères et institutions. L'activité demeure ainsi la maille la plus fine de marquage. L'analyse se fait suivant un arbre de décisions et obéit à des règles méthodologiques de marquage. Selon leur incidence sur l'environnement et le climat, les lignes de dépenses sont marquées sur tous les segments selon les cotations « favorable », « défavorable », « neutre » ou « non coté ». Ainsi, relativement à un segment, une dépense est dite :

- **« Favorable »**, lorsqu'elle vise l'atteinte de l'objectif, ou participe directement à la production d'un bien ou service en lien avec l'objectif, ou qui sans aucun lien avec l'objectif a un impact indirect avéré ;

- **« Défavorable »**, quand elle constitue une atteinte directe au climat ou à l'environnement ou incite à des comportements défavorables à celui-ci ;
- **« Neutre »**, lorsqu'elle est sans effet significatif sur l'objectif ;
- **« Non cotée »**, quand elle n'est pas suffisamment documentée ou l'état actuel des connaissances scientifiques ne permet pas d'évaluer de manière consensuelle son impact sur l'objectif ;
- **« Mixte »**, lorsque l'activité est marquée « favorable » sur au moins l'un des segments et « défavorable » sur au moins l'un des autres segments.

Le marquage des activités se fait à deux niveaux dans le Système intégré de gestion des finances publiques (SIGFiP) qui prend en compte les changements climatiques et la protection de l'environnement. La codification se fait avec deux caractères. Le premier représente le segment à savoir : Adaptation (1), Atténuation (2), Biodiversité (3), Eau (4), Pollution (5) et Déchets (6). Le deuxième représente la caractéristique de cotation : Favorable (1), Défavorable (2) et Neutre (3). Le Non coté est représenté par le caractère 90.

Le premier niveau consiste à marquer les lignes des dépenses ordinaires et les dépenses d'investissements (Hors PIP) et le second niveau permet de marquer les activités des lignes des projets d'investissements.

Le marquage se fait par chaque ministère et institution conformément aux cotations des six (6) segments, du segment dominant et de la cotation globale dans le système.

NB : pour les nouveaux ministères/institutions qui intègrent le processus, une extraction des lignes de dépenses existantes dans les systèmes est faite afin de les permettre de marquer lesdites lignes. Des travaux techniques permettent ensuite de prendre en compte les résultats du marquage des lignes de ces nouveaux ministères/institutions, conformément aux fichiers reçus, dans le système d'informations. Pour les nouvelles lignes de dépenses, le marquage est automatiquement fait lors de leurs créations.

Chaque activité est ainsi cotée au regard de son impact sur les six segments. Pour déterminer la cotation globale de l'activité ou de la dépense, le segment dominant est ensuite ressorti au regard du caractère prédominant de son impact ou de l'objectif climatique ou environnemental. La cotation globale peut faire ressortir une cinquième caractéristique de la cotation : le **« mixte ».** Cette cotation intervient lorsque, pour une activité, le marquage indique à la fois « favorable » et « défavorable » sur un ou plusieurs segments.

Une fois le budget mis en exécution, une vérification de cohérence des données du budget, des lignes de dépenses/activités marquées dans système informatique et les tableaux issus de l'Outil Excel BV, est faite. Le suivi d'exécution des dépenses marquées se fait directement dans le système.

Tableau 1: Nomenclature du budget vert de l'exercice 2026

AXE	SEGMENTS		COTATION DU SEGMENT		COULEURS
CLIMAT	1	Adaptation	11	Adaptation favorable	
			12	Adaptation défavorable	
			13	Adaptation neutre	
	2	Atténuation	21	Atténuation favorable	
			22	Atténuation défavorable	
			23	Atténuation neutre	
ENVIRONNEMENT	3	Biodiversité	31	Biodiversité favorable	
			32	Biodiversité défavorable	
			33	Biodiversité neutre	
	4	Eau	41	Eau favorable	
			42	Eau défavorable	
			43	Eau neutre	
	5	Pollution	51	Pollution favorable	
			52	Pollution défavorable	
			53	Pollution neutre	
	6	Déchet	61	Déchet favorable	
			62	Déchet défavorable	
			63	Déchet neutre	
Non cotée	9	Non cotée	90	Non cotée	
COTATION GLOBALE OU COTATION DE SYNTHESE			01	FAVORABLE	
			02	DEFAVORABLE	
			03	NEUTRE	
			04	MIXTE	
			90	NON CÔTE	

3.1.2.2. Périmètre retenu et portée de la budgétisation verte

a) Périmètre retenu

L'élaboration du document de budget vert s'inscrit dans une approche graduelle dont l'objectif ultime est la couverture intégrale de l'administration publique. La conception de ce document, à l'instar des deux premiers, est le fruit des efforts conjugués des acteurs budgétaires nationaux. Il découle de la mise en œuvre de la feuille de route du budget sensible au climat et à l'environnement dont le pays s'est doté.

b) Portée

La budgétisation verte transcende la simple classification comptable pour s'imposer comme un outil stratégique de pilotage macroéconomique et budgétaire, mesurée à l'aune des grands enjeux socioéconomiques et environnementaux mondiaux. Le Togo, en se dotant d'un document budgétaire vert (DBV), se positionne comme un pionnier en Afrique subsaharienne et intègre le cercle des nations qui placent la lutte contre les changements climatiques et la dégradation de l'environnement au centre de leurs priorités de gestion des finances publiques.

Cette initiative majeure démontre la détermination des autorités togolaises à concrétiser leurs ambitions de développement durable en anticipant les situations désastreuses dues aux perturbations climatiques. Sur le plan international, cet engagement renforce la crédibilité du pays et améliore son image, consolidant sa place dans le concert des nations et facilitant son accès aux guichets de financement des partenaires en développement qui intègrent ces thématiques.

La portée du DBV est également analytique et technique. Il consiste à identifier, évaluer et marquer l'impact potentiel (favorable, défavorable ou neutre) des recettes et des dépenses publiques sur la transition écologique. En fournissant cette analyse systématique, le DBV assure l'adéquation des crédits avec les engagements nationaux et internationaux. Ce faisant, il est un moyen efficace d'identifier les secteurs ou actions moins écologiques afin de mitiger leurs impacts.

Enfin, cette démarche renforce la transparence budgétaire en assurant la traçabilité des financements et en rendant public l'effort financier pour des objectifs clés comme l'atténuation, l'adaptation et la préservation de la biodiversité. En transformant chaque budget ministériel en un levier au service de la planification écologique, le Togo fait figure de bon élève en matière de respect des Accords multilatéraux, la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement.

3.2. EXECUTION DE LA LFI 2025 ET SYNTHESE DES RESULTATS DU BUDGET VERT 2025

Le budget 2026 prend en compte le suivi de l'exécution, le reporting budgétaire et comptable intégrant le climat et l'environnement dans les rapports infra-annuels d'exécution. Le rapport trimestriel d'exécution du budget (RTEB) élaboré du 1er et 2e trimestres 2025 ont largement intégré les changements climatiques et la protection de l'environnement.

A la fin du deuxième trimestre, soit 6 mois de mise en œuvre du budget vert, le taux d'exécution est de 5,73 % pour un montant de

9 025 860 112. Ce taux est le ratio entre le montant exécuté et le montant prévisionnel qui est de 157 603 463 272.

Pour l'exercice 2025, les crédits du budget général affecté aux 24 ministères et institutions est d'un montant global de 157 603 463, soit 6,577% des dépenses budgétaires générales.

Pour l'exercice 2025, les crédits du budget général affectés aux 9 ministères pilotes est d'un montant global de 431,60 milliards, soit 26,38% des dépenses budgétaires total de l'Etat. Au titre du premier semestre, le budget vert a été exécuté à hauteur de 13,33% pour l'axe climat et de 16,60% pour l'axe environnement.

Tableau 2: Etat d'exécution du budget vert à fin juin 2025 des ministères pilotes et par axe

SECT°	MINISTERES PILOTES	CLIMAT			ENVIRONNEMENT		
		PREVISIONS	EXECUTIONS	TAUX EXECUTION	PREVISIONS	EXECUTIONS	TAUX EXECUTION
130	Premier Ministère	5 000	-	0,00%	-	-	0,00%
240	Ministère du Développement à la Base, de l'Inclusion Financière, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	7 906 843	206 250	2,61%	48 675	-	0,00%
310	Ministère des Armées	1 111 212	478 265	43,04%	-	-	0,00%
410	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie Coutumière	5 000	-	0,00%	4 441 629	1 000 000	22,51%
430	Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	1 681 470	2 712 043	161,29%	1 999	-	0,00%
510	Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire	109 854	1 230	1,12%	337 400	-	0,00%
520	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	-	-	0,00%	1 389 300	1 250	0,09%
610	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	56 000	11 993	21,42%	241 042	-	0,00%
611	Ministère de l'Accès aux Soins et de la Couverture Sanitaire	1 745 947	-	0,00%	-	-	0,00%
740	Ministère de l'Action Sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme	379 171	24 536	6,47%	-	-	0,00%
750	Ministère des Sports et Loisirs	5 000	-	0,00%	-	-	0,00%
760	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière	8 256 000	50 000	0,61%	741 657	371 810	50,13%
810	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du Développement Rural	23 830 454	2 679 476	11,24%	4 345 342	73 938	1,70%
811	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	1 023 476	7 720	0,75%	16 229 194	130 611	0,80%

SECT°	MINISTERES PILOTES	CLIMAT			ENVIRONNEMENT		
		PREVISIONS	EXECUTIONS	TAUX EXECUTION	PREVISIONS	EXECUTIONS	TAUX EXECUTION
813	Ministère de l'Economie Maritime et de la Protection Côtière	506 207	5 810	1,15%	5 000	-	0,00%
820	Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation Locale	5 000	-	0,00%	9 600 000	294 704	3,07%
821	Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements	102 218	-	0,00%	5 000	-	0,00%
830	Ministère des Travaux Publics et des Infrastructures	22 419 837	-	0,00%	150 000	-	0,00%
831	Ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales	18 089 358	-	0,00%	-	-	0,00%
832	Ministère des Transports Routiers, Ferroviaire et Aérien	930 355	-	0,00%	179 272	-	0,00%
840	Ministère des Mines et des Ressources Energétiques	13 404 569	9 983	0,07%	-	-	0,00%
860	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières	13 363 913	74 592	0,56%	4 951 069	891 651	18,01%
Total		**114 936 884**	**6 261 898**	**5,45%**	**42 666 579**	**2 763 962**	**6,48%**

Source : SIGFiP DGBF

3.3. SYNTHESE DES RESULTATS CLES DU BUDGET VERT, EXERCICE 2026

La mise en œuvre de la réforme budgétaire verte amorcée par le Togo depuis l'exercice 2024, traduit les efforts financiers de l'Etat en faveur de la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement. L'exercice budgétaire 2026 qui marque un tournant décisif vers la couverture intégrale du champ de l'administration centrale, intègre au processus l'ensemble des ministères et institutions. Ainsi, le budget vert 2026 fournit des informations sur l'ensemble des ministères et institutions.

Afin de répondre aux objectifs et atteindre les résultats en lien avec les changements climatiques et la protection de l'environnement relevés dans la FdR, des programmes et actions budgétaires ont été formulés dans chacun des ministères retenus pour le budget vert, dans la lettre n°25-2268/PC/SG du 13 octobre 2025, portant cadrage budgétaire du projet de loi de finances, exercice 2026. La mise en place des crédits budgétaires qui se répartissent dans les programmes et dotations traduit les efforts consentis pour la réalisation des actions et activités permettant d'atteindre les objectifs et résultats verts définis dans le cadre de performance des ministères et institutions.

Tableau 3: Synthèse des résultats du marquage/cotation du budget de l'Etat 2026 sous l'angle climat et environnement

Sect°	Ministères et Institutions	LFI 2026	CLIMAT			ENVIRONNEMENT			MIXTE	NON COTE	TOTAL VERT	Part BV/ LFI (%)		
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorabl	Neutre				Favorable	Défavorable	Neutre
110	Assemblée nationale	6 614 751	55 192	530 000	6 029 559	0	0	0	0	0	55 192	0,8%	8,0%	91,2%
111	Sénat	2 579 780	0	0	0	0	0	0	0	2 579 780	0	0,0%	0,0%	0,0%
112	Présidence de la République	1 729 011	0	0	0	0	0	0	0	1 729 011	0	0,0%	0,0%	0,0%
120	Présidence du Conseil	24 256 308	0	0	0	0	0	0	0	24 256 308	0	0,0%	0,0%	0,0%
131	Secrétariat général du Gouvernement	733 759	5 000	36 400	692 359	0	0	0	0	0	5 000	0,7%	5,0%	94,4%
140	Cour constitutionnelle	928 791	5 000	42 000	880 291	1 500	0	0	0	0	6 500	0,7%	4,5%	94,8%
150	Cour suprême	727 170	5 000	12 000	710 170	0	0	0	0	0	5 000	0,7%	1,7%	97,7%
160	Protecteur du citoyen	287 965	5 000	8 000	274 965	0	0	0	0	0	5 000	1,7%	2,8%	95,5%
170	Cour des comptes	3 788 327	5 000	40 468	1 428 897	25 434	0	2 288 528	0	0	30 434	0,8%	1,1%	98,1%
180	Conseil économique, social et environnemental	500 000	0	0	0	0	0	0	0	500 000	0	0,0%	0,0%	0,0%
190	Haute autorité de régulation de la communication écrite, audiovisuelle et nur	494 222	5 000	0	489 222	0	0	0	0	0	5 000	1,0%	0,0%	99,0%
191	Haute autorité pour la transparence, l'intégrité de la vie publique et la lutte co	1 019 918	0	0	0	0	0	0	0	1 019 918	0	0,0%	0,0%	0,0%
421	Conseil supérieur de la magistrature	68 891	3 000	7 051	58 840	0	0	0	0	0	3 000	4,4%	10,2%	85,4%
921	Commission nationale des droits de l'homme	631 011	5 000	0	626 011	0	0	0	0	0	5 000	0,8%	0,0%	99,2%
210	Ministère des finances et du budget	686 881 227	2 055 000	347 389	67 419 489	550 000	0	0	0	616 509 350	2 605 000	0,4%	0,1%	9,8%
211	Ministère de l'économie et de la veille stratégique	414 760	5 000	10 500	399 260	0	0	0	0	0	5 000	1,2%	2,5%	96,3%
220	Ministère de la planification du développement	8 648 542	135 585	62 100	8 401 057	0	0	0	0	49 800	135 585	1,6%	0,7%	97,1%
230	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine	18 418 903	5 000	275 400	18 119 993	18 510	0	0	0	0	23 510	0,1%	1,5%	98,4%
240	Ministère du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire	16 751 474	5 772 720	1 732 637	9 070 893	175 224	0	0	0	0	5 947 944	35,5%	10,3%	54,1%
310	Ministère de la défense nationale	119 247 412	5 000	5 734 318	0	0	0	67 323 213	0	46 184 881	5 000	0,0%	4,8%	56,5%
410	Ministère de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affa	37 564 167	6 500	274 456	33 646 641	3 310 000	0	326 570	0	0	3 316 500	8,8%	0,7%	90,4%
420	Ministère de la justice et des droits humains	9 387 897	0	218 920	37 000	41 359	185 950	8 904 668	0	0	41 359	0,4%	4,3%	95,2%
430	Ministère de la sécurité	32 222 968	1 753 898	244 528	26 932 101	18 951	8 862	17 700	0	3 246 929	1 772 849	5,5%	0,8%	83,6%
440	Ministère délégué chargé du développement local	334 761	5 000	13 000	316 761	0	0	0	0	0	5 000	1,5%	3,9%	94,6%
510	Ministère de l'éducation nationale	214 818 815	76 000	319 899	504 274	821 225	5 427 290	207 404 799	0	265 328	897 225	0,4%	2,7%	96,8%
530	Ministère délégué chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche s	45 934 299	205 664	44 525	3 094 532	0	0	42 589 577	0	0	205 664	0,4%	0,1%	99,5%
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique, de la couverture universelle et	118 436 323	62 000	295 397	117 837 885	241 042	0	0	0	0	303 042	0,3%	0,2%	99,5%
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	13 423 646	12 150	91 885	13 174 609	0	0	0	0	145 000	12 150	0,1%	0,7%	98,1%
720	Ministère de la communication	4 084 188	0	108 424	5 000	5 000	0	3 965 764	0	0	5 000	0,1%	2,7%	97,2%
740	Ministère des solidarités, du genre, de la famille et de la protection de l'enfar	4 480 296	430 428	76 666	3 973 202	0	0	0	0	0	430 428	9,6%	1,7%	88,7%
750	Ministère délégué chargé de la jeunesse et des sports	11 030 775	32 572	46 868	10 929 973	21 362	0	0	0	0	53 934	0,5%	0,4%	99,1%
760	Ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat	12 342 761	5 735 976	80 400	5 670 517	736 908	0	0	118 961	0	6 472 884	52,4%	0,7%	45,9%
810	Ministère de l'agriculture, de la pêche, des ressources animales et de la sou	53 589 017	18 952 004	581 828	26 000 044	1 386 969	66 500	0	6 601 670	0	20 338 974	38,0%	1,2%	48,5%
811	Ministère délégué chargé de l'eau et de l'assainissement	25 345 949	1 689 191	377 254	1 748 950	17 763 027	0	2 266 779	1 500 748	0	19 452 218	76,7%	1,5%	15,8%
813	Ministère de l'économie maritime	905 706	5 000	14 114	886 592	0	0	0	0	0	5 000	0,6%	1,6%	97,9%
820	Ministère délégué chargé du commerce et du contrôle qualité	26 279 790	5 000	14 287 870	3 210 822	0	0	0	8 750 000	26 098	5 000	0,0%	54,4%	12,2%
821	Ministère délégué chargé de la promotion des investissements, de l'industri	1 774 673	93 420	25 000	101 708	7 000	0	1 547 545	0	0	100 420	5,7%	1,4%	92,9%
830	Ministère délégué chargé des travaux publics et des infrastructures	149 633 041	47 335 170	126 200	82 627 353	4 002 898	14 778 341	763 080	0	0	51 338 068	34,3%	10,0%	55,7%
832	Ministère des transports terrestres, aériens et maritimes	34 546 615	2 878 646	13 832 843	17 426 562	113 713	294 850	0	0	0	2 992 359	8,7%	40,9%	50,4%
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des ressources minières	71 670 581	21 954 581	53 175	48 834 033	4 000	0	824 792	0	0	21 958 581	30,6%	0,1%	69,3%
850	Ministère du tourisme, de la culture et des arts	2 828 881	0	69 942	0	82 207	228 636	2 448 096	0	0	82 207	2,9%	10,6%	86,5%
860	Ministère de l'environnement, des ressources forestières, de la protection co	33 968 703	24 256 646	145 166	2 329 575	3 816 010	15 507	3 405 798	0	0	28 072 656	82,6%	0,5%	16,9%
870	Ministère de l'efficacité du service public et de la transformation numérique	55 786 272	1 000 000	17 000	18 965 384	0	0	0	0	35 803 888	1 000 000	1,8%	0,0%	34,0%
920	Ministère des relations avec le Parlement et les institutions	407 279	5 000	31 000	371 279	0	0	0	0	0	5 000	1,2%	7,6%	91,2%
	BUDGET DES MINISTERES RETENUS	**1 855 519 627**	**134 566 343**	**40 214 623**	**533 225 805**	**33 142 339**	**21 005 936**	**344 076 908**	**16 971 379**	**732 316 290**	**167 708 683**	**9,0%**	**3,3%**	**47,3%**
	Part climat /environnement		**7,3%**	**2,2%**	**28,7%**	**1,8%**	**1,1%**	**18,5%**	**0,9%**	**39,5%**	**9,0%**			

Source : Outil consolidé Budget vert, exercice 2026, DGBF

Le budget des ministères retenus dans la mise en œuvre de la budgétisation verte, **favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement s'élève à 167.708.683.000, soit 9,0% du budget de l'Etat. Toujours en proportion du budget de l'Etat, la lutte contre les changements climatiques représente 7.3% et la protection de l'environnement 1.8%.**

Les dépenses du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement sont fortement portées par les secteurs de l'environnement, de l'eau, de l'agriculture, de l'urbanisme, du développement à la base, de l'énergie, des travaux publics qui consacrent respectivement 82.6% ; 76.7% ; 38% ; 52.4%, 35.5%, 30.6% et 34.3% de leurs budgets à l'atteinte des objectifs verts. Par contre, les dépenses défavorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement sont portées par les ministères en charge du commerce, pour un taux de 54.4% ; des transports pour un taux de 40.9%.

Tableau 4: Synthèse des cotations du budget vert, exercice 2026

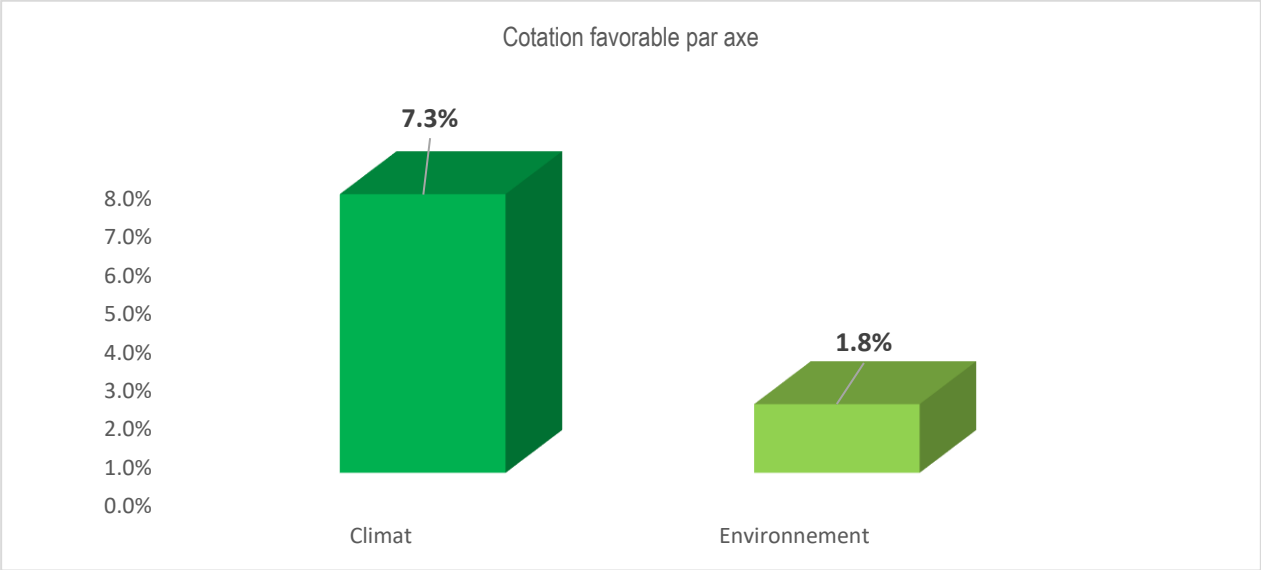
DIFFERENTE COTATION	FAVORABLE	DEFAVORABLE	NEUTRE	MIXTE	NON COTE	TOTAL
ADAPTATION	107,070,881	1,572	467,355,700			574,428,153
ATTENUATION	27,495,463	40,213,051	65,870,105			133,578,619
CHANGEMENT CLIMATIQUE	**134,566,343**	**40,214,623**	**533,225,805**	**0**	**0**	**708,006,772**
BIODIVERSITÉ	6,334,531	20,999,436	90,414,860			117,748,826
EAU	20,193,335	0	2,154,372			22,347,707
POLLUTION	2,446,063	6,500	2,101,305			4,553,868
DÉCHET	4,168,410	0	249,406,372			253,574,782
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	**33,142,339**	**21,005,936**	**344,076,908**	**0**	**0**	**398,225,183**
MIXTE				16,971,379		16,971,379
NON COTE					732,316,290	732,316,290
TOTAL	**167,708,683**	**61,220,559**	**877,302,714**	**16,971,379**	**732,316,290**	**1,855,519,624**
Taux de couverture du budget des ministères et institutions retenus	**9.0%**	**3.3%**	**47.3%**	**0.9%**	**39.5%**	**100.0%**

Source : *Outil consolidé Budget vert, exercice 2026, DGBF*

A côté de ces dépenses favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, il s'avère que 7,3% et 1.8% du budget de l'Etat constituent respectivement, des dépenses à impact favorable et défavorable à la lutte contre les changements

climatiques et à la protection de l'environnement. 47.3% des dépenses budgétaires sont neutres (et concernent uniquement les dépenses qui n'ont pas d'effet significatif sur l'atteinte des objectifs climatiques et environnementaux).

Graphique 5: Part favorable par axe dans le budget des ministères pilotes



L'analyse des dépenses par axe montre que l'axe climat représente 7.3% du budget des ministères et institutions retenus tandis que l'axe environnement représente 1,8%. Cette situation montre que le budget des ministères et institutions prend plus en compte le changement climatique.

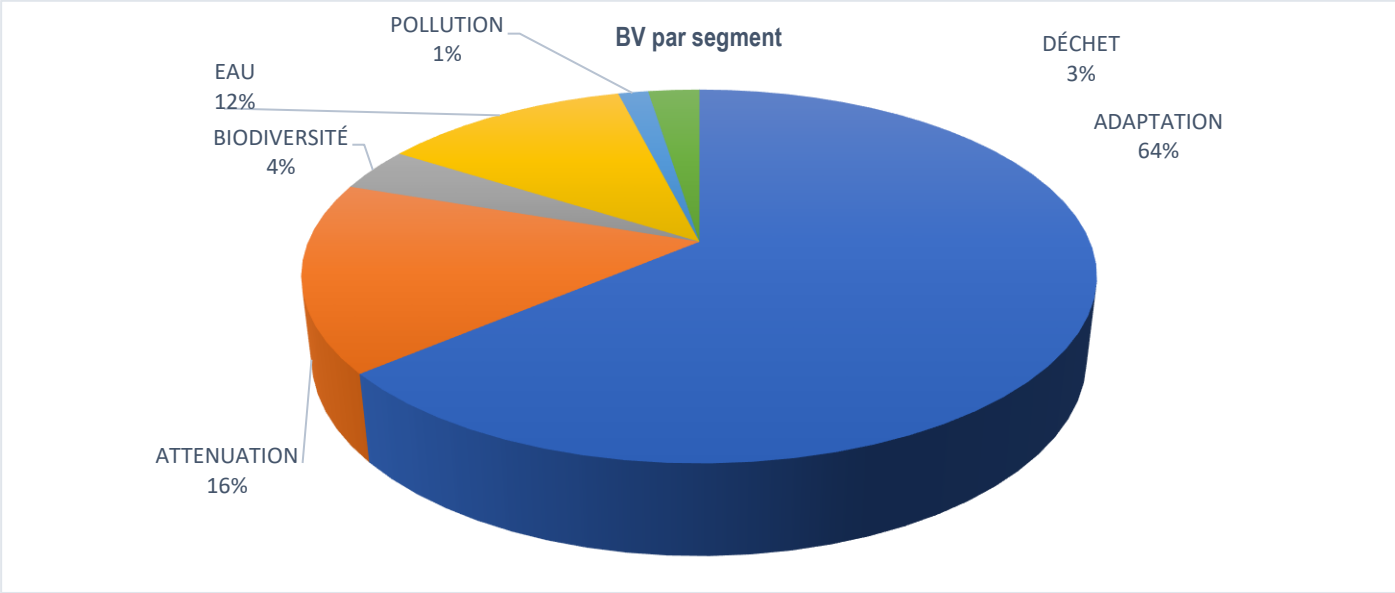
Tableau 5: Cotation favorable du budget vert des ministères et institutions retenus par segment

Sect°	Ministères et Institutions	LFI 2026	Favorable	Part Favorable/ LFI (%)	Défavorable	Part Défavorable/ LFI (%)	Neutre	Part Neutre/ LFI (%)	Mixte	Part Mixte/ LFI (%)
110	Assemblée nationale	6 614 751	55 192	0,8%	530 000	8,0%	6 029 559	91,2%	0	0,0%
111	Sénat	2 579 780	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
112	Présidence de la République	1 729 011	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
120	Présidence du Conseil	24 256 308	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
131	Secrétariat général du Gouvernement	733 759	5 000	0,7%	36 400	5,0%	692 359	94,4%	0	0,0%
140	Cour constitutionnelle	928 791	6 500	0,7%	42 000	4,5%	880 291	94,8%	0	0,0%
150	Cour suprême	727 170	5 000	0,7%	12 000	1,7%	710 170	97,7%	0	0,0%
160	Protecteur du citoyen	287 965	5 000	1,7%	8 000	2,8%	274 965	95,5%	0	0,0%
170	Cour des comptes	3 788 327	30 434	0,8%	40 468	1,1%	3 717 425	98,1%	0	0,0%
180	Conseil économique, social et environnemental	500 000	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
190	Haute autorité de régulation de la communication écrite, audiovisuelle et numérique	494 222	5 000	1,0%	0	0,0%	489 222	99,0%	0	0,0%
191	Haute autorité pour la transparence, l'intégrité de la vie publique et la lutte contre la corrup	1 019 918	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
421	Conseil supérieur de la magistrature	68 891	3 000	4,4%	7 051	10,2%	58 840	85,4%	0	0,0%
921	Commission nationale des droits de l'homme	631 011	5 000	0,8%	0	0,0%	626 011	99,2%	0	0,0%
210	Ministère des finances et du budget	686 881 227	2 605 000	0,4%	347 389	0,1%	67 419 489	9,8%	0	0,0%
211	Ministère de l'économie et de la veille stratégique	414 760	5 000	1,2%	10 500	2,5%	399 260	96,3%	0	0,0%
220	Ministère de la planification du développement	8 648 542	135 585	1,6%	62 100	0,7%	8 401 057	97,1%	0	0,0%
230	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des togola	18 418 903	23 510	0,1%	275 400	1,5%	18 119 993	98,4%	0	0,0%
240	Ministère du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire	16 751 474	5 947 944	35,5%	1 732 637	10,3%	9 070 893	54,1%	0	0,0%
310	Ministère de la défense nationale	119 247 412	5 000	0,0%	5 734 318	4,8%	67 323 213	56,5%	0	0,0%
410	Ministère de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumiè	37 564 167	3 316 500	8,8%	274 456	0,7%	33 973 211	90,4%	0	0,0%
420	Ministère de la justice et des droits humains	9 387 897	41 359	0,4%	404 870	4,3%	8 941 668	95,2%	0	0,0%
430	Ministère de la sécurité	32 222 968	1 772 849	5,5%	253 390	0,8%	26 949 801	83,6%	0	0,0%
440	Ministère délégué chargé du développement local	334 761	5 000	1,5%	13 000	3,9%	316 761	94,6%	0	0,0%
510	Ministère de l'éducation nationale	214 818 815	897 225	0,4%	5 747 189	2,7%	207 909 073	96,8%	0	0,0%
530	Ministère délégué chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	45 934 299	205 664	0,4%	44 525	0,1%	45 684 109	99,5%	0	0,0%
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique, de la couverture universelle et des assuranc	118 436 323	303 042	0,3%	295 397	0,2%	117 837 885	99,5%	0	0,0%
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	13 423 646	12 150	0,1%	91 885	0,7%	13 174 609	98,1%	0	0,0%
720	Ministère de la communication	4 084 188	5 000	0,1%	108 424	2,7%	3 970 764	97,2%	0	0,0%
740	Ministère des solidarités, du genre, de la famille et de la protection de l'enfance	4 480 296	430 428	9,6%	76 666	1,7%	3 973 202	88,7%	0	0,0%
750	Ministère délégué chargé de la jeunesse et des sports	11 030 775	53 934	0,5%	46 868	0,4%	10 929 973	99,1%	0	0,0%
760	Ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat	12 342 761	6 472 884	52,4%	80 400	0,7%	5 670 517	45,9%	118 961	1,0%
810	Ministère de l'agriculture, de la pêche, des ressources animales et de la souveraineté alir	53 589 017	20 338 974	38,0%	648 328	1,2%	26 000 044	48,5%	6 601 670	12,3%
811	Ministère délégué chargé de l'eau et de l'assainissement	25 345 949	19 452 218	76,7%	377 254	1,5%	4 015 729	15,8%	1 500 748	5,9%
813	Ministère de l'économie maritime	905 706	5 000	0,6%	14 114	1,6%	886 592	97,9%	0	0,0%
820	Ministère délégué chargé du commerce et du contrôle qualité	26 279 790	5 000	0,0%	14 287 870	54,4%	3 210 822	12,2%	8 750 000	33,3%
821	Ministère délégué chargé de la promotion des investissements, de l'industrie et de la sou	1 774 673	100 420	5,7%	25 000	1,4%	1 649 253	92,9%	0	0,0%
830	Ministère délégué chargé des travaux publics et des infrastructures	149 633 041	51 338 068	34,3%	14 904 540	10,0%	83 390 432	55,7%	0	0,0%
832	Ministère des transports terrestres, aériens et maritimes	34 546 615	2 992 359	8,7%	14 127 693	40,9%	17 426 562	50,4%	0	0,0%
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des ressources minières	71 670 581	21 958 581	30,6%	53 175	0,1%	49 658 825	69,3%	0	0,0%
850	Ministère du tourisme, de la culture et des arts	2 828 881	82 207	2,9%	298 578	10,6%	2 448 096	86,5%	0	0,0%
860	Ministère de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du ch	33 968 703	28 072 656	82,6%	160 674	0,5%	5 735 373	16,9%	0	0,0%
870	Ministère de l'efficacité du service public et de la transformation numérique	55 786 272	1 000 000	1,8%	17 000	0,0%	18 965 384	34,0%	0	0,0%
920	Ministère des relations avec le Parlement et les institutions	407 279	5 000	1,2%	31 000	7,6%	371 279	91,2%	0	0,0%
	TOTAL	**1 855 519 627**	**167 708 683**	**9,0%**	**61 220 559**	**9,0%**	**877 302 714**	**47,3%**	**16 971 379**	**0,9%**

Source : *Outil consolidé Budget vert, exercice 2026, DGBF*

Les six (6) segments retenus par la budgétisation verte se répartissent au sein des axes changement climatique et protection de l'environnement. Le marquage des dépenses faites par segment permet de voir que les ministères et institutions disposent des lignes de dépenses favorables à la lutte contre les changements climatiques. L'analyse « segmentale » révèle par ailleurs que les autres composantes sont spécifiques aux ministères dont les activités ont un lien étroit avec le segment en question. Pour le ministère de l'eau par exemple, les dépenses marquées favorables se retrouvent ainsi dans le segment « eau ». De même, s'agissant du segment de la préservation de la biodiversité, la protection des espaces naturelles, agricoles et sylvicoles, les dépenses marquées relèvent des ministères en charge de l'agriculture et de l'environnement.

Graphique 6: Dépenses vertes par segment



Ce graphique montre que sur un total de 167.708.683.000 favorable au climat et à l'environnement, le segment adaptation représente 64% de cotation favorable au budget vert, exercice 2026.

Tableau 6: Prévision Dépenses de Protection de l'environnement de l'Etat par nature économique

Sect°	Ministères et Institutions	LFI 2026	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				DEPENSES D'INVESTISSEMENT			
			Favorable	Défavorable	Neutre	Mixte	Favorable	Défavorable	Neutre	Mixte
110	Assemblée nationale	6 614 751	55 192	530 000	5 301 091	0	0	0	728 468	0
111	Sénat	2 579 780	0	0	0	0	0	0	0	0
112	Présidence de la République	1 729 011	0	0	0	0	0	0	0	0
120	Présidence du Conseil	24 256 308	0	0	0	0	0	0	0	0
131	Secrétariat général du Gouvernement	733 759	5 000	36 400	511 359	0	0	0	181 000	0
140	Cour constitutionnelle	928 791	6 500	42 000	643 236	0	0	0	237 055	0
150	Cour suprême	727 170	5 000	12 000	684 955	0	0	0	25 215	0
160	Protecteur du citoyen	287 965	5 000	8 000	226 635	0	0	0	48 330	0
170	Cour des comptes	3 788 327	5 000	40 468	1 140 732	0	25 434	0	2 576 693	0
180	Conseil économique, social et environnemental	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0
190	Haute autorité de régulation de la communication écrite, audiovisuelle et nur	494 222	5 000	0	489 222	0	0	0	0	0
191	Haute autorité pour la transparence, l'intégrité de la vie publique et la lutte co	1 019 918	0	0	0	0	0	0	0	0
421	Conseil supérieur de la magistrature	68 891	3 000	7 051	58 840	0	0	0	0	0
921	Commission nationale des droits de l'homme	631 011	5 000	0	611 302	0	0	0	14 709	0
210	Ministère des finances et du budget	686 881 227	15 000	330 729	31 252 115	0	2 590 000	16 660	36 167 374	0
211	Ministère de l'économie et de la veille stratégique	414 760	5 000	10 500	378 421	0	0	0	20 839	0
220	Ministère de la planification du développement	8 648 542	120 585	52 800	2 554 930	0	15 000	9 300	5 846 127	0
230	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine	18 418 903	23 510	275 400	17 935 080	0	0	0	184 913	0
240	Ministère du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire	16 751 474	305 000	32 231	3 751 952	0	5 642 944	1 700 406	5 318 941	0
310	Ministère de la défense nationale	119 247 412	5 000	5 535 754	63 646 263	0	0	198 564	3 676 950	0
410	Ministère de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affa	37 564 167	2 005 500	274 456	17 560 505	0	1 311 000	0	16 412 706	0
420	Ministère de la justice et des droits humains	9 387 897	10 500	149 200	7 258 168	0	30 859	255 670	1 683 500	0
430	Ministère de la sécurité	32 222 968	1 753 898	244 528	25 441 806	0	18 951	8 862	1 507 995	0
440	Ministère délégué chargé du développement local	334 761	5 000	13 000	209 595	0	0	0	107 166	0
510	Ministère de l'éducation nationale	214 818 815	10 000	252 099	200 372 315	0	887 225	5 495 090	7 536 758	0
530	Ministère délégué chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche s	45 934 299	5 000	44 525	42 499 161	0	200 664	0	3 184 948	0
610	Ministère de la santé, de l'hygiène publique, de la couverture universelle et	118 436 323	62 000	295 397	58 476 575	0	241 042	0	59 361 310	0
710	Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social	13 423 646	5 000	79 885	4 901 699	0	7 150	12 000	8 272 910	0
720	Ministère de la communication	4 084 188	5 000	108 424	3 739 192	0	0	0	231 572	0
740	Ministère des solidarités, du genre, de la famille et de la protection de l'enfar	4 480 296	304 428	73 965	3 157 828	0	126 000	2 701	815 374	0
750	Ministère délégué chargé de la jeunesse et des sports	11 030 775	5 000	46 868	8 488 331	0	48 934	0	2 441 642	0
760	Ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat	12 342 761	867 884	80 400	1 269 663	0	5 605 000	0	4 400 854	118 961
810	Ministère de l'agriculture, de la pêche, des ressources animales et de la sou	53 589 017	7 253 759	335 123	6 406 211	0	13 085 215	313 205	19 593 833	1 506 670
811	Ministère délégué chargé de l'eau et de l'assainissement	25 345 949	501 969	138 900	360 647	0	18 950 249	238 354	3 655 082	1 500 748
813	Ministère de l'économie maritime	905 706	5 000	14 114	378 990	0	0	0	507 602	0
820	Ministère délégué chargé du commerce et du contrôle qualité	26 279 790	5 000	14 287 870	2 806 248	0	0	0	404 574	0
821	Ministère délégué chargé de la promotion des investissements, de l'industri	1 774 673	7 000	25 000	815 363	0	93 420	0	833 890	0
830	Ministère délégué chargé des travaux publics et des infrastructures	149 633 041	3 867	88 657	2 010 291	0	51 334 201	14 815 883	81 380 141	0
832	Ministère des transports terrestres, aériens et maritimes	34 546 615	306 424	41 320	2 693 011	0	2 685 935	14 086 373	14 733 552	0
840	Ministère délégué chargé de l'énergie et des ressources minières	71 670 581	9 200	53 175	2 246 909	0	21 949 381	0	47 411 916	0
850	Ministère du tourisme, de la culture et des arts	2 828 881	5 000	69 942	1 661 765	0	77 207	228 636	786 331	0
860	Ministère de l'environnement, des ressources forestières, de la protection co	33 968 703	2 130 226	76 450	1 353 215	0	25 942 430	84 224	4 382 159	0
870	Ministère de l'efficacité du service public et de la transformation numérique	55 786 272	1 000 000	17 000	4 369 010	0	0	0	14 596 374	0
920	Ministère des relations avec le Parlement et les institutions	407 279	5 000	31 000	270 062	0	0	0	101 217	0
TOTAL		1 855 519 627	16 840 442	23 754 631	527 932 693	0	150 868 241	37 465 928	349 370 021	3 126 379

***Source** : Outil consolidé Budget vert, exercice 2026, DGBF*

La part des investissements des ministères et institutions favorables aux changements climatiques et à la protection de l'environnement de 8,1% soit un montant de 150.868.241.000 tandis que les dépenses de fonctionnement représentent 1% soit un montant de 16.840.442.000.

3.4. METHODOLOGIE DE MARQUAGE DES DEPENSES FISCALES DU BUDGET VERT 2026

La méthodologie de marquage des dépenses fiscales au budget vert a consisté à :

- l'analyse de la matrice des régimes dérogatoires ;
- l'identification des dépenses fiscales selon les ODD en lien avec l'environnement et le climat ;
- l'analyse de chaque dépense fiscale suivant la disposition légale, l'objectif, la branche d'activité et les bénéficiaires ;
- la cotation de chaque dépense fiscale suivant les différents axes et segments.

3.4.1. Analyse des exonérations

L'étude de la matrice des régimes dérogatoires de l'année 2024 montre que 155 mesures ont été accordées qui s'inscrivent dans la logique de protection du climat et de l'environnement. Elles représentent 16% de l'ensemble des mesures de dépenses fiscales.

L'analyse des dépenses fiscales vertes par objectif indique que les objectifs « Développer le secteur des transports » (25%), « Développer l'économie sociale » (20%), « Encourager les investissements, les exportations et développer les zones défavorisées » (15%), « Faciliter l'accès à l'eau et à l'énergie » (11%), « Faciliter l'accès à l'énergie » (10%) représentent les cinq objectifs les plus importants pour lesquels les dépenses fiscales ont été marquées vertes.

Tableau 7 : Dépenses fiscales vertes marquées par objectif

Objectifs de la mesure	Impôt, droit et taxes	Part (%)
Développer le secteur des transports	39	25%
Développer l'économie sociale	31	20%
Encourager les investissements, les exportations et développer les zones défavorisées	23	15%
Faciliter l'accès à l'eau et à l'énergie	17	11%
Faciliter l'accès à l'énergie	16	10%
Faciliter l'accès au logement	12	8%
Mobiliser l'épargne et réduire le coût de financement	8	5%
Promouvoir l'entrepreneuriat et l'emploi	7	5%
Soutenir l'action publique	1	1%
Soutenir le développement du secteur des transports	1	1%
Total général	**155**	**100%**

Source : UPF/OTR

L'analyse des dépenses fiscales par secteur et branche d'activité indique que les dépenses fiscales vertes ont été octroyées dans les secteurs tertiaire (52%) et secondaire (48%). Les branches « Transport » (50%), « Electricité et gaz » (34%), « Bâtiments et travaux publics » (13%) représentent les secteurs dans lesquels l'Etat a octroyé des dépenses fiscales afin de lutter contre la pollution et faire la promotion des énergies renouvelables.

Tableau 8: Dépenses fiscales vertes marquées par secteur/branche d'activité

Secteur / Branche d'activité	Impôt, droit et taxes	Part (%)
Secondaire	**75**	**48%**
Electricité et gaz	53	34%
Bâtiments et travaux publics	20	13%
Hébergement et restauration	1	1%
Eau et énergie	1	1%
Tertiaire	**80**	**52%**
Transports	77	50%
Commerce	1	1%
Action sociale	1	1%
Banque et assurance	1	1%
Total général	**155**	**100%**

Source : UPF/OTR

Les dispositions légales ayant soutenu l'octroi des dépenses fiscales vertes concernent essentiellement l'Accord de siège entre African Biofuel and renewable energy company (ABREC) et le gouvernement de la République Togolaise (21,3%), l'Arrêté n°233/MEF/SG/DGI du 03 octobre 2012 accordant les avantages fiscaux et douaniers à la société SE2M en application de la convention de concession de l'activité de manutention de conteneurs au Port Autonome de Lomé (14,2%), la Convention de concession signée le 15 décembre 2008 entre le gouvernement de la République Togolaise et Lomé Container Terminal, annexes 15A et 15B ; arrêté n°144/MEF du 14 juin 2012 accordant des avantages fiscaux et douaniers à la société Lomé Container Terminal (LCT) SA en application des dispositions de l'article 1476 du code général des impôts (12,3%), le Décret n°2011-124/PR du 13 juillet 2011 portant institution de l'Autorité de sûreté de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema (ASAIGE) (10,3%), la Loi n°2004-022 du 15 décembre 2004 portant régime juridique et fiscal harmonisé applicable au projet du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest en République Togolaise (9,7%), la Loi n°2018-010 du 8 août 2018 relative à la promotion de la production de l'électricité à base des sources d'énergie renouvelable au Togo (9%).

Tableau 9: Dépenses fiscales vertes marquées par support juridique

Supports juridiques	Impôt, droit et taxes	Part (%)
Accord de siège entre African Biofuel and renewable energy company (ABREC) et le gouvernement de la République Togolaise	33	21.3%
Arrêté n°233/MEF/SG/DGI du 03 octobre 2012 accordant les avantages fiscaux et douaniers à la société SE2M en application de la convention de concession de l'activité de manutention de conteneurs au Port Autonome de Lomé	22	14.2%
Convention de concession signée le 15 décembre 2008 entre le gouvernement de la République Togolaise et Lomé Container Terminal, annexes 15A et 15B ; arrêté n°144/MEF du 14 juin 2012 accordant des avantages fiscaux et douaniers à la société Lomé Container Terminal (LCT) SA en application des dispositions de l'article 1476 du code général des impôts	19	12.3%
Décret n°2011-124/PR du 13 juillet 2011 portant institution de l'Autorité de sûreté de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema (ASAIGE)	16	10.3%
Loi n°2004-022 du 15 décembre 2004 portant régime juridique et fiscal harmonisé applicable au projet du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest en République Togolaise	15	9.7%
Loi n°2018-010 du 8 août 2018 relative à la promotion de la production de l'électricité à base des sources d'énergie renouvelable au Togo	14	9.0%
Loi n°2018-024 du 20 novembre 2018, portant Code Général des Impôts (CGI)	13	8.4%
Loi n°2018-024 du 20 novembre 2018, portant Code Général des Impôts (CGI) modifiée par la loi n°2022-022 du 27 décembre 2022 portant loi de finances, exercice 2023	8	5.2%
Loi n°2018-024 du 20 novembre 2018, portant Code Général des Impôts (CGI). Instruction N°018/2019/OTR/CI du 04 avril 2019 relative à la perception de la taxe sur les plus-values de cession a titre onéreux de biens immeubles, d'actions ou de parts sociales et de titres miniers ou licences d'exploitation délivrées par l'Etat. (Cf. Loi de Finances N°2020-019 exercice 2021)	7	4.5%
Loi n°2023-017 du 27 décembre 2023 portant loi de finances, exercice 2024	3	1.9%
Loi n°89-18 du 25 octobre 1989 fixant le régime fiscal douanier applicable à la Société aéroportuaire de Lomé Tokoin pour les investissements et les opérations d'exploitation	3	1.9%
Mémorandum du 03 avril 2018 sur les incitations fiscales lié au projet de construction, réalisation et commercialisation de logement économique à Lomé	1	0.6%
Note de service n°012/AD/DG du 9 avril 1998 relative à l'exonération des groupes électrogènes et de plaques solaires	1	0.6%
Total général	**155**	**100.0%**

Source : UPF/OTR

Les dispositions légales ayant soutenu l'octroi des dépenses fiscales vertes concernent essentiellement l'Accord de siège entre African Biofuel and renewable energy company (ABREC) et le gouvernement de la République Togolaise (21,3%), l'Arrêté n°233/MEF/SG/DGI du 03 octobre 2012 accordant les avantages fiscaux et douaniers à la société SE2M en application de la convention de concession de l'activité de manutention de conteneurs au Port Autonome de Lomé (14,2%), la Convention de concession signée le 15 décembre 2008 entre le gouvernement de la République Togolaise et Lomé Container Terminal, annexes 15A et 15B ; arrêté n°144/MEF du 14 juin 2012 accordant des avantages fiscaux et douaniers à la société Lomé Container Terminal (LCT) SA en application des dispositions de l'article 1476 du code général des impôts (12,3%), le Décret n°2011-124/PR du 13 juillet 2011 portant institution de l'Autorité de sûreté de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema (ASAIGE) (10,3%), la Loi n°2004-022 du 15 décembre 2004 portant régime juridique et fiscal harmonisé applicable au projet du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest en République Togolaise (9,7%), la Loi n°2018-010 du 8 août 2018 relative à la promotion de la production de l'électricité à base des sources d'énergie renouvelable au Togo (9%).

Tableau 10: Dépenses fiscales vertes marquées par fonction budgétaire

Fonction budgétaire	Impôt, droit et taxes	Part (%)
Affaires économiques	135	87%
Logement et équipement collectifs	15	10%
Ordre et sécurité publics	3	2%
Protection sociale	1	1%
Services généraux	1	1%
Total général	**155**	100%

Source : UPF/OTR

La fonction budgétaire « Affaires économiques » représente à elle seule 87% des dépenses fiscales vertes octroyées, suivie de « Logement et équipement collectifs » (10%).

Tableau 11: Dépenses fiscales vertes marquées, par type de bénéficiaire

Type de bénéficiaire	Impôt, droit et taxes	Part (%)
Administration publique et autres entités d'utilité publique	94	60.6%
Entreprises	40	25.8%
Entreprises et ménages	14	9.0%
Institutions internationales et représentations diplomatiques	4	2.6%
Ménages	3	1.9%
Total général	**155**	**100.0%**

Source : UPF/OTR

Par type de bénéficiaire, « L'administration publique et autres entités d'utilité publique » (60,6%) et les « Entreprises » (25,8%) constituent les dépenses fiscales vertes les plus importants octroyées.

Tableau 12: Dépenses fiscales vertes marquées, par objectif de développement durable

ODD	Impôt, droit et taxes	Part (%)
ODD 9&11	85	54.8%
ODD 6&7	33	21.3%
ODD 7	22	14.2%
ODD 11	15	9.7%
Total général	**155**	**100.0%**

Source : UPF/OTR

Les ODD 9 : « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation » et 11 : « Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » (54,8%) et les ODD 6 : « Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable » et 7 : « Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable » (21,3%) sont les ODD dans lesquels les dépenses fiscales les plus importantes ont été octroyées.

3.4.2. Règles de marquage des dépenses fiscales

Des règles méthodologiques de marquage des dépenses fiscales ont été adoptées. Il s'agit notamment :

- Abattement de la base d'imposition sur l'importation des véhicules de transport de marchandises et de personnes de : -100% pour les véhicules électriques ou hybrides à l'état neuf et de 90% à 35% pour les véhicules thermiques datant d'au plus 5 ans d'âge : Etant donné que c'est une mesure incitative pour l'acquisition des véhicules neufs, elle est cotée atténuation et pollution favorable et neutre sur les autres segments avec segment dominant atténuation favorable.

- Exonération de l'impôt sur les importations de groupes électrogènes et de plaques solaires : la mesure visant à faciliter l'accès à l'énergie électrique, elle est côtée atténuation et pollution favorable et neutre sur les autres segments avec segment dominant atténuation favorable.

- Opérations de crédit-bail réalisées dans le cadre d'un programme national de renouvellement du parc automobile en ce qui concerne la TVA sur les loyers de crédit-bail et sur l'acquisition des biens objet du crédit-bail : étant donné que c'est une mesure incitative pour l'acquisition de véhicules neufs de transport en commun, elle est cotée atténuation et pollution favorable et neutre sur les autres segments avec segment dominant atténuation favorable

3.4.3. Résultats du marquage des dépenses fiscales

La cotation des dépenses fiscales a été effectuée par axe, par segment dominant et globale.

Au niveau global, on note 48% des dépenses fiscales favorables à l'environnement et au climat, 43% neutre, 8% mixte et 1% défavorable.

Cotation globale	Nombre	Part (%)
Défavorable	1	1%
Favorable	75	48%
Mixte	13	8%
Neutre	66	43%
Total général	**155**	**100%**

SECTION 4

BUDGET VERT DES MINISTERES ET INSTITUTIONS, EXERCICE 2025

4.1.1. INSTITUTIONS

4.1.1.01. Section 110 : Assemblée nationale

L'Assemblée nationale (AN), institution représentative du peuple togolais et dépositaire du pouvoir législatif, a pour mission de légiférer pour un développement durable en élaborant, en examinant, en amendant et en adoptant des lois intégrant les dimensions économiques, sociales, climatiques et environnementales dans les politiques publiques. Elle promeut par ailleurs un cadre juridique favorable à la transition écologique et à la lutte contre les changements climatiques. Elle contrôle l'action du gouvernement avec une sensibilité climatique, évalue les politiques publiques à l'aune de leur impact sur le climat, l'environnement et la résilience des populations. Elle encourage l'intégration systématique des considérations climatiques dans les budgets sectoriels et nationaux.

Pour l'Assemblée nationale, adopter le BV revêt une double importance à savoir : montrer l'exemple en intégrant la dimension climat dans son propre budget et ses pratiques internes, encourager et contrôler l'intégration des enjeux climatiques dans les budgets sectoriels des ministères et collectivités.

Au regard de ce qui précède et conformément aux règles méthodologiques de marquage pour la détermination du segment dominant des ministères et institution à caractère transversal comme l'AN dont les missions et interventions n'ont pas de lien direct avec les six segments (adaptation, atténuation, biodiversité, eau, pollution et déchets), le segment dominant est celui identifié comme prioritaire au niveau national dans la conduite des politiques publiques. Pour ce faire, le segment "adaptation" est donc retenu comme segment dominant de l'AN.

Les forces, faiblesses, opportunités et menaces dans le cadre de la mise en œuvre du budget vert sont diagnostiquées dans la section suivante.

Analyse diagnostique

Le tableau ci-après présente la synthèse des forces, faiblesses, opportunités et menaces dans le cadre de la mise en œuvre du budget vert :

Tableau 13: Synthèse de l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM)

Forces	Faiblesses
- Volonté politique croissante d'aligner les missions et les actions parlementaire sur l'Agenda 2030 en rapport avec le climat et l'environnement ; - Statut institutionnel fort qui permet à l'Assemblée d'influencer les politiques publiques en lien avec l'environnement ; - Existence d'une commission de l'Environnement et des changement climatiques ; - Existence d'un expert budget vert au sein de l'AN ; - Mission de benchmarking régionaux et internationaux dans les autres parlements ayant déjà intégré le BV.	- Absence d'un cadre stratégique interne sur l'environnement et le climat ; - Non-disponibilité d'indicateurs budgétaires verts ; - Dépendance à des pratiques budgétaires classiques, peu intégrées aux priorités environnementales ; - Communication limitée sur l'exemplarité environnementale de l'Assemblée.
Opportunités	**Menaces**
- Appui technique possible du noyau des experts budget vert, d'organisations internationales qui œuvrent pour des objectifs environnementaux ; - Engagements internationaux et régionaux (Accord de Paris, ODD) incitant à l'intégration du BV ; - Existence de financements climatiques internationaux pouvant soutenir les investissements verts ; - Cadres réglementaires nationaux existants sur le climat et l'environnement pouvant servir de base (CDN, PNA) ; - Intérêt croissant de la société civile et des médias pour la transparence et la responsabilité environnementale.	- Instabilités institutionnelle et politique ; - Dissolution de l'institution ; - Contraintes budgétaires nationales limitant les marges de manœuvre ; - Faible coordination interinstitutionnelle ; - Impacts croissants du changement climatique sur les coûts ; - Montée du climato scepticisme.

Présentation des résultats de marquage des activités

Tableau 14 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget de l'institution

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
ASSEMBLEE NATIONALE												
P1	**Pilotage et soutien des services de l'Assemblée nationale**	**6 614 751**	**55 192**	**0,8%**	**530 000**	**8,0%**	**6 029 559**	**91,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Garantir le bon fonctionnement administratif, financier, élaboration et vote de lois	5 906 005	50 192	0,8%	530 000	9,0%	5 325 813	90,2%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Genre et Equité	11 000	0	0,0%	0	0,0%	11 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Projet de construction du pavillion annexe	692 746	0	0,0%	0	0,0%	692 746	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**6 614 751**	**55 192**	**0,8%**	**530 000**	**8,0%**	**6 029 559**	**91,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert de l'Assemblée nationale, 2026*

Le budget 2026 de l'Assemblée nationale, d'un montant total de 6 614 751 000 F CFA, est majoritairement neutre vis-à-vis des actions en faveur du climat et de l'environnement (91,2 %), traduisant le caractère essentiellement administratif de l'institution. De même, on peut noter une part non négligeable, soit 8,0 % (530 000 000 F CFA), jugée défavorable, en grande partie liée à l'achat du carburant. Toutefois, 0,8% du budget (55 192 000 F CFA) provenant principalement des activités de législation, de contrôle gouvernemental et d'appui à la budgétisation verte, sont favorables au climat et à l'environnement.

Tableau 15 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget de l'institution

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	ASSEMBLEE NATIONALE									
P1	**Pilotage et soutien des services de l'Assemblée nationale**	**6 614 751**	**5 192**	**0**	**6 029 559**	**50 000**	**530 000**	**0**	**55 192**	**0,8%**
A1.1	Garantir le bon fonctionnement administratif, financier, élaboration et vote de lois	5 906 005	192	0	5 325 813	50 000	530 000	0	50 192	0,8%
A1.2	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
A1.3	Genre et Equité	11 000	0	0	11 000	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Projet de construction du pavillion annexe	692 746	0	0	692 746	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**6 614 751**	**5 192**	**0**	**6 029 559**	**50 000**	**530 000**	**0**	**55 192**	**0,8%**

Source : *outil de marquage du budget vert de l'Assemblée nationale, 2026*

Sur un budget total de 6 614 751 000 F CFA, la part favorable à l'adaptation est de 0,1 %, soit 51 192 000 F CFA ; celle favorable à l'atténuation représente 0,8 % du budget, soit 50 000 000 F CFA. La part défavorable à la lutte contre les changements climatiques (atténuation) est de 8,0%, soit 530 000 000 F CFA.

Tableau 16 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget de l'AN

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	ASSEMBLEE NATIONALE															
P1	**Pilotage et soutien des services de l'Assemblée nationale**	**6 614 751**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Garantir le bon fonctionnement administratif, financier, élaboration et vote de lois	5 906 005	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Genre et Equité	11 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Projet de construction du pavillion annexe	692 746	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**6 614 751**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert de l'Assemblée nationale, 2026*

Ce tableau montre que l'Institution n'a aucune action qui impacte l'axe environnement.

Justification des cotations dans les tableaux

Le budget 2026 de l'Assemblée nationale, d'un montant total de 6 614 751 000 FCFA, est largement neutre au climat et à l'environnement (91,2 %)**,** reflétant le caractère principalement administratif de l'institution. Cela révèle que les efforts en faveur de l'intégration des enjeux environnementaux dans les activités parlementaires restent marginaux, et qu'il existe un potentiel à renforcer la part favorable du budget à travers des actions orientées vers la durabilité.

Approches de solutions et perspectives

Pour faire face aux défis et faiblesses relevés au niveau de l'institution, les différentes approches de solutions et perspectives ci-après sont identifiées :

- renforcement du cadre institutionnel et réglementaire à travers l'intégration du climat et de l'environnement dans les documents de planification ;

- adoption du système de marquage budgétaire national permettant de classer les dépenses selon leur impact climatique et environnemental (favorable, neutre, défavorable, mixte, non coté) ;
- sensibilisation et renforcement des capacités des députés et du personnel ;
- mise en place d'outils de suivi-évaluation avec des indicateurs de performance environnementale ;
- adoption de pratiques écoresponsables dans la gestion interne (énergie, déchets, numérique, achats durables…) ;
- mobilisation de partenariats techniques et financiers avec les institutions nationales et internationales pour soutenir la démarche et favoriser le partage de bonnes pratiques ;
- institutionnalisation progressive de la budgétisation verte avec la création d'une cellule dédiée au sein de l'Assemblée nationale ;
- analyse systématique de toutes les dépenses de l'institution sous l'angle environnemental et climatique ;
- élargissement du champ d'application de la budgétisation verte aux missions législatives et de contrôle ;
- production régulière d'un rapport « Parlement vert » pour rendre compte des résultats obtenus ;
- adoption d'un plan stratégique « Assemblée nationale verte et durable » positionnant l'institution comme modèle de gouvernance publique respectueuse du climat et de l'environnement.

4.1.1.02. Section 111 : SÉNAT

Tableau 17*: Dépenses du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
SENAT												
P1	**Dotation stratégique du SENAT**	**2 579 780**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**2 579 780**	**100,0%**
A1.1	Coordination des activités du SENAT	2 579 780	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2 579 780	100,0%
	TOTAL	**2 579 780**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**2 579 780**	**100,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert du SENAT, 2026*

Le budget 2026 du SENAT, d'un montant total de 2 579 780 000 F CFA, est non côté traduisant le caractère essentiellement administratif de l'institution.

Tableau 18*: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	SENAT									
P1	**Dotation stratégique du SENAT**	**2 579 780**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Coordination des activités du SENAT	2 579 780	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**2 579 780**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert du SENAT, 2026*

Ce tableau montre que l'Institution n'a aucune action qui impacte l'axe climat.

Tableau 19*: Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	SENAT															
P1	**Dotation stratégique du SENAT**	**2 579 780**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Coordination des activités du SENAT	2 579 780	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**2 579 780**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert du SENAT, 2026*

Ce tableau montre que l'Institution n'a aucune action qui impacte l'axe environnement.

4.1.1.03. Section 112 : Présidence de la République

Tableau 20*: Dépenses du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE												
P1	**Dotation stratégique de la Présidence de la République**	**1 729 011**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**1 729 011**	**100,0%**
A1.1	Appui aux activités de la Présidence de la République	1 729 011	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1 729 011	100,0%
	TOTAL	**1 729 011**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**1 729 011**	**100,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert du PR, 2026*

Le budget 2026 de la Présidence de la République, d'un montant total de 1 729 011 000 F CFA, est non côté traduisant le caractère essentiellement administratif de l'institution.

Tableau 21*: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE									
P1	**Dotation stratégique de la Présidence de la République**	**1 729 011**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Appui aux activités de la Présidence de la République	1 729 011	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**1 729 011**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert du PR, 2026*

Ce tableau montre que l'Institution n'a aucune action qui impacte l'axe climat.

Tableau 22*: Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE															
P1	**Dotation stratégique de la PR**	**1 729 011**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Appui aux activités de la PR	1 729 011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**1 729 011**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert du PR, 2026*

Ce tableau montre que l'Institution n'a aucune action qui impacte l'axe environnement.

4.1.1.04. Section 120 : Présidence du Conseil (120)

Tableau 23*: Dépenses du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
PRESIDENCE DU CONSEIL												
P1	**Dotation stratégique de la Présidence du Conseil**	**24 256 308**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**24 256 308**	**100,0%**
A1.1	Appui aux activités de la Présidence du Conseil	24 256 308	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	24 256 308	100,0%
	TOTAL	**24 256 308**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**24 256 308**	**100,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert de la PC, 2026*

Le budget 2026 de la Présidence du conseil, d'un montant total de 24 256 308 000 FCFA, est non côté traduisant le caractère essentiellement administratif de l'institution.

Tableau 24*: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	PRESIDENCE DU CONSEIL									
P1	**Dotation stratégique de la Présidence du Conseil**	**24 256 308**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Appui aux activités de la Présidence du Conseil	24 256 308	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**24 256 308**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert de la PC, 2026*

Ce tableau montre que l'Institution n'a aucune action qui impacte l'axe climat.

Tableau 25*: Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	PRESIDENCE DU CONSEIL															
P1	**Dotation stratégique de la Présidence du Conseil**	**24 256 308**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Appui aux activités de la Présidence du Conseil	24 256 308	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**24 256 308**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert de la PC, 2026*

Ce tableau montre que l'Institution n'a aucune action qui impacte l'axe environnement.

4.1.1.05. Section 131 : Secrétariat général du gouvernement

Le Secrétariat général du Gouvernement (SGG) est l'organe administratif permanent garant de la cohérence et de la continuité de l'action gouvernementale.

De par ses missions et attributions, le secrétariat général du Gouvernement est au carrefour des ministères et institutions de l'Etat. Sa mission essentielle est d'assurer le bon fonctionnement et la régularité du travail gouvernemental, en assistant le Chef du gouvernement dans sa mission de coordination et de suivi de l'action gouvernementale.

Dans un contexte marqué par les défis liés aux changements climatiques et à la préservation de l'environnement, l'élaboration d'un budget vert apparaît comme une démarche novatrice et nécessaire.

Le SGG, sans être directement chargé de missions opérationnelles en matière de lutte contre les changements climatiques et de la protection de l'environnement, joue néanmoins un rôle central grâce à sa fonction transversale de coordination, de suivi et d'appui institutionnel.

Conformément à la règle de cotation applicable aux ministères et institutions à caractère transversal, et compte tenu de ses missions de gouvernance politique et environnementale, le segment adaptation est retenu pour le SGG. Ce choix s'explique par sa vocation à appuyer les ministères et institutions dans la préservation des ressources naturelles, la promotion de la durabilité et la garantie de la cohérence intersectorielle, tout en renforçant la résilience institutionnelle face aux défis climatiques et environnementaux.

Dans cette dynamique, le SGG s'engage à promouvoir une gouvernance exemplaire, inclusive et respectueuse des impératifs environnementaux.

Analyse diagnostique

Cette analyse permet d'identifier les atouts internes du SGG, les défis auxquels il fait face, ainsi que les opportunités et les risques liés au contexte national et international.

Tableau 26: Analyse des FFOM des attributions, des actions du SGG

Forces	Faiblesses
- Position institutionnelle stratégique : Rôle transversal de coordination des réformes notamment la budgétisation verte ; - Existence d'un point focal budget vert.	- Capacités techniques limitées du point focal en suivi-évaluation environnemental et de budgétisation verte ; - Faiblesse dans le suivi de prise en compte des thématiques climatiques et environnementales dans les projets, programmes, politiques et stratégies.
Opportunités	**Menaces**
- Dynamique nationale et internationale en faveur de la gouvernance verte et durable ; - Développement d'outils numériques et innovants pour la gestion des projets en lien avec la budgétisation verte ; - Existence des fonds climatiques ; - Existence d'un noyau d'experts en budgétisation verte ; - Appui des PTF à l'élaboration du budget vert.	- Crises économiques, sanitaires ou sécuritaires qui peuvent reléguer l'enjeu environnemental au second plan ; - Complexité des procédures d'accès aux fonds climatiques ; - Faible prise en compte des thématiques climatiques et environnementales dans les projets, programmes, politiques et stratégies.

Présentation des résultats de marquage

La phase de marquage du budget vert du SGG a consisté à analyser et coter, conformément aux règles méthodologiques de marquage, les différentes dépenses budgétaires selon leur contribution aux objectifs de lutte contre les changements climatiques et de la protection de l'environnement.

Tableau 27 : Dépenses par cotation du budget vert du SGG

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT												
P1	**Dotation SGG : SGG**	**733 759**	**5 000**	**0,7%**	**36 400**	**5,0%**	**692 359**	**94,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage stratégique du SGG	723 759	0	0,0%	36 400	5,0%	687 359	95,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**733 759**	**5 000**	**0,7%**	**36 400**	**5,0%**	**692 359**	**94,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert du SGG, 2026*

Sur un budget total de 733 759 000 FCFA du SGG, la part des **dépenses favorables** au climat et à l'environnement est de **0,7%** soit un montant de 5 000 000 FCFA. Les **dépenses défavorables** s'élèvent à 36 400 000 FCFA, **soit 5%**. S'agissant des dépenses neutres, elles s'élèvent à 692 359 000 FCFA, soit 94,4% et représentent la quasi-totalité du budget. Aucune dépense mixte ou non cotée n'est enregistrée.

Tableau 28 : Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du SGG

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT										
P1	**Dotation SGG : SGG**	**733 759**	**5 000**	**0**	**692 359**	**0**	**36 400**	**0**	**5 000**	**0,7%**
A1.1	Pilotage stratégique du SGG	723 759	0	0	687 359	0	36 400	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
	TOTAL	**733 759**	**5 000**	**0**	**692 359**	**0**	**36 400**	**0**	**5 000**	**0,7%**

Source : *outil de marquage du budget vert du SGG, 2026*

Sur une dotation totale de 733 759 000 FCFA allouée au SGG, un montant de 5 000 000 FCFA, soit **0,7% est favorable à l'adaptation** tandis qu'un montant de 36 400 000 FCFA, soit **5%** est **défavorable à l'atténuation**. Le montant de 692 359 000 FCFA, soit 94,4%, est neutre à l'adaptation.

Tableau 29 : Part des différentes cotations de l'axe « environnement » dans le budget vert du SGG

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT															
P1	**Dotation SGG**	**733 759**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage stratégique du SGG	723 759	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**733 759**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : *outil de marquage du budget vert du SGG, 2026*

Le tableau révèle que les actions du SGG n'ont pas d'impact direct sur l'axe environnement.

Justification des cotations dans les tableaux

L'analyse des cotations des activités révèle que, sur la dotation totale de 733 759 000 FCFA allouée au Secrétariat Général du Gouvernement (SGG), la majorité des activités d'un montant de 692 359 000 FCFA, soit 94,4 %, est cotée neutre sur le segment « adaptation ». Ce résultat s'explique par le fait que les missions du SGG ont un caractère transversal et la plupart des activités ne sont pas directement liées aux changements climatiques et à la protection de l'environnement. En revanche, les activités correspondant à l'action 3, intitulée « Appui à la budgétisation verte », sont favorables à l'adaptation pour un montant de 5 000 000 FCFA, soit 0,7 % de la dotation totale. Il convient également de noter que 5% de la dotation, soit 36 400 000 FCFA sont défavorables à l'atténuation. Ce montant est lié à l'achat de carburant pour le fonctionnement des services du SGG.

Approches de solutions et perspectives

Au regard du diagnostic, le SGG peut remédier aux insuffisances identifiées dans le cadre de l'élaboration du budget vert à travers les actions suivantes :

- Formalisation et opérationnalisation de la cellule focale budget vert ;
- renforcement des capacités des membres de la cellule focale budget vert ;
- sensibilisation et formation du personnel sur les concepts des changements climatiques et de la protection de l'environnement ;
- intégration des indicateurs environnementaux dans les outils de planification du SGG.

4.1.1.06. Section 140 : Cour constitutionnelle

Face aux défis liés aux changements climatiques et à la protection de l'environnement, la Cour constitutionnelle du Togo, institution garante de la suprématie de la Constitution et des droits fondamentaux, entend pleinement jouer son rôle dans la transition écologique. Elle intègre désormais les enjeux climatiques et environnementaux dans sa planification budgétaire, traduisant ainsi une volonté de modernisation et de responsabilité institutionnelle.

Traditionnellement orientée vers ses missions régaliennes, la Cour constitutionnelle du Togo assure :

- le contrôle de constitutionnalité des lois, traités et règlements ;
- la garantie des droits et libertés fondamentaux ;
- l'arbitrage et la régularisation des élections sénatoriales, législatives et référendaires ;
- les prestations de serments du Président du Conseil et des membres de la CENI ;
- la désignation du collège des médecins devant constater l'état de santé des candidats à l'élection du Président de la République.

A travers ce document budgétaire sensible au climat et à l'environnement, la Cour constitutionnelle franchit une étape inédite : identifier et valoriser les actions budgétaires contribuant à la lutte contre les changements climatiques, à la préservation des ressources naturelles et à la construction d'un constitutionnalisme environnemental dans l'esprit de la reconnaissance du droit de chaque citoyen à un environnement sain et équilibré. La Cour constitutionnelle est une institution qui fonctionne grâce à une dotation budgétaire et dont les attributions sont exclusivement d'ordre constitutionnel. Celles-ci n'entretiennent aucun lien direct avec la protection de l'environnement ou la lutte contre les changements climatiques.

Ainsi, s'alignant sur la politique nationale de l'environnement et conformément à la règle de la cotation du budget vert relative à la détermination du segment dominant des ministères et institutions à caractère transversal, qui n'ont aucun lien direct avec l'un des six segments, le segment dominant de la Cour constitutionnelle est l'adaptation.

Analyse diagnostic

Pour mieux cerner les enjeux et les possibilités d'action dans la perspective de budget sensible au climat et à l'environnement, une analyse FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces) s'avère pertinente pour identifier les atouts internes à consolider, les insuffisances à corriger, les opportunités externes à saisir et les risques à anticiper afin d'améliorer la performance budgétaire pour le secteur constitutionnel.

Tableau 30 : analyse FFOM

Forces	Faiblesses
• Existence de dispositions constitutionnelles et d'un important arsenal conventionnel relatifs à l'environnement et aux changements climatiques : art.24 de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples ; art 17 de la déclaration solennelle des droits et devoirs fondamentaux des personnes et des citoyens ; Art 91,92 de la constitution togolaise • Attribution à la cour constitutionnelle de la compétence de contrôler les lois, notamment celles qui traitent de l'environnement, et de protéger les droits et libertés fondamentaux. • L'auto saisine de la Cour	• Non consécration d'un droit de saisine directe au profit des citoyens et des associations notamment celles qui militent en faveur de la protection de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique par la constitution. • Prise en compte quasi inexistante des enjeux climatiques dans la planification des activités de la Cour
Opportunités	**Menaces**
• L'octroi du droit de saisine de la Cour a plusieurs institutions art.70 al. 2 • Un cadre normatif et conventionnel protecteur de l'environnement • L'instauration du budget vert.	• Non-respect des engagements par les pays industrialisés pollueur • Caractère parfois peu contraignant des instruments internationaux relatifs à l'environnement et aux changements climatiques, c'est le cas des Accords de Paris.

Tableau 31: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
COUR CONSTITUTIONNELLE												
P1	**Dotation stratégique de la Cour constitutionnelle**	**928 791**	**6 500**	**0,7%**	**42 000**	**4,5%**	**880 291**	**94,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage stratégique de la Cour constitutionnelle	915 791	1 500	0,2%	42 000	4,6%	872 291	95,3%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	8 000	0	0,0%	0	0,0%	8 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Appui à la budgétisation Verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**928 791**	**6 500**	**0,7%**	**42 000**	**4,5%**	**880 291**	**94,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage de budgétisation verte 2026

Sur un budget total de 928 791 000 FCFA alloué à la Cour constitutionnelle, il ressort que 6 500 000 F CFA, soit 0,7% sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement et 42 000 000 FCFA, soit 4,5% en sont défavorables tandis que 880.291.000 F CFA, soit 94,8% sont neutres.

Tableau 32 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget de la Cour

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	COUR CONSTITUTIONNELLE									
P1	**Dotation stratégique de la Cour constitutionnelle**	**928 791**	**5 000**	**0**	**880 291**	**0**	**42 000**	**0**	**5 000**	**0,5%**
A1.1	Pilotage stratégique de la Cour constitutionnelle	915 791	0	0	872 291	0	42 000	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	8 000	0	0	8 000	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui à la budgétisation Verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
	TOTAL	**928 791**	**5 000**	**0**	**880 291**	**0**	**42 000**	**0**	**5 000**	**0,5%**

Source : Outil de marquage de budgétisation verte 2026

Ce tableau montre la part du budget consacré aux segments adaptation et atténuation de l'axe « climat » qui sont respectivement favorable à 0,5%, soit 5 000 000 FCFA, 42 000 000 FCFA, soit 0,5%.

Tableau 33 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget de la Cour

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	COUR CONSTITUTIONNELLE															
P1	**Dotation stratégique de la CC**	**928 791**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 500**	**0**	**0**	**1 500**	**0,2%**
A1.1	Pilotage stratégique de la CC	915 791	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 500	0	0	1 500	0,2%
A1.2	Genre et équité	8 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui à la budgétisation Verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**928 791**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 500**	**0**	**0**	**1 500**	**0,2%**

Source : Outil de marquage de budgétisation verte 2026

Ce tableau montre qu'un montant de 1 500 000 F CFA, soit 0,16 % du budget de la Cour constitutionnelle est favorable à l'axe environnement. Ce montant est lié au segment « déchets ».

Perspective et approches de solutions

Dans la dynamique des engagements pris par le Togo en matière de lutte contre les changements climatiques et de préservation de l'environnement, la Cour constitutionnelle entend progressivement mettre en œuvre un ensemble d'actions structurantes. Celles-ci s'articulent autour des axes suivants :

- Création et opérationnalisation d'une cellule climat au sein de la Cour, en vue de disposer d'un organe spécialisé chargé d'intégrer la dimension environnementale dans les activités institutionnelles ;
- Intégration d'une part spécifique de financement destinée à la préservation du climat et de l'environnement dans le budget de la Cour, à compter de l'exercice 2026 ;
- Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la budgétisation verte, afin d'assurer une meilleure planification et une utilisation efficiente des ressources financières ;
- Formation et sensibilisation des cadres de la Cour sur l'importance de la lutte contre les changements climatiques et de la protection de l'environnement, afin de garantir l'intégration effective de ces enjeux dans les politiques publiques et les stratégies mises en œuvre par les institutions de l'État.

En effet, ces perspectives traduisent la volonté de la Cour de s'inscrire, à son niveau de compétence, dans la réalisation des objectifs nationaux et internationaux relatifs au développement durable et à la résilience climatique.

4.1.1.07. Section 150 : Cour suprême

La Cour suprême, institution de la République est la plus haute juridiction de l'Etat en matière judiciaire et administrative. Elle a pour mission de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions inférieures. A travers l'exercice de sa mission, la Cour suprême servant de régulateur aux autres juridictions inférieures, contribue aussi au règne de la paix social en répondant aux exigences d'une justice juste et protectrice des droits de l'Homme, facteurs de développement durable. Dans cette optique, la Cour dans la planification de son budget global, prend désormais en compte les enjeux climatiques et la protection de l'environnement. Les attributions diversifiées de la Cour suprême, allant du contrôle juridictionnel à la régulation des actes administratifs, en passant par le contentieux électoral, reflètent la dimension transversale de son action. C'est donc à juste titre que le segment adaptation s'impose pour qualifier son positionnement dans la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement conformément à la règle méthodologique de marquage du budget vert relative à la détermination du segment dominant des ministères et institutions à caractère transversal.

Analyse diagnostique

Pour mieux cerner les enjeux et les possibilités d'actions dans cette perspective de budget sensible au climat et à l'environnement, il s'avère nécessaire d'identifier les atouts internes à consolider, les insuffisances à corriger, les opportunités à saisir et les menaces à anticiper afin de faciliter une meilleure planification des actions.

Tableau 34: Analyse des FFOM des attributions, des actions de la Cour suprême

FORCES	FAIBLESSES
• Existence du point focal du budget vert, • Accessibilité de recevoir les recours des justifiables liés aux conflits environnementaux et climatiques ; • Existence d'une chambre judiciaire dédiée aux règlements des conflits fonciers.	• Faible capacité de mobilisation des fonds climats. • Manque de formation des agents de la Cour suprême sur les questions climatiques et environnementaux • Non prise en compte des enjeux climatiques
OPPORTUNITES	**MENACES**
• Existence d'une politique du gouvernement dans la prise en compte des questions des changements climatiques avec la création d'organes dédiés à la coordination des politiques climatiques ; • Existence des engagements internationaux ; • Existence des mécanismes internationaux de financement ; • Existence d'un noyau d'experts nationaux en climat et environnement.	• Non-respect des engagements des Etats pollueurs ; • Complexité de la procédure d'accès aux fonds climat.

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 35 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget de la Cour suprême

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
COUR SUPREME												
P1	**Dotation stratégique de la cour suprême**	**727 170**	**5 000**	**0,7%**	**12 000**	**1,7%**	**710 170**	**97,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage stratégique de la cour suprême	717 170	0	0,0%	12 000	1,7%	705 170	98,3%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Appui a la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**727 170**	**5 000**	**0,7%**	**12 000**	**1,7%**	**710 170**	**97,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil BV du Cour Suprême 2026

L'analyse du tableau 2 révèle que sur un budget global de 621.710.000 FCFA, les dépenses favorables au climat et à l'environnement s'élèvent à 5.000.000 de FCFA soit 0,8%. Les dépenses défavorables représentent 12.000.000 de FCFA, soit 1,9%. Quant aux dépenses neutres, elles s'élèvent à 604.710.000 de FCFA, soit 97,3%. Cette répartition montre que même si une partie du budget de la Cour suprême prend en compte les enjeux climatiques, une proportion plus importante reste orientée vers des activités qui peuvent avoir un impact négatif ou neutre sur l'environnement.

Tableau 36 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget de la Cour suprême

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	COUR SUPREME									
P1	**Dotation stratégique de la cour suprême**	**727 170**	**5 000**	**0**	**710 170**	**0**	**12 000**	**0**	**5 000**	**0,7%**
A1.1	Pilotage stratégique de la cour suprême	717 170	0	0	705 170	0	12 000	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui a la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
	TOTAL	**727 170**	**5 000**	**0**	**710 170**	**0**	**12 000**	**0**	**5 000**	**0,7%**

Source : Outil BV du Cour Suprême 2026

L'analyse du tableau3 révèle que les dépenses neutres à l'adaptation de l'axe climat s'élèvent à 710.170.000 de FCFA soit 97,7% et celles favorables représentent 5.000.000 FCFA soit 0,7%. Les dépenses défavorables à l'atténuation s'élèvent à 12.000.000 de FCFA, soit 1,7%.

Tableau 37: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget de la Cour suprême

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	COUR SUPREME															
P1	**Dotation stratégique de la cour suprême**	**727 170**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage stratégique de la cour suprême	717 170	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui a la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**727 170**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : Outil BV du Cour Suprême 2026

Le tableau révèle que les actions de la Cour suprême n'ont pas d'impact direct sur l'axe environnement.

Justification des cotations dans les tableaux

De l'analyse des cotations des activités de l'institution, il ressort que, sur un budget total de 621 710 000 F CFA alloué à l'institution, 0,8% est favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, soit un montant de 5 000 000 F CFA tandis que 1,9 % est défavorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, soit un montant de 12.000.000 FCFA. On note par ailleurs que la plupart des activités sont neutres et représentent 97,3% du budget total de l'institution, soit un montant de 604 710 000 F CFA.

En effet, le taux favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est relatif aux activités de l'action « appui à la budgétisation verte » alors que le taux défavorable est lié à l'achat de carburant pour le fonctionnement de l'institution.

Il faut noter par ailleurs que le taux élevé des activités neutres à l'adaptation est dû au caractère transversal de l'institution dont le mandat n'a pas de lien direct avec le climat et l'environnement.

Approches de solutions et perspectives

En termes d'approche de solutions et perspectives, la Cour suprême envisage :

- Formaliser la cellule budgétisation verte de l'institution ;
- Renforcer les capacités des acteurs impliqués dans l'élaboration du document budgétaire vert (DBV) ;
- Sensibiliser le personnel de la Cour sur les concepts ''climat'', ''changements climatiques'', ''budget vert'' et la prise en compte des questions liées aux changements climatiques et à la protection de l'environnement dans la planification des activités de la Cour ;
- Mener des campagnes de diffusion/dissémination du document budgétaire vert (DBV) au niveau de tous les acteurs judiciaires intervenant au niveau de la Cour suprême.

4.1.1.08. Section 160 : protecteur du citoyen

Institution dédiée à la promotion et à la protection des droits de l'Homme au Togo, le Médiateur de la République voit ses missions renforcées sous sa nouvelle appellation de « Protecteur du Citoyen » dans la Constitution de la Vème République. Auparavant, il avait pour mission principale de recevoir et de traiter les réclamations contre les administrations publiques. Dans sa forme actuelle, en plus de sa mission classique, le Protecteur du Citoyen protège les personnes contre toutes les formes d'abus de l'administration publique. Il veille à la protection des droits des citoyens, à la prévention et au règlement amiable des conflits entre l'administration et les administrés. Cette attribution se connecte directement à la protection de l'environnement lorsque les plaintes concernent : (i) les nuisances (pollution, bruit) causées par des activités publiques (ii) les conflits fonciers (iii) le non-respect des normes environnementales dans les services publics (iv) les griefs liés à l'accès à l'eau potable ou à la gestion des déchets.

Le Protecteur du citoyen s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans sa gestion et son fonctionnement. Bien qu'il n'ait pas un mandat en lien direct avec l'environnement, son rôle transversal inclut la promotion de la bonne gouvernance, de la justice sociale et de l'équité.

Contribuant indirectement à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, et considérant que le segment adaptation est défini pour les ministères et institutions à caractère transversal où il ne peut être établi aucun lien direct entre les attributions et interventions avec l'un des six marqueurs (adaptation, atténuation, biodiversité, eau, pollution, déchets), l'institution a opté pour le segment dominant Adaptation. Ce choix s'explique par la règle de cotation appliquée pour déterminer le segment dominant des ministères et institutions à caractère transversal, comme le Protecteur du Citoyen. Lorsqu'il n'est pas possible d'établir un lien direct entre leurs attributions et interventions et l'un des six segments, le segment dominant retenu est celui ayant enregistré le plus de dépenses favorables lors du dernier budget vert. Raison pour laquelle le segment « adaptation » s'impose pour le Protecteur du Citoyen.

Analyse diagnostique (FFOM)

Afin de mieux appréhender les enjeux et les possibilités d'action dans la perspective d'un budget sensible au climat et à l'environnement, une analyse FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces) se révèle pertinente.

Tableau 38 : Analyse des FFOM des actions du protecteur du citoyen

FORCES	FAIBLESSES
• Existence d'un point focal BV • Contribution à la prévention des conflits liés aux ressources naturelles et au foncier • L'accessibilité du Protecteur du Citoyen qui lui permet d'être disponible dans les conflits environnementaux • Accès gratuit et facilité pour tous les citoyens • Expertise en résolution de conflits et connaissance du droit administratif • Flexibilité et rapidité de la procédure par rapport à la voie judiciaire • Indépendance et impartialité : garantit une médiation équitable	• Manque de personnel spécialisé en droit de l'environnement et en ingénierie environnemental ; • Recommandations non contraignantes : les administrations peuvent ne pas suivre les avis
OPPORTUNITES	**MENACES**
• Existence d'une politique du gouvernement dans la prise en compte des questions des changements climatiques avec la création d'organes dédiés à la coordination des politiques climatiques ; • Existence de L'AMP UEMOA (Association des Pays Membres de l'UEMOA) • Existence et opérationnalisation des maisons de justice • Croissance de la prise de conscience citoyenne sur les enjeux environnementaux • Existence des ONG /OSC et des institutions internationales spécialisées sur les questions climatiques.	• Méconnaissance par les citoyens du rôle du Médiateur de la République dans les enjeux environnementaux • Réticence de certaines parties/structure de l'Etat à exécuter les recommandations du Protecteur du Citoyen • Complexité croissante des litiges liés aux grands projets d'infrastructure (risques, compensations)

Présentation des résultats de marquage et justification des cotations

Le marquage budgétaire identifie les dépenses contribuant au segment "adaptation". Les dépenses de l'institution sont classées par programme, avec une cotation de leur contribution.

Tableau 39: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget total du Protecteur du citoyen

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
PROTECTEUR DU CITOYEN												
P1	**Protecteur du citoyen**	**287 965**	**5 000**	**1,7%**	**8 000**	**2,8%**	**274 965**	**95,5%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Cabinet du protecteur du citoyen	277 965	0	0,0%	8 000	2,9%	269 965	97,1%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Appui a la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**287 965**	**5 000**	**1,7%**	**8 000**	**2,8%**	**274 965**	**95,5%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage de budgétisation verte 2026

Sur un budget total de 287 965 000 F CFA alloué à l'institution, 1,7% est favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, soit 5 000 000 F CFA tandis que 2,8% y sont défavorables, soit 8 000 000 F CFA. Les activités neutres représentent 95,5% du budget total de l'institution.

Tableau 40 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget de la Cour (tableau 7 de l'outil)

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	PROTECTEUR DU CITOYEN									
P1	**Protecteur du citoyen**	**287 965**	**5 000**	**0**	**274 965**	**0**	**8 000**	**0**	**5 000**	**1,7%**
A1.1	Cabinet du protecteur du citoyen	277 965	0	0	269 965	0	8 000	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui a la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
	TOTAL	**287 965**	**5 000**	**0**	**274 965**	**0**	**8 000**	**0**	**5 000**	**1,7%**

Source : Outil de marquage de budgétisation verte 2026

De l'analyse de ce tableau, il ressort qu'un montant de 5 000 000 F CFA, soit 1,7% est favorable à l'adaptation tandis qu'un montant de 8 000 000 F CFA, soit 2,8% est défavorable à l'atténuation.

Tableau 41: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget de la Cour (tableau 7 de l'outil)

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	PROTECTEUR DU CITOYEN															
P1	**Protecteur du citoyen**	**287 965**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Cabinet du protecteur du citoyen	277 965	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui a la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**287 965**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source *: Outil de marquage de budgétisation verte 2026*

Justification des cotations dans les tableaux

De l'analyse des cotations des activités de l'institution, il ressort que, sur un budget total de 287 965 000 F CFA alloué, 1,7% est favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, soit un montant de 5 000 000 F CFA, tandis que 2,8% y est défavorable, soit un montant de 8 000 000 FCFA. On note que les activités cotées « neutre » représentent 95,4% du budget total de l'institution, soit un montant de 274 965 000 F CFA.

La part favorable (1,7%) à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est essentiellement due à l'action « appui à la budgétisation verte ». On note également que la part défavorable à l'atténuation est due à l'achat de carburant et de lubrifiant pour un montant de 8 000 000 F CFA.

Approches de solutions et perspectives

Dans cette perspective, les solutions identifiées devront permettre de consolider le rôle et la capacité d'action du Médiateur de la République en matière d'adaptation aux changements climatiques, en s'appuyant sur les enseignements de l'analyse FFOM. Ainsi, nous pouvons faire recours aux :

- ✓ Renforcement des capacités : Mettre en place des formations ciblées pour le personnel sur le droit de l'environnement, les enjeux climatiques et les mécanismes de financement verts ;
- ✓ Partenariats stratégiques : Établir des protocoles d'accord avec le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Économie et des Finances pour faciliter le partage d'informations et la coordination des actions ;
- ✓ Communication ciblée : Mener des campagnes de sensibilisation spécifiquement pour les populations les plus vulnérables afin qu'elles connaissent leur droit de recours au du Médiateur de la République ;
- ✓ Optimisation des ressources : Dédier une partie du budget à la création d'une unité spécialisée dans la médiation des litiges environnementaux ;
- ✓ Renforcement de la médiation environnementale : intégrer une approche spécifique sur les litiges liés aux changements climatiques et aux ressources naturelles ;
- ✓ Partenariats : collaborer avec le ministère de l'environnement, les collectivités locales et la société civile pour sensibiliser et résoudre les conflits liés à l'environnement ;
- ✓ Plaidoyer : proposer des réformes pour renforcer la justice environnementale et la participation citoyenne.

4.1.1.09. Section 170 : Cour des comptes (CdC)

La Cour des comptes (CdC), institution supérieure de contrôle des finances publiques, est garante de la bonne gouvernance, de la transparence et de la responsabilisation afin de contribuer à assainir la gestion des deniers publics.

La Cour des comptes entend contribuer à l'élaboration du budget vert en procédant au marquage des lignes budgétaires de sa dotation. De par sa mission, les actions que mène la CdC n'ont pas de lien direct avec les axes « climat » et « environnement ». Toutefois, conformément aux règles de cotation, son segment dominant est « adaptation » qui est le segment auquel l'Etat a consacré plus de moyens financiers comme l'a révélé le BV 2025.

Le diagnostic qui suit met en exergue les forces, faiblesses, opportunités et menaces de l'institution en matière de budgétisation verte.

Analyse diagnostique

Pour une contribution optimale de la CdC à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, il importe de faire l'analyse de ses forces, faiblesses, opportunités et menaces en la matière.

Tableau 42 : analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces de la CdC

Forces	Faiblesses
- Existence d'un plan stratégique 2021-2025 qui aborde les thématiques émergentes telles que l'environnement, le genre ; - Existence de deux nouvelles lois organiques qui prévoient l'extension des attributions de la CdC et des CRC prenant en compte les thématiques climat et environnement ; - existence, au sein de la CdC, d'acteurs désignés et reconnus comme personnes ressources du BP et experts en budgétisation verte.	- insuffisance de renforcement de capacités du personnel magistrat et du personnel administratif en matière de budgétisation verte ; - non-prise en compte de la thématique climat/environnement comme critère et composante de vérification dans la réalisation des audits ;
Opportunités	**Menaces**
- Existence d'une volonté politique d'intégrer « climat/environnement » au budget de l'Etat ; - existence d'une équipe d'experts nationaux en budgétisation verte; - appui des PTF à l'élaboration du BV ; - existence du fonds vert	- Complexité des procédures d'accès aux fonds verts - Non-respect des engagements des pays pollueurs

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes

Tableau 43 : Dépenses du budget vert par rapport à la dotation de la Cour des comptes

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
COUR DES COMPTES												
P1	**DOTATION STRATEGIQUE DE LA COUR DES COMPTES**	**3 788 327**	**30 434**	**0,8%**	**40 468**	**1,1%**	**3 717 425**	**98,1%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Attributions non juridictionnelles	348 932	0	0,0%	26 763	7,7%	322 169	92,3%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Attributions d'ordre juridictionnel	3 424 395	25 434	0,7%	13 705	0,4%	3 385 256	98,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Equité Genre	10 000	0	0,0%	0	0,0%	10 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**3 788 327**	**30 434**	**0,8%**	**40 468**	**1,1%**	**3 717 425**	**98,1%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert de la CdC, 2026

De l'analyse du tableau ci-dessus, il ressort que sur une dotation de 3 788 327 000 FCFA allouée à la Cour, **30 434 000 FCFA,** sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement et 40 468 000 F CFA, soit 1,1% y sont défavorables.

Tableau 44 : Dépenses par « segment de l'axe Climat » du budget vert par rapport à la dotation de la CdC

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	COUR DES COMPTES									
P1	**DOTATION STRATEGIQUE DE LA COUR DES COMPTES**	**3 788 327**	**5 000**	**0**	**1 428 897**	**0**	**40 468**	**0**	**5 000**	**0,1%**
A1.1	Attributions non juridictionnelles	348 932	0	0	297 169	0	26 763	0	0	0,0%
A1.2	Attributions d'ordre juridictionnel	3 424 395	0	0	1 121 728	0	13 705	0	0	0,0%
A1.3	Equité Genre	10 000	0	0	10 000	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
	TOTAL	**3 788 327**	**5 000**	**0**	**1 428 897**	**0**	**40 468**	**0**	**5 000**	**0,1%**

Source : Outil de marquage du budget vert de la CdC, 2026

Le tableau ci-dessus indique que 0,1% de la dotation, soit un montant de 5.000.000 F CFA est favorable à l'adaptation, tandis que 1,1%, soit un montant de 40.468.000 F CFA est défavorable à l'atténuation.

Tableau 45 : Dépense par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport à la dotation de la CdC (Tabl. 8)

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	COUR DES COMPTES															
P1	**DOTATION STRATEGIQUE DE LA CdC**	**3 788 327**	**0**	**0**	**279 762**	**25 434**	**0**	**0**	**0**	**0**	**25 000**	**0**	**0**	**1 983 766**	**25 434**	**0,7%**
A1.1	Attributions non juridictionnelles	348 932	0	0	0	0	0	0	0	0	25 000	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Attributions d'ordre juridictionnel	3 424 395	0	0	279 762	25 434	0	0	0	0	0	0	0	1 983 766	25 434	0,7%
A1.3	Equité Genre	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**3 788 327**	**0**	**0**	**279 762**	**25 434**	**0**	**0**	**0**	**0**	**25 000**	**0**	**0**	**1 983 766**	**25 434**	**0,7%**

Source : Outil de marquage du budget vert de la CdC, 2026

L'analyse de ce tableau montre que sur une dotation de 3.788.327.000 F CFA, un montant de 25.434.000 F CFA F CFA, soit 0,7% est favorable à l'axe « environnement ».

Justification des cotations dans les tableaux

Le tableau relatif aux dépenses du budget vert par rapport à la dotation de la CdC révèle que la Cour consacre **30 434 000 FCFA (0,8%)** de sa dotation **(3 788 327 000 FCFA)** à la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement. Ces activités favorables au climat et à l'environnement proviennent de l'action « appui à la budgétisation verte » (**5 000 000 FCFA**) et des activités liées à l'alimentation en tuyaux et canalisation du projet de construction du siège de la CdC (**25 434 000 FCFA**). Ces activités sont jugées favorables à la gestion des ressources en eau.

Les activités cotées défavorables aux changements climatiques et à la protection de l'environnement sont essentiellement celles relatives à l'achat du carburant. Elles se chiffrent à **40 468 000 FCFA**, soit **1.1%** de la dotation globale qui est de **3 788 327 000 FCFA**. La plupart des activités de la CdC, dont le coût est estimé à **3 717 425 000 FCFA (98,1%),** ont un impact neutre sur les thématiques climat

et environnement. Il en est ainsi car, la CdC, de par sa mission, n'a pas de lien direct avec les axes climat et environnement. Il n'y a pas eu, non plus, de marquages mixtes ni non cotés.

Approches de solutions et perspectives

En réponse aux difficultés et aux ambitions affichées par les autorités du pays, l'élaboration du présent budget vert permettra à la Cour des comptes de contribuer à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement grâce aux activités en perspective telles que :

- renforcer substantiellement les capacités du personnel magistrat et du personnel administratif sur les thématiques émergentes comme le climat, l'environnement ;
- utiliser les axes climat et environnement comme critères de vérification pour la réalisation des audits.
- participer à la campagne nationale de reboisement ;
- élaborer le document budget vert.

4.1.1.10. Section 180 : Conseil économique, social et environnemental

Tableau 46*: Dépenses du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL												
P1	**Dotation stratégique du CESE**	**500 000**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**500 000**	**100,0%**
A1.1	Dotation stratégique du CESE	500 000	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	500 000	100,0%
	TOTAL	**500 000**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**500 000**	**100,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du CESE, 2026

De l'analyse du tableau ci-dessus, il ressort que sur une dotation de 500 000 000 FCFA allouée au CESE**,** aucune dépense n'est côtée.

Tableau 47*: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL									
P1	**Dotation stratégique du CESE**	**500 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Dotation stratégique du CESE	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**500 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du CESE, 2026

Ce tableau montre que l'Institution n'a aucune action qui impacte l'axe climat.

Tableau 48*: Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL															
P1	**Dotation stratégique du CESE**	**500 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Dotation stratégique du CESE	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**500 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du CESE, 2026

Ce tableau montre que l'Institution n'a aucune action qui impacte l'axe environnement.

4.1.1.11. Section 190 : Haute Autorité de la régulation de la communication écrite, audiovisuelle et numérique

La Haute Autorité de la régulation de la Communication écrite, audiovisuelle et numérique (HARC) a pour missions de garantir et assurer la liberté et la protection de la presse et de tous moyens de communication de masse dans le respect de la loi ; veiller au respect de la déontologie en matière d'information et à l'accès équitable des partis politiques, des associations et des citoyens aux moyens officiels d'information et de communication ; garantir l'utilisation équitable et appropriée des organismes publics de presse et de communication audiovisuelle par les Institutions de la République, chacune en fonction de ses missions constitutionnelles et d'assurer le cas échéant les arbitrages nécessaires ; garantir l'éveil juridique en période électorale.

Au regard de sa mission et conformément à la règle méthodologique de cotation retenues pour la détermination du segment dominant des ministères/institutions à caractère transversal, le segment dominant de la HARC est celui de l'adaptation.

La HARC entend ainsi contribuer au processus d'élaboration du budget vert en procédant à l'analyse diagnostique.

Analyse diagnostique de la HARC

L'analyse FFOM relative à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la communication se présente dans le tableau ci-dessous.

Tableau 49: Analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces des attributions, des actions de la HARC

Forces	Faiblesses
- Capacité de réguler et encadrer la diffusion de programmes audiovisuels et de communication liés à la protection de l'environnement ; - Statut constitutionnel et crédibilité institutionnelle permettant de porter des messages d'intérêt national, y compris environnementaux ; - Existence d'un point focal budget vert.	- Les missions spécifiques de l'institution ne cadrent pas avec les axes climatiques définis ; - Faible renforcement des capacités internes sur la thématique ; - Faible coordination avec les organismes environnementaux ; - Manque de spécialistes sur les questions environnementales et climatiques ; - Faible intégration des enjeux verts dans le plan stratégique de l'institution.
Opportunités	**Menaces**
- Existence de partenariat avec les organismes pour promouvoir les questions écologiques ;	- Risque que le traitement des informations lié aux crises sécuritaires prime sur les enjeux climatiques par les médias ; - Complexité des procédures d'accès aux fonds climatiques ; - Non-respect des engagements des Etats pollueurs

- Existence de réseau de médias (radios, télévisions, presse écrite et en ligne) pouvant servir de relais pour sensibiliser sur les questions environnementales et climatiques ; - Existence des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 13 (lutte contre les changements climatiques), dans les missions de communication - Existence d'un noyau d'experts nationaux en budgétisation vert ; - Existence des fonds climatiques.	

Tableau 50: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget de l'institution

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION (HAAC)												
P1	**DOTATION DE LA HAAC**	**494 222**	**5 000**	**1,0%**	**0**	**0,0%**	**489 222**	**99,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et soutien	484 222	0	0,0%	0	0,0%	484 222	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Appui à la Budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**494 222**	**5 000**	**1,0%**	**0**	**0,0%**	**489 222**	**99,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : outil de marquage budget vert 2026 de la HARC

Ce tableau montre que, sur un budget total de 563 564 000 FCFA alloué à l'institution, **5.000.000** F CFA, soit **0,9%,** sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement.

Tableau 51: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget de l'institution

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION (HAAC)									
P1	**DOTATION DE LA HAAC**	**494 222**	**5 000**	**0**	**489 222**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**1,0%**
A1.1	Pilotage et soutien	484 222	0	0	484 222	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui à la Budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
	TOTAL	**494 222**	**5 000**	**0**	**489 222**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**1,0%**

Source : outil de marquage budget vert 2026 de la HARC

L'analyse du présent tableau montre que, sur un budget total de 563 564 000 F CFA alloué à l'institution, 5 000 000 F CFA soit 0,9% sont favorables à l'adaptation, correspondant à la part favorable à l'axe climat.

Tableau 52: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget de l'institution

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION (HAAC)															
P1	**DOTATION DE LA HAAC**	**494 222**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et soutien	484 222	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui à la Budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**494 222**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : outil de marquage budget vert 2026 de la HARC

Ce tableau montre que les activités de la HARC n'ont aucun impact significatif sur l'axe environnement.

Justification des cotations dans les tableaux

De l'analyse des cotations des activités, il ressort que seules les activités relatives à l'action 3 « appui à la budgétisation verte » sont cotées favorables au climat et à l'environnement pour un montant de 5.000.000 FCFA, soit 0,9 % de la dotation de la HARC.

Approches de solutions et perspectives

Pour remédier aux insuffisances identifiées dans le cadre de l'élaboration du budget vert, la HARC entend :

- Insérer dans les cahiers de charges des médias audiovisuels l'obligation de diffuser régulièrement des programmes éducatifs sur le climat, et l'environnement ;
- Créer un observatoire des médias verts au sein de la HARC pour suivre et encourager la production de contenus liés au climat et à l'environnement ;
- Coopérer avec les institutions de régulation africaines pour partager les bonnes pratiques de communication climatique et environnementale ;
- Organiser des ateliers de formation à l'endroit des journalistes sur les thématiques climats et environnement ;
- Intégrer les indicateurs environnementaux dans les outils de planification de la HARC.

4.1.1.12. Section 191 : Haute autorité pour la transparence, l'intégrité de la vie publique et la lutte contre la corruption

Tableau 53*: Dépenses du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
HAUTE AUTORITE POUR LA TRANSPARENCE, L'INTEGRITE DE LA VIE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION												
P1	**Dotation stratégique de la HAPLCCIA**	**1 019 918**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**1 019 918**	**100,0%**
A1.1	Coordination des actions de la HAPLCCIA	1 019 918	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1 019 918	100,0%
	TOTAL	**1 019 918**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**1 019 918**	**100,0%**

Source : outil de marquage budget vert 2026 de la HAPLCCIA

Ce tableau montre que, sur un budget total de 1 019 918 000 FCFA alloué à l'institution, les dépenses de l'institution sont non cotées.

Tableau 54*: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	HAUTE AUTORITE POUR LA TRANSPARENCE, L'INTEGRITE DE LA VIE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION									
P1	**Dotation stratégique de la HAPLCCIA**	**1 019 918**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Coordination des actions de la HAPLCCIA	1 019 918	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**1 019 918**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : outil de marquage budget vert 2026 de la HAPLCCIA

Ce tableau montre que l'Institution n'a aucune action qui impacte l'axe climat.

Tableau 55*: Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	HAUTE AUTORITE POUR LA TRANSPARENCE, L'INTEGRITE DE LA VIE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION															
P1	**Dotation stratégique de la HAPLCCIA**	**1 019 918**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Coordination des actions de la HAPLCCIA	1 019 918	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**1 019 918**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : outil de marquage budget vert 2026 de la HAPLCCIA

Ce tableau montre que l'Institution n'a aucune action qui impacte l'axe environnement.

4.1.1.13. Section 421 : Conseil supérieur de la magistrature

Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), organe constitutionnel qui garantit l'indépendance de la justice, occupe une place centrale dans la gestion de la carrière des magistrats en intervenant dans leurs recrutements, dans leurs nominations ainsi que dans leurs avancements. Il exerce également la fonction de conseil de discipline, chargé de statuer sur les fautes professionnelles des magistrats.
Les changements climatiques et la dégradation de l'environnement sont aujourd'hui des réalités incontournables qui appellent à une mobilisation de tous les secteurs, y compris ceux traditionnellement éloignés des questions climatiques et environnementales.
Le CSM, pleinement conscient de ses responsabilités s'engage à intégrer les enjeux climatiques et environnementaux dans sa gestion et son fonctionnement. Dans le cadre de sa démarche de budgétisation verte, le CSM a retenu le segment **« Adaptation »** comme **segment dominant**. Ce choix repose sur l'impact marginal de ses activités sur le climat et l'environnement et sur la règle de cotation relative à la détermination du segment dominant des ministères et institutions à caractère transversal, comme le CSM.

Analyse diagnostique

Pour mieux cerner les enjeux et les possibilités d'action dans cette perspective de budget sensible au climat et à l'environnement, une analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités, menaces) s'avère nécessaire pour identifier les atouts internes à consolider, les insuffisances à corriger, les opportunités externes à saisir et les menaces à anticiper afin de faciliter une meilleure planification des actions pour une amélioration de la performance budgétaire pour le secteur de la justice

Forces	Faiblesses
❖ Existence d'un cadre législatif et réglementaire pour la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques : La prise en compte des infractions environnementale par le code pénale togolais Article 146 ; Article 716,732 ,735, 736, 738 et la prise en compte de manière explicite au titre IV du code pénal des infractions relatives à la protection de l'environnement et des ressources naturelles ; ❖ Existence des points focaux climat & environnement ;	❖ Ignorance des populations du cadre juridique existant en lien avec la protection de l'environnement ; ❖ Insuffisance de vulgarisation des textes liés à la protection de l'environnement ; ❖ Absence de magistrats spécialisés sur la thématique de l'environnement et le climat

Opportunités	Menaces
❖ Existence d'une politique du gouvernement dans la prise en compte des questions des changements climatiques avec la création d'organes dédiés à la coordination des politiques climatiques ❖ Existence des engagements internationaux (participation active aux négociations climatiques (COP, Accords de Paris), soumission des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) actualisées) ; ❖ Existence des mécanismes internationaux de financement climatique et de protection de l'environnement.	❖ Dimension climatique perçue comme secondaire par rapport aux autres besoins pressants ; ❖ Non-respect des engagements d'appui financier des grands pays pollueurs ; ❖ La vulnérabilité de la population suite aux effets des changements climatiques.

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 56 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du CSM

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE												
P1	**Dotation stratégique du CSM**	**68 891**	**3 000**	**4,4%**	**7 051**	**10,2%**	**58 840**	**85,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage stratégique du CSM	62 891	0	0,0%	7 051	11,2%	55 840	88,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	3 000	0	0,0%	0	0,0%	3 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Appui à la budgétisation verte	3 000	3 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**68 891**	**3 000**	**4,4%**	**7 051**	**10,2%**	**58 840**	**85,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source *: Outil BV du CSM, 2026*

Le tableau ci-dessus révèle que les dépenses cotées favorables s'élèvent à 3 000 000 F CFA soit 4,4% du budget. Les dépenses défavorables représentent 7 051 000 F CFA, soit 10,2 % du budget total.

Tableau 57 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du CSM

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE									
P1	**Dotation stratégique du CSM**	**68 891**	**3 000**	**0**	**58 840**	**0**	**7 051**	**0**	**3 000**	**4,4%**
A1.1	Pilotage stratégique du CSM	62 891	0	0	55 840	0	7 051	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui à la budgétisation verte	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	100,0%
	TOTAL	**68 891**	**3 000**	**0**	**58 840**	**0**	**7 051**	**0**	**3 000**	**4,4%**

Source *: Outil BV du CSM, 2026*

Le tableau 2 montre que les dépenses favorables au segment adaptation s'élèvent à 3 000 000 de F CFA, soit 4,4% du budget du CSM alors que les dépenses défavorables à l'atténuation s'élèvent à 7 051 000 de FCFA, soit 10,2 % du budget total.

Tableau 58 : Part des différentes cotations de l'axe « Environnement » dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE															
P1	**Dotation stratégique du CSM**	**68 891**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage stratégique du CSM	62 891	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équité	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui à la budgétisation verte	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**68 891**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : Outil BV du CSM, 2026

Du tableau ci-dessus, il ressort qu'aucune dépense n'est liée à l'axe « environnement ».

Justification des cotations dans les tableaux

Sur une dotation de 68 891 000F CFA, il ressort que les dépenses favorables à la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement pour un montant de 3 000 000F CFA soit 4,4%, sont consacrées à l'action « appui à la budgétisation verte ».

Les dépenses défavorables d'un montant de 7 051 000 F CFA, soit 10,2 % du budget total sont quant à liées à l'achat de carburant pour le fonctionnement du CSM.

Approches de solutions et perspectives

Face aux défis identifiés à travers l'analyse diagnostique, il est essentiel de mettre en place des réponses concrètes et adaptées. Il s'agira pour le CSM de :

- formaliser la cellule climat et environnement au sein du CSM ;
- renforcer les capacités des membres de la cellule climat et environnement ;
- renforcer la capacité des magistrats sur les textes dissuasifs de destruction de l'environnement et climat ;
- intégrer un modules de cours sur le climat et l'environnement pour les élèves magistrats ;
- organiser périodiquement des rencontres de réflexions sur les articles abordant les questions climat et environnement dans le code pénal.

4.1.1.14. Section 921 : Commission Nationale des Droits de l'Homme

La Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) a pour missions fondamentales la promotion et la protection des droits de l'homme, la protection des défenseurs des droits humains, ainsi que la prévention de la torture et d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ses attributions s'étendent également au rôle du conseil auprès du gouvernement et du parlement dans le domaine des droits de l'homme, du droit et de l'action humanitaire. Bien que la CNDH ne soit pas directement impliquée dans des activités liées au changement climatique et à la protection de l'environnement, ses missions fondamentales sont intrinsèquement liées aux impacts du changement climatique sur les droits humains.

Conformément aux règles de cotation pour la détermination du segment dominant des ministères et institutions à caractère transversal, telle que la CNDH, le segment dominant est identifié comme celui prioritaire au niveau national dans la conduite des politiques publiques. Ainsi, au regard de ce qui précède et en raison de la transversalité des droits humains et de leur ancrage dans toutes les politiques publiques, le segment dominant de la CNDH est « l'adaptation ».

Analyse diagnostique

Le tableau ci- après présente un diagnostic stratégique de la CNDH dans le cadre de l'élaboration du budget vert. Cette analyse identifie les forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) de l'institution en lien avec la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement.

Tableau 1 : Analyse FFOM

Forces	Faiblesses
- Volonté de l'Institution d'intégrer la thématique environnementale dans son mandat ; - Expérience dans l'éducation et la sensibilisation aux droits humains ; - Participation active aux journées nationales et internationales relatives à l'environnement; - Existence de partenariats avec des acteurs étatiques et non étatiques dans le domaine de l'environnement, - Reconnaissance de la CNDH comme acteur indépendant de suivi et de plaidoyer; - Existence de la division santé et environnement	- Ressources financières limitées pour renforcer les capacités internes ; - Manque de compétences en matière du budget vert; - Absence d'une cellule budget-vert au sein de l'institution ; - Faible capacité de mobilisation de financements climat et environnement; - Faible intégration de la thématique climat dans certains documents stratégiques de l'institution - Faible intégration des enjeux environnementaux dans ses priorités budgétaires
Opportunités	**Menaces**
- Existence et disponibilité d'un point focal national BV ; - Mise en œuvre des CDN et de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 ; - Effectivité de l'élaboration du BV au Togo ; - Existence des projets spécifiques contribuant à la résilience au changement climatique et à la protection de l'environnement ; - Existence d'un cadre législatif et réglementaire national relatif au climat et à l'environnement	- Risques climatiques (inondations, sècheresse) impactant la jouissance des droits ; - Incivisme écologique (faible conscience citoyenne vis-à-vis de l'environnement) ; - Risques sécuritaires ;

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 59: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME												
P1	**Dotation CNDH**	**631 011**	**5 000**	**0,8%**	**0**	**0,0%**	**626 011**	**99,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Promotion et protection des droits de l'homme , protection des défenseurs des oroits de l'homme, et prévention de la torture	621 011	0	0,0%	0	0,0%	621 011	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Genre et equite	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Appui a la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**631 011**	**5 000**	**0,8%**	**0**	**0,0%**	**626 011**	**99,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert de la CNDH, 2026

L'analyse du tableau ci-dessus révèle que, sur un budget total de 621.011.000 FCFA, un montant de 5.000.000 FCFA, soit 0,8 % est favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement tandis que 616.011.000 FCFA (99,2 %), est neutre.

Tableau 60: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME									
P1	**Dotation CNDH**	**631 011**	**5 000**	**0**	**626 011**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**0,8%**
A1.1	Promotion et protection des droits de l'homme , protection des défenseurs des oroits de l'homme, et prévention de la torture	621 011	0	0	621 011	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équite	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui a la bugetisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
	TOTAL	**631 011**	**5 000**	**0**	**626 011**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**0,8%**

Source : Outil de marquage du budget vert de la CNDH, 2026

Ce tableau montre que sur un budget total de **621.011.000 FCFA**, la part favorable au segment adaptation de l'axe climat est de **0,8 %, soit 5.000.000 FCFA**.

Tableau 61 ***: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget de l'Institution***

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME															
P1	**Dotation CNDH**	**631 011**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Promotion et protection des droits de l'homme , protection des défenseurs des oroits de l'homme, et prévention de la torture	621 011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Genre et équite	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui a la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**631 011**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert de la CNDH, 2026

L'analyse du tableau ci-dessus fait ressortir sur un budget de **621 011 000 FCFA alloué à la CNDH en 2026, aucun montant n'est affecté à la protection de l'environnement**.

Justification des cotations dans les tableaux par programme et par segment

Le programme unique de la CNDH porte essentiellement sur la promotion et la protection des droits humains, la prévention de la torture, ainsi que le renforcement du fonctionnement institutionnel.

L'examen des différentes cotations montre que :

- la quasi-totalité de la dotation (616.011.000 FCFA), soit 99,2 % est neutre par rapport aux changements climatiques et à la protection de l'environnement en raison du rôle régalien de la CNDH ;

- une seule action, intitulée « Appui à la budgétisation verte », d'un montant de 5 000 000 FCF, soit 0,8 % du budget total est favorable à l'adaptation de l'axe climat.

Approches de solution et perspectives

Des approches de solutions et perspectives en lien avec l'analyse diagnostique sont proposée afin que l'institution prenne en compte la dimension environnementale et la lutte contre le changement climatique dans ses activités tout en respectant sa mission principale de promotion et de protection des droits humains. Il s'agit de :

- Élaborer une stratégie "droits humains et environnement" pour formaliser la volonté et l'engagement de l'Institution ;
- Étendre les activités liées au climat et à l'environnement à des programme récurrents en rapport avec les communautés et les écoles ;
- Produire les rapports thématiques sur les effets des changements climatiques sur les droits humains (accès à l'eau, santé, logement)
- Renforcer la division santé et environnement par des ressources humaines qualifies et élargir son mandate à la question climatique
- Créer une cellule budget-vert
- Réviser les documents de planification (plan stratégique) pour intégrer un axe environnement/climat
- Assurer une veille juridique et proposer des avis sur la conformité des politiques publique avec les droits humains environnementaux

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2. MINISTERES

4.1.2.01. Section 210 : Ministère des finances et du budget

Le ministère des finances et du budget (MFB) est chargé de mettre en œuvre la politique financière de l'Etat, assurer la mobilisation et la gestion des ressources publiques, la gestion du patrimoine de l'Etat et le contrôle des finances publiques.
Il conduit l'ensemble du processus de la budgétisation verte. A ce titre, le MFB coordonne, par le biais de ses structures techniques, notamment la Direction générale du budget et des finances (DGBF), le processus de la budgétisation verte à travers l'organisation des séances de travail, de renforcement des capacités et des appuis ponctuels des ministères et institutions concernés. Il assure le contrôle qualité du marquage, centralise les informations, consolide les documents budgétaires sensibles au climat et à l'environnement puis fait le suivi-exécution et le reporting du budget vert.
Le MFB a déterminé son segment dominant conformément à la règle de cotation selon laquelle le segment dominant d'un département à caractère transversal est celui considéré comme prioritaire au niveau national dans la conduite des politiques publiques. Ainsi, le ministère des finances et du budget a pour segment dominant « **adaptation** ».

Analyse diagnostique

Il sera présenté dans le tableau ci-dessous les forces, faiblesses, opportunités et menaces du MFB en lien avec le climat et l'environnement.

Tableau 62 : Analyses des Forces faiblesses opportunités et menaces des actions du ministère

FORCES	FAIBLESSES
✓ Désignation d'un point focal national en budgétisation verte ; ✓ Existence d'un noyau d'experts du budget vert sous le leadership du Ministère des finances et du budget ; ✓ Intégration des préoccupations climatiques et environnementale dans la gestion des finances publiques ; ✓ Existence d'acteurs formés sur les questions relatives aux changements climatiques et à la protection de l'environnement ; ✓ Existence d'un plan stratégique 2021-2025 qui aborde les thématiques émergentes telles que l'environnement, le genre ; ✓ Capacité institutionnelle du MFB à coordonner le processus d'élaboration des documents du budget vert ; ✓ Existence d'une bonne collaboration avec les PTF ; ✓ La réalisation des évaluations PEFA climat et C-PIMA ; ✓ Existence au sein du MFB d'une structure pour le suivi des reformes dans la gestion des finances publiques.	✓ Faible maitrise des questions environnementales et climatiques par les agents du MFB ; ✓ Déficit en capacités humaines ; ✓ Inexistence d'acte de nomination du point focal national ; ✓ Absence du contrôle interne.
OPPORTUNITES	**MENACES**
✓ Existence d'un cadre de gouvernance et partenariats ; ✓ Existence des fonds climatiques ; ✓ Existence d'un cadre de partenariat pour des projets en lien avec le climat et à l'environnement ; ✓ Appui technique des ministères en charge de l'environnement et de la planification au processus de la budgétisation verte ; ✓ Existence des contributions déterminées au niveau national (CDN).	✓ Lourdeur dans la procédure d'accès au fonds climatiques ; ✓ Le non-respect des engagements des Etats pollueurs ; ✓ Crise sécuritaire.

Présentation des résultats de marquage et commentaire des travaux

Les résultats de marquage sont compilés dans les tableaux 6, 7 et 8 ci-dessous.

Tableau 63 : Dépenses par cotation du budget vert du ministère des finances et du budget

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET												
P1	**Pilotage et soutien des services du MFB**	**6 380 763**	**45 000**	**0,7%**	**74 220**	**1,2%**	**6 049 944**	**94,8%**	**0**	**0,0%**	**211 599**	**3,3%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEF	739 022	0	0,0%	32 500	4,4%	706 522	95,6%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	2 127 453	0	0,0%	3 850	0,2%	2 123 603	99,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources financieres et materielles	181 140	0	0,0%	3 920	2,2%	177 220	97,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Gestion du systeme d'information	35 918	0	0,0%	8 400	23,4%	25 518	71,0%	0	0,0%	2 000	5,6%
A1.5	Suivi des reformes et programmes financiers	2 688 456	40 000	1,5%	25 550	1,0%	2 413 307	89,8%	0	0,0%	209 599	7,8%
A1.6	Genre et Equite	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgetisation verte	5 000	5 000	100,0 %	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.8	Suivi des réformes communautaires	40 817	0	0,0%	0	0,0%	40 817	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.9	Concertation Etat-secteur privé	557 958	0	0,0%	0	0,0%	557 958	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Mobilisation des ressources financières**	**25 341 307**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**20 341 307**	**80,3%**	**0**	**0,0%**	**5 000 000**	**19,7%**
A2.1	Gestion et pilotage du programme	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Conception et suivi de la politique fiscale	311 654	0	0,0%	0	0,0%	311 654	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Mobilisation des recettes fiscales	25 000 000	0	0,0%	0	0,0%	20 000 000	80,0%	0	0,0%	5 000 000	20,0%
A2.4	Mobilisation des recettes non fiscales	12 296	0	0,0%	0	0,0%	12 296	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.5	Mobilisation des ressources exterieures	17 357	0	0,0%	0	0,0%	17 357	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Gestion budgétaire**	**2 429 474**	**10 000**	**0,4%**	**22 329**	**0,9%**	**2 397 145**	**98,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Gestion et pilotage du programme	1 372 681	0	0,0%	17 850	1,3%	1 354 831	98,7%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Programmation budgétaire	358 198	10 000	2,8%	0	0,0%	348 198	97,2%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Execution budgétaire	382 864	0	0,0%	4 479	1,2%	378 385	98,8%	0	0,0%	0	0,0%
A3.4	Etudes et analyses budgétaires	315 732	0	0,0%	0	0,0%	315 732	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat**	**13 736 393**	**0**	**0,0%**	**55 021**	**0,4%**	**13 681 373**	**99,6%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Gestion et pilotage du programme	1 748 430	0	0,0%	0	0,0%	1 748 430	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Tenue de la comptabilité publique et réddition des comptes	54 147	0	0,0%	0	0,0%	54 147	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A4.3	Gestion des bâtiments publics et du transit administratif	152 722	0	0,0%	4 212	2,8%	148 510	97,2%	0	0,0%	0	0,0%

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
A4.4	Gestion du parc automobile de l'Etat	898 873	0	0,0%	4 500	0,5%	894 373	99,5%	0	0,0%	0	0,0%
A4.5	Gestion du domaine foncier de l'Etat	176 281	0	0,0%	18 849	10,7%	157 432	89,3%	0	0,0%	0	0,0%
A4.6	Gestion du portefeuille de l'Etat et suivi des activités du secteur bancaire	7 009 909	0	0,0%	0	0,0%	7 009 909	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A4.7	Gestion de la dette publique	45 000	0	0,0%	0	0,0%	45 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A4.8	Gestion de la trésorerie de l'Etat et opérationnalisation de la banque du Trésor	3 649 839	0	0,0%	27 460	0,8%	3 622 379	99,2%	0	0,0%	0	0,0%
A4.9	Tenue de la comptabilité des matières et production des statistiques y relatives	1 193	0	0,0%	0	0,0%	1 193	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P5	**Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption**	**2 262 537**	**0**	**0,0%**	**50 819**	**2,2%**	**2 211 718**	**97,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A5.1	Gestion et pilotage du programme	34 200	0	0,0%	0	0,0%	34 200	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A5.2	Contrôle des finances publiques	944 548	0	0,0%	37 464	4,0%	907 084	96,0%	0	0,0%	0	0,0%
A5.3	Contrôle de la commande publique	451 077	0	0,0%	6 300	1,4%	444 777	98,6%	0	0,0%	0	0,0%
A5.4	Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	494 997	0	0,0%	0	0,0%	494 997	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A5.5	Contrôle et audit des finances publiques	198 037	0	0,0%	5 785	2,9%	192 252	97,1%	0	0,0%	0	0,0%
A5.6	Surveillance du secteur des systèmes financiers décentralisés	139 679	0	0,0%	1 270	0,9%	138 409	99,1%	0	0,0%	0	0,0%
A5.7	Surveillance du secteur des assurances	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P6	**DOTATIONS**	**636 730 752**	**2 550 000**	**0,4%**	**145 000**	**0,0%**	**22 738 001**	**3,6%**	**0**	**0,0%**	**611 297 751**	**96,0%**
A6.1	Charges financières	188 615 484	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	188 615 484	100,0%
A6.2	Dépenses communes ordinaires	400 817 420	0	0,0%	145 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	400 672 420	100,0%
A6.3	Dépenses communes d'investissement	24 894 432	0	0,0%	0	0,0%	2 884 585	11,6%	0	0,0%	22 009 847	88,4%
A6.4	Projet d'investissements communs	22 403 416	2 550 000	11,4%	0	0,0%	19 853 416	88,6%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**686 881 227**	**2 605 000**	**0,4%**	**347 389**	**0,1%**	**67 419 489**	**9,8%**	**0**	**0,0%**	**616 509 350**	**89,8%**

Source : outil marquage du budget vert du Ministère des finances et du budget, 2026

A l'analyse du tableau ci-dessus, il ressort que **2 605 000 000 F CFA**, soit **0,38%** du budget du MFB sont cotées **favorables, 347 389 000 F CFA**, soit **0,05%** du budget du MFB sont cotées **défavorables.**

Tableau 64 : Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du ministère des finances et du budget

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET									
P1	**Pilotage et soutien des services du MFB**	**6 380 763**	**45 000**	**0**	**6 045 044**	**0**	**74 220**	**4 900**	**45 000**	**0,7%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEF	739 022	0	0	704 522	0	32 500	2 000	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	2 127 453	0	0	2 121 703	0	3 850	1 900	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources financieres et materielles	181 140	0	0	176 220	0	3 920	1 000	0	0,0%
A1.4	Gestion du systeme d'information	35 918	0	0	25 518	0	8 400	0	0	0,0%
A1.5	Suivi des reformes et programmes financiers	2 688 456	40 000	0	2 413 307	0	25 550	0	40 000	1,5%
A1.6	Genre et Equite	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgetisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
A1.8	Suivi des réformes communautaires	40 817	0	0	40 817	0	0	0	0	0,0%
A1.9	Concertation Etat-secteur privé	557 958	0	0	557 958	0	0	0	0	0,0%
P2	**Mobilisation des ressources financières**	**25 341 307**	**0**	**0**	**20 341 307**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Gestion et pilotage du programme	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Conception et suivi de la politique fiscale	311 654	0	0	311 654	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Mobilisation des recettes fiscales	25 000 000	0	0	20 000 000	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Mobilisation des recettes non fiscales	12 296	0	0	12 296	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Mobilisation des ressources exterieures	17 357	0	0	17 357	0	0	0	0	0,0%
P3	**Gestion budgétaire**	**2 429 474**	**10 000**	**0**	**2 397 145**	**0**	**22 329**	**0**	**10 000**	**0,4%**
A3.1	Gestion et pilotage du programme	1 372 681	0	0	1 354 831	0	17 850	0	0	0,0%
A3.2	Programmation budgétaire	358 198	10 000	0	348 198	0	0	0	10 000	2,8%
A3.3	Execution budgétaire	382 864	0	0	378 385	0	4 479	0	0	0,0%
A3.4	Etudes et analyses budgétaires	315 732	0	0	315 732	0	0	0	0	0,0%
P4	**Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat**	**13 736 393**	**0**	**0**	**13 671 373**	**0**	**55 021**	**10 000**	**0**	**0,0%**
A4.1	Gestion et pilotage du programme	1 748 430	0	0	1 748 430	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Tenue de la comptabilité publique et réddition des comptes	54 147	0	0	54 147	0	0	0	0	0,0%

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
A4.3	Gestion des bâtiments publics et du transit administratif	152 722	0	0	148 510	0	4 212	0	0	0,0%
A4.4	Gestion du parc automobile de l'Etat	898 873	0	0	894 373	0	4 500	0	0	0,0%
A4.5	Gestion du domaine foncier de l'Etat	176 281	0	0	157 432	0	18 849	0	0	0,0%
A4.6	Gestion du portefeuille de l'Etat et suivi des activités du secteur bancaire	7 009 909	0	0	7 009 909	0	0	0	0	0,0%
A4.7	Gestion de la dette publique	45 000	0	0	45 000	0	0	0	0	0,0%
A4.8	Gestion de la trésorerie de l'Etat et opérationnalisation de la banque du Trésor	3 649 839	0	0	3 612 379	0	27 460	10 000	0	0,0%
A4.9	Tenue de la comptabilité des matières et production des statistiques y relatives	1 193	0	0	1 193	0	0	0	0	0,0%
P5	**Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption**	**2 262 537**	**0**	**0**	**2 210 218**	**0**	**50 819**	**1 500**	**0**	**0,0%**
A5.1	Gestion et pilotage du programme	34 200	0	0	34 200	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Contrôle des finances publiques	944 548	0	0	907 084	0	37 464	0	0	0,0%
A5.3	Contrôle de la commande publique	451 077	0	0	443 277	0	6 300	1 500	0	0,0%
A5.4	Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	494 997	0	0	494 997	0	0	0	0	0,0%
A5.5	Contrôle et audit des finances publiques	198 037	0	0	192 252	0	5 785	0	0	0,0%
A5.6	Surveillance du secteur des systèmes financiers décentralisés	139 679	0	0	138 409	0	1 270	0	0	0,0%
A5.7	Surveillance du secteur des assurances	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P6	**DOTATIONS**	**636 730 752**	**2 000 000**	**0**	**22 253 416**	**0**	**145 000**	**484 585**	**2 000 000**	**0,3%**
A6.1	Charges financières	188 615 484	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.2	Dépenses communes ordinaires	400 817 420	0	0	0	0	145 000	0	0	0,0%
A6.3	Dépenses communes d'investissement	24 894 432	0	0	2 400 000	0	0	484 585	0	0,0%
A6.4	Projet d'investissements communs	22 403 416	2 000 000	0	19 853 416	0	0	0	2 000 000	8,9%
	TOTAL	**686 881 227**	**2 055 000**	**0**	**66 918 504**	**0**	**347 389**	**500 985**	**2 055 000**	**0,3%**

Source : outil marquage du budget vert du Ministère des finances et du budget, 2026

L'analyse de ce tableau montre que les dépenses **favorables** à l'adaptation s'élèvent à **2 055 000 000 F CFA**, soit **0,30 %** du budget du MFB. Les dépenses défavorables à l'atténuation s'élèvent à **347 389 000 de F CFA**, représentant **0,05 %** du budget.

Tableau 65 : Part des différentes cotations de l'axe « environnement » dans le budget vert du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET															
P1	**Pilotage et soutien des services du MFB**	**6 380 763**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEF	739 022	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	2 127 453	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources financieres et materielles	181 140	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du systeme d'information	35 918	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Suivi des reformes et programmes financiers	2 688 456	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et Equite	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgetisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.8	Suivi des réformes communautaires	40 817	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.9	Concertation Etat-secteur privé	557 958	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Mobilisation des ressources financières**	**25 341 307**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Gestion et pilotage du programme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Conception et suivi de la politique fiscale	311 654	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Mobilisation des recettes fiscales	25 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Mobilisation des recettes non fiscales	12 296	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Mobilisation des ressources exterieures	17 357	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Gestion budgétaire**	**2 429 474**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Gestion et pilotage du programme	1 372 681	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Programmation budgétaire	358 198	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Execution budgétaire	382 864	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.4	Etudes et analyses budgétaires	315 732	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Gestion de la trésorerie de l'Etat, production des comptes publics et sauvegarde du patrimoine de l'Etat**	**13 736 393**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
A4.1	Gestion et pilotage du programme	1 748 430	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Tenue de la comptabilité publique et reddition des comptes	54 147	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.3	Gestion des bâtiments publics et du transit administratif	152 722	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.4	Gestion du parc automobile de l'Etat	898 873	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.5	Gestion du domaine foncier de l'Etat	176 281	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.6	Gestion du portefeuille de l'Etat et suivi des activités du secteur bancaire	7 009 909	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.7	Gestion de la dette publique	45 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.8	Gestion de la trésorerie de l'Etat et opérationnalisation de la banque du Trésor	3 649 839	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.9	Tenue de la comptabilité des matières et production des statistiques y relatives	1 193	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P5	**Contrôle, audit des finances publiques et lutte contre la fraude et la corruption**	**2 262 537**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Gestion et pilotage du programme	34 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Contrôle des finances publiques	944 548	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.3	Contrôle de la commande publique	451 077	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.4	Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	494 997	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.5	Contrôle et audit des finances publiques	198 037	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.6	Surveillance du secteur des systèmes financiers décentralisés	139 679	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.7	Surveillance du secteur des assurances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P6	**DOTATIONS**	**636 730 752**	**0**	**0**	**0**	**450 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**100 000**	**0**	**0**	**550 000**	**0,1%**
A6.1	Charges financières	188 615 484	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.2	Dépenses communes ordinaires	400 817 420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.3	Dépenses communes d'investissement	24 894 432	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.4	Projet d'investissements communs	22 403 416	0	0	0	450 000	0	0	0	0	0	100 000	0	0	550 000	2,5%
	TOTAL	**686 881 227**	**0**	**0**	**0**	**450 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**100 000**	**0**	**0**	**550 000**	**0,1%**

Source : Outil marquage du budget vert du Ministère des finances et du budget, 2026

Il ressort de l'analyse du tableau que les dépenses du budget du MFB favorables à l'eau et au déchet, sont respectivement de 450.000.000 F CFA soit 0,07% et de 100.000.000 F CFA, soit 0,01%.

Justification des cotations dans les tableaux

Le budget total du ministère des finances et du budget de 2026 s'élève à **686 881 227 000 F CFA**. Ce dernier est réparti entre les cinq (5) programmes et dotations.

Le marquage des activités dans les programmes et dotations du MFB révèle les résultats ci-dessous :

- Les dépenses **favorables** à l'adaptation représentent un montant de **2.055.000.000 F CFA**, soit **0,30 %** du budget du MFB. Ces dépenses sont observées dans les actions « Appui à la budgétisation verte », « suivi des reformes et programmes financiers », au niveau du programme « Pilotage et soutien aux services du MFB », « Programmation budgétaire » dans le programme « Gestion budgétaire » et dans les dotations. Par contre les dépenses **neutres** à **l'adaptation** s'élevant à **66.918.504.000 F CFA,** soit **9,74 %** dudit budget se retrouvent dans tous les programmes et dotations du ministère.
- Les dépenses défavorables à l'atténuation sont liées aux achats de carburant pour le fonctionnement des services pour un montant de **347.389.000 F CFA**, représentant **0,05 %** du budget. On note également les dépenses neutres à l'atténuation d'un montant de **500.985.000 F CFA,** soit un taux de **0,07%**, liées à l'acquisition de matériels roulants à quatre et à deux roues. Aucune dépense favorable n'est constatée pour ce segment.
- Les dépenses favorables à l'environnement (eau et déchets) s'élèvent à 550 000 000 F CFA soit un taux de 0,08% du budget. Ces dépenses sont liées aux activités de construction de forages photovoltaïques, d'extension du réseau d'eau potable et de construction de latrines dans le cadre du projet PAPV.
- La part du financement global **favorables** au budget vert se chiffre à **2.605.000.000 F CFA**, soit **0,38%** du budget du MFB.
- **616 509 350 000 F CFA** sont non cotés, soit **89,75%** du budget, indu aux dépenses de dotations.

Les résultats décrits ci-dessus révèlent qu'un montant de 616.509.350.000 F CFA du MFB est « non coté », soit **89,75%** dû aux montants des dotations (crédits globaux).

Approches de solutions et perspectives

Au vu de ce qui précède, les approches de solutions et perspectives suivantes sont proposées :

❖ **Consolider l'organisation et le cadre de gouvernance**

L'analyse diagnostique a mis en évidence des faiblesses en matière de ressources et de formalisation. Les solutions suivantes permettraient de renforcer le cadre institutionnel :

- **Renforcement des capacités** : Il est crucial de systématiser la formation des agents du ministère sur les concepts de la budgétisation verte et la méthodologie de cotation des dépenses. Une telle initiative permettrait de réduire la part des dépenses "non cotées" et d'améliorer la précision des cotations.
- **Formalisation des rôles** : La nomination officielle d'un point focal national en budgétisation verte et la création d'une cellule dédiée au sein de la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF) donneraient plus de poids et de visibilité à ces actions.
- **Mise en place d'un contrôle interne** : L'établissement d'un système de contrôle interne formel pour la budgétisation verte garantit la qualité, la cohérence et la fiabilité des données, ce qui est essentiel pour une gestion transparente et efficace.

❖ **Améliorer la cotation et diversifier les actions**

Le diagnostic a révélé que la majorité des dépenses est "neutre" et que les actions favorables sont minimes. Pour y remédier, le ministère pourrait :

- **Intégrer le climat dès la conception** : Encourager les directions et programmes du ministère à intégrer des objectifs climatiques et environnementaux dès la phase de conception des projets budgétaires. Cela permettra de classer davantage de dépenses comme "favorables".
- **Utilisation des leviers budgétaires** : Le ministère a la capacité d'orienter les crédits budgétaires vers des investissements verts, par exemple en finançant des projets liés à l'efficacité énergétique de ses infrastructures.
- **Politiques fiscales incitatives** : Le ministère peut mettre en place des politiques fiscales qui encouragent la transition écologique, comme des subventions pour les énergies renouvelables ou une fiscalité progressive sur les activités polluantes.

❖ **Saisir les opportunités externes et internes**

L'analyse FFOM a mis en évidence des opportunités à saisir pour accélérer le processus :

- **Renforcement des partenariats** : Le ministère devrait intensifier ses collaborations avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) pour bénéficier de l'assistance technique et des financements extérieurs dédiés aux projets de transition écologique.
- **Partage d'expériences :** Le ministère pourrait s'inspirer des expériences d'autres pays ou d'autres ministères qui ont réussi à intégrer la budgétisation verte de manière plus approfondie.
- **Élargissement du champ d'action :** Bien que l'axe "climat" soit le plus pertinent, le ministère pourrait, en collaboration avec les autres ministères, commencer à prendre en compte d'autres thématiques environnementales (biodiversité, eau, etc.) dans son processus de budgétisation afin d'avoir une approche plus globale.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA VEILLE STRATÉGIQUE

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.02. Section 211 : Ministère de l'économie et de la veille stratégique

Le ministère de l'Economie et de la veille stratégique (MEVS) a pour mission de piloter la performance économique actuelle et d'anticiper les défis de demain avec proactivité et résilience.

Le MEVS est appelé à jouer un rôle central dans la transformation du modèle économique. A cet effet, le ministère devra concevoir des politiques économiques qui intègrent les objectifs climatiques : réduction des émissions, efficacité énergétique, promotion de l'économie circulaire, conformément aux engagements environnementaux du pays.

Dans son champ d'intervention, MEVS n'a pas de lien direct avec les segments de la budgétisation verte et ne figure pas dans les secteurs prioritaires des CDN. Vu son caractère transversal, le segment dominant du MEVS conformément à la règle de cotation relative à la détermination du segment dominant des ministères et institutions à caractère transversal, est « adaptation ».

Analyse diagnostique

Le tableau ci-après synthétise les forces, faiblesses, opportunités et menaces du MEVS en lien avec le climat et l'environnement.

Tableau 66: Analyses des FFOM des actions du ministère

FORCES	FAIBLESSES
✓ Création du Ministère de l'économie et de la veille stratégique pour un meilleur pilotage de la performance économique actuelle, mais surtout d'anticipation des défis de demain ✓ Formation d'un noyau de cadre du ministère de l'économie et de la veille stratégique sur la prise en compte des effets des changements climatiques dans les travaux de cadrage macroéconomique ; ✓ Rôle clé dans l'analyse des risques économiques liés aux changements climatiques.	✓ Maitrise limitée des questions environnementales et climatiques par les agents du MEVS ; ✓ Faible prise en compte des changements climatiques dans les analyses économiques traditionnelles ; ✓ Absence d'indicateurs d'impact écologique au niveau micro et macro (entreprises, produits, pays) ; ✓ Difficulté d'accès aux données climatiques et environnementales fiables, souvent inexistantes au niveau national, dispersées ou hétérogènes au niveau international.
OPPORTUNITES	**MENACES**
✓ Construction d'un système de veille climat-économie (réglementation, technologie) ; ✓ Promotion de l'économie circulaire ; ✓ Amélioration de l'attractivité du pays grâce à la finance durable	✓ Difficulté d'harmonisation des standards statistiques liés à la transition écologique ; ✓ Non-respect des engagements des Etats parties ; ✓ Risque de surcoût des marchés publiques durables.

Présentation des résultats de marquage et commentaire des travaux

Les résultats de marquage sont compilés dans les tableaux 6, 7 et 8 ci-dessous.

Tableau 67 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE VEILLE STRATEGIQUE												
P1	**Pilotage et soutien des services du MEVS**	**112 586**	**5 000**	**4,4%**	**10 500**	**9,3%**	**97 086**	**86,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEVS	102 586	0	0,0%	10 500	10,2%	92 086	89,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources financieres et materielles	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Budget vert	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Gestion macroéconomique**	**302 175**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**302 175**	**100,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Gestion et pilotage du programme	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Suivi et analyse de l'economie nationale	132 120	0	0,0%	0	0,0%	132 120	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Etudes stratégiques et suivi des politiques de développement	170 055	0	0,0%	0	0,0%	170 055	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**414 760**	**5 000**	**1,2%**	**10 500**	**2,5%**	**399 260**	**96,3%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : outil de marquage du budget vert du Ministère de l'économie et de la veille stratégique, exercice 2026

Sur un budget total du ministère de 414.760.000 F CFA, un montant de 5 000 000 FCFA, soit 1,2%, est favorable à la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement tandis qu'un montant de 18 500 000 FCFA, soit 4,5% y est défavorable.

Tableau 68: Part des différentes cotations de l'axe « Climat » dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE VEILLE STRATEGIQUE									
P1	**Pilotage et soutien des services du MEVS**	**112 586**	**5 000**	**0**	**97 086**	**0**	**10 500**	**0**	**5 000**	**4,4%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEVS	102 586	0	0	92 086	0	10 500	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources financieres et materielles	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Budget vert	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**Gestion macroéconomique**	**302 175**	**0**	**0**	**302 175**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Gestion et pilotage du programme	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Suivi et analyse de l'economie nationale	132 120	0	0	132 120	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Etudes stratégiques et suivi des politiques de développement	170 055	0	0	170 055	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**414 760**	**5 000**	**0**	**399 260**	**0**	**10 500**	**0**	**5 000**	**1,2%**

Source : outil de marquage du budget vert du Ministère de l'économie et de la veille stratégique, exercice 2026

Sur le budget global du MEVS, la part de 1,2% favorable à l'axe climat est totalement liée au caractère favorable du segment adaptation. En revanche, les dépenses défavorables à l'atténuation s'élèvent à 18 500 000 FCFA, représentant 4,5 % du budget.

Tableau 69: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE VEILLE STRATEGIQUE															
P1	**Pilotage et soutien des services du MEVS**	**112 586**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEVS	102 586	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources financieres et materielles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Budget vert	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Gestion macroéconomique**	**302 175**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Gestion et pilotage du programme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Suivi et analyse de l'economie nationale	132 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Etudes stratégiques et suivi des politiques de développement	170 055	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**414 760**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : outil de marquage du budget vert du Ministère de l'économie et de la veille stratégique, exercice 2026

Aucune dépense du MEVS n'est liée à l'**axe Environnement.**

Justification des cotations dans les tableaux

Le budget total du ministère de l'économie et de la veille stratégique, au titre de l'exercice 2026 qui s'élève à **414 760 000 FCFA** est réparti entre deux (2) programmes. D'après le marquage des activités des programmes du MEVS, il ressort que :

- Les dépenses **favorables** sont liées au segment **adaptation** pour un montant de **5 000 000 F CFA**, soit **1,2%** du budget du ministère. Ces dépenses sont consacrées à l'action « Appui à la budgétisation verte » du programme « Pilotage et soutien aux services du MEVS ».
- Les dépenses défavorables à l'atténuation sont liées aux achats de carburant pour le fonctionnement des services pour un montant de **18 500 000 FCFA**, soit **4,5%** du budget.

Approches de solutions et perspectives

Au regard de l'analyse diagnostique, les solutions suivantes sont envisagées :

1. Renforcer les capaciés des agents sur les thématiques liées aux changements climatiques

- Il est important de systématiser la formation des agents du ministère sur les concepts de la budgétisation verte et de la méthodologie de marquage des lignes budgétaires dépenses. Cela permettrait d'améliorer la capacité d'analyses des dépenses sous l'angle Vert.
- Il est également important de mettre en place la cellule focale Budget vert, un noyau d'experts qui devront veiller à la prise en compte des thématiques liées aux changements climatiques dans la formulation des politiques économiques et des projets de développements du ministère.

2. Mettre en place un système de veille climat-économie

Il s'agira, entre autres de :

- Définir et rassembler les compétences dans le domaine (économie, finances, environnement, etc.);
- Etablir une cartographie des sources de données et de référence ;
- Elabrer des outils de veille.

En perspectives, un accent sera mis sur le renforcement les capacités du personnel du ministère pour un meilleur suivi des secteurs stratégiques de l'économie nationale. Il s'agira aussi de renforcer les réformes économiques pour assurer une croissance forte, durable et inclusive.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION, DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.03. Section 220 : Ministère de la planification du développement

Le Ministère de la planification du développement (MPD) a pour mission principale l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique du gouvernement en matière de planification du développement en relation avec les autres ministères et institutions de l'Etat. Il conçoit, coordonne, suit et évalue la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement, en relation avec les ministères chargés des finances et de l'économie. II contribue à l'élaboration des politiques et plans sectoriels et veille à leur cohérence avec la stratégie nationale de développement. II coordonne et contrôle également les actions des organisations non gouvernementales, en conformité avec la politique de développement de l'Etat.

A ce titre, il évalue la cohérence et la pertinence des projets de développement avec les priorités en matière de développement. II contribue au suivi-évaluation des programmes et projets de développement, en collaboration avec les ministères chargés de l'exécution des projets et les partenaires au développement.

Eu égard à ce qui précède et en lien avec le processus de budgétisation verte, le Ministère de la planification du développement doit veiller à intégrer les considérations environnementales et climatiques dans la planification stratégique du développement et s'assurer que les choix d'investissement et les dépenses publiques sont en parfaite cohérence avec les engagements internationaux du Togo à travers les Contributions déterminées au niveau national (CDN) et le Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNACC).

Le segment dominant du MPD est l'adaptation au regard de sa mission et suivant la règle méthodologique de marquage relative à la détermination du segment dominant des ministères et institutions à caractère transversal.

Analyse diagnostique

Au regard de la mission du Ministère de la planification du développement, une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces en lien avec le processus de la budgétisation verte est effectuée et présentée dans le tableau1.

Tableau 70 : Analyse des FFOM des actions du MPD

FORCES	FAIBLESSES
- Existence de la direction de la planification et des politiques de développement (DPPD) qui veille à la prise en compte des thématiques transversales dans la planification ; - Existence du guide d'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification (GIACC) ; - Existence du manuel de procédures pour la sélection, la hiérarchisation et la programmation des projets d'investissement public intégrant les critères de sélection par rapport au climat et à l'environnement ; - Existence des points focaux du ministère en élaboration du budget vert.	- Compétence limitée de l'équipe d'évaluations ex-ante et de programmation pour prendre en compte des questions des changements climatiques et de environnementales dans les projets d'investissement ; - Faible connaissance des cadres du MPD pour la prise en compte du climat et de l'environnement dans la chaîne PPBSE.
OPPORTUNITÉS	**MENACES**
- Existence du décret N° 2022- 012-//PR mettant en place des directions de la planification, des statistiques et de suivi-évaluation et dans les ministères pouvant favoriser la prise en compte de l'environnement et du CC dans la chaîne PPBSE ; - Existence de la FDR 2020-2025 qui intègre les priorités relatives à la protection de l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques ; - Forte implication des PTF en faveur du financement des projets verts ; - Existence de l'ANGE qui coordonne les études d'impacts environnementales et sociales des projets d'investissement ; - Existence des mécanismes de financement climatique ; - Existence d'un noyau d'experts nationaux en BV.	- Contrainte budgétaire limitant la mise en œuvre des projets du PIP ; - Crises sécuritaire et sanitaire ; - Complexité des procédures d'accès au fonds climat.

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes du département

Les résultats du marquage des dépenses vertes du MPD sont présentés dans les tableaux ci-après.

Tableau 71 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget total du MPD

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT												
P1	**Pilotage et soutien**	**1 011 578**	**5 000**	**0,5%**	**35 800**	**3,5%**	**970 778**	**96,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement	784 688	0	0,0%	20 000	2,5%	764 688	97,5%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	37 596	0	0,0%	0	0,0%	37 596	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	35 000	0	0,0%	3 000	8,6%	32 000	91,4%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	21 523	0	0,0%	1 000	4,6%	20 523	95,4%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Gestion de la documentation sur le développement	25 456	0	0,0%	1 000	3,9%	24 456	96,1%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Formation diplômante et modulaire en informatique	97 315	0	0,0%	10 800	11,1%	86 515	88,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.8	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Planification du développement**	**7 418 509**	**130 585**	**1,8%**	**24 300**	**0,3%**	**7 223 824**	**97,4%**	**0**	**0,0%**	**39 800**	**0,5%**
A2.1	Analyse des rapports	116 480	0	0,0%	14 500	12,4%	101 980	87,6%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Appui à la planification et à la programmation des projets d'investissements publics	236 685	130 585	55,2%	500	0,2%	105 600	44,6%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Appui à l'intégration de la dynamique et du dividende démographique dans les politiques et programmes de développement	5 742 086	0	0,0%	9 300	0,2%	5 692 986	99,1%	0	0,0%	39 800	0,7%
A2.4	Développement du système statistique national	1 323 258	0	0,0%	0	0,0%	1 323 258	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Coopération au développement**	**218 455**	**0**	**0,0%**	**2 000**	**0,9%**	**206 455**	**94,5%**	**0**	**0,0%**	**10 000**	**4,6%**
A3.1	Coopération bilatérale	162 991	0	0,0%	1 500	0,9%	151 491	92,9%	0	0,0%	10 000	6,1%
A3.2	Coopération multilatérale	55 464	0	0,0%	500	0,9%	54 964	99,1%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**8 648 542**	**135 585**	**1,6%**	**62 100**	**0,7%**	**8 401 057**	**97,1%**	**0**	**0,0%**	**49 800**	**0,6%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MPD, 2026

Le tableau ci-dessus montre que sur un budget total de 8 648 542 000 FCFA alloué au ministère, 1,6% sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, soit 135 585 000 F CFA ; 0,7% y est par contre défavorable, soit 62 100 000 FCFA. 0,6% du budget total du ministère est non coté.

Tableau 72: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du MPD

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION						ATTENUATION						TOTAL CLIMAT	
			Favorable		Défavorable		Neutre		Favorable		Défavorable		Neutre			
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT															
P1	**Pilotage et soutien**	**1 011 578**	**4 000**	**0,4%**	**0**	**0,0%**	**970 778**	**96,0%**	**1 000**	**0,1%**	**35 800**	**3,5%**	**0**	**0,0%**	**5 000**	**0,5%**
A1.1	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement	784 688	0	0,0%	0	0,0%	764 688	97,5%	0	0,0%	20 000	2,5%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	37 596	0	0,0%	0	0,0%	37 596	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	35 000	0	0,0%	0	0,0%	32 000	91,4%	0	0,0%	3 000	8,6%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	21 523	0	0,0%	0	0,0%	20 523	95,4%	0	0,0%	1 000	4,6%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Gestion de la documentation sur le développement	25 456	0	0,0%	0	0,0%	24 456	96,1%	0	0,0%	1 000	3,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Formation diplômante et modulaire en informatique	97 315	0	0,0%	0	0,0%	86 515	88,9%	0	0,0%	10 800	11,1%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.8	Appui à la budgétisation verte	5 000	4 000	80,0%	0	0,0%	0	0,0%	1 000	20,0%	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%
P2	**Planification du développement**	**7 418 509**	**130 585**	**1,8%**	**0**	**0,0%**	**7 223 824**	**97,4%**	**0**	**0,0%**	**24 300**	**0,3%**	**0**	**0,0%**	**130 585**	**1,8%**
A2.1	Analyse des rapports	116 480	0	0,0%	0	0,0%	101 980	87,6%	0	0,0%	14 500	12,4%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Appui à la planification et à la programmation des projets d'investissements publics	236 685	130 585	55,2%	0	0,0%	105 600	44,6%	0	0,0%	500	0,2%	0	0,0%	130 585	55,2%
A2.3	Appui à l'intégration de la dynamique et du dividende démographique dans les politiques et programmes de développement	5 742 086	0	0,0%	0	0,0%	5 692 986	99,1%	0	0,0%	9 300	0,2%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Développement du système statistique national	1 323 258	0	0,0%	0	0,0%	1 323 258	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Coopération au développement**	**218 455**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**206 455**	**94,5%**	**0**	**0,0%**	**2 000**	**0,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Coopération bilatérale	162 991	0	0,0%	0	0,0%	151 491	92,9%	0	0,0%	1 500	0,9%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Coopération multilatérale	55 464	0	0,0%	0	0,0%	54 964	99,1%	0	0,0%	500	0,9%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**8 648 542**	**134 585**	**1,6%**	**0**	**0,0%**	**8 401 057**	**97,1%**	**1 000**	**0,0%**	**62 100**	**0,7%**	**0**	**0,0%**	**135 585**	**1,6%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MPD, 2026

Le tableau ci-dessus montre que sur le budget total du MPD, 134.585.000 F CFA, soit 1,6% est favorable à l'adaptation.

Les dépenses favorables au segment atténuation s'élèvent à **1 000 000 F CFA** tandis que celles défavorables à ce segment s'élèvent à **62 100 000 F CFA** représentant une proportion de **0,7%**.

Tableau 73 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du MPD

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT															
P1	**Pilotage et soutien**	**1 011 578**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et soutien au service du ministère de la planification du développement	784 688	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	37 596	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	35 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	21 523	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Gestion de la documentation sur le développement	25 456	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Formation diplômante et modulaire en informatique	97 315	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.8	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Planification du développement**	**7 418 509**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Analyse des rapports	116 480	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Appui à la planification et à la programmation des projets d'investissements publics	236 685	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Appui à l'intégration de la dynamique et du dividende démographique dans les politiques et programmes de développement	5 742 086	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Développement du système statistique national	1 323 258	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Coopération au développement**	**218 455**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Coopération bilatérale	162 991	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Coopération multilatérale	55 464	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**8 648 542**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MPD, 2026

Le tableau ci-dessus montre qu'aucune action du ministère n'impacte l'axe « environnement ».

Justification des cotations dans les tableaux

Les parts des cotations favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement sont au niveau du programme P1 « Pilotage et soutien » soit 0,5% du budget dudit programme et au niveau du programme P2 « Planification du développement » soit 1,8%.

La part du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est de **1,6%** soit **135 585 000 F CFA** du budget total du ministère. Il ressort que :

- les parts du budget du programme P1 « Pilotage et Soutien **»** favorables à l'adaptation et à l'atténuation sont respectivement de **0,4%,** pour un montant de **4.000.000 FCFA,** et de 0,1% avec un montant de **1.000.000 FCFA.** Ces parts soit un global de **5.000.000 FCFA** sont allouées à l'action « appui à la budgétisation verte » pour la sensibilisation, journée commémorative de l'arbre et la formation des cadres du ministère pour la prise en compte des thématiques changements climatiques et environnement dans les politiques publiques.
- pour le programme P2 « Planification du développement », l'action 2 « Appui à la planification et à la programmation des projets d'investissements publics » est favorable à l'adaptation avec un montant de **130 585 000 FCFA,** soit **1,8%.** Ce montant est alloué à l'évaluation ex ante des études de faisabilité de nouveaux projets d'investissements publics qui met un accent sur la prise en compte des changements climatiques et de la protection de l'environnement dans lesdits projets.
- pour le programme P3 « coopération au développement », les action n'ont pas d'effets significatifs sur le climat et l'environnement.

Approches de solutions et perspectives

Au titre des solutions et perspectives, il s'agira de :

- Renforcer les capacités des cadres du MPD sur la prise en compte du climat et l'environnement dans la chaîne PPBSE ;
- Renforcer l'appui des ministères et institutions de la République dans la prise en compte des thématiques changements

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET DES TOGOLAIS DE L'EXTÉRIEUR

BUDGET VERT TOGO 2026

facebook.com

4.1.2.04. Section 230 : Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur

Le ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur (MAECIATE), dans ses attributions, met en œuvre la politique étrangère du Togo. Il négocie, signe et veille à la ratification des traités, conventions et accords internationaux par délégation du Président du Conseil dont ceux relatifs à la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement. Il gère les relations diplomatiques entre le Togo et les autres nations, ainsi qu'avec les organisations internationales, régionales ou sous régionales et assure la promotion, la protection et la défense des intérêts du Togo et de ses ressortissants à l'étranger. Conformément aux règles de cotation pour la détermination du segment dominant des ministères et institutions à caractère transversal comme le MAECIATE, dont les attributions et interventions n'ont aucun lien direct avec l'un des six marqueurs, le segment "adaptation" est retenu comme segment dominant.

Analyse diagnostique

Cette analyse permet de faire ressortir dans le tableau ci-après, les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du département en matière de lutte contre les changements climatiques et de la protection de l'environnement :

Tableau 74: Synthèse de l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM)

Forces	Faiblesses
- Adhésion des premiers responsables du ministère aux différentes reformes budgétaires - Disponibilité du ministère à collaborer avec les parties prenantes en matière de la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques - Forte implication dans le processus de ratification des instruments juridiques internationaux portant sur les questions environnementales - Existence des points focaux budget vert	- Faible appropriation des CDN par les acteurs du ministère - Faible prise en compte des thématiques sur les changements climatiques dans les programmes - Inexistence d'une direction chargée de la planification conformément au décret n°2022-012/PR du 07 février 2022 - Absence de documents de politiques et de stratégies prenant en compte les questions de changements climatiques et environnementales - Mobilité et instabilité du personnel
Opportunités	**Menaces**

- Ratification de différents accords et traités sur les questions climatiques et environnementales - Existence du noyau des experts sur les questions budgétaires liées au climat et à l'environnement - Appartenance du Togo à des organisations et institutions internationales qui œuvrent pour les objectifs climatiques - Existence du fonds verts	- Montée du climato scepticisme - Non-respect des engagements par les pays développés pollueurs

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes

Tableau 75: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du MAECIATE

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
P1	**Pilotage et soutien aux services du MAECIATE**	**968 304**	**6 000**	**0,6%**	**41 400**	**4,3%**	**920 904**	**95,1%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	807 829	1 000	0,1%	41 400	5,1%	765 429	94,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	138 863	0	0,0%	0	0,0%	138 863	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi - évaluation	11 612	0	0,0%	0	0,0%	11 612	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Diplomatie écon. et rayonnement du Togo aux plans sous Régional et international**	**17 272 822**	**17 510**	**0,1%**	**234 000**	**1,4%**	**17 021 312**	**98,5%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Promotion à l'étranger des Opportunités économiques	165 075	0	0,0%	0	0,0%	165 075	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Protocole d'Etat	90 947	0	0,0%	0	0,0%	90 947	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Extension du réseau diplomatique du Togo	16 556 398	17 510	0,1%	234 000	1,4%	16 304 888	98,5%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Signature et ratification des accords	61 169	0	0,0%	0	0,0%	61 169	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.5	Contribution du Togo à la paix et à la sécurité internationale	288 523	0	0,0%	0	0,0%	288 523	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.6	Prom. de la libre circul. des pers. et des biens et l'accès des Togolais	110 710	0	0,0%	0	0,0%	110 710	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Mobil. de la diaspora et plac. des togolais dans les organ. Intern.**	**177 777**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**177 777**	**100,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora	109 713	0	0,0%	0	0,0%	109 713	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Soutien aux candidatures togolaises dans les Organisations et Institutions Internationales	68 064	0	0,0%	0	0,0%	68 064	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**18 418 903**	**23 510**	**0,1%**	**275 400**	**1,5%**	**18 119 993**	**98,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source *: outil de marquage du budget vert MAECIATE 2026*

Sur un budget total de **18.418.903.000 F CFA** alloué au ministère, 0,1% soit 23 510 000 francs CFA sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement ; 1,5% soit 275 400 000 francs CFA y sont défavorables.

Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total du MAECIATE

Tableau 76: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR									
P1	**PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MAECIATE**	**968 304**	**5 000**	**0**	**920 904**	**0**	**41 400**	**0**	**5 000**	**0,5%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	807 829	0	0	765 429	0	41 400	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	138 863	0	0	138 863	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi - évaluation	11 612	0	0	11 612	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**DIPLOMATIE ECONOMIQUE ET RAYONNEMENT DU TOGO AUX PLANS SOUS REGIONAL ET INTERNATIONAL**	**17 272 822**	**0**	**0**	**17 021 312**	**0**	**234 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Promotion à l'étranger des opportunités économiques, culturelles et touristiques du Togo	165 075	0	0	165 075	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Protocole d'Etat	90 947	0	0	90 947	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Extension du réseau diplomatique du Togo	16 556 398	0	0	16 304 888	0	234 000	0	0	0,0%
A2.4	Signature et ratification des accords	61 169	0	0	61 169	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Contribution du Togo à la paix et à la sécurité internationale	288 523	0	0	288 523	0	0	0	0	0,0%
A2.6	Promotion de la libre circulation des personnes et des biens et l'accès des Togolais aux marchés communautaires	110 710	0	0	110 710	0	0	0	0	0,0%
P3	**MOBILISATION DE LA DIASPORA ET PLACEMENT DES TOGOLAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**	**177 777**	**0**	**0**	**177 777**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora	109 713	0	0	109 713	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Soutien aux candidatures togolaises dans les Organisations et Institutions Internationales	68 064	0	0	68 064	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**18 418 903**	**5 000**	**0**	**18 119 993**	**0**	**275 400**	**0**	**5 000**	**0,0%**

Source : outil de marquage du budget vert MAECIATE

Sur un budget total de 18.418.903.000 F CFA, la part favorable au segment adaptation est de 0,027%, soit un montant de 5.000.000 F CFA et celle défavorable à l'atténuation est de 1,5%, soit 275.400.000 F CFA.

Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total du MAECIATE

Tableau 4: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION , DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR															
P1	**PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MAECIATE**	**968 304**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 000**	**0**	**0**	**1 000**	**0,1%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	807 829	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	0	0	1 000	0,1%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	138 863	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi - évaluation	11 612	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**DIPLOMATIE ECONOMIQUE ET RAYONNEMENT DU TOGO AUX PLANS SOUS REGIONAL ET INTERNATIONAL**	**17 272 822**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**17 510**	**0**	**0**	**17 510**	**0,1%**
A2.1	Promotion à l'étranger des opportunités économiques, culturelles et touristiques du Togo	165 075	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Protocole d'Etat	90 947	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Extension du réseau diplomatique du Togo	16 556 398	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 510	0	0	17 510	0,1%
A2.4	Signature et ratification des accords	61 169	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Contribution du Togo à la paix et à la sécurité internationale	288 523	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.6	Promotion de la libre circulation des personnes et des biens et l'accès des Togolais aux marchés communautaires	110 710	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**MOBILISATION DE LA DIASPORA ET PLACEMENT DES TOGOLAIS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**	**177 777**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

A3.1	Valorisation du capital humain, économique et social de la diaspora	109 713	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Soutien aux candidatures togolaises dans les Organ. et Instit. Intern.s	68 064	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**18 418 903**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**18 510**	**0**	**0**	**18 510**	**0,1%**

Source *: outil de marquage du budget vert MAEIRTE 2026*

Le tableau ci-dessus montre que sur un budget total de 18.418.903.000 F CFA, la part favorable à la protection de l'environnement est de 18.510.000 F CFA, soit 0,1% sur le segment déchets et est lié au programme 2.

Justification des cotations des tableaux

A la lumière de la cotation des activités du MAECIATE, il ressort que :

- La part du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est seulement de 23 510 000 FCFA, soit 0,1% du budget total du département (18 418 903 000 FCFA). Ce faible taux s'explique par le fait que la plupart des activités ne sont pas en lien avec le climat et l'environnement au regard des missions qui lui sont assignées ;
- le programme 1 « pilotage et soutien aux services du ministère » et le programme 2 « extension du réseau diplomatique » concentrent les activités favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement. La part du budget favorable du programme 1 est de 0,6% représentant 5.000.000 F CFA alloués à l'action "Appui à la budgétisation verte" et 1.000.000 F CFA relatif à l'activité "Evacuation des eaux usées et enlèvement des ordures". La part du budget favorable du programme 2 est de 0,1% du budget total qui représente 17.510.000 F CFA pour les " Evacuation des eaux usées et enlèvement des ordures" ;
- 275.400.000 FCFA, soit 1,5% du budget total, défavorables au climat et à l'environnement, sont liés à l'achat de carburant et lubrifiants pour les besoins de fonctionnement du ministère et des représentations diplomatiques.

Approches de solutions et perspectives

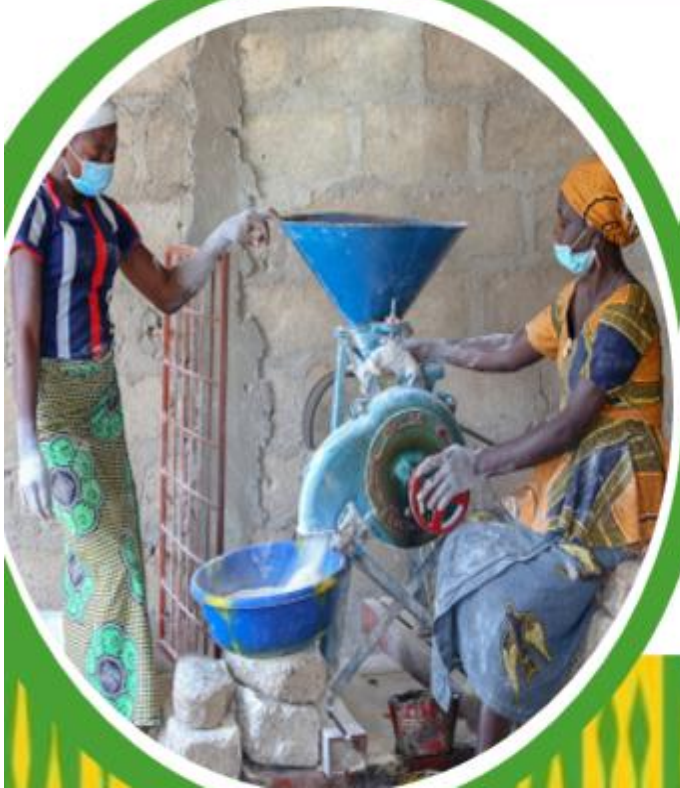
Les différentes approches de solutions identifiées sont entre autres :

- ✓ Prendre en compte les thématiques climat et environnement dans la planification des actions ;
- ✓ Mettre en place la cellule climat au MAECIATE ;
- ✓ Accroitre la participation des acteurs de la diplomatie à la mobilisation des financements internationaux et plus spécifiquement les fonds climat ;
- ✓ Renforcer les capacités des diplomates sur les problématiques des changements climatiques pour leur permettre d'acquérir les bases solides pour une meilleure participation aux négociations internationales y relatives, et de négocier les financements.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT À LA BASE ET DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

BUDGET VERT TOGO 2026



4.1.2.05. Section 240 : Ministère du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire

Le ministère du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire a pour mission de contribuer à la réduction de la pauvreté, promouvoir l'inclusion financière à travers l'amélioration de l'accès aux services de base. A ce titre, il est chargé d'impulser la dynamique nécessaire pour promouvoir et soutenir le développement harmonieux des communautés à la base et de s'assurer de la prise en compte de leurs préoccupations liées à la résilience socio-économique et au changement climatique dans les divers documents stratégiques à savoir : politiques, stratégies et plan de croissance pour la réduction de la pauvreté.

Le département veille au renforcement des capacités des communautés et organisations à la base, notamment les CVD, les CDQ, en mobilisant en collaboration avec les ministères chargés des affaires étrangères, des finances et de la planification, les ressources nécessaires pour le financement des initiatives d'inclusion sociale et économique, pour l'atteinte des ambitions climatiques dans les CDN.

Au regard de ses attributions, le ministère du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire, a pour segment dominant l'adaptation aux changements climatiques.

Analyse diagnostique

Forces	Faiblesses
• Existence de la politique nationale de développement à la base, actualisée avec la prise en compte de la décentralisation, du genre et de la protection de l'environnement • Existence de la stratégie nationale de l'inclusion financière prenant en compte les (SNIF adoptée en 2021) • Existence de structures rattachées, ANADEB, FNFI, intégrant la prise en compte des thématiques transversales (genre, environnement et climat) dans les projets de développement • Implémentation de plans d'action de sauvegardes environnementales dans la mise en œuvre des projets de développement	• Faible capacité de mobilisation des ressources nécessaires au financement des ouvrages devant permettre d'améliorer l'accès des communautés aux services sociaux de base ; • Insuffisance de ressources pour répondre à la volonté de l'Etat de faire plus d'impacts en matière d'inclusion sociale et d'adaptation aux aléas environnementaux • Insuffisance des ressources limitant les actions à mener notamment le nombre de PTFM à source d'énergie solaire à installer par an.

• Organisation des revues périodiques d'évaluation et de planifications	
Opportunités	**Menaces**
• Mobilisation des ressources financières auprès des PTF avec l'appui des ministères en charge des finances et celui de la planification • Intégration de la dimension environnement et du climat dans les projets et programmes de développement • Utilisation de technologies modernes pour l'amélioration de l'efficacité des services et des programmes environnementaux • Existence des fonds climatiques	• Fluctuations économiques affectant les ressources financières nécessaires pour les initiatives environnementales • Complexité des procédures d'accès aux fonds verts • Crise sécuritaire et menace terroriste constituant un obstacle à l'implémentation des actions de résilience en faveur des communautés • récurrence de chocs exogènes (inondation, sécheresse, pandémie etc.) ; • Rareté des opportunités de financement à même de soutenir les initiatives environnementales

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes

Tableau 77: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT A LA BASE ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE												
P1	**Pilotage et soutien aux services du MDBESS**	**462 430**	**5 000**	**1,1%**	**25 931**	**5,6%**	**431 499**	**93,3%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDBESS	337 934	0	0,0%	16 503	4,9%	321 431	95,1%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	78 412	0	0,0%	7 937	10,1%	70 475	89,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	36 084	0	0,0%	1 491	4,1%	34 593	95,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Développement à la base**	**10 077 935**	**4 568 444**	**45,3%**	**40 300**	**0,4%**	**5 469 191**	**54,3%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Renforcement des capacités institutionnelle et organisationnelle à la base	56 029	0	0,0%	2 800	5,0%	53 229	95,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Valorisation des potentialités productives locales	1 275 224	150 224	11,8%	0	0,0%	1 125 000	88,2%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Amélioration des infrastructures de base	7 046 682	4 418 220	62,7%	37 500	0,5%	2 590 962	36,8%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Promotion des filets sociaux	1 700 000	0	0,0%	0	0,0%	1 700 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Inclusion financière**	**5 942 492**	**1 374 500**	**23,1%**	**1 664 306**	**28,0%**	**2 903 686**	**48,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Renforcement de l'inclusion financière	339 337	0	0,0%	1 400	0,4%	337 937	99,6%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Digitalisation des services financiers	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Renforcement les mécanismes d'appui aux TPME	5 603 155	1 374 500	24,5%	1 662 906	29,7%	2 565 749	45,8%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Secteur informel**	**268 617**	**0**	**0,0%**	**2 100**	**0,8%**	**266 517**	**99,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Identification des acteurs du secteur informel	268 617	0	0,0%	2 100	0,8%	266 517	99,2%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Renforcement des capacité des acteurs du secteur informel	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A4.3	Appui et accompagnement des acteurs vers la formalisation	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A4.4	Renforcement de la visibilité de la DGOSI	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**16 751 474**	**5 947 944**	**35,5%**	**1 732 637**	**10,3%**	**9 070 893**	**54,1%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

***Source** : outil marquage du budget vert du MDBIFJEJ, 2026*

Sur un budget de 16 751 474 000 FCFA alloué au ministère, 35,5% sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement représentant un montant de 5 947 944 000 FCFA. En revanche, 10,3% y sont défavorables, soit un montant de 1 732 637 000 FCFA.

Tableau 78: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT A LA BASE ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE									
P1	**Pilotage et soutien aux services du MDBESS**	**462 430**	**5 000**	**0**	**431 499**	**0**	**25 931**	**0**	**5 000**	**1,1%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDBESS	337 934	0	0	321 431	0	16 503	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	78 412	0	0	70 475	0	7 937	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	36 084	0	0	34 593	0	1 491	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**Développement à la base**	**10 077 935**	**4 393 220**	**0**	**5 469 191**	**0**	**40 300**	**0**	**4 393 220**	**43,6%**
A2.1	Renforcement des capacités institutionnelle et organisationnelle à la base	56 029	0	0	53 229	0	2 800	0	0	0,0%
A2.2	Valorisation des potentialités productives locales	1 275 224	0	0	1 125 000	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Amélioration des infrastructures de base	7 046 682	4 393 220	0	2 590 962	0	37 500	0	4 393 220	62,3%
A2.4	Promotion des filets sociaux	1 700 000	0	0	1 700 000	0	0	0	0	0,0%
P3	**Inclusion financière**	**5 942 492**	**1 374 500**	**0**	**1 474 316**	**0**	**1 664 306**	**1 429 370**	**1 374 500**	**23,1%**
A3.1	Renforcement de l'inclusion financière	339 337	0	0	337 937	0	1 400	0	0	0,0%
A3.2	Digitalisation des services financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Renforcement les mécanismes d'appui aux TPME	5 603 155	1 374 500	0	1 136 379	0	1 662 906	1 429 370	1 374 500	24,5%
P4	**Secteur informel**	**268 617**	**0**	**0**	**266 517**	**0**	**2 100**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Identification des acteurs du secteur informel	268 617	0	0	266 517	0	2 100	0	0	0,0%
A4.2	Renforcement des capacités des acteurs du secteur informel	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.3	Appui et accompagnement des acteurs vers la formalisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

A4.4	Renforcement de la visibilité de la DGOSI	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**16 751 474**	**5 772 720**	**0**	**7 641 523**	**0**	**1 732 637**	**1 429 370**	**5 772 720**	**34,5%**

Source *: outil marquage du budget vert du MDBIFJEJ, 2026*

Sur un budget de 16 751 474 000 F CFA, la part des dépenses favorables à l'axe climat représente 34,5% (5 772 720 000 FCFA) et est totalement consacrée à l'adaptation aux changements climatiques. Les dépenses défavorables sur cet axe estimées à 1 732 637 000 FCFA, soit 10,3% sont exclusivement en lien avec le segment atténuation.

Tableau 79: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT A LA BASE ET DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE															
P1	**Pilotage et soutien aux services du MDBESS**	**462 430**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDBESS	337 934	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	78 412	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	36 084	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Développement à la base**	**10 077 935**	**0**	**0**	**0**	**150 224**	**0**	**0**	**25 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**175 224**	**1,7%**
A2.1	Renforcement des capacités institutionnelle et organisationnelle à la base	56 029	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Valorisation des potentialités productives locales	1 275 224	0	0	0	150 224	0	0	0	0	0	0	0	0	150 224	11,8%
A2.3	Amélioration des infrastructures de base	7 046 682	0	0	0	0	0	0	25 000	0	0	0	0	0	25 000	0,4%
A2.4	Promotion des filets sociaux	1 700 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Inclusion financière**	**5 942 492**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

A3.1	Renforcement de l'inclusion financière	339 337	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Digitalisation des services financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Renforcement les mécanismes d'appui aux TPME	5 603 155	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Secteur informel**	**268 617**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Identification des acteurs du secteur informel	268 617	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Renforcement des capacité des acteurs du secteur informel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.3	Appui et accompagnement des acteurs vers la formalisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.4	Renforcement de la visibilité de la DGOSI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**16 751 474**	**0**	**0**	**0**	**150 224**	**0**	**0**	**25 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**175 224**	**1,0%**

***Source** : outil marquage du budget vert du MDBIFJEJ, 2026*

La part des dépenses favorables de l'axe environnement est de 1% du budget total soit 175 224 000 f CFA réparti pour un montant de 150.224.000 F CFA, soit 0,9% favorable au segment « eau » et un montant de 25.000.000 F CFA, soit 0,1% favorable au segment « pollution ».

Justification des cotations dans les tableaux

Le budget prévisionnel 2026 du MDBESS s'évalue à 16 751 474000 F CFA. Au regard des cotations des activités du ministère, il ressort globalement que :

La part du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est 5 947 944 000 000 F CFA soit 35,5% ; la part défavorable représente 1 732 637 000 F CFA soit 10,3% et la part neutre représente 9 070 893 000 F CFA soit 54,1%.

Le ministère dispose de quatre programmes à savoir : P1 « Pilotage et soutien des services du MDBESS », P2 « Développement à la base », P3 « Inclusion financière » et P4 « Secteur Informel ».

P1 : Pilotage et soutien des services du MDBESS

Sur un total de 462 430 000 alloué aux activités du P1, l'action Appui à la Budgétisation Verte est cotée favorable à l'adaptation au climat au taux de 1,1% du total du P1 soit 5000 000 de FCFA ; La part défavorable sur le segment atténuation représentant 25 931 000 soit 5,6% consacrée à l'achat de carburant et 431 499 000 soit 93,3% sont cotés neutres au climat.

P2 : Développement à la base

Le P2 présente un total de 10 077 935 000 pour les activités. La part favorable à l'adaptation au climat est de 45,3% du total de P2 soit 4 568 444 000 FCFA et est relative à l'action 2 (Valorisation des potentialités productives locale) et à l'action 3 (Amélioration des infrastructures de base). Sur ce total du P2, 0,4% (40 300 000) est défavorable à l'atténuation au climat et 54,3% (5 469 191 000) sont cotés neutre au climat.

P3 : Inclusion financière

Concernant le P3 le total alloué est de 5 942 492 000. Sur ce montant 23,1% soit 1 374 500 000 sont favorables à l'adaptation au climat et sont relatifs à l'action 3 (Renforcement des mécanismes d'appui aux TPME) ; 28,0% (1 664 306 000) sont défavorables à l'atténuation au climat ; et 48,9% (2 903 686 000) cotés neutres.

P4 : Secteur Informel

Le P4 présente une allocation budgétaire de 268 617 000. Sur ce montant, 0,8% (2 100 000) est défavorable à l'atténuation au climat et 99,2% (266 517 000) sont neutre au climat.

Approches de solutions et perspectives

Devant un tel diagnostic et face aux ambitions du Togo à lutter contre les changements climatiques et à assurer la protection de l'environnement, des actions vigoureuses sont entreprises, toujours dans la progressivité. C'est le cas de la marche décisive vers l'énergie verte.

Pour remédier aux faiblesses identifiées, le ministère entend :

- Mettre en place une cellule climat pour coordonner toutes les initiatives du ministère en la matière ;
- Prendre en compte les thématiques environnementales et climatiques dans les politiques, programmes et projets du ministère ;
- Poursuivre l'hybridation des plateformes multifonctionnelles à moteur diesel avec des systèmes d'énergie solaire ;
- Encourager la cuisson au gaz dans les cantines scolaires ;
- Renforcer les capacités des cadres du ministère sur les thématiques environnementales et climatiques ;
- Renforcer les stratégies du ministère en matière de mobilisation des ressources en faveur de la résilience des communautés face aux aléas climatiques.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.06. Section 310 : Ministère de la défense nationale

Les peuples africains restent en proie aux affres des conflits intra-étatiques dont l'intensité varie selon les contextes avec la recrudescence des activités des Shébabs (Somalie), des actes de piraterie dans le golfe de Guinée et dans le golfe d'Aden, les bandes extrémistes de Boko Haram au Nigéria et les actes terroristes multiformes dans les Etats du Sahel.

Cette situation sécuritaire a amené les forces armées togolaises à opter pour le choix d'un modèle de système de défense et de sécurité répondant à la mission suivante : garantir la souveraineté et la défense du Togo et de ses intérêts nationaux et préserver ses populations contre toute agression.

La mission des forces armées visant à protéger la personne humaine et tout ce qui l'entoure, le segment biodiversité a été retenu comme dominant dans le cadre de la budgétisation verte.

Les activités militaires ont, en effet, double impacts sur la biodiversité. Elles peuvent être une menace majeure par la pollution, la destruction des habitats et la perturbation des écosystèmes, mais aussi, dans la plupart des cas, elles concourent à la protection des espèces animales, végétales et de la nature.

Les opérations militaires peuvent nécessiter le défrichement de végétation et la modification de zones naturelles, entraînant des perturbations écologiques majeures. Tel est le cas lors des campagnes ou des manœuvres militaires qui peuvent forcer des populations locales et certaines animales à quitter leurs terres engendrant ainsi des conséquences sur la nature environnante.

Cependant, au Togo, les forces armées jouent un rôle direct en luttant contre les menaces qui pèsent sur l'environnement, contribuant ainsi aux objectifs de conservation du pays, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des accords internationaux sur la biodiversité.

Les armées aident à contrôler les activités illégales telles que le braconnage, l'exploitation forestière illégale et l'orpaillage, qui dégradent les écosystèmes, polluent l'environnement et menacent la biodiversité.

Elles sont directement impliquées dans le maintien de la sécurité des parcs nationaux et des réserves de faune, en les protégeant des incursions et des activités préjudiciables. Les militaires peuvent fournir un soutien logistique et des compétences techniques pour des actions de conservation, comme le reboisement ou le suivi des espèces. Elles jouent également un rôle dans la sensibilisation des communautés et des agents de terrain aux enjeux de la biodiversité, renforçant ainsi les capacités de conservation.

De ce qui précède, le segment dominant du ministère de la défense nationale est la « biodiversité ».

Analyse diagnostique

Le ministère des armées se conforme à la politique climatique du gouvernement en participant aux activités organisées pour faire face à la variabilité et au changement climatique. Le tableau ci-après illustre les forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) du ministère dans le cadre de l'élaboration du budget vert.

Tableau 80: analyse des FFOM des actions du ministère

FORCES	FAIBLESSES
- désignation de points focaux BV au sein du ministère des armées ; - existence du génie militaire ; - participation des médecins militaires dans la gestion des catastrophes ; - Prise en compte des thématiques environnements et changements climatiques dans la politique de défense ; - forte capacité opérationnelle des forces armées togolaises dans la gestion des crises.	- Insuffisance de renforcement de capacités des membres de la cellule budget vert ; - Insuffisance de dispositions procédurales (outils, directives et méthodologies) adaptées au contexte spécifique des secteurs.
OPPORTUNITES	**MENACES**
- Mise en place du budget vert ; - Existence des mécanismes internationaux de financement climatique et de protection de l'environnement (Fonds vert pour le climat, Fonds d'adaptation, fonds spécial pour les changements climatiques, Alliance mondiale de lutte contre les changements climatiques, Fonds pour l'environnement mondial, Fonds pour les pays les moins avancés, Programme des nations unies pour l'environnement, etc.) ; - Existence de sources de financement : les ONG, le secteur privé, les collectivités locales, les institutions financières sous régionales pour le développement.	- Risques de catastrophes naturelles ; - Non-respect des engagements d'appui financier des grands pays pollueurs ; - Risques sécuritaires ; - Pressions politiques et sociales.

Présentation des résultats

Tableau 81 : Dépenses par cotation du budget vert du ministère/institution

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE											
P1	**Pilotage et soutien des services du Ministère de la défense nationale**	**9 858 214**	**5 000**	**0,1%**	**5 039 129**	**51,1%**	**4 814 085**	**48,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDN	308 354	0	0,0%	36 524	11,8%	271 830	88,2%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	442 533	0	0,0%	0	0,0%	442 533	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	9 017 461	0	0,0%	4 997 605	55,4%	4 019 856	44,6%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	14 250	0	0,0%	0	0,0%	14 250	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	19 923	0	0,0%	0	0,0%	19 923	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Formation initiale des agents	23 750	0	0,0%	0	0,0%	23 750	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	26 944	0	0,0%	5 000	18,6%	21 944	81,4%	0	0,0%	0	0,0%
A1.8	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Préparation et emploi des forces**	**31 331 708**	**0**	**0,0%**	**695 189**	**2,2%**	**4 059 275**	**13,0%**	**0**	**0,0%**	**26 577 244**	**84,8%**
A2.1	Planification et conduites des opérations	1 483 952	0	0,0%	0	0,0%	1 483 952	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Préparation des forces terrestres	851 340	0	0,0%	0	0,0%	31 913	3,7%	0	0,0%	819 427	96,3%
A2.3	Préparation des forces aériennes	2 134 110	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2 134 110	100,0%
A2.4	Préparation des forces navales	1 079 039	0	0,0%	0	0,0%	290 000	26,9%	0	0,0%	789 039	73,1%
A2.5	Préparation des Unités de la gendarmerie	22 914 577	0	0,0%	496 625	2,2%	905 356	4,0%	0	0,0%	21 512 596	93,9%
A2.6	Formation commune aux armées et services sur le territoire national	994 817	0	0,0%	0	0,0%	641 713	64,5%	0	0,0%	353 104	35,5%
A2.7	Participation à la protection civile	1 050 425	0	0,0%	198 564	18,9%	706 341	67,2%	0	0,0%	145 520	13,9%
A2.8	Organisation de la réserve opérationnelle	18 761	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	18 761	100,0%
A2.9	Emploi des forces Terre Air Mer Gendarmerie Reserve Opérationnelle	804 687	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	804 687	100,0%
P3	**Soutien des forces**	**60 432 269**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**58 232 566**	**96,4%**	**0**	**0,0%**	**2 199 703**	**3,6%**
A3.1	Soutien commissariat	56 956 640	0	0,0%	0	0,0%	56 956 640	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Gestion du matériel du commissariat	22 081	0	0,0%	0	0,0%	22 081	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Soutien matériel	288 636	0	0,0%	0	0,0%	288 636	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.4	Soutien santé	3 094 268	0	0,0%	0	0,0%	894 566	28,9%	0	0,0%	2 199 703	71,1%
A3.5	Soutien génie	70 644	0	0,0%	0	0,0%	70 644	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Anciens combattants, mémoires lien armée-nation**	**217 287**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**217 287**	**100,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Anciens combattants	148 001	0	0,0%	0	0,0%	148 001	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Aide à la reconversion	21 786	0	0,0%	0	0,0%	21 785	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A4.3	Mémoire des armées	23 750	0	0,0%	0	0,0%	23 750	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A4.4	Lien Armée Nation	23 750	0	0,0%	0	0,0%	23 750	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P5	**Dotations**	**17 407 934**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**17 407 934**	**100,0%**
A5.1	Dépenses comunes ordinaires	2 733 912	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2 733 912	100,0%
A5.2	Dépenses comunes en capital: Dépenses communes d'investissement	1 680 843	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1 680 843	100,0%
A5.3	Dépenses comunes en capital: Projets d'investissement commun	12 993 179	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	12 993 179	100,0%
	TOTAL	**119 247 412**	**5 000**	**0,0%**	**5 734 318**	**4,8%**	**67 323 213**	**56,5%**	**0**	**0,0%**	**46 184 881**	**38,7%**

Source : outil de marquage du budget vert du MDN, 2026

Sur un budget total de **119 247 412 000 FCFA** alloué au ministère, un montant de **5.000.000 F CFA** est favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement tandis que **5 734 318 000** FCFA, équivalent à **4,8%** y sont défavorables.

Tableau 82 : Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du ministère/institution

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE									
P1	**Pilotage et soutien des services du Ministère de la défense nationale**	**9 858 214**	**5 000**	**0**	**0**	**0**	**5 039 129**	**0**	**5 000**	**0,1%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDN	308 354	0	0	0	0	36 524	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	442 533	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	9 017 461	0	0	0	0	4 997 605	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	14 250	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	19 923	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Formation initiale des agents	23 750	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	26 944	0	0	0	0	5 000	0	0	0,0%
A1.8	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**Préparation et emploi des forces**	**31 331 708**	**0**	**0**	**0**	**0**	**695 189**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Planification et conduites des opérations	1 483 952	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Préparation des forces terrestres	851 340	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Préparation des forces aériennes	2 134 110	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Préparation des forces navales	1 079 039	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Préparation des Unités de la gendarmerie	22 914 577	0	0	0	0	496 625	0	0	0,0%
A2.6	Formation commune aux armées et services sur le territoire national	994 817	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.7	Participation à la protection civile	1 050 425	0	0	0	0	198 564	0	0	0,0%
A2.8	Organisation de la réserve opérationnelle	18 761	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.9	Emploi des forces Terre Air Mer Gendarmerie Reserve Opérationnelle	804 687	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Soutien des forces**	**60 432 269**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Soutien commissariat	56 956 640	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Gestion du matériel du commissariat	22 081	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Soutien matériel	288 636	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.4	Soutien santé	3 094 268	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.5	Soutien génie	70 644	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Anciens combattants, mémoires lien armée-nation**	**217 287**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Anciens combattants	148 001	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

A4.2	Aide à la reconversion	21 786	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.3	Mémoire des armées	23 750	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.4	Lien Armée Nation	23 750	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P5	**Dotations**	**17 407 934**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Dépenses comunes ordinaires	2 733 912	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Dépenses comunes en capital: Dépenses communes d'investissement	1 680 843	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.3	Dépenses comunes en capital: Projets d'investissement commun	12 993 179	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**119 247 412**	**5 000**	**0**	**0**	**0**	**5 734 318**	**0**	**5 000**	**0,0%**

Source : outil de marquage du budget vert du MDN, 2026

Le tableau ci-dessus montre que sur un budget de 119.247.412.000 F CFA, un montant de 5.000.000 F CFA est favorable au segment adaptation alors que **5 734 313 000** FCFA, soit **4,8** % sont défavorables à l'atténuation.

Tableau 83: Part des différentes cotations de l'axe « environnement » dans le budget vert du ministère/institution

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE															
P1	**Pilotage et soutien des services du Ministère de la défense nationale**	**9 858 214**	**0**	**0**	**4 814 085**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDN	308 354	0	0	271 830	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	442 533	0	0	442 533	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	9 017 461	0	0	4 019 856	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	14 250	0	0	14 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	19 923	0	0	19 923	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Formation initiale des agents	23 750	0	0	23 750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	26 944	0	0	21 944	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.8	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Préparation et emploi des forces**	**31 331 708**	**0**	**0**	**4 059 275**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Planification et conduites des opérations	1 483 952	0	0	1 483 952	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Préparation des forces terrestres	851 340	0	0	31 913	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Préparation des forces aériennes	2 134 110	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Préparation des forces navales	1 079 039	0	0	290 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Préparation des Unités de la gendarmerie	22 914 577	0	0	905 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.6	Formation commune aux armées et services sur le territoire national	994 817	0	0	641 713	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.7	Participation à la protection civile	1 050 425	0	0	706 341	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.8	Organisation de la réserve opérationnelle	18 761	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.9	Emploi des forces Terre Air Mer Gendarmerie Reserve Opérationnelle	804 687	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Soutien des forces**	**60 432 269**	**0**	**0**	**58 232 566**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Soutien commissariat	56 956 640	0	0	56 956 640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Gestion du matériel du commissariat	22 081	0	0	22 081	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Soutien matériel	288 636	0	0	288 636	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

A3.4	Soutien santé	3 094 268	0	0	894 566	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.5	Soutien génie	70 644	0	0	70 644	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Anciens combattants, mémoires lien armée-nation**	**217 287**	**0**	**0**	**217 287**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Anciens combattants	148 001	0	0	148 001	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Aide à la reconversion	21 786	0	0	21 785	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.3	Mémoire des armées	23 750	0	0	23 750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.4	Lien Armée Nation	23 750	0	0	23 750	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P5	**Dotations**	**17 407 934**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Dépenses comunes ordinaires	2 733 912	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Dépenses comunes en capital: Dépenses communes d'investissement	1 680 843	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.3	Dépenses comunes en capital: Projets d'investissement commun	12 993 179	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**119 247 412**	**0**	**0**	**67 323 213**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : outil de marquage du budget vert du MDN, 2026

Il ressort de ce tableau que la plupart des activités des différents programmes, sont cotées « neutres » à la biodiversité pour un montant **67 508 607 000 FCFA,** soit ***56,5*%.**

JUSTIFICATION DES COTATIONS DANS LES TABLEAUX

Il ressort des cotations des activités budgétaires du MDN que sur un budget total de **119 247 412 000 FCFA** :

- **5.000.000 F CFA** sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement. La part des cotations favorables à la lutte contre les changements climatiques se concentre essentiellement au **programme 1** « Pilotage et soutien des services du ministère de la défense nationale. » Cette part favorable correspond aux dépenses liées à l'action appui à la budgétisation verte.

- **4,8%** sont défavorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement soit **5 734 318 000** FCFA. Les cotations défavorables se retrouvent aux programmes 1 et 2 et correspondent aux dépenses liées à l'acquisition du carburant.
- **56,5** % du budget total du ministère sont cotées « neutres ». Les activités correspondantes à cette cotation sont liées **aux quatre programmes** opérationnels car les effets des activités du ministère sur la biodiversité sont négligeables. Le montant total de ces activités est de **67 508 607 000 FCFA.**
- **38,7 %** du budget total du ministère sont « non cotées ». En effet, le ministère exécute une bonne partie de son budget en dotations ; ce qui entraine un manque d'informations relatives aux activités supportées par ces crédits. Pour 2026, les dépenses dont les informations sont indisponibles sont d'un montant de **45 999 487 000 FCFA.** Ce sont des activités des programmes 5 (Dotations) et du programme 2 (préparation et emploi des forces).

Approche de solutions et perspectives

Comme perspectives dans le cadre de la budgétisation verte, le ministère des armées souhaiterait :
- renforcer les capacités opérationnelles du personnel du ministère en termes de budgétisation verte ;
- poursuivre les acquisitions des équipements modernes au profit de la direction du génie et des infrastructures de défense ;
- poursuivre le renforcement des capacités des médecins militaires dans la gestion des catastrophes ;
- renforcer la collecte des renseignements en matière de luttes contre les catastrophes ;
- renforcer le dispositif sécuritaire et humanitaire dans la gestion des inondations ;
- développer des dispositions procédurales adaptées (outils, directives, méthodologies) pour chaque secteur spécifique.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA GOUVERNANCE LOCALE ET DES AFFAIRES COUTUMIÈRES

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.07. Section 410 : Ministère de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières

Le Ministère de l'administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières (MATGLAC) assure la mise en œuvre de la politique de l'État en matière d'administration du territoire, de décentralisation et de la chefferie coutumière. Il veille à cet effet à la réglementation des questions relatives aux affaires politiques, à la chefferie coutumière, aux cultes, aux associations, au respect de la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales et œuvre à la sauvegarde de l'intérêt général et de la légalité. Il assure le suivi de l'application de la loi relative à la décentralisation et appuie ces collectivités territoriales dans leur mission en termes d'exercice de compétences en général, et de l'offre des services essentiels de base à la population.

Dans ses missions, le MATGLAC contribue indirectement à gérer les problèmes environnementaux et climatiques à travers des projets dédiés à la salubrité urbaine et à la gestion des déchets. Ces projets sont mis en œuvre par les collectivités territoriales et le District Autonome du Grand Lomé au titre du programme 024 « déconcentration et décentralisation ».

Il en résulte à l'analyse globale de ses missions, que le MATGLAC a un caractère transversal au regard de son implication dans l'amélioration de la gouvernance. Ce qui justifie le choix de l'adaptation comme segment dominant, conformément à la règle de marquage afférente aux ministères et institutions ayant un caractère transversal.

Analyse diagnostique

L'analyse diagnostique du MATDCC, faite à travers l'outil FFOM (forces, faiblesses, opportunités et menaces) se présente selon le tableau ci-dessous.

Tableau 84 : Analyse des FFOM des actions du ministère

Forces	Faiblesses
- Existence de la politique de la décentralisation prenant en compte la thématique climat et environnement ; - Existence des points focaux du budget vert ; - Existence du fonds d'appui aux collectivités territoriales pouvant servir dans les activités vertes ; - Prise en compte des matières environnementales dans les compétences des collectivités territoriales ; - Prise en compte des projets environnementaux dans les plans de développement communal Existence de projet dédié à l'assainissement et à la gestion des ordures ménagères : Projet Environnement Urbain de Lomé (PEUL)	- Non formalisation de la cellule climat et environnement ; - Faibles connaissances sur les questions climatiques et environnementales ; - Insuffisance des ressources humaines et financières des collectivités territoriales ; - Faible financement du secteur de gestion des déchets ;
Opportunités	**Menaces**
- Engagement de l'Agence Nationale d'Assainissement et de Salubrité Publique (ANASAP) aux côtés des collectivités territoriales - Existence d'un noyau d'experts nationaux en budgétisation verte - Existence de dotations issues des redevances d'éclairage public pour le financement des projets d'extension du réseau alimenté par les panneaux solaires.	- Risques sécuritaires - Non-respect des engagements des Etats pollueurs

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 85: Dépenses par cotation du budget vert du MATGLAC

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA GOUVERNANCE LOCALE ET DES AFFAIRES COUTUMIERES												
P1	**Pilotage et soutien aux services du MATGLAC**	**1 150 371**	**6 500**	**0,6%**	**48 555**	**4,2%**	**1 095 316**	**95,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination	885 180	0	0,0%	18 500	2,1%	866 680	97,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	158 144	0	0,0%	22 000	13,9%	136 144	86,1%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	62 191	0	0,0%	4 654	7,5%	57 537	92,5%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information et archives	29 356	0	0,0%	3 401	11,6%	25 955	88,4%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	9 000	0	0,0%	0	0,0%	9 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	6 500	6 500	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Décentralisation et déconcentration**	**35 151 647**	**3 310 000**	**9,4%**	**197 027**	**0,6%**	**31 643 620**	**90,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Renforcement de la déconcentration	4 002 256	0	0,0%	189 867	4,7%	3 811 389	95,2%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Consolidation de la décentralisation	31 149 391	3 310 000	10,6%	7 160	0,0%	27 832 231	89,4%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux**	**387 623**	**0**	**0,0%**	**9 762**	**2,5%**	**378 862**	**97,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Gestions des libertés publiques et politiques	216 245	0	0,0%	5 287	2,4%	211 958	98,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Suivi et accompagnement des processus électoraux	171 378	0	0,0%	4 475	2,6%	166 903	97,4%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Culte et chefferie coutumière**	**874 525**	**0**	**0,0%**	**19 112**	**2,2%**	**855 414**	**97,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Gestion des cultes	59 549	0	0,0%	13 649	22,9%	45 900	77,1%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Gestion de la chefferie coutumière	814 976	0	0,0%	5 463	0,7%	809 513	99,3%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**37 564 167**	**3 316 500**	**8,8%**	**274 456**	**0,7%**	**33 973 211**	**90,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MATGLAC, 2026

Le tableau ci-dessus montre que sur un budget total de **37 564 167 000 FCFA**, alloué au MATGLAC, **3.316.500.000 FCFA** représentent la part favorable au climat et à l'environnement, soit 8,8 %. Par contre, les dépenses défavorables se chiffrent à **274 456 000 FCFA**, soit 0,7%.

Tableau 86: Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du MATGLAC

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA GOUVERNANCE LOCALE ET DES AFFAIRES COUTUMIERES									
P1	**Pilotage et soutien aux services du MATGLAC**	**1 150 371**	**6 500**	**0**	**1 095 316**	**0**	**48 555**	**0**	**6 500**	**0,6%**
A1.1	Pilotage et coordination	885 180	0	0	866 680	0	18 500	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	158 144	0	0	136 144	0	22 000	0	0	0,0%
A1.3	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	62 191	0	0	57 537	0	4 654	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information et archives	29 356	0	0	25 955	0	3 401	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	9 000	0	0	9 000	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	6 500	6 500	0	0	0	0	0	6 500	100,0%
P2	**Décentralisation et déconcentration**	**35 151 647**	**0**	**0**	**31 317 050**	**0**	**197 027**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Renforcement de la déconcentration	4 002 256	0	0	3 811 389	0	189 867	0	0	0,0%
A2.2	Consolidation de la décentralisation	31 149 391	0	0	27 505 661	0	7 160	0	0	0,0%
P3	**Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux**	**387 623**	**0**	**0**	**378 862**	**0**	**9 762**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Gestions des libertés publiques et politiques	216 245	0	0	211 958	0	5 287	0	0	0,0%
A3.2	Suivi et accompagnement des processus électoraux	171 378	0	0	166 903	0	4 475	0	0	0,0%
P4	**Culte et chefferie coutumière**	**874 525**	**0**	**0**	**855 414**	**0**	**19 112**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Gestion des cultes	59 549	0	0	45 900	0	13 649	0	0	0,0%
A4.2	Gestion de la chefferie coutumière	814 976	0	0	809 513	0	5 463	0	0	0,0%
	TOTAL	**37 564 167**	**6 500**	**0**	**33 646 641**	**0**	**274 456**	**0**	**6 500**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MATGLAC, 2026

Sur un budget total de 37 564 167 000 FCFA, alloué au MATGLAC, les cotations par rapport à l'axe climat se présentent comme suit : (i) pour le segment adaptation, 6 500 000 FCFA, soit 0,01% sont cotés favorables et (ii) concernant le segment atténuation, 274 456 000 FCFA, soit 0.7 %, sont cotés défavorables au climat.

Tableau 87: Part des différentes cotations de l'axe « environnement » dans le budget vert du MATGLAC.

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE? DE LA GOUVERNANCE LOCALE ET DES AFFAIRES COUTUMIERES															
P1	**Pilotage et soutien aux services du MATGLAC**	**1 150 371**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination	885 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	158 144	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	62 191	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information et archives	29 356	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	9 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	6 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Décentralisation et déconcentration**	**35 151 647**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 310 000**	**0**	**326 570**	**3 310 000**	**9,4%**
A2.1	Renforcement de la déconcentration	4 002 256	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Consolidation de la décentralisation	31 149 391	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 310 000	0	326 570	3 310 000	10,6%
P3	**Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux**	**387 623**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Gestions des libertés publiques et politiques	216 245	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Suivi et accompagnement des processus électoraux	171 378	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Culte et chefferie coutumière**	**874 525**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Gestion des cultes	59 549	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Gestion de la chefferie coutumière	814 976	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**37 564 167**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 310 000**	**0**	**326 570**	**3 310 000**	**8,8%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MATGLAC, 2026

L'analyse du tableau ci-dessus, révèle que sur un budget global de **37 564 167 000 FCFA** du MATGLAC, les activités évaluées à un montant de **3 310 000 000 FCFA**, soit **8,81%** du budget sont cotés favorables au déchet.

Justification des cotations dans les tableaux

Sur un budget de 37 564 167 000 **FCFA**, la part favorable au climat et à l'environnement représente 8,9 %, équivalent à 3 316 500 000 FCFA. Les parts défavorables et neutres représentent respectivement 274 456 000 FCFA, soit 0,7 % et **33 646 641 000** FCFA, soit 90,4 %.

Les activités favorables au climat et à l'environnement sont prises en compte dans les programmes « pilotage et soutien aux services du ministère » et « décentralisation et déconcentration ».

Au titre du programme « pilotage et soutien aux services du ministère », les activités cotées favorables au climat et à l'environnement sont relatives à l'appui à la budgétisation verte du ministère pour un montant de 6.500.000 F CFA, soit 0,7 % du budget total. Les activités cotées défavorables sont relatives à l'achat de carburant.

Au titre du programme « décentralisation et déconcentration », les activités dont les montants sont évalués à 3 310 000 000 F CFA, soit 9,4 % du budget total sont cotées favorables au déchet dans l'axe environnement. Les activités concernées sont relatives au projet environnement urbain de Lomé (PEUL) dédié à l'assainissement et à la gestion des ordures ménagères.

Au titre des programmes « Gestion des affaires politiques, des associations civiles et des processus électoraux » et « Culte et chefferie coutumière », toutes les activités représentant 1 263 149 000 F CFA, soit 3,4% du budget global, sont cotées neutres.

Approches de solutions et perspectives

Dans le cadre de la budgétisation verte, plusieurs défis restent à relever par le ministère. Il s'agit notamment de :

- Formaliser la cellule du budget vert ;
- Former les cadres sur la budgétisation verte ;
- Poursuivre le transfert de compétences aux collectivités territoriales en matière environnementale ;

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

GARDE DES SCEAUX, MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.08. Section 420 : Ministère de la justice et des droits humains

Le ministère de la justice et des droits humains est chargé d'assurer l'application de la loi, y compris celle relative à la protection de l'environnement, du climat tout en mettant en œuvre la politique de l'Etat en matière des droits humains. Ce rôle lui confère une responsabilité directe dans la préservation de l'environnement à travers l'application des textes juridiques en vigueur et une responsabilité indirecte à travers l'éducation à la citoyenneté sur toute l'étendue du territoire eu égard aux enjeux environnementaux et climatiques.

Dans cette perspective, le ministère valorise les actions budgétaires contribuant à la lutte contre les changements climatiques, à la préservation des ressources naturelles et au développement d'une justice plus verte et inclusive.

A cet effet, le segment "Biodiversité" a été retenu comme segment dominant dans le cadre de la budgétisation verte, en raison de la nécessité à encadrer juridiquement la protection des écosystèmes et des espèces menacées face aux pressions anthropiques et climatiques.

Analyse diagnostique

Pour mieux cerner les enjeux et les possibilités d'action dans cette perspective de budget sensible au climat et à l'environnement, il s'avère nécessaire d'identifier les atouts internes à consolider, les insuffisances à corriger, les opportunités à saisir et les menaces à anticiper afin de faciliter une meilleure planification des actions pour une amélioration de la performance budgétaire pour le secteur de la justice et des droits humains.

Tableau 88 : Analyse FFOM des actions du ministère

FORCES	FAIBLESSES
❖ Existence d'un cadre législatif et réglementaire pour la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques : La prise en compte des infractions environnementale par le code pénale togolais Article 146 ; Article 716 ; 732 ; 735 ; 736 ; 738 et la prise en compte de manière explicite au titre IV du code pénal des infractions relatives à la protection de l'environnement et des ressources naturelles ; ❖ Existence d'une coopération judiciaire fonctionnelle entre les forces de protection de l'environnement et du climat (officiers et agents des eaux et forêts) et le corps judiciaire à travers les parquets près des juridictions à compétence correctionnelle et civile prédisposant ainsi une opérationnalisation L'arsenal juridique au niveau des juridictions nationales ; ❖ Existence des points focaux climat & environnement au sein du ministère ; ❖ Existence d'un document référentiel des domaines administratifs propre au ministère de la justice au niveau de chaque préfecture du pays.	❖ Insuffisance de formation et de sensibilisation des populations sur le cadre juridique existant en lien avec la protection de l'environnement ❖ Fragilité des infrastructures judiciaires face aux aléas climatiques ; ❖ Les domaines propres du ministère au niveau des préfectures ne sont pas encore reboisés ❖ Insuffisance de vulgarisation en langues locales des textes liés à la protection de l'environnement ❖ Absence de magistrats spécialisés sur la thématique de l'environnement et le climat
OPPORTUNITES	**MENACES**
❖ Existence d'une politique du gouvernement dans la prise en compte des questions des changements climatiques avec la création d'organes dédiés à la coordination des politiques climatiques (ministère de l'environnement et des ressources forestières, Agence nationale de l'environnement, etc.) ; ❖ Existence des engagements internationaux (participation active aux négociations climatiques (COP, Accords de Paris) ; ❖ Existence des mécanismes nationaux et internationaux de financement climatique et de protection de l'environnement (exemple du fonds vert disponible au plan national) ; ❖ Existence des partenaires techniques et financiers qui accompagnent les interventions et actions en matière de l'environnement et du changement climatique	❖ Dimension climatique perçue comme secondaire par rapport aux autres besoins pressants. ❖ Non-respect des engagements d'appui financier des grands pays pollueurs ; ❖ Non-respect des engagements pris par les grands pays pollueurs ; ❖ La vulnérabilité de la population suite aux effets des changements climatiques ❖ Inaccessibilité géographique accrue en cas de catastrophes climatiques rendant plus difficile l'accès physique aux juridictions, aggravant l'exclusion judiciaire des populations rurales et vulnérables ❖ Réchauffement climatique grandissant face à un cadre juridique impuissant ou silencieux.

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 89 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS											
P1	**Pilotage et soutien des services du MJDH**	**2 599 601**	**35 859**	**1,4%**	**297 070**	**11,4%**	**2 266 672**	**87,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	1 026 666	0	0,0%	18 000	1,8%	1 008 666	98,2%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	795 779	0	0,0%	4 000	0,5%	791 779	99,5%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Formation des acteurs et experts judiciaires	176 219	0	0,0%	6 000	3,4%	170 219	96,6%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Contrôle des juridictions et services du ministère de la justice	61 922	0	0,0%	4 000	6,5%	57 922	93,5%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	521 016	30 859	5,9%	261 070	50,1%	229 087	44,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.8	Gestion des ressources humaines	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.9	Gestion du système d'information	8 000	0	0,0%	4 000	50,0%	4 000	50,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Administration de la justice**	**3 491 375**	**0**	**0,0%**	**28 000**	**0,8%**	**3 463 375**	**99,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Réforme de la législation	27 405	0	0,0%	1 000	3,6%	26 405	96,4%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Supervision des juridictions civiles, sociales, commerciales et administratives	43 435	0	0,0%	3 000	6,9%	40 435	93,1%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Suivi de la gestion des procédures pénales	49 000	0	0,0%	3 000	6,1%	46 000	93,9%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	2 388 888	0	0,0%	15 000	0,6%	2 373 888	99,4%	0	0,0%	0	0,0%
A2.5	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	982 646	0	0,0%	6 000	0,6%	976 646	99,4%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Accès au droit et à la justice**	**185 495**	**0**	**0,0%**	**9 000**	**4,9%**	**176 495**	**95,1%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Assistance juridique et judiciaire	54 854	0	0,0%	4 000	7,3%	50 854	92,7%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Délivrance du certificat de nationalité	73 001	0	0,0%	0	0,0%	73 001	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Implémentation du droit OHADA	57 640	0	0,0%	5 000	8,7%	52 640	91,3%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Administration pénitentiaire et réinsertion**	**2 624 095**	**0**	**0,0%**	**9 000**	**0,3%**	**2 615 095**	**99,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Surveillance des prisons	1 572 364	0	0,0%	6 000	0,4%	1 566 364	99,6%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Gestion des prisons et réinsertion socioprofessionnelle	1 051 731	0	0,0%	3 000	0,3%	1 048 731	99,7%	0	0,0%	0	0,0%
P5	**Droits de l'homme**	**214 375**	**0**	**0,0%**	**25 400**	**11,8%**	**188 975**	**88,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A5.1	Promotion des droits de l'homme	42 882	0	0,0%	11 000	25,7%	31 882	74,3%	0	0,0%	0	0,0%
A5.2	Protection des droits de l'homme	171 493	0	0,0%	14 400	8,4%	157 093	91,6%	0	0,0%	0	0,0%
P6	**Renforcement de la démocratie, de la paix et de la citoyenneté**	**272 956**	**5 500**	**2,0%**	**36 400**	**13,3%**	**231 055**	**84,6%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A6.1	Gouvernance démocratique	42 883	0	0,0%	13 600	31,7%	29 283	68,3%	0	0,0%	0	0,0%
A6.2	Prévention des conflits	89 516	0	0,0%	13 800	15,4%	75 716	84,6%	0	0,0%	0	0,0%
A6.3	Citoyenneté	140 556	5 500	3,9%	9 000	6,4%	126 056	89,7%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**9 387 897**	**41 359**	**0,4%**	**404 870**	**4,3%**	**8 941 668**	**95,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil BV du MJDH, 2026

Sur un budget de 9 387 897 000F CFA prévu par la LFI 2026, 0,4 % des dépenses, soit 41 359 000F CFA sont favorables au climat et à l'environnement. En revanche, les dépenses défavorables représentent 4,3% du total, soit 404 870 000F CFA. Les dépenses neutres se chiffrent à 8 941 668 000 CFA, soit 95,2 %.

Tableau 90: Part des différentes cotations de l'axe « Climat » dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS									
P1	**Pilotage et soutien des services du MJDH**	**2 599 601**	**0**	**0**	**0**	**0**	**111 120**	**37 000**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	1 026 666	0	0	0	0	16 000	37 000	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	795 779	0	0	0	0	4 000	0	0	0,0%
A1.3	Formation des acteurs et experts judiciaires	176 219	0	0	0	0	6 000	0	0	0,0%
A1.4	Contrôle des juridictions et services du ministère de la justice et des droits humains	61 922	0	0	0	0	4 000	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	521 016	0	0	0	0	77 120	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.8	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.9	Gestion du système d'information	8 000	0	0	0	0	4 000	0	0	0,0%
P2	**Administration de la justice**	**3 491 375**	**0**	**0**	**0**	**0**	**28 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Réforme de la législation	27 405	0	0	0	0	1 000	0	0	0,0%
A2.2	Supervision des juridictions civiles, sociales, commerciales et administratives	43 435	0	0	0	0	3 000	0	0	0,0%
A2.3	Suivi de la gestion des procédures pénales	49 000	0	0	0	0	3 000	0	0	0,0%
A2.4	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	2 388 888	0	0	0	0	15 000	0	0	0,0%
A2.5	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	982 646	0	0	0	0	6 000	0	0	0,0%
P3	**Accès au droit et à la justice**	**185 495**	**0**	**0**	**0**	**0**	**9 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Assistance juridique et judiciaire	54 854	0	0	0	0	4 000	0	0	0,0%
A3.2	Délivrance du certificat de nationalité	73 001	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Implémentation du droit OHADA	57 640	0	0	0	0	5 000	0	0	0,0%
P4	**Administration pénitentiaire et réinsertion**	**2 624 095**	**0**	**0**	**0**	**0**	**9 000**	**0**	**0**	**0,0%**

A4.1	Surveillance des prisons	1 572 364	0	0	0	0	6 000	0	0	0,0%
A4.2	Gestion des prisons et réinsertion socioprofessionnelle des détenus	1 051 731	0	0	0	0	3 000	0	0	0,0%
P5	**Droits de l'homme**	**214 375**	**0**	**0**	**0**	**0**	**25 400**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Promotion des droits de l'homme	42 882	0	0	0	0	11 000	0	0	0,0%
A5.2	Protection des droits de l'homme	171 493	0	0	0	0	14 400	0	0	0,0%
P6	**Renforcement de la démocratie, de la paix et de la citoyenneté**	**272 956**	**0**	**0**	**0**	**0**	**36 400**	**0**	**0**	**0,0%**
A6.1	Gouvernance démocratique	42 883	0	0	0	0	13 600	0	0	0,0%
A6.2	Prévention des conflits	89 516	0	0	0	0	13 800	0	0	0,0%
A6.3	Citoyenneté	140 556	0	0	0	0	9 000	0	0	0,0%
	TOTAL	**9 387 897**	**0**	**0**	**0**	**0**	**218 920**	**37 000**	**0**	**0,0%**

Source : Outil BV du MJDH, 2026

L'analyse du tableau ci-dessus révèle que sur un budget total de 9 387 897 000F CFA, un montant de 218 920 000F CFA soit 2,3 % est « défavorable » au segment « atténuation ».

Tableau 91: Part des différentes cotations de l'axe « Environnement » dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS															
P1	**Pilotage et soutien des services du MJDH**	**2 599 601**	**35 859**	**185 950**	**2 229 672**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**35 859**	**1,4%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	1 026 666	0	2 000	971 666	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	795 779	0	0	791 779	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Formation des acteurs et experts judiciaires	176 219	0	0	170 219	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Contrôle des juridictions et services du ministère de la justice et des droits humains	61 922	0	0	57 922	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	521 016	30 859	183 950	229 087	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 859	5,9%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	100,0 %
A1.8	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.9	Gestion du système d'information	8 000	0	0	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Administration de la justice**	**3 491 375**	**0**	**0**	**3 463 375**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Réforme de la législation	27 405	0	0	26 405	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Supervision des juridictions civiles, sociales, commerciales et administratives	43 435	0	0	40 435	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Suivi de la gestion des procédures pénales	49 000	0	0	46 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Lomé	2 388 888	0	0	2 373 888	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Gestion des juridictions du ressort de la cour d'appel de Kara	982 646	0	0	976 646	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Accès au droit et à la justice**	**185 495**	**0**	**0**	**176 495**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Assistance juridique et judiciaire	54 854	0	0	50 854	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Délivrance du certificat de nationalité	73 001	0	0	73 001	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Implémentation du droit OHADA	57 640	0	0	52 640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Administration pénitentiaire et réinsertion**	**2 624 095**	**0**	**0**	**2 615 095**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Surveillance des prisons	1 572 364	0	0	1 566 364	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Gestion des prisons et réinsertion socioprofessionnelle des détenus	1 051 731	0	0	1 048 731	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

P5	**Droits de l'homme**	**214 375**	**0**	**0**	**188 975**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Promotion des droits de l'homme	42 882	0	0	31 882	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Protection des droits de l'homme	171 493	0	0	157 093	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P6	**Renforcement de la démocratie, de la paix et de la citoyenneté**	**272 956**	**0**	**0**	**231 055**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 500**	**0**	**0**	**5 500**	**2,0%**
A6.1	Gouvernance démocratique	42 883	0	0	29 283	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.2	Prévention des conflits	89 516	0	0	75 716	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.3	Citoyenneté	140 556	0	0	126 056	0	0	0	0	0	0	5 500	0	0	5 500	3,9%
	TOTAL	**9 387 897**	**35 859**	**185 950**	**8 904 668**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 500**	**0**	**0**	**41 359**	**0,4%**

Source : Outil BV du MJDH, 2026

Sur un budget total de 9 387 897 000 FCFA (LFI), les dépenses favorables à l'environnement s'élèvent à 41 459 000 FCFA, soit 0,4 %. Les dépenses défavorables atteignent 185 950 000 FCFA, soit 2%. Aucun crédit n'est alloué aux segments liés à l'eau ou à la pollution. Le segment déchet est pris en compte avec une dépense favorable de 5.500.000 FCFA, correspondant à 0,06 % du budget.

Justification des cotations dans les tableaux

Le budget prévisionnel du Ministère de la justice et des droits humains (MJDH) pour l'année 2026, s'élève à 9 387 897 000F CFA, réparti entre six grands programmes.

Le programme 1, intitulé « Pilotage et soutien aux services du MJDH », bénéficie d'une enveloppe de 2 599 601 000F CFA.

1,4 % de ce montant, soit 35 859 000 F CFA sont alloués à des dépenses favorables, à savoir des activités liées à la budgétisation verte et à certaines activités des projets d'investissements publics à l'instar du projet d'urgence pour le développement du secteur judiciaire. A l'inverse, 11,4% du budget, soit 297 077 000 F CFA, sont consacrés à des dépenses défavorables, majoritairement liées aux achats de matériel ou de services.

Le programme 2, intitulé, « administration de la justice », est doté d'un budget de 3 491 375 000F CFA. Les dépenses défavorables y représentent seulement 28 000 000 F CFA, soit moins de 1 % du budget.

Le programme 3, qui porte sur « accès au droit et à la justice », dispose d'un budget de 185 495 000F CFA. Les dépenses défavorables s'élèvent à 9 000 000 F CFA, soit 4,9 % du budget.

Le programme 4, dédié à « l'administration pénitentiaire et réinsertion », bénéficie d'un financement de 2 624 095 000F CFA. Les dépenses défavorables sont faibles avec un montant de 9 000 000 F CFA, soit 0,3 % du budget.

Le programme 5 : qui porte sur « droits de l'homme », dispose d'un budget de 214 375 000F CFA dont 11,8% est défavorable à l'axe climat.

Le programme 6, intitulé, « renforcement de la démocratie, de la paix et de la citoyenneté », est doté d'un budget de 272 956 000F CFA dont 11,8% est défavorable à l'axe climat, 2% favorable au segment déchet.

Approches de solutions et perspectives

Face aux défis identifiés à travers l'analyse diagnostique, il est essentiel de mettre en place des réponses concrètes et adaptées. Il s'agira pour le ministère de :

- renforcer les capacités des acteurs judiciaires : former les magistrats, greffiers, les membres de la cellule climat et autres professionnels impliqués dans le secteur judiciaire sur les enjeux climatiques, le droit de l'environnement, les conflits fonciers et la justice climatique ;
- moderniser les infrastructures judiciaires : construire ou rénover les tribunaux en tenant compte des risques climatiques ;
- renforcer la justice numérique (e-justice) pour faciliter l'accès à distance, surtout en cas de catastrophes naturelles ;
- rendre opérationnelle l'aide juridictionnelle environnementale : faciliter l'accès à la justice pour les populations vulnérables, notamment via des cliniques juridiques mobiles et des mécanismes d'aide gratuite pour les litiges liés à l'environnement ;
- renforcer la lutte contre la criminalité environnementale : Créer des unités judiciaires spécialisées, former les acteurs et améliorer la collaboration avec les forces de sécurité et les autorités environnementales ;
- renforcer la prise en compte des questions climatiques et environnementales dans la planification et la mise en œuvre des politiques, programmes et projets ;
- sensibiliser et créer des partenariats stratégiques : informer les citoyens sur leurs droits environnementaux et renforcer la collaboration avec les ONG, les universités et les partenaires techniques.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.09. Section 430 : Ministère de la sécurité

Le Ministère de la Sécurité (MS) met en œuvre la politique de l'État en matière de sécurité intérieure et de protection civile. Il est chargé de la protection des personnes et des biens, de la sûreté des institutions, du maintien et du rétablissement de l'ordre public, ainsi que de la préservation de la paix et de la tranquillité publiques. Il assure également la surveillance du territoire, la police de la circulation en collaboration avec le ministère chargé des Transports, la police des stupéfiants et des mœurs, ainsi que la police de l'immigration.

Le Ministère élabore et met en œuvre le plan ORSEC, et coordonne, en liaison avec les ministères chargés de l'Administration territoriale, de l'Action sociale et les autres départements concernés, les actions de prévention, de préparation, de réponse et de relèvement en matière de gestion des catastrophes. Il contribue également à la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation des jeunes.

Compte tenu de sa mission et de la contribution du MS à l'atteinte de l'objectif national visant à « augmenter, d'ici 2030, la résilience climatique grâce à des stratégies globales d'atténuation, d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe » (CDN révisées, 2021 : 2), le segment « adaptation » apparaît comme le segment dominant.

Analyse diagnostique

L'analyse des forces, faiblesses, menaces et opportunités du MS, spécifiquement liés aux axes *Climat et Environnement* se présente dans le tableau ci-dessous.

Tableau 92 : Analyse FFOM

FORCES	FAIBLESSES
• Existence de l'Agence Nationale de la Protection Civile ; • Existence des Point focaux budget vert et de la Cellule par arrêté N°0167/MSPC-CAB du 15 novembre 2025 de la cellule budgétisation verte ; • Existence des Plateformes de Réduction des Risques de Catastrophes ; • Existence des instruments de planification pour la réduction des risques de catastrophes (Politique nationale de la Protection Civile, Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes, Plan National de Contingence, Plan de Préparation et de réponse aux inondations, Plan d'organisation de la réponse de sécurité civile, Plans Régionaux de contingences (PRC), Plans locaux de réduction des risques de catastrophes). • Disponibilité d'une salle de veille opérationnelle et animée 24h/24h ; • Disponibilité d'un Centre d'appel à travers le numéro vert « 170 » ; • Existence d'un diagnostic des capacités logistiques des zones à risques d'inondation fait avec l'appui de Handicap international ; • Elaboration et diffusion des bulletins d'information, de prévention et alerte aux catastrophes.	• Insuffisance du matériel d'intervention d'urgence (Véhicules, Motos, Tuyaux d'évacuation, Motopompes, Equipements de Protection Individuelle, etc.) ; • Insuffisance de magasins de stockage ; • Faible mobilisation des ressources financières ; • Insuffisance de pré positionnement de kits non vivres au profit des communautés vulnérables.
OPPORTUNITES	**MENACES**
• Disponibilité de deux (02) modèles de prévision des crues (FUNES sur le fleuve Mono et FEWS sur le fleuve Oti) pour la gestion transfrontalière des bassins de ces deux fleuves ; • Existence des fonds climatiques ; • Engagement du Corps des sapeurs-pompiers au côté du MSPC ; • Disponibilité des partenaires techniques et financiers	• Aléas hydrométéorologiques tels que les inondations et les vents violents, occasionnant de nombreuses victimes et d'importants dégâts matériels y compris des exploitations agricoles dans la partie nord et sud du pays ; • Non-respect des engagements des pays pollueurs ; • Montée du climato scepticisme ; • Situation sécuritaire perturbant les activités socio-économiques, réduisant l'espace humanitaire, augmentant les tensions sociales et les conflits inter communautaires, et qui engendre des déplacements des populations.

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes

Tableau 93 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DE LA SECURITE												
P1	**Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité**	**767 496**	**5 000**	**0,7%**	**32 675**	**4,3%**	**729 821**	**95,1%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du Ministère de la Sécurité	543 644	0	0,0%	12 000	2,2%	531 644	97,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	168 040	0	0,0%	3 300	2,0%	164 740	98,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Prospective, planification, programmation, suivi-évaluation et gestion du système d'information	7 657	0	0,0%	5 073	66,3%	2 584	33,7%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Formation	38 155	0	0,0%	12 302	32,2%	25 853	67,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Sécurité intérieure et transfrontalière**	**26 034 466**	**0**	**0,0%**	**204 416**	**0,8%**	**25 830 050**	**99,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Lutte contre la criminalité	23 022 692	0	0,0%	64 374	0,3%	22 958 318	99,7%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Maintien et rétablissement de l'ordre public	140 722	0	0,0%	132 203	93,9%	8 519	6,1%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Développement de la police de proximité	8 000	0	0,0%	1 000	12,5%	7 000	87,5%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Gestion des flux migratoires	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.5	Renforcement de la sécurité routière	3 950	0	0,0%	2 200	55,7%	1 750	44,3%	0	0,0%	0	0,0%
A2.6	Coopération sécuritaire internationale	5 301	0	0,0%	1 885	35,6%	3 416	64,4%	0	0,0%	0	0,0%
A2.7	Renseignement intérieur	66 378	0	0,0%	2 754	4,1%	63 624	95,9%	0	0,0%	0	0,0%
A2.8	Lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme	2 787 423	0	0,0%	0	0,0%	2 787 423	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Protection civile**	**2 174 078**	**1 767 849**	**81,3%**	**16 299**	**0,7%**	**389 930**	**17,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Amélioration de la résilience des populations face aux risques de catastrophes en matière de prévention, de préparation et de réponse	2 158 159	1 767 849	81,9%	8 862	0,4%	381 448	17,7%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Suivi du respect de la réglementation en matière de création de sociétés de gardiennage	15 919	0	0,0%	7 437	46,7%	8 482	53,3%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Dotation**	**3 246 929**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**3 246 929**	**100,0%**
A4.1	Dotation du MS	3 246 929	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	3 246 929	100,0%
	TOTAL	**32 222 968**	**1 772 849**	**5,5%**	**253 390**	**0,8%**	**26 949 801**	**83,6%**	**0**	**0,0%**	**3 246 929**	**10,1%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MSPC, 2026.

Ce tableau montre que sur un budget total de **32 222 968 000 F CFA** alloué au ministère, une part de **5,5%**, soit **1 772 849 000 FCFA** est favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, tandis que **0,8 %,** soit **253 390 000 FCFA** y sont défavorables.

Tableau 94: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA SECURITE									
P1	**Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité**	**767 496**	**5 000**	**0**	**729 821**	**0**	**32 675**	**0**	**5 000**	**0,7%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du Ministère de la Sécurité	543 644	0	0	531 644	0	12 000	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	168 040	0	0	164 740	0	3 300	0	0	0,0%
A1.3	Prospective, planification, programmation, suivi-évaluation et gestion du système d'information	7 657	0	0	2 584	0	5 073	0	0	0,0%
A1.4	Formation	38 155	0	0	25 853	0	12 302	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**Sécurité intérieure et transfrontalière**	**26 034 466**	**0**	**0**	**25 830 050**	**0**	**204 416**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Lutte contre la criminalité	23 022 692	0	0	22 958 318	0	64 374	0	0	0,0%
A2.2	Maintien et rétablissement de l'ordre public	140 722	0	0	8 519	0	132 203	0	0	0,0%
A2.3	Développement de la police de proximité	8 000	0	0	7 000	0	1 000	0	0	0,0%
A2.4	Gestion des flux migratoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Renforcement de la sécurité routière	3 950	0	0	1 750	0	2 200	0	0	0,0%
A2.6	Coopération sécuritaire internationale	5 301	0	0	3 416	0	1 885	0	0	0,0%
A2.7	Renseignement intérieur	66 378	0	0	63 624	0	2 754	0	0	0,0%
A2.8	Lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme	2 787 423	0	0	2 787 423	0	0	0	0	0,0%
P3	**Protection civile**	**2 174 078**	**1 748 898**	**0**	**372 230**	**0**	**7 437**	**0**	**1 748 898**	**80,4%**
A3.1	Amélioration de la résilience des populations face aux risques de catastrophes en matière de prévention, de préparation et de réponse	2 158 159	1 748 898	0	363 748	0	0	0	1 748 898	81,0%
A3.2	Suivi du respect de la réglementation en matière de création de sociétés de gardiennage	15 919	0	0	8 482	0	7 437	0	0	0,0%
P4	**Dotation**	**3 246 929**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Dotation du MS	3 246 929	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**32 222 968**	**1 753 898**	**0**	**26 932 101**	**0**	**244 528**	**0**	**1 753 898**	**5,4%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MS, 2026.

Du tableau ci-dessus, il ressort que sur un budget global de 32.222.968.000 F CFA, une part de 5,4 %, soit 1 753 898 000 FCFA est favorable au segment adaptation. Concernant les dépenses en lien avec le segment atténuation, elles sont défavorables pour un montant de *244 528 000 FCFA,* soit 0,8 %. Pour la répartition du budget en fonction des différents programmes par rapport à l'axe climat et au segment adaptation, le programme P3 recouvre la quasi-totalité du budget, soit 80,4 % *(1 748 898 000 FCFA)* dudit programme affecté aux actions d'adaptation.

Tableau 95 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA SECURITE															
P1	**Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité**	**767 496**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du Ministère de la Sécurité	543 644	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	168 040	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Prospective, planification, programmation, suivi-évaluation et gestion du système d'information	7 657	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Formation	38 155	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Sécurité intérieure et transfrontalière**	**26 034 466**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Lutte contre la criminalité	23 022 692	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Maintien et rétablissement de l'ordre public	140 722	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Développement de la police de proximité	8 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Gestion des flux migratoires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Renforcement de la sécurité routière	3 950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.6	Coopération sécuritaire internationale	5 301	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.7	Renseignement intérieur	66 378	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.8	Lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme	2 787 423	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Protection civile**	**2 174 078**	**18 951**	**8 862**	**17 700**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**18 951**	**0,9%**
A3.1	Amélioration de la résilience des populations face aux risques de catastrophes en matière de prévention, de préparation et de réponse	2 158 159	18 951	8 862	17 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 951	0,9%
A3.2	Suivi du respect de la réglementation en matière de création de sociétés de gardiennage	15 919	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Dotation**	**3 246 929**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Dotation du MS	3 246 929	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**32 222 968**	**18 951**	**8 862**	**17 700**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**18 951**	**0,1%**

Source : *Outil de marquage du budget vert du MS, 2026.*

Ce tableau décrit la part du budget en lien avec l'axe « environnement ». Sur une part totale de **5,5 %** favorable à la lutte contre le changement climatique et à la protection de l'environnement, celle de l'axe relatif à l'environnement est de **0,1%**.

Justification des cotations dans les tableaux

A la lumière de la cotation des activités du MS, il ressort que :

- La part du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement pour un montant de 1 772 849 000 FCFA, soit 5,6% du budget total (32 222 968 000 FCFA) s'explique par le fait que la plupart des activités ne sont pas directement liées au climat et à l'environnement, compte tenu des thématiques du secteur et des missions assignées au ministère ;
- seuls le programme 1 « pilotage et soutien aux services du ministère » et le programme 3 « protection civile » ont des activités favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement. La part du budget favorable du programme 1 est de 0,7 % du budget total ; il s'agit des 5 000 000 FCFA alloués à l'action "Appui à la budgétisation verte". La part du budget favorable du programme 3 due à l'action « amélioration de la résilience des populations face aux risques de catastrophes en matière de prévention, de préparation et de réponse » ;
- 253 390 000 FCFA, soit 0,8 % du budget total, défavorables au climat et à l'environnement, sont liés à l'achat de carburant et lubrifiants pour les besoins de fonctionnement notamment le suivi/supervision des activités du ministère ;

Approches de solutions et perspectives

Dans le cadre de la budgétisation verte, les approches de solutions et perspectives du département sont entre autres de :

- Poursuivre le renforcement des capacités des points focaux de la budgétisation verte et du personnel du ministère sur la thématique climat et environnement ;
- Appuyer les communes dans la mobilisation des ressources internes et externes pour la mise en œuvre des plans locaux RRC ;
- Poursuivre l'élaboration des plans locaux RRC au profit des communes ;
- Poursuivre la cartographie communautaire des zones à risques des régions ;
- Renforcer les capacités des acteurs des plateformes RRC ;
- Poursuivre le plaidoyer auprès du gouvernement et ses partenaires pour la mobilisation des ressources additionnelles ;
- Asseoir un système d'alerte précoce multirisque ;
- Promouvoir l'éveil de la culture du risque.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.10. Section 440 : Ministère délégué chargé du développement local

Le Ministère délégué chargé du développement local (MDDL) a pour mission de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de promotion d'un développement équilibré, durable et inclusif des collectivités territoriales, fondé sur la participation citoyenne, la valorisation des potentialités locales et la consolidation de la décentralisation. Dans la mise en œuvre de cette mission, le MDDL apporte son appui technique à la planification et au développement local, ainsi qu'au marketing territorial. Il veille à la prise en compte de la thématique liée aux changements climatiques et à la protection de l'environnement lors de l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement communal et régional, des projets et programmes de développement local.

N'ayant de lien direct avec aucun des six segments de la budgétisation verte, le MDDL a déterminé son segment dominant conformément à la règle méthodologique de marquage relative à la détermination du segment dominant des ministères et institutions à caractère transversal. Ainsi le segment dominant du MDDL est « adaptation ».

Analyse diagnostique

Le MDDL interagit avec tous les secteurs de développement allant du social à l'économie en passant par l'environnement, etc. L'analyse de ses forces, faiblesses, opportunités et menaces en matière du climat et de la protection de l'environnement se présente comme suit :

Tableau 1 : Analyse des FFOM des actions du ministère

FORCES	FAIBLESSES
○ Existence de points focaux budget vert ; ○ Existence du schéma national d'aménagement du territoire ; ○ Existence d'une équipe de veille pour la prise en compte des thématiques liées aux changements climatiques dans les PDC ; ○ Existence d'un guide national d'élaboration d'un plan de développement communal et d'une fiche d'élaboration de projet prenant en compte la thématique climat et environnement.	○ Faible affectation des ressources orientées vers la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques ; ○ Faible fréquence des missions de suivi dans la mise en œuvre des projets locaux ; ○ Faible connaissance des questions liées au climat et à l'environnement par les cadres et gestionnaires de projets du ministère ; ○ Faible capacité technique et financière des communes pour intégrer pleinement les thématiques climatiques et environnementales dans les PDC.
OPPORTUNITES	**MENACES**

○ Existence des engagements internationaux en lien avec le climat et l'environnement ; ○ Existence d'un noyau d'experts nationaux en budgétisation verte ; ○ Existence des partenaires techniques et financiers pour appuyer les projets du ministère portant sur la thématique climat et environnement ; ○ Existence d'un guide d'intégration des changements climatiques dans les documents de planification ; ○ Existence de fonds climats.	○ Vulnérabilité continue des collectivités territoriales face aux effets des changements climatiques ; ○ Non-respect des engagements des Etats pollueurs ; ○ Difficultés d'accès aux fonds climats.

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 96 : Dépenses par cotation du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DELEGUE CHARGE DU DEVELOPPEMENT LOCAL												
P1	**Pilotage et soutien aux services du** MDDL	**334 761**	**5 000**	**1,5%**	**13 000**	**3,9%**	**316 761**	**94,6%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Soutien et coordination aux actions du MDDL	324 761	0	0,0%	13 000	4,0%	311 761	96,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Genre et equite	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Appui a la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**334 761**	**5 000**	**1,5%**	**13 000**	**3,9%**	**316 761**	**94,6%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source *: Outil de marquage budget vert du MDDL, 2026*

Le tableau ci-dessus montre que sur un budget total de **334 761 000 FCFA** alloué au MDDL, un montant de **5 000 000 FCFA, soit** 1,5% est affecté aux activités favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement. Pour ce qui est des activités cotées défavorables, elles représentent un montant de **13 000 000 FCFA, soit** 3,9%.

Tableau 97: Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DU DEVELOPPEMENT LOCAL									
P1	**Pilotage et soutien aux services du** MDDL	**334 761**	**5 000**	**0**	**316 761**	**0**	**13 000**	**0**	**5 000**	**1,5%**
A1.1	Soutien et coordination aux actions du MDDL	324 761	0	0	311 761	0	13 000	0	0	0,0%
A1.2	Genre et equite	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui a la budgetisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
	TOTAL	**334 761**	**5 000**	**0**	**316 761**	**0**	**13 000**	**0**	**5 000**	**1,5%**

Source *: Outil de marquage budget vert du MDDL, 2026*

Ce tableau ci-dessus montre qu'un montant de 5 000 000 FCFA, soit 1,5% du budget total est favorable au segment adaptation. Pour ce qui est des dépenses liées au segment atténuation, elles sont défavorables pour un montant de 13 000 000 FCFA, soit 3,9% du budget total du ministère.

Tableau 98 : Part des différentes cotations de l'axe « environnement » dans le budget vert du ministère.

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DU DEVELOPPEMENT LOCAL															
P1	**Pilotage et soutien aux services du** MDDL	**334 761**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Soutien et coordination aux actions du MDDL	324 761	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Genre et equite	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**334 761**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source *: Outil de marquage budget vert du MDDL, 2026*

Ce tableau qu'aucune activité n'est liée à l'axe environnement.

Justification des cotations dans les tableaux

Le MDDL dispose d'un seul programme notamment « Pilotage et soutien aux services du ministère » pour un budget total de **334.761.000 FCFA** pour l'exercice 2026.

Au regard de la cotation des activités du MDDL, il ressort que la part du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est de **5 000 000 FCFA,** soit 1,5% du budget total du ministère (**334 761 000 FCFA**), entièrement liée au segment adaptation. Ce taux s'explique par les dépenses liées aux activités de l'action « appui à la budgétisation verte ».

Toutefois, il faut noter que 3,9% du budget total du ministère soit 13 000 000 Fcfa est défavorable au climat et à l'environnement. Ceci est dû à l'achat de carburant pour le fonctionnement des activités du ministère.

Approches de solutions et perspectives

L'analyse diagnostique des attributions et des actions du ministère en lien avec la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement a révélé plusieurs faiblesses. Face à cet état, les approches de solutions et perspectives sont proposées pour y remédier. Il s'agit notamment de :

- formaliser la cellule budget vert du ministère ;
- renforcer les capacités des cadres et gestionnaires de projets du ministère sur la thématique climat et environnement ;
- renforcer les capacités des acteurs du ministère sur les procédures de mobilisation des fonds climats ;
- améliorer la coordination intersectorielle pour la mise en œuvre des politiques climatiques au niveau des collectivités territoriales ;
- mobiliser davantage de ressources pour le suivi régulier de prise en compte du climat et de l'environnement lors de la mise en œuvre de projets locaux ;
- accompagner les collectivités territoriales dans la recherche des opportunités de financement vert.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.11. Section 510 : Ministère de l'éducation nationale.

Le ministère de l'Education nationale (MEN) a pour mission de mettre en œuvre la politique éducative pour les sous-secteurs des enseignements primaire et secondaire et celui de l'enseignement technique et de formation professionnelle. A ce titre, il veille à garantir un enseignement de qualité et la formation professionnelle qui soient en phase avec le marché de travail. Il élabore les programmes de formation et les manuels pédagogiques pour les niveaux d''enseignement, évalue les apprentissages et l'efficacité du système éducatif, promeut l'innovation pédagogique et l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement.

Au regard des activités régaliennes du ministère de l'éducation nationale, il va sans dire que les cahiers, les livres, les sacs d'écoliers, les stylos, feutres et crayons ainsi que les matières d'œuvres sont utilisées de façon régulière tout au long de l'année scolaire. Ces articles, constituent des déchets et leur gestion, si l'on n'y prend pas garde devient un danger. La craie quant à elle pollue l'environnement scolaire et expose les acteurs à des risques de maladies respiratoires. Conscient de ces risques, le ministère s'aligne sur le segment « déchet ». Ce choix permettra, à terme, d'assainir l'environnement scolaire à travers la sensibilisation, le tri et le recyclage des déchets, l'adoption de nouveaux outils de travail et la digitalisation progressive des pratiques pédagogiques.
Le segment « gestion des déchets » attribué sous- secteur des enseignements primaire et secondaire place le ministère devant ses responsabilités pour prendre les mesures idoines ; destinées à améliorer la gestion des ressources, réduire l'impact environnemental, offrir des alternatives plus respectueuses du climat et de l'environnement et contribuer ainsi à la construction d'un avenir plus durable.

Analyse diagnostique
L'élaboration du budget vert du MEN est soutenue par une évaluation de ses forces, faiblesses, opportunités et menaces.

Tableau 99 : Analyse FFOM des actions du ministère

FORCES	FAIBLESSES
-Mise en place de la cellule d'appui à la budgétisation verte du ministère par décision N°247/2024/MEPS/CAB/SG du 9 septembre 2024 ; -Existence d'un document des normes et standards en matière d'approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement en milieu scolaire au Togo ; -Existence d'un document des normes et standards en matière de construction des bâtiments scolaires au Togo ; -Existence d'une division en charge de la sauvegarde environnementale et sociale -Existence d'une stratégie intégrant les enjeux climatiques et environnementaux ; -Existence d'une direction qui s'occupe des questions de formation liée aux énergies renouvelables et à la gestion des déchets ; -Présence d'un réseau d'établissements et de formateurs mobilisables pour la dispensation des formations en lien avec les thématiques climat et environnement ; -Prise en compte des enjeux climatiques et environnementaux dans les programmes de formation par la direction en charge de l'élaboration des curricula ; -Existence des filières de formation en énergies renouvelables ; -Existence d'un document de plaidoyer en faveur de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) relatifs à l'environnement ; -Existence de l'Institut de formation en alternance pour le développement (IFAD) en énergies renouvelables et de l'INFA de Tové en foresterie et gestion durable de l'environnement.	- Faible appropriation des CDN par les acteurs au sein du secteur. - Difficultés de gestion des déchets dans les établissements scolaires ; - Faible utilisation des matériaux locaux pour les constructions - Faible affectation des ressources financières et matérielles pour initier des projets verts ; - Insuffisance d'enseignants spécialisés pour dispenser des formations en lien avec les thématiques climat/ environnement ; - Insuffisance de sensibilisation des acteurs (apprenants, enseignants) sur la gestion durable de l'environnement ; - Résistance des apprenants aux changements et aux nouvelles pratiques respectueuses de l'environnement dans certains établissements/centres de formations ; Faible appropriation du Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNACC) et des différentes mesures d'atténuations sectorielles des CDN (Contributions déterminées au niveau National) par les acteurs au sein du secteur.
OPPORTUNITES	**MENACES**

- Existence des documents sur les ODD en lien avec les changements climatiques - Existence des fonds climat - Existence de domaines administratifs - Apports multiformes des ONG, du secteur privé et des collectivités locales au secteur de l'éducation dans les formations liées aux changements climatiques et à la protection de l'environnement. - Croissance des emplois verts et durables avec la transition vers une économie verte ; - Possibilité de créer des partenariats public-privé pour la gestion et le recyclage des déchets ; - Intégration des métiers verts dans les agendas régionaux (CEDEAO, UEMOA) ; Intérêt grandissant du secteur privé pour des compétences liées à l'économie circulaire (recyclage des déchets).	- Non-respect des engagements par les pays pollueurs -Montée du climato scepticisme -Inondations et vents violents -Décrochage scolaire -Risques sécuritaires - Vulnérabilité des infrastructures éducatives face aux impacts des changements climatiques ; Dépendance excessive aux financements extérieurs, exposant le secteur à des risques de discontinuité.

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 100: Dépenses du budget vert par rapport au budget total

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE												
P1	**Pilotage et soutien des services du MEN**	**27 910 751**	**10 000**	**0,0%**	**90 800**	**0,3%**	**27 633 623**	**99,0%**	**0**	**0,0%**	**176 328**	**0,6%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEN	23 447 703	0	0,0%	62 300	0,3%	23 350 403	99,6%	0	0,0%	35 000	0,1%
A1.2	Gestion et formation des ressources humaines	1 695 440	0	0,0%	10 000	0,6%	1 685 440	99,4%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	1 844 305	0	0,0%	4 000	0,2%	1 840 305	99,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Elaboration des curricula et manuels scolaires	128 213	0	0,0%	1 500	1,2%	126 713	98,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	438 541	0	0,0%	2 500	0,6%	436 041	99,4%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Gestion du système d'information	143 828	0	0,0%	2 500	1,7%	0	0,0%	0	0,0%	141 328	98,3%
A1.7	Genre et équité	25 340	0	0,0%	0	0,0%	25 340	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.8	Coordination et expêrtise des activités pédagogiques et administratives en cours dans les établissements scolaires et les inspections de l'enseignement	177 381	0	0,0%	8 000	4,5%	169 381	95,5%	0	0,0%	0	0,0%
A1.9	Appui à la budgétisation verte	10 000	10 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Enseignements Préscolaire et Primaire**	**104 621 014**	**691 461**	**0,7%**	**5 540 340**	**5,3%**	**98 300 213**	**94,0%**	**0**	**0,0%**	**89 000**	**0,1%**
A2.1	Coordination et suivi des actions du préscolaire et primaire	876 977	0	0,0%	2 500	0,3%	874 477	99,7%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Qualité de l'enseignement au prescolaire et primaire	103 744 037	691 461	0,7%	5 537 840	5,3%	97 425 736	93,9%	0	0,0%	89 000	0,1%
P3	**Enseignement secondaire général**	**63 393 449**	**0**	**0,0%**	**38 700**	**0,1%**	**63 354 749**	**99,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Coordination et suivi des actions du secondaire général	447 580	0	0,0%	3 000	0,7%	444 580	99,3%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Qualité de l'enseignement au secondaire général	62 945 869	0	0,0%	35 700	0,1%	62 910 169	99,9%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Enseignement technique et formation professionnelle**	**14 577 871**	**0**	**0,0%**	**26 022**	**0,2%**	**14 551 849**	**99,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Coordination des activités de l'enseignement technique, la formation professionnelle et promotion de l'employabilité des jeunes/adultes	8 885 359	0	0,0%	15 320	0,2%	8 870 039	99,8%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Gestion des activités pédagogiques, administratives et techniques des établissements de l'enseignement technique	5 692 512	0	0,0%	10 702	0,2%	5 681 810	99,8%	0	0,0%	0	0,0%
P5	**Qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle**	**1 665 730**	**195 764**	**11,8%**	**30 327**	**1,8%**	**1 439 639**	**86,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

A5.1	Elaboration/révision des curricula de formation en APC	139 662	0	0,0%	2 730	2,0%	136 932	98,0%	0	0,0%	0	0,0%
A5.2	Renforcement des capacités des enseignants/formateurs	957 183	195 764	20,5%	15 000	1,6%	746 419	78,0%	0	0,0%	0	0,0%
A5.3	Suivi des activités pédagogiques des enseignants et des établissements/centres de formations	568 885	0	0,0%	12 597	2,2%	556 288	97,8%	0	0,0%	0	0,0%
P6	**Financement de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels**	**2 650 000**	**0**	**0,0%**	**21 000**	**0,8%**	**2 629 000**	**99,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A6.1	Coordination des actions du FNAFPP	437 000	0	0,0%	21 000	4,8%	416 000	95,2%	0	0,0%	0	0,0%
A6.2	Financement des projets souples de formation	1 494 000	0	0,0%	0	0,0%	1 494 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A6.3	Financement des formations de type dual coopératif et innovantes	719 000	0	0,0%	0	0,0%	719 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**214 818 815**	**897 225**	**0,4%**	**5 747 189**	**2,7%**	**207 909 073**	**96,8%**	**0**	**0,0%**	**265 328**	**0,1%**

Source : *Outil de marquage du budget vert du MEN, 2026*

Du tableau ci-dessus, il ressort que sur un budget global du ministère de 214 818 815 000 FCFA, un montant de 897.225.000 F CFA, soit 0,4% est favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement tandis que **5 747 189 000 FCFA, soit 2,7%** y sont défavorables.

Tableau 101: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE									
P1	**Pilotage et soutien des services du MEN**	**27 910 751**	**1 000**	**0**	**25 340**	**0**	**90 800**	**0**	**1 000**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEN	23 447 703	0	0	0	0	62 300	0	0	0,0%
A1.2	Gestion et formation des ressources humaines	1 695 440	0	0	0	0	10 000	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	1 844 305	0	0	0	0	4 000	0	0	0,0%
A1.4	Elaboration des curricula et manuels scolaires	128 213	0	0	0	0	1 500	0	0	0,0%
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	438 541	0	0	0	0	2 500	0	0	0,0%
A1.6	Gestion du système d'information	143 828	0	0	0	0	2 500	0	0	0,0%
A1.7	Genre et équité	25 340	0	0	25 340	0	0	0	0	0,0%
A1.8	Coordination et expêrtise des activités pédagogiques et administratives en cours dans les établissements scolaires et les inspections de l'enseignement	177 381	0	0	0	0	8 000	0	0	0,0%
A1.9	Appui à la budgétisation verte	10 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	10,0%
P2	**Enseignements Préscolaire et Primaire**	**104 621 014**	**0**	**0**	**216 911**	**0**	**113 050**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Coordination et suivi des actions du préscolaire et primaire	876 977	0	0	0	0	2 500	0	0	0,0%
A2.2	Qualité de l'enseignement au prescolaire et primaire	103 744 037	0	0	216 911	0	110 550	0	0	0,0%
P3	**Enseignement secondaire général**	**63 393 449**	**0**	**0**	**0**	**0**	**38 700**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Coordination et suivi des actions du secondaire général	447 580	0	0	0	0	3 000	0	0	0,0%
A3.2	Qualité de l'enseignement au secondaire général	62 945 869	0	0	0	0	35 700	0	0	0,0%
P4	**Enseignement technique et formation professionnelle**	**14 577 871**	**0**	**0**	**262 023**	**0**	**26 022**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Coordination des activités de l'enseignement technique, la formation professionnelle et promotion de l'employabilité des jeunes/adultes	8 885 359	0	0	262 023	0	15 320	0	0	0,0%
A4.2	Gestion des activités pédagogiques, administratives et techniques des établissements de l'enseignement technique	5 692 512	0	0	0	0	10 702	0	0	0,0%
P5	**Qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle**	**1 665 730**	**0**	**0**	**0**	**75 000**	**30 327**	**0**	**75 000**	**4,5%**
A5.1	Elaboration/révision des curricula de formation en APC	139 662	0	0	0	0	2 730	0	0	0,0%
A5.2	Renforcement des capacités des enseignants/formateurs	957 183	0	0	0	75 000	15 000	0	75 000	7,8%
A5.3	Suivi des activités pédagogiques des enseignants et des établissements/centres de formations	568 885	0	0	0	0	12 597	0	0	0,0%

P6	**Financement de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels**	**2 650 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**21 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A6.1	Coordination des actions du FNAFPP	437 000	0	0	0	0	21 000	0	0	0,0%
A6.2	Financement des projets souples de formation	1 494 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.3	Financement des formations de type dual coopératif et innovantes	719 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**214 818 815**	**1 000**	**0**	**504 274**	**75 000**	**319 899**	**0**	**76 000**	**0,0%**

Source : *Outil de marquage du budget vert du MEN, 2026*

De ce tableau, on note qu'un montant *319 899 000 FCFA, soit* 0,1% du budget du MEN est défavorable au segment atténuation.

Tableau 102: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE															
P1	**Pilotage et soutien des services du MEN**	**27 910 751**	**1 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**0**	**27 608 283**	**9 000**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MEN	23 447 703	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 350 403	0	0,0%
A1.2	Gestion et formation des ressources humaines	1 695 440	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 685 440	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	1 844 305	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 840 305	0	0,0%
A1.4	Elaboration des curricula et manuels scolaires	128 213	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	126 713	0	0,0%
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	438 541	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	436 041	0	0,0%
A1.6	Gestion du système d'information	143 828	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Genre et équité	25 340	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.8	Coordination et expêrtise des activités pédagogiques et administratives	177 381	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	169 381	0	0,0%
A1.9	Appui à la budgétisation verte	10 000	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	8 000	0	0	9 000	90,0%
P2	**Enseignements Préscolaire et Primaire**	**104 621 014**	**40 000**	**5 427 290**	**0**	**212 717**	**0**	**0**	**438 745**	**0**	**0**	**0**	**0**	**98 083 302**	**691 461**	**0,7%**
A2.1	Coordination et suivi des actions du préscolaire et primaire	876 977	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	874 477	0	0,0%
A2.2	Qualité de l'enseignement au prescolaire et primaire	103 744 037	40 000	5 427 290	0	212 717	0	0	438 745	0	0	0	0	97 208 825	691 461	0,7%
P3	**Enseignement secondaire général**	**63 393 449**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**63 354 749**	**0**	**0,0%**
A3.1	Coordination et suivi des actions du secondaire général	447 580	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	444 580	0	0,0%
A3.2	Qualité de l'enseignement au secondaire général	62 945 869	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	62 910 169	0	0,0%
P4	**Enseignement technique et formation professionnelle**	**14 577 871**	**0**	**0**	**2 679 285**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**11 610 541**	**0**	**0,0%**
A4.1	Coordination des activités de l'enseignement technique, la formation professionnelle et promotion de l'employabilité des jeunes/adultes	8 885 359	0	0	2 679 285	0	0	0	0	0	0	0	0	5 928 731	0	0,0%
A4.2	Gestion des activités pédagogiques, administratives et techniques des	5 692 512	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 681 810	0	0,0%

	établissements de l'enseignement technique															
P5	**Qualité de l'enseignement technique et de la formation professionnelle**	**1 665 730**	**120 764**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 439 639**	**120 764**	**7,2%**
A5.1	Elaboration/révision des curricula de formation en APC	139 662	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	136 932	0	0,0%
A5.2	Renforcement des capacités des enseignants/formateurs	957 183	120 764	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	746 419	120 764	12,6%
A5.3	Suivi des activités pédagogiques des enseignants et des établissements/centres de formations	568 885	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	556 288	0	0,0%
P6	**Financement de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement professionnels**	**2 650 000**	**0**	**0**	**236 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 393 000**	**0**	**0,0%**
A6.1	Coordination des actions du FNAFPP	437 000	0	0	236 000	0	0	0	0	0	0	0	0	180 000	0	0,0%
A6.2	Financement des projets souples de formation	1 494 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 494 000	0	0,0%
A6.3	Financement des formations de type dual coopératif et innovantes	719 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	719 000	0	0,0%
	TOTAL	**214 818 815**	**161 764**	**5 427 290**	**2 915 285**	**212 717**	**0**	**0**	**438 745**	**0**	**0**	**8 000**	**0**	**204 489 514**	**821 225**	**0,4%**

Source : *Outil de marquage du budget vert du MEN, 2026*

Ce tableau montre que **0.1% et 2.5%** des dépenses sont respectivement favorables et défavorables à la biodiversité soit des montants respectifs de 161 764 000 F CFA et **5.427.290.000 F CFA.**

Les dépenses en lien avec le segment "eau" correspondent à **21 717 000 FCFA, soit 0,1**% du budget global du MEN.

Par ailleurs, 0,2% des dépenses sont favorables à la lutte contre la pollution, soit **438.745.000** FCFA.

Enfin, un montant de 8.000.000 F CFA sur le budget total du MEN **est consacré** au segment déchet".

Justification des cotations dans les tableaux

Pour un budget total de **214 818 815 000** FCFA alloué au MEN, il apparaît que 0.4 % est coté favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, soit **897 225 000**FCFA. Ce faible taux prouve que les activités régaliennes du ministère n'ont pas de lien direct avec les changements climatiques et la protection de l'environnement. Toutefois, les activités qui militent en faveur du climat et de l'environnement sont essentiellement celles de l'action « appui à la budgétisation verte », la construction des forages logée au niveau de l'action 2 du programme 2 « Qualité de l'enseignement au préscolaire et primaire ».

Aussi, le programme 5 « Qualité de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage » cumule un montant de **195 764 000** FCFA qui est favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement soit un taux de 11.8%.

En revanche, **2,7**% du budget est défavorable à ces enjeux, ce qui représente 2 **5 747 189** 000 FCFA du budget du ministère. Cette proportion du budget concerne fondamentalement l'achat de carburant, la construction des bâtiments scolaires qui impactent négativement le segment atténuation de l'axe climat et la biodiversité de sur l'axe environnement.

Approches de solutions et perspectives

La vision du Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE) à l'horizon 2030 est de garantir une éducation de qualité, accessible à tous, tout en assurant la protection des personnes et la durabilité des infrastructures. Il s'avère donc indispensable de prendre en compte les changements climatiques dans les documents de planification. Dans cette optique, et en cohérence avec une démarche de budgétisation verte, le MEN prévoit les actions suivantes pour relever les défis climatiques et environnementaux :

- Mettre en place des cellules régionales dédiées au budget vert, afin de renforcer la planification écologique au niveau local ;
- Renforcer davantage les capacités des cadres du ministère sur les enjeux liés au climat et à l'environnement ;
- Élaborer un plan national d'adaptation aux changements climatiques spécifiquement adapté au sous-secteur des enseignements primaire et secondaire ;
- Actualiser les curricula de formation pour intégrer davantage les dimensions climat et environnement ;
- Améliorer la sauvegarde environnementale et sociale dans la formulation et l'exécution des projets sectoriels ;
- Encourager des pratiques écologiques, telles que le reboisement et le recyclage des déchets ;
- Promouvoir des projets d'éco-écoles, afin de sensibiliser les acteurs du système éducatif aux bonnes pratiques environnementales.

Face aux difficultés et faiblesses constatées, Le MEN s'engage également à mener les actions suivantes :

- Le renforcement des capacités techniques et stratégiques des cadres du ministère en matière d'intégration des enjeux climatiques et environnementaux dans la planification, la programmation et la budgétisation **;**
- L'intégration effective des mesures sectorielles des CDN dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets du sous-secteur ETFP ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan sectoriel d'adaptation aux changements climatiques, aligné sur les priorités nationales et assorti d'objectifs mesurables ;

- La systématisation de l'intégration des thématiques climatiques et environnementales dans les curricula, à travers une approche par compétences et une révision régulière des programmes de formation ;
- La diversification et le renforcement des filières de formation spécialisées dans les métiers verts, en adéquation avec les besoins émergents du marché de l'emploi ;
- Le renforcement des compétences pédagogiques des formateurs pour la dispensation de cours intégrant de manière transversale les enjeux climatiques et environnementaux ;
- La mise en place de pôles de compétences sectoriels dédiés à la transition écologique, jouant un rôle d'incubateurs d'innovations, de centres de recherche appliquée et de diffusion de bonnes pratiques ;
- Le développement et la promotion de certifications environnementales pour les établissements de formation, les filières et les produits issus des ateliers pédagogiques ;
- La poursuite et l'entretien durable des actions de reboisement à l'intérieur et autour des établissements et centres de formation, dans une logique d'aménagement paysager écologique ;
- La poursuite et l'entretien durable des actions de reboisement à l'intérieur et autour des établissements et centres de formation, dans une logique d'aménagement paysager écologique ;
- La poursuite et l'intensification des campagnes de sensibilisation au sein des établissements et centres de formation, afin de promouvoir des comportements écologiquement responsables et durables.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.12. Section 530 : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR)

Le ministère délégué chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (MD-ESRS) a une mission d'éducation, de formation et de recherche, ainsi que de service à la communauté conformément à la loi n°2017-005[1] d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche. Selon cette loi, l'enseignement supérieur est un service public d'intérêt général. De ce fait, il est chargé de : (i) dispenser une formation scientifique, culturelle et professionnelle, dans ses dimensions initiale et continue ; (ii) former des diplômés et des citoyens responsables capables de s'intégrer dans tous les domaines de l'activité humaine ; (iii) promouvoir, créer et diffuser les connaissances par la recherche et fournir l'expertise appropriée pour aider au développement culturel, social et économique du pays ; (iv) aider à comprendre, interpréter, préserver, renforcer, promouvoir et diffuser les cultures nationales, régionales et internationales ; (v) participer à des réseaux de coopération internationale à des fins d'échanges, d'enseignement et de recherche ; (vi) contribuer, par son expertise, à la résolution des problèmes qui se posent à la société.

En se référant aux activités régaliennes du MD-SRS notamment la formation, la recherche et le service rendu à la communauté, les cahiers (de cours pour les étudiants et des examens), les stylos, feutres et crayons, les équipements de laboratoires sont utilisés de façon continue durant toute l'année académique. L'utilisation de ces outils peuvent constituer des déchets et devenir des dangers pour la société si l'on ne contrôle pas leur gestion. En outre, le ministère est en charge des formations pointues et de la recherche dans le domaine du changement climatique et de l'environnement qui génèrent aussi des déchets.

Conscient de ces risques, le MDESRS s'aligne sur le segment dominant « gestion de déchets ». Ce choix permettra, à terme, d'aller vers une gestion efficace et efficiente des déchets à travers le tri et le recyclage et l'utilisation de nouveaux outils de travail et la digitalisation progressive des pratiques pédagogiques.

Analyse diagnostique

Le tableau ci-dessous présente l'analyse des forces, faiblesses, menaces et opportunités du MESR liée à la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement.

[1] Loi n° 2017-005 d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche

Tableau 103: Analyse des FFOM des actions du ministères

Forces	Faiblesses
- Mise en place de la cellule d'appui à la budgétisation verte du ministère par arrêté n° 061/2025/MESR du 22 juillet 2025 portant création, attributions et organisation d'une cellule d'appui á la budgétisation verte du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ; - Existence des programmes de master et doctorat en environnement et changement climatique (Energie renouvelable, gestion des déchets, gestion des risques de catastrophes etc.) ; - Existence de laboratoires de recherche dans le domaine du climat et de l'environnement (Energie renouvelable, gestion des déchets, gestion des risques de catastrophes etc.) ; - Ressources humaines qualifiées pour la recherche ; - Existence des Centres d'excellence dans le domaine du climat et environnement (villes durables, sciences aviaires, etc.) ; - Existence d'écoles des ingénieurs (EPL, ESA, etc.) pour installation des infrastructures sensibles au climat et environnement ; et développement d'agriculture durable.	- Insuffisance des équipements de recherches pointues dans le domaine du climat et environnement ; - Insuffisance du budget allouée à la recherche scientifique en lien avec le climat et l'environnement ; - Faible suivi de l'insertion des diplômés issus des écoles de formation en climat et environnement ; - Faible utilisation des matériaux écologiques pour la construction des infrastructures universitaires ; - Faiblesse du mécanisme de mise en valeur des résultats des recherches scientifiques en matière de climat et environnement. - Faible mise en place de mécanismes assurant la durabilité et l'appropriation nationale des projets de formation spécialisée et de recherche en climat et environnement. - Insuffisante promotion de recherches intégrées à une politique nationale qui valorise la science comme levier de développement économique et social dans la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement. - Retard dans le processus de digitalisation des cours et des évaluations, entraînant une forte consommation de papier et une production importante de déchets papier.
Opportunités	**Menaces**
- Appui des PTF pour le financement des projets ; - Existence de fonds climat ; Existence d'un ministère de l'environnement.	- Complexité des procédures d'accès aux fonds climat ; - Insuffisance de collaboration entre les chercheurs et les institutions non-académiques dans le domaine de l'environnement et du climat.

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 104: Dépenses par cotation du budget vert du MDESRS

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DELEGUE CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE												
P1	**Pilotage et soutien des services du MESR**	**764 039**	**5 000**	**0,7%**	**28 200**	**3,7%**	**730 839**	**95,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MESR	642 502	0	0,0%	21 500	3,3%	621 002	96,7%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	70 706	0	0,0%	4 000	5,7%	66 706	94,3%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Gestion des systèmes d'informations	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Prospective, statistique et évaluation	39 831	0	0,0%	2 700	6,8%	37 131	93,2%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	6 000	0	0,0%	0	0,0%	6 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Appui a la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Enseignement supérieur**	**41 796 809**	**0**	**0,0%**	**7 000**	**0,0%**	**41 787 809**	**100,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Appui aux étudiants	16 556 901	0	0,0%	3 500	0,0%	16 553 401	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Coordination des activités de formation dans les établissements prives d'enseignement supérieur	71 054	0	0,0%	2 500	3,5%	68 554	96,5%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Amélioration de la qualité de la formation a l'université de Lomé	15 409 458	0	0,0%	0	0,0%	15 409 458	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Amélioration de la qualité de la formation a l'université de Kara	7 238 547	0	0,0%	0	0,0%	7 238 547	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.5	Formation et recherche au centre international de recherche et d'étude de langues-village du Benin	114 740	0	0,0%	1 000	0,9%	113 740	99,1%	0	0,0%	0	0,0%
A2.6	Organisation de l'examen du baccalauréat	1 731 103	0	0,0%	0	0,0%	1 731 103	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.7	Organisation du OEPS	160 682	0	0,0%	0	0,0%	160 682	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.8	Formation des élèves-professeurs du premier cycle du secondaire	454 499	0	0,0%	0	0,0%	454 499	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.9	Amélioration du système d'accès a l'information et la qualité de la formation	59 825	0	0,0%	0	0,0%	57 825	96,7%	0	0,0%	0	0,0%

P3	**Recherche et innovation**	**3 373 451**	**200 664**	**5,9%**	**7 325**	**0,2%**	**3 154 295**	**93,5%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Renforcement des infrastructures de recherche	2 726 217	0	0,0%	4 325	0,2%	2 721 892	99,8%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Promotion de la recherche et de la valorisation des résultats de la recherche	578 897	200 664	34,7%	0	0,0%	367 066	63,4%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Promotion de l'éducation, la science et la culture	48 337	0	0,0%	3 000	6,2%	45 337	93,8%	0	0,0%	0	0,0%
A3.4	Promotion des langues nationales	20 000	0	0,0%	0	0,0%	20 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**45 934 299**	**205 664**	**0,4%**	**42 525**	**0,1%**	**45 672 943**	**99,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MDESRS, 2026

Ce tableau indique que sur un budget de 45.934.298.000 FCFA alloué au ministère, un montant 205.664.000 FCFA soit 0,4% est favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement tandis qu'un montant de 44.525.000 FCFA soit 0,1% y est défavorable.

Tableau 105 : Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du MD-ESRS

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE									
P1	**Pilotage et soutien des services du MESR**	**764 039**	**5 000**	**0**	**0**	**0**	**28 200**	**0**	**5 000**	**0,7%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MESR	642 502	0	0	0	0	21 500	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	70 706	0	0	0	0	4 000	0	0	0,0%
A1.4	Gestion des systèmes d'informations	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Prospective, statistique et évaluation	39 831	0	0	0	0	2 700	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	6 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui a la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**Enseignement supérieur**	**41 796 809**	**0**	**0**	**57 825**	**0**	**7 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Appui aux étudiants	16 556 901	0	0	0	0	3 500	0	0	0,0%
A2.2	Coordination des activités de formation dans les établissements prives d'enseignement supérieur	71 054	0	0	0	0	2 500	0	0	0,0%
A2.3	Amélioration de la qualité de la formation a l'université de Lomé	15 409 458	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Amélioration de la qualité de la formation a l'université de Kara	7 238 547	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Formation et recherche au centre international de recherche et d'étude de langues-village du Benin	114 740	0	0	0	0	1 000	0	0	0,0%
A2.6	Organisation de l'examen du baccalauréat	1 731 103	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.7	Organisation du OEPS	160 682	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.8	Formation des élèves-professeurs du premier cycle du secondaire	454 499	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.9	Amélioration du système d'accès a l'information et la qualité de la formation	59 825	0	0	57 825	0	0	0	0	0,0%
P3	**Recherche et innovation**	**3 373 451**	**103 057**	**0**	**3 025 541**	**97 606**	**7 325**	**0**	**200 664**	**5,9%**
A3.1	Renforcement des infrastructures de recherche	2 726 217	0	0	2 638 475	0	4 325	0	0	0,0%
A3.2	Promotion de la recherche et de la valorisation des résultats de la recherche	578 897	103 057	0	367 066	97 606	0	0	200 664	34,7%
A3.3	Promotion de l'éducation, la science et la culture	48 337	0	0	0	0	3 000	0	0	0,0%
A3.4	Promotion des langues nationales	20 000	0	0	20 000	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**45 934 299**	**108 057**	**0**	**3 083 366**	**97 606**	**42 525**	**0**	**205 664**	**0,4%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MDESRS, 2026

On note, à travers l'analyse de ce tableau que sur un budget total 45.934.298.000 FCFA, la part favorable au segment adaptation est de 0,2% soit un montant de 108.057.000 FCFA et celle liée aux activités défavorables au segment atténuation est de 0,1% équivalent à un montant de 44.525.000 FCFA.

Tableau 106: Part des différentes cotations de l'axe « Environnement » dans le budget du MDESRS

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE															
P1	**Pilotage et soutien des services du MESR**	**764 039**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**730 839**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MESR	642 502	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	621 002	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	70 706	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66 706	0	0,0%
A1.4	Gestion des systèmes d'informations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Prospective, statistique et évaluation	39 831	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 131	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	6 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 000	0	0,0%
A1.7	Appui a la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Enseignement supérieur**	**41 796 809**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**41 729 984**	**0**	**0,0%**
A2.1	Appui aux étudiants	16 556 901	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 553 401	0	0,0%
A2.2	Coordination des activités de formation dans les établissements prives d'enseignement supérieur	71 054	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 554	0	0,0%
A2.3	Amélioration de la qualité de la formation a l'université de Lomé	15 409 458	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 409 458	0	0,0%
A2.4	Amélioration de la qualité de la formation a l'université de Kara	7 238 547	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 238 547	0	0,0%
A2.5	Formation et recherche au centre international de recherche et d'étude de langues-village du Benin	114 740	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	113 740	0	0,0%
A2.6	Organisation de l'examen du baccalauréat	1 731 103	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 731 103	0	0,0%
A2.7	Organisation du OEPS	160 682	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	160 682	0	0,0%

A2.8	Formation des élèves-professeurs du premier cycle du secondaire	454 499	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	454 499	0	0,0%
A2.9	Amélioration du système d'accès a l'information et la qualité de la formation	59 825	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Recherche et innovation**	**3 373 451**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**128 754**	**0**	**0,0%**
A3.1	Renforcement des infrastructures de recherche	2 726 217	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	83 417	0	0,0%
A3.2	Promotion de la recherche et de la valorisation des résultats de la recherche	578 897	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Promotion de l'éducation, la science et la culture	48 337	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45 337	0	0,0%
A3.4	Promotion des langues nationales	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**45 934 299**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**42 589 577**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MDESRS, 2026

Le tableau ci-dessus montre qu'il n'y a pas de dépenses en lien avec les segments biodiversité, eau et pollution. Par contre, un montant de 42.673.568.000 FCFA soit 92,9% du budget de ministère est neutre à la gestion des déchets.

Justification des cotations dans les tableaux

De l'analyse des cotations des activités du ministère délégué chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, il ressort que la part du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est de **205.664.000 FCFA** soit **0,4%** du budget total du ministère d'un montant de **45.934.298.000 F CFA**. En outre, un montant de 44 525 000 FCFA soit un taux de 0,1% est défavorable à l'atténuation aux changement climatiques. Le reste du budget du ministère d'un montant de 45 685 109 000 FCFA soit un taux 99,5% est neutre à la gestion des déchets.

- S'agissant du programme « **Pilotage et soutien des services du MD-ESRS »,** sur un budget de 764.039.000FCFA, un montant de 724 839 000 FCFA soit un taux 94,9% est neutre au déchet tandis qu'un montant de 5.000.000 FCFA soit 0,7% est relatif aux activités favorables à l'adaptation. Ces activités favorables sont liées à l'action appui à la budgétisation verte.

- En ce qui concerne le programme « **Enseignement supérieur** », sur un budget 41.796.809.000 **FCFA,** la plus grande partie des activités est neutre au déchet pour un montant de 41.787.809.000 FCFA soit un taux de 99,98%. Toutefois, un montant de 9.000.000 FCFA, relatif à la fourniture de carburant est défavorable à l'atténuation aux changements climatiques.

- Au sein du programme « **Recherche et innovation** », sur un budget de 3.373.450.000 FCFA, les dépenses favorables à l'adaptation et à l'atténuation s'élèvent respectivement à 103.057.000 FCFA (3,1%) et 97.606.000 FCFA (2,9%). Ces taux favorables s'expliquent par la mise en œuvre du projet WASCAL qui intervient dans le domaine de formation en master et doctorat en énergies renouvelables, changements climatiques et gestion des risques de catastrophes. Toutefois, un montant de 7.325.000 FCFA soit 0,2% relatif à l'achat de carburant est défavorable à l'atténuation.

Approches de solutions et perspectives

Dans le cadre de la budgétisation verte, les approches de solutions et perspectives du département sont entre autres de :

- Poursuivre le renforcement des capacités des points focaux budget vert et autre cadre du personnel du MD-ESRS sur les thématiques liées au climat et environnement ;
- poursuivre le plaidoyer auprès du gouvernement et ses partenaires pour la mobilisation des ressources additionnelles dans le cadre des recherches liées au climat et à l'environnement ;
- valoriser les résultats des recherches liées au climat et à l'environnement ;
- dégager des fonds transférés aux universités la part qui sert à la formation pointue et à la recherche en climat et environnement.
- Élaboration et mise en œuvre de mécanismes garantissant la durabilité et l'appropriation nationale, par le Togo, des projets de formation spécialisée et de recherche dans les domaines du climat et de l'environnement ;
- Promotion de recherches alignées sur une politique nationale qui positionne la science comme moteur de développement économique et social, au service de la lutte contre les changements climatiques et de la protection de l'environnement ;
- Accélération du processus de digitalisation des cours et des évaluations afin de limiter l'usage du papier et de réduire les déchets papier.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE, DE LA COUVERTURE UNIVERSELLE ET DES ASSURANCES

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.13. Section 610 : Ministère de la santé

Le Ministère de la santé et de l'hygiène publique, de la couverture universelle et des assurances (MSHPCUA) est chargé de la définition et de la mise en œuvre des programmes d'amélioration de la couverture sanitaire ainsi que des stratégies de prévention et de lutte contre les grandes endémies. Face aux impacts croissants des changements climatiques (CC), le Togo, à l'instar de nombreux pays, s'attache à intégrer la gestion des risques climatiques dans ses politiques de développement, en particulier dans des secteurs sensibles tels que la santé. De ce fait, le secteur de la santé a procédé aux études de vulnérabilité qui ont révélé que le secteur de la santé est vulnérable aux CC.

Certes, eu égard aux multiples menaces des CC sur le système de santé dans son ensemble et leurs effets néfastes qui affectent de nombreuses personnes en les exposant davantage aux risques sanitaires, le ministère a décidé d'inscrire l'élaboration du Plan national d'adaptation du secteur de la santé (PNAS) comme une priorité dans la mise en œuvre du projet de renforcement du système sanitaire.

Afin de répondre mieux à ses missions régaliennes qui sont les soins curatifs et préventifs à apporter aux populations et des mesures d'urgence à prendre en cas d'émergence d'une maladie, il est impérieux de mettre en place des systèmes de santé résilients aux changements climatiques et à faibles émissions de carbone afin d'améliorer les conditions de vie ces premières.

En analysant l'incidence environnementale du budget de la santé, le budget vert permet d'éclairer la représentation sectorielle en amont de l'examen de chaque projet de loi de finances. Il a ainsi pour vocation à devenir un support d'aide à la décision, en cohérence avec l'objectif d'un verdissement du budget de l'État fixé par le Ministère pour faciliter la mise en œuvre des actions en faveur de la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques.

Il est à noter que les Contributions déterminées au niveau national (CDN) reconnaissent l'impact des changements climatiques sur la santé et cherchent à renforcer les capacités d'adaptation du système de santé.

Eu égard à ce qui précède, le MSHPCUA a pour segment dominant « adaptation ».

Analyse diagnostique

Le tableau suivant illustre les forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) du ministère dans le cadre de l'élaboration du budget vert.

Tableau 107 : Analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) des des actions du ministère

Forces	Faiblesses
Les sources de financement internes : 1) Facilitations du gouvernement pour l'élaboration du budget vert exercice 2026 ; 2) Amélioration du processus d'élaboration du document vert 2026 à partir de la revue qualité du précédent ; 3) Accompagnement des bureaux locaux des partenaires techniques et financiers. 4) Intégration des questions liées aux cc dans le processus budgétaire national 5) Appropriation de la thématique au niveau national. 6) Intégration du budget vert dans le Plan national du développement sanitaire (PNDS 2023-2027)	1) Méconnaissance du financement des secteurs privés dans la lutte contre les effets néfastes des cc; 2) Difficultés d'accès aux financements des partenaires multilatéraux ; 3) Faible implication des leaders communautaires dans la mise en œuvre des actions sur les questions liées aux CC.
Opportunités/ Défis	**Menaces**
1) Fonds de financement bilatéraux et multilatéraux ; 2) Existence des mécanismes internationaux de financement climatique 3) Existence des sources privées de financement 4) Création du partenariat public-privé.	1) Manque de procédures d'identification et de priorisation des principaux risques sanitaires liés aux changements climatiques (CC) ; 2) Manque de procédures d'évaluation des risques et vulnérabilités des cc au Togo, assortie de la cartographie des risques et vulnérabilités.

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

L'analyse du lien entre les programmes/actions et activités liées au climat et à l'environnement du budget du ministère en charge de la santé se présente comme suit :

Tableau 108 : Dépenses par cotation du budget vert dans le budget général du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE												
P1	**Pilotage et soutien aux services du MSHPCSUA**	**22 221 254**	**62 000**	**0,3%**	**165 500**	**0,7%**	**21 993 754**	**99,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSHPCSUA	1 477 359	0	0,0%	64 000	4,3%	1 413 359	95,7%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	155 632	0	0,0%	8 000	5,1%	147 632	94,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	424 286	0	0,0%	23 500	5,5%	400 786	94,5%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	227 467	0	0,0%	16 000	7,0%	211 467	93,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Gestion du système d'information	191 713	0	0,0%	4 500	2,3%	187 213	97,7%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	49 000	44 000	89,8%	5 000	10,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Budgétisation verte	23 000	18 000	78,3%	5 000	21,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.8	Gestion du système déconcentré de santé	19 672 797	0	0,0%	39 500	0,2%	19 633 297	99,8%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Promotion de la santé, de l'hygiène publique et lutte contre la maladie**	**23 704 374**	**241 042**	**1,0%**	**16 092**	**0,1%**	**23 447 240**	**98,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales	12 377 125	0	0,0%	12 942	0,1%	12 364 183	99,9%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Lutte contre le paludisme	7 746 945	0	0,0%	0	0,0%	7 746 945	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Lutte contre la tuberculose	849 376	0	0,0%	0	0,0%	849 376	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Lutte contre les maladies évitables par la vaccination	2 100 000	0	0,0%	0	0,0%	2 100 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.5	Lutte contre les maladies tropicales négligées	33 000	0	0,0%	0	0,0%	33 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.6	Surveillance des maladies non transmissibles	30 000	0	0,0%	0	0,0%	30 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.7	Lutte contre les autres maladies (occulaire, mentale, …)	50 000	0	0,0%	0	0,0%	50 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.8	Promotion de la santé	15 000	0	0,0%	0	0,0%	15 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.9	Hygiène publique	502 928	241 042	47,9%	3 150	0,6%	258 736	51,4%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Offre et assurance qualité des services et soins de santé**	**69 576 974**	**0**	**0,0%**	**113 805**	**0,2%**	**69 459 468**	**99,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Infrastrucres sanitaires et équipements médico - techniques	5 394 247	0	0,0%	17 000	0,3%	5 377 216	99,7%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Production du personnel de santé	1 806 605	0	0,0%	21 345	1,2%	1 785 290	98,8%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Santé communautaire	5 419 656	0	0,0%	0	0,0%	5 419 656	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.4	Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées	20 425 660	0	0,0%	0	0,0%	20 421 960	100,0%	0	0,0%	0	0,0%

A3.5	Assurance qualité des soins	98 030	0	0,0%	0	0,0%	98 030	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.6	Médicaments, vaccins, produits sanguins et autres produits de santé	1 445 181	0	0,0%	9 100	0,6%	1 436 081	99,4%	0	0,0%	0	0,0%
A3.7	Structures sanitaires et spécificités nationales	34 987 595	0	0,0%	66 360	0,2%	34 921 235	99,8%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Réponse aux urgences sanitaires**	**119 756**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**119 756**	**100,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Préparations aux urgences de santé publique	15 000	0	0,0%	0	0,0%	15 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Centre d'Opération des Urgences de Santé Publique (COUSP)	104 756	0	0,0%	0	0,0%	104 756	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P5	**Couverture sanitaire universelle**	**2 746 884**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**2 714 884**	**98,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A5.1	Extension de l'assurance maladie universelle	2 683 784	0	0,0%	0	0,0%	2 663 784	99,3%	0	0,0%	0	0,0%
A5.2	Contrôle qualité des prestations de l'AMU	63 100	0	0,0%	0	0,0%	51 100	81,0%	0	0,0%	0	0,0%
P6	**Promotion et renforcement du dispositif assurantiel national**	**67 082**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**67 082**	**100,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A6.1	Promotion et renforcement du marché national des assurances	62 082	0	0,0%	0	0,0%	62 082	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A6.2	Renforcement du cadre institutionnel, du contrôle et de la conformité aux obligations légales	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**118 436 323**	**303 042**	**0,3%**	**295 397**	**0,2%**	**117 802 184**	**99,5%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MSHPCSUA, 2026.

L'analyse de ce tableau révèle que sur un budget de 118.436.323.000 F CFA alloué au ministère 0,3% soit un montant de 303.042.000 F CFA est favorable à la lutte contre les effets des changements climatiques et à la protection de l'environnement alors que les activités défavorables représentent une part de 0,2% correspondant à un montant de 295.397.000 F CFA.

Tableau 109 : Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE									
P1	**Pilotage et soutien aux services du MSHPCSUA**	**22 221 254**	**62 000**	**0**	**21 993 754**	**0**	**165 500**	**0**	**62 000**	**0,3%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSHPCSUA	1 477 359	0	0	1 413 359	0	64 000	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	155 632	0	0	147 632	0	8 000	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	424 286	0	0	400 786	0	23 500	0	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	227 467	0	0	211 467	0	16 000	0	0	0,0%
A1.5	Gestion du système d'information	191 713	0	0	187 213	0	4 500	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	49 000	44 000	0	0	0	5 000	0	44 000	89,8%
A1.7	Budgétisation verte	23 000	18 000	0	0	0	5 000	0	18 000	78,3%
A1.8	Gestion du système déconcentré de santé	19 672 797	0	0	19 633 297	0	39 500	0	0	0,0%
P2	**Promotion de la santé, de l'hygiène publique et lutte contre la maladie**	**23 704 374**	**0**	**0**	**23 447 240**	**0**	**16 092**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales	12 377 125	0	0	12 364 183	0	12 942	0	0	0,0%
A2.2	Lutte contre le paludisme	7 746 945	0	0	7 746 945	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Lutte contre la tuberculose	849 376	0	0	849 376	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Lutte contre les maladies évitables par la vaccination	2 100 000	0	0	2 100 000	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Lutte contre les maladies tropicales négligées	33 000	0	0	33 000	0	0	0	0	0,0%
A2.6	Surveillance des maladies non transmissibles	30 000	0	0	30 000	0	0	0	0	0,0%
A2.7	Lutte contre les autres maladies (occulaire, mentale, …)	50 000	0	0	50 000	0	0	0	0	0,0%
A2.8	Promotion de la santé	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0	0,0%
A2.9	Hygiène publique	502 928	0	0	258 736	0	3 150	0	0	0,0%
P3	**Offre et assurance qualité des services et soins de santé**	**69 576 974**	**0**	**0**	**67 937 383**	**0**	**113 805**	**1 522 085**	**0**	**0,0%**
A3.1	Infrastrucres sanitaires et équipements médico - techniques	5 394 247	0	0	3 935 131	0	17 000	1 442 085	0	0,0%
A3.2	Production du personnel de santé	1 806 605	0	0	1 785 290	0	21 345	0	0	0,0%
A3.3	Santé communautaire	5 419 656	0	0	5 419 656	0	0	0	0	0,0%
A3.4	Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées	20 425 660	0	0	20 341 960	0	0	80 000	0	0,0%
A3.5	Assurance qualité des soins	98 030	0	0	98 030	0	0	0	0	0,0%
A3.6	Médicaments, vaccins, produits sanguins et autres produits de santé	1 445 181	0	0	1 436 081	0	9 100	0	0	0,0%

A3.7	Structures sanitaires et spécificités nationales	34 987 595	0	0	34 921 235	0	66 360	0	0	0,0%
P4	**Réponse aux urgences sanitaires**	**119 756**	**0**	**0**	**119 756**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Préparations aux urgences de santé publique	15 000	0	0	15 000	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Centre d'Opération des Urgences de Santé Publique (COUSP)	104 756	0	0	104 756	0	0	0	0	0,0%
P5	**Couverture sanitaire universelle**	**2 746 884**	**0**	**0**	**2 714 884**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Extension de l'assurance maladie universelle	2 683 784	0	0	2 663 784	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Contrôle qualité des prestations de l'AMU	63 100	0	0	51 100	0	0	0	0	0,0%
P6	**Promotion et renforcement du dispositif assurantiel national**	**67 082**	**0**	**0**	**67 082**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A6.1	Promotion et renforcement du marché national des assurances	62 082	0	0	62 082	0	0	0	0	0,0%
A6.2	Renforcement du cadre institutionnel, du contrôle et de la conformité aux obligations légales	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**118 436 323**	**62 000**	**0**	**116 280 099**	**0**	**295 397**	**1 522 085**	**62 000**	**0,1%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MSHPCSUA, 2026

Ce tableau montre que sur un budget de 118.436.323.000 F CFA, le montant des activités favorables au segment “adaptation” est estimé à 62.000.000 FCFA soit 0,1% tandis qu’un montant de 295.397.000 FCFA soit 0,2% est défavorable au segment atténuation.

Tableau 110 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget ''

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE															
P1	**Pilotage et soutien aux services du MSHPCSUA**	**22 221 254**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MSHPCSUA	1 477 359	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	155 632	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	424 286	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	227 467	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Gestion du système d'information	191 713	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	49 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Budgétisation verte	23 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.8	Gestion du système déconcentré de santé	19 672 797	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Promotion de la santé, de l'hygiène publique et**	**23 704 374**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**241 042**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**241 042**	**1,0%**

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	lutte contre la maladie															
A2.1	Lutte contre le VIH/sida et les hépatites virales	12 377 125	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Lutte contre le paludisme	7 746 945	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Lutte contre la tuberculose	849 376	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Lutte contre les maladies évitables par la vaccination	2 100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Lutte contre les maladies tropicales négligées	33 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.6	Surveillance des maladies non transmissibles	30 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.7	Lutte contre les autres maladies (occulaire, mentale, …)	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.8	Promotion de la santé	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.9	Hygiène publique	502 928	0	0	0	0	0	0	241 042	0	0	0	0	0	241 042	47,9 %
P3	**Offre et assurance qualité des services et soins de santé**	**69 576 974**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Infrastrucres sanitaires et équipements	5 394 247	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	médico - techniques															
A3.2	Production du personnel de santé	1 806 605	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Santé communautaire	5 419 656	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.4	Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées	20 425 660	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.5	Assurance qualité des soins	98 030	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.6	Médicaments, vaccins,produits sanguins et autres produits de santé	1 445 181	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.7	Structures sanitaires et spécificités nationales	34 987 595	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Réponse aux urgences sanitaires**	**119 756**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Préparations aux urgences de santé publique	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Centre d'Opération des Urgences de	104 756	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	Santé Publique (COUSP)															
P5	**Couverture sanitaire universelle**	**2 746 884**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Extension de l'assurance maladie universelle	2 683 784	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Contrôle qualité des prestations de l'AMU	63 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P6	**Promotion et renforcement du dispositif assurantiel national**	**67 082**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A6.1	Promotion et renforcement du marché national des assurances	62 082	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.2	Renforcement du cadre institutionnel, du contrôle et de la conformité aux obligations légales	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**118 436 323**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**241 042**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**241 042**	**0,2%**

Source **:** Outil de marquage du budget vert du MSHPCSUA, 2026

L'analyse du tableau ci-dessus montre que sur un budget de 118.436.323.000 CFA 0,2% soit un montant de 241.042.000 F CFA est favorable à la lutte contre les pollutions.

Justification des cotations dans les tableaux

Les différents résultats des cotations effectuées ci-dessus se présentent comme suit :
Les dépenses favorables à l'axe « climat », relativement faibles sont estimées à 62.000.000 FCFA soit 0,1% du budget du Ministère et concernent les dépenses liées au segment d'adaptation aux effets des changements climatiques (CC). Ce taux favorable est lié aux activités des actions « Genre et équité » et « Appui à la budgétisation verte ».
En outre, un montant de 241.042.000 FCFA soit 0,2% est favorable au segment « gestion des déchets ». Ce taux est dû aux dépenses liées à la mise en œuvre du « programme du fonds mondial pour l'assainissement (appui du GSF à l'initiative de Togo SANDAL) ».
Par contre, les dépenses défavorables au segment « atténuation » estimées à 295.397.000 FCFA sont relatives à l'achat de carburant pour le fonctionnement des programmes et projets du ministère.

Approches de solutions et perspectives

Les approches de solutions consistent, entre autres, à :
- améliorer la gestion des programmes et des systèmes de santé ;
-renforcer la gouvernance du secteur de la santé pour l'adaptation aux changements climatiques ;
- renforcer les capacités du personnel sanitaire sur les risques et effets liés aux changements ; climatiques d'une part et d'autre part aborder le sujet climat-santé par rapport aux maladies climato-sensibles ;
- améliorer les connaissances des populations et des parties prenantes sur les liens entre climat et santé ;
- renforcer la connaissance régulière des vulnérabilités ;
- renforcer les capacités de recherche sur la santé et le climat et partager les résultats.
Et comme perspectives, il faut :
- présenter, à l'horizon 2050 au niveau du secteur, un fort niveau de résilience lui garantissant de pouvoir anticiper, prévenir et gérer les risques sanitaires liés au climat, en apportant une réponse globale pertinente aussi bien pour le court, le moyen et le long terme ;
- implémenter dans le secteur la prise en compte des questions relatives aux CC dans les objectifs et la formulation des nouveaux projets et programmes ; tout en mettant en place des systèmes de santé résilients et à faible émission de carbone ;
- instaurer une collaboration entre la communauté scientifique et les institutions de mise en œuvre pour atténuer le changement climatique et s'y adapter ;
-renforcer la synergie entre tous les acteurs afin de faciliter la diffusion des connaissances aux utilisateurs finaux.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DU DIALOGUE SOCIAL

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.14. Section 710 : Ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social

Le ministère de la fonction publique, du travail et du dialogue social pilote la politique de l'Etat en matière de ressources humaines. A ce titre, il veille à la mise en œuvre des politiques relatives à la fonction publique, notamment en matière de recrutement, de formation, de rémunération et de conditions de travail. Il veille à l'application des lois et règlementations, soutient le dialogue social entre employeurs et travailleurs, définit des stratégies contre le chômage et le travail illégal et promeut la protection sociale. Il joue également un rôle dans la modernisation du service public et l'amélioration de ses performances. Pour mener à bien ses missions, le ministère assure le suivi du personnel de l'Etat, organise les concours de recrutement et gère les carrières des agents publics.

Les changements climatiques et la dégradation continue de l'environnement mettant l'homme au cœur des débats, interpellent le ministère à prendre la mesure de la chose d'où la nécessité de s'inscrire dans le processus de budgétisation verte encours dans le pays.

Les activités du ministère n'ayant aucun lien direct avec l'un des six marqueurs (adaptation, atténuation, biodiversité, eau, pollution et déchet), et au vu du caractère transversal du ministère, son segment dominant est « adaptation » conformément à la règle méthodologique relative à la détermination du segment dominant des ministères et institutions à caractère transversal.

Analyse diagnostique

Afin de contribuer à l'atteinte des objectifs verts, le ministère s'appuie sur ses forces et opportunités. Toutefois, il est important de relever les faiblesses de ce département et les menaces auxquelles il fait face.

Tableau 111 : Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces sur l'élaboration du budget vert

FORCES	FAIBLESSES
- Existence des points focaux du budget vert au MRSPTDS - mise en œuvre de la politique sécurité et santé au travail - expérience en matière de validation des rapports d'études d'impact environnementales et sociales - existence de la direction générale de travail	- non formalisation de la cellule du budget vert au sein du ministère - manque de formation des agents du MRSPTS sur les questions climatiques et environnementales
OPPORTUNITES	**MENACES**
- existence de l'appui financier du PMADS ; - disponibilité du ministère de l'environnement à accompagner les autres sectoriels ; - existence des fonds climatiques - intégration des critères climatiques et environnementaux dans les mécanismes de financement des partenaires techniques et financiers ; - existence d'un noyau d'experts nationaux en budgétisation verte.	-non-respect des engagements des Etats pollueurs - Complexité des procédures d'accès aux fonds climatiques

Source : outil du budget vert du MFPTDS

Tableau 112: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU TRAVAIL ET DU DIALOGUE SOCIAL												
P1	**Pilotage et soutien des services du MFPTDS**	**856 512**	**5 000**	**0,6%**	**12 320**	**1,4%**	**839 192**	**98,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MFPTDS	690 290	0	0,0%	6 300	0,9%	683 990	99,1%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines du MFPTDS	86 055	0	0,0%	0	0,0%	86 055	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	25 082	0	0,0%	3 920	15,6%	21 162	84,4%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Prospectives, planification, statistiques et suivi-évaluation du MFPTDS	9 575	0	0,0%	2 100	21,9%	7 475	78,1%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Gestion des systèmes d'information	35 510	0	0,0%	0	0,0%	35 510	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Fonction publique**	**835 962**	**0**	**0,0%**	**3 080**	**0,4%**	**832 882**	**99,6%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Recrutement des agents de l'Etat	95 798	0	0,0%	280	0,3%	95 518	99,7%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Gestion des carrières des agents	407 539	0	0,0%	2 800	0,7%	404 739	99,3%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Formation des agents de l'Etat	332 626	0	0,0%	0	0,0%	332 626	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Modernisation de l'administration publique**	**1 309 425**	**0**	**0,0%**	**58 499**	**4,5%**	**1 105 926**	**84,5%**	**0**	**0,0%**	**145 000**	**11,1%**
A3.1	Coordination des reformes administratives et appui aux collectivités territoriales	1 041 677	0	0,0%	0	0,0%	896 677	86,1%	0	0,0%	145 000	13,9%
A3.2	Gestion électronique des ressources humaines de l'Etat	267 748	0	0,0%	58 499	21,8%	209 249	78,2%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Emploi**	**2 001 921**	**0**	**0,0%**	**1 050**	**0,1%**	**2 000 871**	**99,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Developpement des opportunités d'insertion de la main d'œuvre sur le marché du travail	80 055	0	0,0%	1 050	1,3%	79 004	98,7%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Insertion des demandeurs d'emploi	621 867	0	0,0%	0	0,0%	621 867	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A4.3	Promotion de l'employabilité des primo-demandeurs d'emploi	1 300 000	0	0,0%	0	0,0%	1 300 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P5	**Travail**	**1 569 402**	**7 150**	**0,5%**	**4 936**	**0,3%**	**1 557 316**	**99,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A5.1	Dialogue social	471 474	0	0,0%	595	0,1%	470 879	99,9%	0	0,0%	0	0,0%
A5.2	Normes et législation du travail	19 935	0	0,0%	438	2,2%	19 498	97,8%	0	0,0%	0	0,0%
A5.3	Contrôle de l'application des règles en matière du travail	732 024	7 150	1,0%	1 400	0,2%	723 474	98,8%	0	0,0%	0	0,0%
A5.4	Sécurité et santé au travail	202 179	0	0,0%	448	0,2%	201 731	99,8%	0	0,0%	0	0,0%

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
A5.5	Etudes et recherches en matière du travail	28 137	0	0,0%	455	1,6%	27 682	98,4%	0	0,0%	0	0,0%
A5.6	Protection sociale	115 653	0	0,0%	1 600	1,4%	114 052	98,6%	0	0,0%	0	0,0%
P6	**Projet de modernisation et de renforcement des capacités de l'administration pour la délivrance des services**	**6 850 423**	**0**	**0,0%**	**12 000**	**0,2%**	**6 838 423**	**99,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A6.1	Amélioration de la planification et de la gestion des ressources humaines grâce à l'adoption de plans de capital humain et à la déconcentration des fonctions de gestion des ressources humaines dans les ministères clés	480 000	0	0,0%	0	0,0%	480 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A6.2	Professionnalisation de la haute direction et des postes techniques clés à travers la nomination de fonctionnaires formés dans le cadre du Programme d'excellence de la fonction publique, dont des femmes	550 000	0	0,0%	0	0,0%	550 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A6.3	Amélioration de la présence et des services de l'État grâce au déploiement de médiateurs formés, de personnel de justice déconcentré et de personnel des collectivités locales dans la région des Savanes et les régions mal desservies, dont des femmes	460 000	0	0,0%	0	0,0%	460 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A6.4	Amélioration du contrôle de la masse salariale grâce à l'inclusion de données biométriques et d'informations biographiques mises à jour dans le système d'information sur la gestion des ressources humaines	2 020 000	0	0,0%	0	0,0%	2 020 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A6.5	Amélioration de la gestion de la trésorerie grâce à l'utilisation accrue des paiements numériques de gouvernement à personne (G2P) et de personne à gouvernement (P2G)	2 272 323	0	0,0%	0	0,0%	2 272 323	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A6.6	Augmentation du nombre de ministères et d'agences utilisant une plateforme d'approvisionnement électronique en ligne, des normes d'approvisionnement ouvertes, des lignes directrices sur les achats écologiques et le marquage des achats écologiques	225 000	0	0,0%	0	0,0%	225 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A6.7	Amélioration de la gestion budgétaire grâce à l'adoption d'un suivi et d'une évaluation systématiques des programmes et d'un marquage budgétaire des dépenses liées au genre et au climat	146 000	0	0,0%	0	0,0%	146 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
	dans le processus de préparation et d'exécution du budget											
A6.8	Elaboration de budget participatif et inclusif lors des réunions des comités communautaires des écoles et des établissements de santé dans la préparation et le suivi des plans sectoriels	390 000	0	0,0%	0	0,0%	390 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A6.9	Gestion du projet	307 100	0	0,0%	12 000	3,9%	295 100	96,1%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**13 423 646**	**12 150**	**0,1%**	**91 885**	**0,7%**	**13 174 609**	**98,1%**	**0**	**0,0%**	**145 000**	**1,1%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MFPTDS, 2026

Le tableau ci-dessus indique que sur un budget total de 13.423.646.000 FCFA alloué au ministère, 12.150.000 FCFA soit 0,1% est favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement tandis que 91 885 000 soit 0,7% y est défavorable.

Tableau 113: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU TRAVAIL ET DU DIALOGUE SOCIAL									
P1	**Pilotage et soutien des services du MFPTDS**	**856 512**	**5 000**	**0**	**839 192**	**0**	**12 320**	**0**	**5 000**	**0,6%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MFPTDS	690 290	0	0	683 990	0	6 300	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines du MFPTDS	86 055	0	0	86 055	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	25 082	0	0	21 162	0	3 920	0	0	0,0%
A1.4	Prospectives, planification, statistiques et suivi-évaluation du MFPTDS	9 575	0	0	7 475	0	2 100	0	0	0,0%
A1.5	Gestion des systèmes d'information	35 510	0	0	35 510	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**Fonction publique**	**835 962**	**0**	**0**	**832 882**	**0**	**3 080**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Recrutement des agents de l'Etat	95 798	0	0	95 518	0	280	0	0	0,0%
A2.2	Gestion des carrières des agents	407 539	0	0	404 739	0	2 800	0	0	0,0%
A2.3	Formation des agents de l'Etat	332 626	0	0	332 626	0	0	0	0	0,0%
P3	**Modernisation de l'administration publique**	**1 309 425**	**0**	**0**	**1 105 926**	**0**	**58 499**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Coordination des reformes administratives et appui aux col. territoriales	1 041 677	0	0	896 677	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Gestion électronique des ressources humaines de l'Etat	267 748	0	0	209 249	0	58 499	0	0	0,0%
P4	**Emploi**	**2 001 921**	**0**	**0**	**2 000 871**	**0**	**1 050**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Developpement des opportunités d'insertion de la main d'œuvre sur le marché du travail	80 055	0	0	79 004	0	1 050	0	0	0,0%
A4.2	Insertion des demandeurs d'emploi	621 867	0	0	621 867	0	0	0	0	0,0%
A4.3	Promotion de l'employabilité des primo-demandeurs d'emploi	1 300 000	0	0	1 300 000	0	0	0	0	0,0%
P5	**Travail**	**1 569 402**	**7 150**	**0**	**1 557 316**	**0**	**4 936**	**0**	**7 150**	**0,5%**
A5.1	Dialogue social	471 474	0	0	470 879	0	595	0	0	0,0%
A5.2	Normes et législation du travail	19 935	0	0	19 498	0	438	0	0	0,0%
A5.3	Contrôle de l'application des règles en matière du travail	732 024	7 150	0	723 474	0	1 400	0	7 150	1,0%
A5.4	Sécurité et santé au travail	202 179	0	0	201 731	0	448	0	0	0,0%
A5.5	Etudes et recherches en matière du travail	28 137	0	0	27 682	0	455	0	0	0,0%
A5.6	Protection sociale	115 653	0	0	114 052	0	1 600	0	0	0,0%

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
P6	**Projet de modernisation et de renforcement des capacités de l'administration pour la délivrance des services**	**6 850 423**	**0**	**0**	**6 838 423**	**0**	**12 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A6.1	Amélioration de la planification et de la gestion des ressources humaines grâce à l'adoption de plans de capital humain et à la déconcentration des fonctions de gestion des ressources humaines dans les ministères clés	480 000	0	0	480 000	0	0	0	0	0,0%
A6.2	Professionnalisation de la haute direction et des postes techniques clés à travers la nomination de fonctionnaires formés dans le cadre du Programme d'excellence de la fonction publique, dont des femmes	550 000	0	0	550 000	0	0	0	0	0,0%
A6.3	Amélioration de la présence et des services de l'État grâce au déploiement de médiateurs formés, de personnel de justice déconcentré et de personnel des collectivités locales dans la région des Savanes et les régions mal desservies, dont des femmes	460 000	0	0	460 000	0	0	0	0	0,0%
A6.4	Amélioration du contrôle de la masse salariale grâce à l'inclusion de données biométriques et d'informations biographiques mises à jour dans le système d'information sur la gestion des ressources humaines	2 020 000	0	0	2 020 000	0	0	0	0	0,0%
A6.5	Amélioration de la gestion de la trésorerie grâce à l'utilisation accrue des paiements numériques de gouvernement à personne (G2P) et de personne à gouvernement (P2G)	2 272 323	0	0	2 272 323	0	0	0	0	0,0%
A6.6	Augmentation du nombre de ministères et d'agences utilisant une plateforme d'approvisionnement électronique en ligne, des normes d'approvisionnement ouvertes, des lignes directrices sur les achats écologiques et le marquage des achats écologiques	225 000	0	0	225 000	0	0	0	0	0,0%
A6.7	Amélioration de la gestion budgétaire grâce à l'adoption d'un suivi et d'une évaluation systématiques des programmes et d'un marquage budgétaire des dépenses liées au genre et au climat dans le processus de préparation et d'exécution du budget	146 000	0	0	146 000	0	0	0	0	0,0%
A6.8	Elaboration de budget participatif et inclusif lors des réunions des comités communautaires des écoles et des établissements de santé dans la préparation et le suivi des plans sectoriels	390 000	0	0	390 000	0	0	0	0	0,0%
A6.9	Gestion du projet	307 100	0	0	295 100	0	12 000	0	0	0,0%
	TOTAL	**13 423 646**	**12 150**	**0**	**13 174 609**	**0**	**91 885**	**0**	**12 150**	**0,1%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MFPTDS, 2026

Ce tableau montre que sur un budget de 13.423.646.000 F CFA, un montant de 12.150.000 FCFA soit 0,1% est favorable à l'adaptation. Par contre, les dépenses défavorables à l'atténuation se chiffrent à 91.885.000 FCFA soit 0,7%.

Tableau 114: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU TRAVAIL ET DU DIALOGUE SOCIAL															
P1	**Pilotage et soutien des services du MFPTDS**	**856 512**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MFPTDS	690 290	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines du MFPTDS	86 055	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	25 082	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Prospectives, planification, statistiques et suivi-évaluation du MFPTDS	9 575	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Gestion des systèmes d'information	35 510	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Fonction publique**	**835 962**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Recrutement des agents de l'Etat	95 798	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Gestion des carrières des agents	407 539	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Formation des agents de l'Etat	332 626	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Modernisation de l'administration publique**	**1 309 425**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
A3.1	Coordination des reformes administratives et appui aux collectivités territoriales	1 041 677	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Gestion électronique des ressources humaines de l'Etat	267 748	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Emploi**	**2 001 921**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Developpement des opportunités d'insertion de la main d'œuvre sur le marché du travail	80 055	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Insertion des demandeurs d'emploi	621 867	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.3	Promotion de l'employabilité des primo-demandeurs d'emploi	1 300 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P5	**Travail**	**1 569 402**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Dialogue social	471 474	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Normes et législation du travail	19 935	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.3	Contrôle de l'application des règles en matière du travail	732 024	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.4	Sécurité et santé au travail	202 179	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.5	Etudes et recherches en matière du travail	28 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.6	Protection sociale	115 653	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P6	**Projet de modernisation et**	**6 850 423**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	de renforcement des capacités de l'administration pour la délivrance des services															
A6.1	Amélioration de la planification et de la gestion des ressources humaines grâce à l'adoption de plans de capital humain et à la déconcentration des fonctions de gestion des ressources humaines dans les ministères clés	480 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.2	Professionnalisation de la haute direction et des postes techniques clés à travers la nomination de fonctionnaires formés dans le cadre du Programme d'excellence de la fonction publique, dont des femmes	550 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.3	Amélioration de la présence et des services de l'État grâce au déploiement de médiateurs formés, de personnel de justice déconcentré et de personnel des collectivités locales	460 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	dans la région des Savanes et les régions mal desservies, dont des femmes															
A6.4	Amélioration du contrôle de la masse salariale grâce à l'inclusion de données biométriques et d'informations biographiques mises à jour dans le système d'information sur la gestion des ressources humaines	2 020 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.5	Amélioration de la gestion de la trésorerie grâce à l'utilisation accrue des paiements numériques de gouvernement à personne (G2P) et de personne à gouvernement (P2G)	2 272 323	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.6	Augmentation du nombre de ministères et d'agences utilisant une plateforme d'approvisionnement électronique en ligne, des normes d'approvisionnement	225 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	ouvertes, des lignes directrices sur les achats écologiques et le marquage des achats écologiques															
A6.7	Amélioration de la gestion budgétaire grâce à l'adoption d'un suivi et d'une évaluation systématiques des programmes et d'un marquage budgétaire des dépenses liées au genre et au climat dans le processus de préparation et d'exécution du budget	146 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.8	Elaboration de budget participatif et inclusif lors des réunions des comités communautaires des écoles et des établissements de santé dans la préparation et le suivi des plans sectoriels	390 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.9	Gestion du projet	307 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**13 423 646**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MFPTDS, 2026

De l'analyse de ce tableau, on retient qu'il n'y a aucune dépense en lien avec l'axe « environnement ».

Justification des cotations dans les tableaux

Sur un budget total de **13 423 646 000 FCFA FCFA** alloué au ministère, **12 150 000 FCFA soit 0,2 %** sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement. Ces dépenses proviennent du programme 1 et 5 et sont relatives aux activités liées à l'appui à la budgétisation verte et aux différents contrôles qu'effectuent les inspecteurs du travail dans les entreprises exigeant de ses dernières des mesures adéquates pour garantir la santé et la sécurité des travailleurs.

Pour ce qui est du programme « Pilotage et soutien des services », pour un budget de 856 512 000 FCFA, 0,6% est favorable à l'adaptation avec un montant de 5 000 000 FCFA. Ce montant favorable résulte des dépenses liées à l'appui à la budgétisation verte. Il est à noter qu'aucune dépense de ce programme n'a de lien avec l'axe « environnement ».

S'agissant du programme « fonction publique », sur un montant de 835.962.000 F CFA, on note un montant de 832.882.000 FCFA soit 99, 6%, neutre à l'adaptation et un montant de 3.080.000 F CFA défavorable à l'atténuation relatif aux dépenses d'achat de carburant pour le fonctionnement des services du ministère.

Le programme « Modernisation de l'administration publique » avec un budget de 1 309 425 000 FCFA renferme des activités défavorables à l'atténuation d'un montant de 58.499.000 F CFA soit 4,5% relatives à l'achat de carburant pour le fonctionnement des services dudit programme. Le reste des dépenses est neutre à l'adaptation et s'élève à 1.105.926.000 F CFA soit 84,5%**.**

Pour le programme « emploi », l''essentiel du budget concerne les activités neutres à l'adaptation pour un montant de 2.000.872.000 FCFA sur un budget de 2.001.921.000 FCFA soit 99,9%. Toutefois une part de 0,1% est consacrée aux dépenses défavorables à l'atténuation pour un montant de 1.050.000 FCFA.

Concernant le programme « travail » d'un budget de 1.569.402.000 F CFA, les dépenses favorables à l'adaptation s'élèvent à 7.150.000 FCFA soit 0,5%. Ces dépenses sont relatives aux activités de visite de contrôle dans les entreprises, exigeant de ses dernières des mesures adéquates pour garantir la santé et la sécurité des travailleurs. Par contre, 0,3 % équivalent à un montant de 4.936.000 F CFA relatif à l'achat de carburant, est défavorable à l'atténuation.

Pour le programme « CAS » dont le budget total est de 6.850.423.000 FCFA, un montant de 6.838.423.000 FCFA soit 99% est neutre à l'adaptation et 12.000.000 F CFA soit 1,2% est défavorable à l'atténuation dû à l'achat de carburant.

Approches de solutions et perspectives

Dans le cadre de la budgétisation verte, les approches de solutions et perspectives du département sont entre autres de :

- renforcer les capacités des points focaux de la budgétisation verte ;
- créer la cellule climat et environnement au sein du ministère et la rendre opérationnelle en renforçant les capacités des membres ;
- renforcer les capacités des cadres du MFPTDS ;
- poursuivre le plaidoyer auprès du gouvernement et ses partenaires pour la mobilisation des ressources additionnelles.
- Informer les citoyens sur leurs droits environnementaux et renforcer la collaboration avec les ONG, les universités et les partenaires sociaux ;
- Prendre en compte les questions climatiques et environnementales dans la planification et la mise en œuvre des politiques, programmes et projets.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.15. Section 720 : Ministère de la communication

Le ministère de la communication (MC) est chargé de mettre en œuvre la politique d'information et de communication définie par le gouvernement. Les secteurs de la communication et des médias touchent tous les domaines d'activités et accompagnent de manière significative les stratégies d'interventions à travers entre autres, les journaux, les revues, les livres, la radio et la télévision, en matière de développement économique et social voire de la protection et de la gestion durable de l'environnement.

A ce titre, le MC assure la gestion et le contrôle technique des structures de communication écrite et audiovisuelle et gère les relations entre le gouvernement et la presse nationale et internationale.

Même si les missions et attributions du ministère n'ont pas de lien direct avec le climat et l'environnement, le segment dominant du MC à considérer est la « biodiversité » car les actions du ministère pourraient avoir des impacts sur la biodiversité à travers les radiations des installations des matériels et équipements des neuf sites émetteurs.

Analyse diagnostique

Le présent diagnostic repose sur une revue de l'état des lieux, assortie des forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) du ministère de la communication.

Tableau 115 : Analyse FFOM des actions du ministère

Forces	Faiblesses
- Existence d'une politique nationale de communication prenant en compte le climat et l'environnement en cours d'actualisation ; - Existence des points focaux du budget vert ; - Prise en compte des impacts environnementaux dans les études de faisabilité des projets de construction des infrastructures de communication ; - Programmation et diffusion des émissions relatives à la protection de l'environnement et aux changements climatiques ; - Existence des réseaux de diffusion avec une large couverture médiatique ; - Existence des émissions radiophoniques et télévisuelles ;	- Faible fréquence des émissions touchant la thématique climat et environnement dans les programmes ; - Insuffisance de la formation des journalistes sur la thématique climat et environnement ;
Opportunités	**Menaces**
- Existence de l'aide de l'Etat à la presse pour sensibiliser sur la thématique climat et environnement ; - Extension de l'élaboration du budget vert aux sectoriels ; - Existence d'un noyau d'experts nationaux en budgétisation verte ; - Existence du fonds climat.	- Instabilité institutionnelle - Emission des ondes électromagnétiques ; - Complexité de la procédure d'accès aux fonds climat ; - Non-respect des engagements des Etats pollueurs.

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 116 : Dépenses par cotation du budget vert du MC (tableau 6 de l'outil)

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DE LA COMMUNICATION												
P1	**Pilotage et soutien des services du MC**	**789 259**	**5 000**	**0,6%**	**55 700**	**7,1%**	**728 559**	**92,3%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MC	617 087	0	0,0%	43 200	7,0%	573 887	93,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	60 396	0	0,0%	6 000	9,9%	54 396	90,1%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	43 675	0	0,0%	2 500	5,7%	41 175	94,3%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Gestion des Ressources Humaines	58 101	0	0,0%	4 000	6,9%	54 101	93,1%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Communication et information**	**3 294 929**	**0**	**0,0%**	**52 724**	**1,6%**	**3 242 205**	**98,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Télévision	1 748 330	0	0,0%	23 000	1,3%	1 725 330	98,7%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Radio	660 539	0	0,0%	18 724	2,8%	641 815	97,2%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Presse écrite et presse en ligne	841 544	0	0,0%	9 000	1,1%	832 544	98,9%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Formation	44 516	0	0,0%	2 000	4,5%	42 516	95,5%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**4 084 188**	**5 000**	**0,1%**	**108 424**	**2,7%**	**3 970 764**	**97,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MC, 2026

Le tableau ci-dessus montre que sur un budget total de **4 084 188 000 F CFA** alloué au ministère de la communication, **5 000 000 F CFA** représentent la part favorable au climat et à l'environnement, soit **0,1%.** Par contre, **108 424 000 F CFA,** soit 2**,7%** sont défavorables.

Tableau 117: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère de la communication

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA COMMUNICATION									
P1	**Pilotage et soutien des services du MC**	**789 259**	**0**	**0**	**5 000**	**0**	**55 700**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MC	617 087	0	0	0	0	43 200	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	60 396	0	0	0	0	6 000	0	0	0,0%
A1.3	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	43 675	0	0	0	0	2 500	0	0	0,0%
A1.5	Gestion des Ressources Humaines	58 101	0	0	0	0	4 000	0	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Communication et information**	**3 294 929**	**0**	**0**	**0**	**0**	**52 724**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Télévision	1 748 330	0	0	0	0	23 000	0	0	0,0%
A2.2	Radio	660 539	0	0	0	0	18 724	0	0	0,0%
A2.3	Presse écrite et presse en ligne	841 544	0	0	0	0	9 000	0	0	0,0%
A2.4	Formation	44 516	0	0	0	0	2 000	0	0	0,0%
	TOTAL	**4 084 188**	**0**	**0**	**5 000**	**0**	**108 424**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MC, 2026

Le tableau ci-dessus indique que sur un budget total de 4 084 188 000 F CFA alloué au ministère, la part favorable au climat est nulle. On observe également que 108 424 000 F CFA soit 2,7% sont défavorables à l'atténuation.

Tableau 118: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE LA COMMUNICATION															
P1	**Pilotage et soutien des services du MC**	**789 259**	**5 000**	**0**	**723 559**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**0,6%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MC	617 087	0	0	573 887	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	60 396	0	0	54 396	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	43 675	0	0	41 175	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Gestion des Ressources Humaines	58 101	0	0	54 101	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgetisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	100,0 %
P2	**Communication et information**	**3 294 929**	**0**	**0**	**3 242 205**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Télévision	1 748 330	0	0	1 725 330	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Radio	660 539	0	0	641 815	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Presse écrite et presse en ligne	841 544	0	0	832 544	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Formation	44 516	0	0	42 516	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**4 084 188**	**5 000**	**0**	**3 965 764**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**0,1%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MC, 2026

Le tableau ci-dessus montre que sur un budget de 4.084.188.000 F CFA alloué au ministère de la communication, la part favorable à la biodiversité représente 5.000.000 F CFA soit 0,1%.

Justification des cotations dans les tableaux

Le budget prévisionnel 2026 du MC est évalué à 4 084 188 000 F CFA.
Au regard des cotations des activités du ministère, il ressort globalement que :
La part du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est de 5.000.000 F CFA soit 0,1% alors que la part défavorable représente un montant de 108.424.000 F CFA soit 2,7%. Par ailleurs, la part neutre représente 3.970.764.000 F CFA soit 97,2%.
Le ministère a deux programmes à savoir : P1 « Pilotage et soutien des services du MC » et P2 « Communication et information ».
De ces deux programmes, seul le P1 a des activités favorables à la biodiversité. Ces activités relèvent de l'action « Appui à la budgétisation verte » d'un montant de 5.000.000 F CFA soit 0,1% du budget du ministère.
La part défavorable sur le segment atténuation représentant 108.424.000 F CFA soit 2,7%, est consacrée à l'achat de carburant.

Approches de solutions et perspectives

Dans le cadre de la budgétisation verte, plusieurs insuffisances ont été identifiées par le ministère et pour y remédier, le ministère entend :

- Formaliser la cellule de budgétisation verte;
- Renforcer la coordination interministérielle au regard du caractère transversal du secteur de la communication ;
- Plaider à l'accroissement de la subvention de l'aide de l'Etat à la presse et l'ériger en fonds presse pour une sensibilisation accrue sur la thématique ;
- Renforcer la prise en compte des thématiques climats et environnements dans les programmes et actions ;
- Mettre en œuvre les documents de politiques et stratégies élaborés ;
- Créer un cadre de formation des journalistes sur la thématique climat et environnement.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS, DU GENRE, DE LA FAMILLE ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.16. Section 740 : Ministère des solidarités, du genre, de la famille et de la protection de l'enfance

Le ministère des solidarités, du genre, de la famille et de la protection de l'enfance (MSGFPE) a pour mission d'assurer la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de protection sociale, des personnes vulnérables, de la solidarité, d'équité et d'égalité de genre, de promotion de la femme, ainsi que de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle.
Il planifie, programme et coordonne les actions du gouvernement en ce qui concerne l'organisation et l'encadrement des populations en vue de leur participation à l'autopromotion sociale. Il organise l'assistance de l'Etat aux personnes vulnérables ou démunies et coordonne, de concert avec les ministères et organismes concernés, les secours d'urgence en cas de catastrophes naturelles et/ou anthropiques ainsi que la protection et la prise en charge des réfugiés et demandeurs d'asile.
La lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement constituent des défis majeurs pour le développement durable. Les impacts négatifs sociaux profonds qui en découlent, menacent de compromettre les acquis en matière de lutte contre la pauvreté.
Bien que les attributions du ministère ne mentionnent pas explicitement les changements climatiques, les conséquences de ces derniers telles que les inondations, les sécheresses, les vents violents, les tornades, etc. accroissent la vulnérabilité des populations, interpellant ainsi le ministère à mener des actions en matière de prévention et d'assistance en faveur des victimes des catastrophes naturelles.
Eu égard à ce qui précède et au vu de sa mission, le ministère joue un rôle fondamental dans la résilience des populations vulnérables face aux effets des changements climatiques et à la dégradation de l'environnement. Ce rôle fondamental est en lien avec l'axe stratégique 2 de la politique nationale de l'action sociale (PNAS), qui stipule « Renforcement de la résilience des populations victimes de catastrophes naturelles et/ou anthropiques et des personnes en situation de mobilité ».
En référence aux objectifs des Contributions déterminées au niveau national (CDN), soulignant la nécessité d'une approche transversale pour les ministères/institutions afin de garantir un développement qui protège à la fois la planète et les populations les plus fragiles, le ministère relève de l'« Adaptation » comme segment dominant.

Analyse diagnostique

En lien avec les changements climatiques et la protection de l'environnement, il est crucial pour le MSGFPE d'examiner ses capacités internes et les facteurs externes qui influencent ses actions en matière de lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement.

Tableau 119 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces des actions du ministère

Forces	Faiblesses
- Existence de la Cellule climat et environnement ; - Existence de la politique nationale de l'action sociale (PNAS) prenant en compte la résilience des populations victimes de catastrophes naturelles et ou anthropiques ; -Existence de dispositifs de protection des populations vulnérables contre les catastrophes naturelles (DGC, Centre des sinistrés de Logopé, ASN, DRSGFPE, DPSGFPE, services sociaux) ; - Expériences dans la gestion des situations d'urgence comme inondation, vents violents.	- Non définition clair dans les attributions directes du ministère des questions environnementales ; - Compétences techniques limitées sur les concepts du changement climatique, la gestion des risques de catastrophe et les pratiques de résilience ; - Non formalisation de la cellule climat et environnement.
Opportunités	**Menaces**
-Engagement politique en faveur de la budgétisation verte ; - Existence de fonds climat ; - Partenariats existants (MERF, OSC,etc.).	-Dégradation progressive de l'environnement par des actions anthropiques ; -Fréquence et intensité croissantes des catastrophes limitant la capacité de réponse du ministère ; -Migration forcée, internes ou externes, dues aux effets des changements climatiques ; -Absence de financement durable.

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes

Tableau 120 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DES SOLIDARITES, DU GENRE, DE LA FAMILLE ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE												
P1	**Pilotage et soutien aux services du ministère**	**1 974 009**	**3 000**	**0,2%**	**53 408**	**2,7%**	**1 917 601**	**97,1%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	1 716 659	0	0,0%	47 808	2,8%	1 668 851	97,2%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	46 141	0	0,0%	2 000	4,3%	44 141	95,7%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	42 462	0	0,0%	2 600	6,1%	39 862	93,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Gestion et suivi évaluation du système d'information	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Formation	165 747	0	0,0%	1 000	0,6%	164 747	99,4%	0	0,0%	0	0,0%
A1.8	Appui à la budgétisation verte	3 000	3 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Promotion de l'action sociale et de la solidarité**	**999 604**	**307 428**	**30,8%**	**8 051**	**0,8%**	**684 125**	**68,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées	493 348	0	0,0%	4 551	0,9%	488 797	99,1%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Protection des personnes âgées en situation de précarité	23 970	0	0,0%	1 200	5,0%	22 770	95,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Assistance sociale et solidarité aux indigents, aux déplacés internes et aux victimes de catastrophes naturelles et ou anthropiques	443 689	307 428	69,3%	1 200	0,3%	135 061	30,4%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Assistance aux refugiés	38 597	0	0,0%	1 100	2,8%	37 497	97,2%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Protection de l'enfant**	**408 689**	**0**	**0,0%**	**5 514**	**1,3%**	**403 175**	**98,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Prévention de toutes formes de vulnérabilité des enfants	97 384	0	0,0%	3 064	3,1%	94 320	96,9%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Prise en charge des enfants vulnérables	311 305	0	0,0%	2 450	0,8%	308 855	99,2%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Genre et promotion de la femme**	**918 984**	**120 000**	**13,1%**	**5 693**	**0,6%**	**793 291**	**86,3%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Renforcement des capacités nationales sur les questions d'équité et d'égalité de genre	434 049	0	0,0%	2 400	0,6%	431 649	99,4%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Renforcement des capacités entrepreneuriales inclusives des femmes	434 178	120 000	27,6%	2 418	0,6%	311 760	71,8%	0	0,0%	0	0,0%
A4.3	Renforcement du dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre	50 757	0	0,0%	875	1,7%	49 882	98,3%	0	0,0%	0	0,0%
P5	**Alphabétisation et éducation non formelle**	**179 010**	**0**	**0,0%**	**4 000**	**2,2%**	**175 010**	**97,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A5.1	Développement des programmes d'alphabétisation des jeunes et adultes	148 438	0	0,0%	3 000	2,0%	145 438	98,0%	0	0,0%	0	0,0%

A5.2	Développement des programmes d'éducation non formelle en faveur des enfants déscolarisés précoces et non scolarisés	30 572	0	0,0%	1 000	3,3%	29 572	96,7%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**4 480 296**	**430 428**	**9,6%**	**76 666**	**1,7%**	**3 973 202**	**88,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

***Source* : Outil de marquage du budget vert du MSGPFE, 2026**

Ce tableau indique que sur un budget total de 4.482.034.000 FCFA alloué au ministère, 9,6% sont favorables aux changements climatiques, soit 430 428 000 FCFA tandis que 1,7% y sont défavorables soit un montant de 76 666 000 FCFA.

Tableau 121 : Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget total du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DES SOLIDARITES, DU GENRE, DE LA FAMILLE ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE									
P1	**Pilotage et soutien aux services du ministère**	**1 974 009**	**3 000**	**0**	**1 917 601**	**0**	**53 408**	**0**	**3 000**	**0,2%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	1 716 659	0	0	1 668 851	0	47 808	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	46 141	0	0	44 141	0	2 000	0	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	42 462	0	0	39 862	0	2 600	0	0	0,0%
A1.5	Gestion et suivi évaluation du système d'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Formation	165 747	0	0	164 747	0	1 000	0	0	0,0%
A1.8	Appui à la budgétisation verte	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	100,0%
P2	**Promotion de l'action sociale et de la solidarité**	**999 604**	**307 428**	**0**	**684 125**	**0**	**8 051**	**0**	**307 428**	**30,8%**
A2.1	Insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées	493 348	0	0	488 797	0	4 551	0	0	0,0%
A2.2	Protection des personnes âgées en situation de précarité	23 970	0	0	22 770	0	1 200	0	0	0,0%
A2.3	Assistance sociale et solidarité aux indigents, aux déplacés internes et aux victimes de catastrophes naturelles et ou anthropiques	443 689	307 428	0	135 061	0	1 200	0	307 428	69,3%
A2.4	Assistance aux refugiés	38 597	0	0	37 497	0	1 100	0	0	0,0%
P3	**Protection de l'enfant**	**408 689**	**0**	**0**	**403 175**	**0**	**5 514**	**0**	**0**	**0,0%**

A3.1	Prévention de toutes formes de vulnérabilité des enfants	97 384	0	0	94 320	0	3 064	0	0	0,0%
A3.2	Prise en charge des enfants vulnérables	311 305	0	0	308 855	0	2 450	0	0	0,0%
P4	**Genre et promotion de la femme**	**918 984**	**120 000**	**0**	**793 291**	**0**	**5 693**	**0**	**120 000**	**13,1%**
A4.1	Renforcement des capacités nationales sur les questions d'équité et d'égalité de genre	434 049	0	0	431 649	0	2 400	0	0	0,0%
A4.2	Renforcement des capacités entrepreneuriales inclusives des femmes	434 178	120 000	0	311 760	0	2 418	0	120 000	27,6%
A4.3	Renforcement du dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre	50 757	0	0	49 882	0	875	0	0	0,0%
P5	**Alphabétisation et éducation non formelle**	**179 010**	**0**	**0**	**175 010**	**0**	**4 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Développement des programmes d'alphabétisation des jeunes et adultes	148 438	0	0	145 438	0	3 000	0	0	0,0%
A5.2	Développement des programmes d'éducation non formelle en faveur des enfants déscolarisés précoces et non scolarisés	30 572	0	0	29 572	0	1 000	0	0	0,0%
	TOTAL	**4 480 296**	**430 428**	**0**	**3 973 202**	**0**	**76 666**	**0**	**430 428**	**9,6%**

***Source* : Outil de marquage du budget vert du MSGPFE, 2026**

Il ressort de l'analyse de ce tableau que sur un budget de 4.482.034.000 F CFA, la part favorable à l'adaptation représente 9,6%, soit 430 428 000 FCFA tandis que les dépenses défavorables à l'atténuation s'élèvent à 76 666 000 FCFA, soit 1,7%.

Tableau 122: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DES SOLIDARITES, DU GENRE, DE LA FAMILLE ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE															
P1	**Pilotage et soutien aux services du ministère**	**1 974 009**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	1 716 659	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	46 141	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, programmation et suivi-évaluation	42 462	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Gestion et suivi évaluation du système d'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Formation	165 747	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.8	Appui à la budgétisation verte	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Promotion de l'action sociale et de la solidarité**	**999 604**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Insertion socioprofessionnelle des personnes handicapées	493 348	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Protection des personnes âgées en situation de précarité	23 970	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Assistance sociale et solidarité aux indigents, aux déplacés internes et aux victimes de catastrophes naturelles et ou anthropiques	443 689	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Assistance aux refugiés	38 597	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Protection de l'enfant**	**408 689**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Prévention de toutes formes de vulnérabilité des enfants	97 384	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Prise en charge des enfants vulnérables	311 305	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Genre et promotion de la femme**	**918 984**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Renforcement des capacités nationales sur les questions d'équité et d'égalité de genre	434 049	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Renforcement des capacités entrepreneuriales inclusives des femmes	434 178	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

A4.3	Renforcement du dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre	50 757	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P5	**Alphabétisation et éducation non formelle**	**179 010**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Développement des programmes d'alphabétisation des jeunes et adultes	148 438	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Développement des programmes d'éducation non formelle en faveur des enfants déscolarisés précoces et non scolarisés	30 572	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**4 480 296**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

***Source* : Outil de marquage du budget vert du MSGPFE, 2026**

Le tableau ci-dessus montre qu'aucune dépense du ministère n'a de lien avec l'axe « environnement ».

Justification des cotations dans les tableaux

Le budget global alloué au ministère ressort par programme la part réservée aux différents segments (adaptation, atténuation, biodiversité, eau, pollution et déchets). En effet, sur un budget total de 4 482 034 000 FCFA alloué au ministère, 9,6% sont favorables aux changements climatiques, soit 430 428 000 FCFA tandis que 1,7% leur sont défavorables soit, 76 666 000 FCFA.
Au programme « Pilotage et soutien aux services du ministère », la majorité des activités est cotée neutre sur le segment adaptation représentant 1 990 217 000 FCFA, soit 97,2% du budget global du programme qui s'élève à 1 933 809 000 FCFA. Ce taux s'explique par le fait que la plupart des activités n'ont pas d'impacts directs sur le climat et l'environnement. Par contre, les activités relatives à l'action 7 « Appui à la budgétisation vertes » sont cotées favorables à l'adaptation pour un montant de 3 000 000 FCFA soit 0,2%. Ce montant permet de mener des activités en lien avec le climat et l'environnement. Par ailleurs, la ligne achat du carburant cotée défavorable à l'atténuation qui s'élève à 53.408.000 FCFA, soit 2,7% du budget du programme permet d'assurer le fonctionnement de ses services.
S'agissant du programme « Promotion de l'action sociale et de la solidarité » en son action 3 « Assistance sociale aux indigents et aux personnes victimes de catastrophes naturelles et ou anthropiques », la part des dépenses favorables à la lutte contre les changements climatiques s'élève à 307 428 000 FCFA, soit 31,2% du montant du programme qui se chiffre à 985 133 000 FCFA. Ce taux s'explique d'une part, par les charges du personnel de deux (2) structures : la Direction de la gestion des catastrophes (DGC) et le Centre permanent des sinistrés de Logopé (CPSL) qui ont explicitement un objectif climatique et environnemental. Une part de ces dépenses permet d'assurer le renforcement du CPSL pour la prise en charge des victimes de catastrophes naturelles et ou/anthropique et aussi de payer les indemnités des victimes des vents violents, des incendies, des tornades et des inondations.

En ce qui concerne le programme « Protection de l'enfant », la part des activités cotées neutres à l'adaptation se chiffre 403 175 000 FCFA soit 98,7% du budget du programme qui est de 408 689 000 FCFA. La ligne achat du carburant cotée défavorable à l'atténuation se chiffre à 5 514 000 FCFA soit 1,3%. Il est à noter que les activités de ce programme n'ont pas de lien avec l'environnement.

Pour le programme « Genre et promotion de la femme », les coûts des activités cotées neutres à l'adaptation se chiffrent à 793 291 000 FCFA soit 86,3% du montant global du programme qui est de 918 984 000 FCFA. La part de la ligne achat du carburant cotée défavorable à l'atténuation est de 5 693 000 FCFA, soit 0,6%. En lien avec les effets de changements climatiques, un montant de 120 000 000 FCFA, soit 13,1% est favorable à l'adaptation et est relatif au renforcement de la résilience des groupements féminins/mixtes face aux effets des changements climatiques dans le cadre de la production des cultures de contre saison.

Au programme « Alphabétisation et éducation non formelle », les coûts des activités cotées neutres à l'adaptation s'élèvent à 175 010 000 FCFA, soit 97,8% du montant global du programme qui est de 179 010 000 FCFA. La part de la ligne achat du carburant quant à elle cotée défavorable à l'atténuation est de 4 000 000 FCFA soit 2,2%

Approches de solutions et Perspectives

Les différentes approches de solutions et perspectives identifiées pour permettre au ministère de pouvoir renforcer la résilience des populations vulnérables face aux changements climatiques sont entre autres :

Approches de solutions

- ✓ Renforcement de la collaboration avec les partenaires publics et les OSC intervenant sur le climat et environnement ;
- ✓ Poursuivre la sensibilisation des populations sur la gestion durable de la biodiversité.

Perspectives

- ✓ Renforcer les capacités des cadres du ministère sur la prise en compte du climat et environnement dans leurs activités ;
- ✓ Mobiliser les ressources financières à travers l'élaboration des projets en matière de résilience des populations vulnérables face aux changement climatiques.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.17. Section 750 : Ministère délégué chargé de la jeunesse et des sports

Le ministre délégué chargé de la jeunesse et des sports (MDCJS) assure la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de la jeunesse et des sports. Il assure l'épanouissement de la jeunesse à travers la citoyenneté et l'accès à l'emploi décent et durable dans un environnement de paix et de croissance économique. Il élabore, promeut et coordonne les programmes de développement du sport ainsi que les actions et programmes qui concourent à l'expansion des loisirs ». Il élabore également, avec les ministères concernés, le plan de formation des jeunes et traite de toutes les questions relatives à l'encadrement et à l'emploi des jeunes, à leur insertion, à leur participation à la prise des décisions, à leur intégration dans le processus de développement et de construction nationale.

En outre, le ministre délégué chargé de la jeunesse et des sports veille à la formation des cadres du sport, suit et contrôle les activités des fédérations et associations sportives et de loisirs. Il assure l'organisation et le contrôle du mouvement sportif national. A l'analyse, les activités menées par le MDCJS n'ont pas de lien direct avec les six (6) segments du budget vert.

Toutefois, le MDCJS s'aligne sur le segment « adaptation » comme segment dominant, conformément à la règle de cotation pour la détermination du segment dominant des ministères et institutions à caractère transversal.

Analyse diagnostique

Le diagnostic posé au sein du département révèle des forces, des opportunités mais aussi des faiblesses et menaces résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 123: Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces sur l'élaboration du budget vert

Forces	Faiblesses
- existence de structures rattachées, FAIEJ, FNFI, intégrant la prise en compte des thématiques transversales (genre, environnement et climat) dans les projets de développement - implémentation de plans d'action de sauvegardes environnementales dans la mise en œuvre des projets de développement - organisation des revues périodiques d'évaluation et de planifications - existence de la politique nationale de la jeunesse encours d'actualisation ; - existence d'un plan stratégique national pour l'emploi des jeunes, en cours d'actualisation - existence de la Politique nationale des loisirs et son plan d'actions ; - existence d'une politique nationale des sports et son plan d'actions en cours d'actualisation (PNS-PA) ; - existence de points focaux budget vert ; - prise en compte des impacts environnementaux dans les études de faisabilité pour la construction des infrastructures sportives et de loisirs.	- inexistence d'un acte juridique mettant en place une cellule focale budget vert ; - faible prise en compte des thématiques environnements et climats dans les programmes de développement des sports et de promotion des loisirs.
Opportunités	**Menaces**
- existence de la coordination nationale du budget vert ; - existence de la composante « Sport et développement » du projet PEUL ; - collaboration avec l'ANASAP ; - existence des partenaires techniques et financiers exigeant le respect des normes environnementales dans la réalisation des infrastructures sportives et de loisirs.	- changement climatique ; - pollution de l'environnement ; - fluctuations économiques affectant les ressources financières nécessaires pour les initiatives environnementales ; - crise sécuritaire et menace terroriste constituant un obstacle à l'implémentation des actions de résilience ;

Source : ***Données du MDCJS, 2026***

Présentation des résultats de marquage

Dépenses par cotation du budget vert du MDCJS
Les résultats de marquage des dépenses vertes du MDCJS se présentent comme suit dans le tableau ci-après :

Tableau 124: Dépenses par cotation du budget vert par rapport au budget total du MDCJS

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DEELEGUE CHARGE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS												
P1	**PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MDCJS**	**998 180**	**53 934**	**5,4%**	**16 450**	**1,6%**	**927 796**	**92,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDCJS	915 543	48 934	5,3%	12 600	1,4%	854 009	93,3%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	17 367	0	0,0%	2 100	12,1%	15 267	87,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des systèmes d'information	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	55 270	0	0,0%	1 750	3,2%	53 520	96,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**JEUNESSE**	**4 550 118**	**0**	**0,0%**	**3 500**	**0,1%**	**4 546 618**	**99,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Renforcement de l'encadrement socio-éducatif de la jeunesse	539 668	0	0,0%	2 100	0,4%	537 568	99,6%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Coordination des actions de l'emploi des jeunes	410 450	0	0,0%	1 400	0,3%	409 050	99,7%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Renforcement de l'employabilité des jeunes	3 150 000	0	0,0%	0	0,0%	3 150 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes	450 000	0	0,0%	0	0,0%	450 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**SPORTS**	**3 629 499**	**0**	**0,0%**	**22 120**	**0,6%**	**3 607 379**	**99,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Renforcement des infrastructures et équipements sportifs	78 887	0	0,0%	1 820	2,3%	77 067	97,7%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Diversification de la pratique des activités sportives et appui aux fédérations sportives nationales	3 539 954	0	0,0%	18 900	0,5%	3 521 054	99,5%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Promotion de la santé des acteurs sportifs	10 658	0	0,0%	1 400	13,1%	9 258	86,9%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**LOISIRS**	**47 229**	**0**	**0,0%**	**1 798**	**3,8%**	**45 431**	**96,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Promotion de la pratique des loisirs pour tous	47 229	0	0,0%	1 798	3,8%	45 431	96,2%	0	0,0%	0	0,0%
P5	**Promotion de la pratique des sports**	**1 805 749**	**0**	**0,0%**	**3 000**	**0,2%**	**1 802 749**	**99,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A5.1	Coordination de la gestion du FONADES	11 500	0	0,0%	3 000	26,1%	8 500	73,9%	0	0,0%	0	0,0%
A5.2	Appui à la pratique des sports	1 794 249	0	0,0%	0	0,0%	1 794 249	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**11 030 775**	**53 934**	**0,5%**	**46 868**	**0,4%**	**10 929 973**	**99,1%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

***Source* : Outil du budget vert du MDCJS, 2026**

De l'analyse de ce tableau, il ressort que sur un budget total de 11.030.775.000 F CFA alloué au MDCJS, 53.934.000 de F CFA, soit 0,5% sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement et 46.868.000 F CFA, soit 0,4% y sont défavorables.

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes du MDCJS

Tableau 125 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du MDCJS

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DEELEGUE CHARGE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS									
P1	**PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MDCJS**	**998 180**	**32 572**	**0**	**927 796**	**0**	**16 450**	**0**	**32 572**	**3,3%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDCJS	915 543	27 572	0	854 009	0	12 600	0	27 572	3,0%
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	17 367	0	0	15 267	0	2 100	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des systèmes d'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	55 270	0	0	53 520	0	1 750	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**JEUNESSE**	**4 550 118**	**0**	**0**	**4 546 618**	**0**	**3 500**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Renforcement de l'encadrement socio-éducatif de la jeunesse	539 668	0	0	537 568	0	2 100	0	0	0,0%
A2.2	Coordination des actions de l'emploi des jeunes	410 450	0	0	409 050	0	1 400	0	0	0,0%
A2.3	Renforcement de l'employabilité des jeunes	3 150 000	0	0	3 150 000	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes	450 000	0	0	450 000	0	0	0	0	0,0%
P3	**SPORTS**	**3 629 499**	**0**	**0**	**3 607 379**	**0**	**22 120**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Renforcement des infrastructures et équipements sportifs	78 887	0	0	77 067	0	1 820	0	0	0,0%
A3.2	Diversification de la pratique des activités sportives et appui aux fédérations sportives nationales	3 539 954	0	0	3 521 054	0	18 900	0	0	0,0%
A3.3	Promotion de la santé des acteurs sportifs	10 658	0	0	9 258	0	1 400	0	0	0,0%
P4	**LOISIRS**	**47 229**	**0**	**0**	**45 431**	**0**	**1 798**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Promotion de la pratique des loisirs pour tous	47 229	0	0	45 431	0	1 798	0	0	0,0%
P5	**Promotion de la pratique des sports**	**1 805 749**	**0**	**0**	**1 802 749**	**0**	**3 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Coordination de la gestion du FONADES	11 500	0	0	8 500	0	3 000	0	0	0,0%
A5.2	Appui à la pratique des sports	1 794 249	0	0	1 794 249	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**11 030 775**	**32 572**	**0**	**10 929 973**	**0**	**46 868**	**0**	**32 572**	**0,3%**

***Source** : Outil du budget vert du MDCJS, 2026*

D'après le tableau 3 ci-dessus, on note que sur un budget de 11.030.775.000 F CFA, une part de 0,3% est favorable à l'adaptation, soit un montant de 32.572.000 F CFA. Concernant les dépenses en lien avec le segment atténuation, elles sont défavorables pour un montant de 46.868.000 F CFA, soit 0,4%.

Dépenses par axes du budget vert du MDCJS

Tableau 126 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du MDCJS

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DEELEGUE CHARGE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS															
P1	**PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MDCJS**	**998 180**	**0**	**0**	**0**	**21 362**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**21 362**	**2,1%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDCJS	915 543	0	0	0	21 362	0	0	0	0	0	0	0	0	21 362	2,3%
A1.2	Gestion des ressources matérielles et financières	17 367	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des systèmes d'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	55 270	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**JEUNESSE**	**4 550 118**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Renforcement de l'encadrement socio-éducatif de la jeunesse	539 668	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Coordination des actions de l'emploi des jeunes	410 450	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Renforcement de l'employabilité des jeunes	3 150 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes	450 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**SPORTS**	**3 629 499**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Renforcement des infrastructures et équipements sportifs	78 887	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Diversification de la pratique des activités sportives et appui aux fédérations sportives nationales	3 539 954	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

A3.3	Promotion de la santé des acteurs sportifs	10 658	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**LOISIRS**	**47 229**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Promotion de la pratique des loisirs pour tous	47 229	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P5	**Promotion de la pratique des sports**	**1 805 749**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Coordination de la gestion du FONADES	11 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Appui à la pratique des sports	1 794 249	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**11 030 775**	**0**	**0**	**0**	**21 362**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**21 362**	**0,2%**

***Source* : Outil du budget vert du MDCJS, 2026**

Le tableau ci-dessus indique que sur un budget de 11.030.776.000 F CFA, la part favorable à l'eau est de 21.362.000 F CFA, soit 0,2%. Il n'y a pas de dépenses en lien avec les segments biodiversité, pollution et déchets.

Justification des cotations dans les tableaux

Relativement à la sensibilité au climat, pour un budget de 998.181.000 F CFA alloué pour la réalisation des activités du programme « Pilotage et soutien aux services du MDCJS » en 2026, 32.572.000 F CFA, soit 3,3% sont cotés '' adaptation favorable'', 16.450.000 F CFA, soit 1,6% cotés '' atténuation défavorable'' et 927.796.000 F CFA, soit 92,9% cotés ''adaptation neutre''. Les dépenses favorables à l'adaptation sont relatives à la poursuite de l'aménagement de caniveau de 80x100 autour de la pelouse/piste d'athlétisme du centre de développement du sport de Bassar et de la mise en œuvre des activités de l'action ''appui à la budgétisation verte''. En ce qui concerne la cotation liée à l'atténuation défavorable, elle est liée à l'achat de carburant pour le fonctionnement de ce programme. Quant aux dépenses cotées neutre à l'adaptation, elles relèvent des activités régaliennes et des charges liées aux dépenses du personnel du programme 1 qui n'ont aucun impact sur le climat.

Par rapport à la sensibilité à l'environnement, 21.362.000 F CFA, soit 2,1% sont cotés ''eau favorable'' du fait de de la construction de forage et d'installation de 4 supports polytank dans chacun des deux (02) centres de développement des sports publics (Kpalimé et Bassar).

Concernant le programme « Jeunesse », pour un budget de 4.550.118 000 F CFA, 4.546.618 000 F CFA, soit 99,9% sont cotés ''adaptation neutre'', 3.500.000 F CFA soit 0,1% sont cotés '' atténuation défavorable''. Ce fort taux du budget de ce programme côté neutre à l'adaptation, s'explique par le fait qu'il s'agit des activités régaliennes et des charges liées aux dépenses du personnel qui n'ont aucun impact sur le climat. La part de ce budget liée à l'atténuation défavorable, est relative à l'achat de carburant pour le fonctionnement du programme.

Par rapport à la sensibilité à l'axe « environnement » aucune dépense du programme n'a de lien avec ledit axe.

S'agissant du programme « Sport », pour une allocation budgétaire de 3 629 499 000 F CFA, un montant de 3.607.379.000 F CFA, soit 99,4% sont cotés ''adaptation neutre'' et 22.120.000 F CFA, soit 0,6% cotés ''atténuation défavorable''. Le taux favorable de 0,6% représente la part du budget affectée à l'achat de carburant pour le fonctionnement dudit programme.

Aucune dépense de ce programme n'a de lien avec l'axe environnement.

En lien avec le climat, le programme « Loisirs » dispose d'un budget de 47 229 000 F CFA, dont 1.798.000 F CFA, soit 3,8% sont cotés ''atténuation défavorable'' et 45.431.000 F CFA, soit 96,2% cotés ''adaptation neutre''. Ces cotations se justifient pour l'atténuation défavorable par l'achat de carburant et l'adaptation neutre par le fait que les autres activités du programme 4 n'ont aucun impact sur les changements climatiques.

Le programme « Promotion de la pratique des sports » avec une allocation budgétaire de 1.805.749.000 F CFA montre qu'en lien avec le climat, 3 000 000 F CFA, soit 0,2% ont été cotés ''atténuation défavorable'' et 1.802.749.000 F CFA (99,8%) cotés ''adaptation neutre''. Ces cotations dépendent, en ce qui concerne l'atténuation défavorable, de l'achat de carburant pour le fonctionnement et l'adaptation neutre, de la mise en œuvre d'autres activités n'ayant aucun impact sur les changements climatiques.

Aucune dépense de ce programme n'a de lien avec l'axe environnement car n'affectant aucun des six segments dudit axe.

Approches de solutions et perspectives

Dans le souci de relever les principaux défis et de remédier aux faiblesses identifiées, les différentes approches de solutions et perspectives ci-après sont identifiées. Il s'agit de :

- formaliser la cellule focale budget vert à travers un acte juridique ;
- poursuivre le renforcement des capacités des acteurs du secteur sur les thématiques climatique et environnementale
- contribuer à la prise en compte de la reconstitution du couvert végétal dans les projets de construction des infrastructures ;
- améliorer la gestion des déchets avant et après les activités portées par le département ;
- faire le suivi de la prise en compte des thématiques «environnement et climat» dans la planification et la mise en œuvre des activités du ministère.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.18. Section 760 : Ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat

Le ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat (MATUH) a pour principales attributions d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du gouvernement dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire. Il est spécifiquement chargé de la planification urbaine, de la gestion foncière, de la construction, de la rénovation urbaine et de la facilitation de l'accès au logement social.

Ces dernières années, les problèmes climatiques et environnementaux se sont intensifiés, se manifestant par des vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses, des sécheresses prolongées, des inondations récurrentes, des tempêtes plus violentes, etc. Ces phénomènes causent des dégâts sans précédents sur l'environnement et le cadre de vie. Le MATUH, à travers ses attributions, mène des actions qui contribuent à la protection de l'environnement, à la lutte contre les changements climatiques et à l'amélioration du cadre de vie des populations notamment (i) la construction des ouvrages de drainage des eaux pluviales (bassins de rétention, collecteurs, caniveaux) en milieu urbain pour lutter contre les inondations, (ii) l'aménagement et la création des espaces verts.

Il ressort de ce qui précède, que les missions et attributions du MATUH ont un lien direct avec la lutte contre les changements climatiques. Ainsi, et conformément aux contributions déterminées au niveau national (CDN) qui classent le secteur des établissements humains dans l'adaptation, et à la règle de marquage qui stipule que « Le segment dominant d'un ministère est fonction de sa mission et des attributions actuelles », le segment dominant du MATUH est alors l'adaptation.

Analyse diagnostique

L'analyse diagnostique faite dans le tableau ci-dessous fait ressortir les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du ministère en lien avec la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement.

Tableau 127 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM)

FORCES	FAIBLESSES
- Existence d'une politique nationale de l'urbanisme et du développement urbain ; - Existence de la stratégie en matière des espaces verts à Lomé ; - Existence du code foncier et domanial prenant en compte les aspects climatiques ; - Existence du décret 67/228 du 24 octobre 1967 portant permis de construire ; - Existence d'un code d'urbanisme et de construction ; - Existence des structures au sein du ministère dont les attributions contribuent à la résilience aux changements climatiques et à la protection de l'environnement (DGIEU ; DGUH ; DGIGC ; ANASAP ; CCL ; FSDH) ; - Existence des projets spécifiques[2] contribuant à la résilience aux changements climatiques et à la protection de l'environnement ; - Disponibilité du ministère à collaborer avec les parties prenantes en matière de lutte contre les changements climatiques et de la protection de l'environnement ; - Existence des points focaux budget vert.	- Insuffisance d'informations à référence spatiale à jour et fiables ; - Absence d'une politique foncière ; - Insuffisance de logements décents ; - Non actualisation et faible mise en œuvre de la stratégie en matière des espaces verts ; - Manque d'études de suivi évaluation de l'empreinte carbone ou écologique des projets d'infrastructures routières et de logements ; - Difficulté de mise en œuvre effective des prestations d'audit de l'exécution des mesures contenues dans les PGES des projets d'infrastructures routières, d'assainissement et de logements ; - Faible capacité de mobilisation des fonds climat ; - Insuffisance de ressources en matière d'assainissement et de salubrité publique ; - Faible promotion des matériaux locaux pour la construction ; - Insuffisance de renforcement de capacités des points focaux ; - Non application de plans d'urbanisme induisant l'occupation anarchique ; - Insuffisance dans la gestion des déchets ; - Non formalisation de la cellule budget vert.
OPPORTUNITES	**MENACES**
- Existence de la politique nationale de l'eau et de l'assainissement ; - Existence de l'ordre national des architectes du Togo (ONAT) ; - Existence d'un centre d'enfouissement technique à Aképé ; - Existence des contributions déterminées au niveau National (CDN) ;	- Risques climatiques (inondations, vents violents, fortes chaleurs) ; - Complexité des procédures d'éligibilité des bailleurs ; - Montée du climato scepticisme ; - Non-respect des engagements d'appui financier des grands pays pollueurs.

[2] Projet de construction d'ouvrages de drainage des eaux pluviales de la zone Auba : Construction de caniveaux et de collecteur ; Projet d'assainissement de la zone d'Agoè Houmbi (construction d'un bassin de rétention d'eaux pluviales, d'un collecteur et de VRD) ; Travaux d'aménagement, d'assainissement et de bitumage des voies d'accès aux sites du projet de renouvellement de l'habitat à Lomé (Aflao-Sagbado) …

- Priorisation du secteur des établissements humains relevé dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) ; - Coordination du processus du BV par le MEF avec l'appui du MERF du MPDC ; - Existence de fonds climat et environnement ; - Disponibilité des partenaires techniques et financiers (PTF) ; - Existence de l'Ecole africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme (EAMAU).	

Présentation des résultats de marquage et commentaires des tableaux

Tableau 128 : Dépenses par cotation du budget vert du MATUH

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT												
P1	**Pilotage et soutien aux services du MUHRF**	**573 384**	**5 400**	**0,9%**	**23 000**	**4,0%**	**544 984**	**95,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	441 011	400	0,1%	15 000	3,4%	425 611	96,5%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressouces humaines	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et finanncières	65 891	0	0,0%	4 000	6,1%	61 891	93,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Prospection, planification, programmation et suivi-evalution	56 482	0	0,0%	4 000	7,1%	52 482	92,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0 %	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgetisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Information géographique**	**112 797**	**0**	**0,0%**	**2 600**	**2,3%**	**110 198**	**97,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Bornes géodésiques	76 297	0	0,0%	0	0,0%	76 298	100,0 %	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Cartographie de masse	16 500	0	0,0%	2 600	15,8 %	13 900	84,2%	0	0,0%	0	0,0%

A2.3	Observatoire du développement urbain	20 000	0	0,0%	0	0,0%	20 000	100,0 %	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Logement décent**	**2 848 923**	**125 976**	**4,4%**	**9 000**	**0,3%**	**2 594 986**	**91,1%**	**118 961**	**4,2%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Planification de l'occupation de l'espace urbain et de l'extension spatiale	746 987	0	0,0%	4 500	0,6%	742 487	99,4%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Contrôle des normes de construction	1 952 798	25 976	1,3%	500	0,0%	1 807 361	92,6%	118 961	6,1%	0	0,0%
A3.3	Réforme foncière	49 138	0	0,0%	4 000	8,1%	45 138	91,9%	0	0,0%	0	0,0%
A3.4	Production et promotion des matériaux locaux de construction	100 000	100 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Cadre de vie**	**6 597 994**	**6 341 508**	**96,1%**	**4 000**	**0,1%**	**252 486**	**3,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Aménagement de la voirie	3 790 486	3 580 000	94,4%	3 000	0,1%	207 486	5,5%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Assainissement et gestion des déchets	2 770 000	2 725 000	98,4%	0	0,0%	45 000	1,6%	0	0,0%	0	0,0%
A4.3	Aménagement paysagers et protection des espaces publics	37 508	36 508	97,3%	1 000	2,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P5	**Aménagement du térritoire**	**117 364**	**0**	**0,0%**	**9 800**	**8,4%**	**107 564**	**91,6%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A5.1	Développement des schémas d'aménagement du territoire	57 617	0	0,0%	5 600	9,7%	52 017	90,3%	0	0,0%	0	0,0%
A5.2	Appui à la planification et au développement local	25 898	0	0,0%	2 100	8,1%	23 798	91,9%	0	0,0%	0	0,0%
A5.3	Produiction des cartes thématiques et relations publiques sur l'aménagement du Territoire	33 849	0	0,0%	2 100	6,2%	31 749	93,8%	0	0,0%	0	0,0%
P6	**Appui à la promotion immobiliére**	**2 092 299**	**0**	**0,0%**	**32 000**	**1,5%**	**2 060 299**	**98,5%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A6.1	Coordination des actions du Fonds	465 493	0	0,0%	32 000	6,9%	433 493	93,1%	0	0,0%	0	0,0%
A6.2	Accompagnement des promoteurs immobiliers	1 626 806	0	0,0%	0	0,0%	1 626 806	100,0 %	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**12 342 761**	**6 472 884**	**52,4%**	**80 400**	**0,7%**	**5 670 517**	**45,9%**	**118 961**	**1,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MATUH, 2026

Sur un budget total de 12 342 761 000 F CFA alloués au MATUH, 52,4%, soit 6 472 884 000 F CFA sont favorables au climat et à la protection de l'environnement. Les dépenses défavorables correspondent à 0,7% du budget, soit 80 400 000. On note également une part du budget, 118 961 000 qui a un impact à la fois favorable et défavorable au climat et à l'environnement (mixte).

Tableau 129 : Part des différentes cotations de l'axe « climat » dans le budget vert du MATUH

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT									
P1	**Pilotage et soutien aux services du MUHRF**	**573 384**	**5 000**	**0**	**544 984**	**0**	**23 000**	**0**	**5 000**	**0,9%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	441 011	0	0	425 611	0	15 000	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	65 891	0	0	61 891	0	4 000	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Prospection, planification, programmation et suivi-évaluation	56 482	0	0	52 482	0	4 000	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**Information géographique**	**112 797**	**0**	**0**	**110 198**	**0**	**2 600**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Bornes géodésiques	76 297	0	0	76 298	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Cartographie de masse	16 500	0	0	13 900	0	2 600	0	0	0,0%
A2.3	Observatoire du développement urbain	20 000	0	0	20 000	0	0	0	0	0,0%
P3	**Logement décent**	**2 848 923**	**125 976**	**0**	**2 594 986**	**0**	**9 000**	**0**	**125 976**	**4,4%**
A3.1	Planification de l'occupation de l'espace urbain et de l'extension spatiale	746 987	0	0	742 487	0	4 500	0	0	0,0%
A3.2	Contrôle des normes de construction	1 952 798	25 976	0	1 807 361	0	500	0	25 976	1,3%
A3.3	Réforme foncière	49 138	0	0	45 138	0	4 000	0	0	0,0%
A3.4	Production et prom. des matériaux locaux de construction	100 000	100 000	0	0	0	0	0	100 000	100,0%
P4	**Cadre de vie**	**6 597 994**	**5 605 000**	**0**	**252 486**	**0**	**4 000**	**0**	**5 605 000**	**85,0%**
A4.1	Aménagement de la voirie	3 790 486	3 580 000	0	207 486	0	3 000	0	3 580 000	94,4%
A4.2	Assainissement et gestion des déchets	2 770 000	2 025 000	0	45 000	0	0	0	2 025 000	73,1%
A4.3	Aménagement paysagers et protection des espaces publics	37 508	0	0	0	0	1 000	0	0	0,0%
P5	**Aménagement du territoire**	**117 364**	**0**	**0**	**107 564**	**0**	**9 800**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Développement des schémas d'aménagement du territoire	57 617	0	0	52 017	0	5 600	0	0	0,0%
A5.2	Appui à la planification et au développement local	25 898	0	0	23 798	0	2 100	0	0	0,0%
A5.3	Production des cartes thématiques et relations publiques sur l'aménagement du Territoire	33 849	0	0	31 749	0	2 100	0	0	0,0%
P6	**Appui à la promotion immobilière**	**2 092 299**	**0**	**0**	**2 060 299**	**0**	**32 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A6.1	Coordination des actions du Fonds	465 493	0	0	433 493	0	32 000	0	0	0,0%
A6.2	Accompagnement des promoteurs immobiliers	1 626 806	0	0	1 626 806	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**12 342 761**	**5 735 976**	**0**	**5 670 517**	**0**	**80 400**	**0**	**5 735 976**	**46,5%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MATUH, 2026

Il ressort du tableau ci-dessous que 45.9%, soit 5.670.517.000 F CFA des dépenses sont favorables à l'adaptation. Concernant les dépenses en lien avec le segment atténuation, elles sont défavorables à 0,7% (80 400 000 F CFA). La part du ministère favorable au climat est de 46.5% soit un montant total de 5.735.976.000 F CFA.

Tableau 130: Part des différentes cotations de l'axe « environnement » dans le budget vert du MATUH

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT															
P1	**Pilotage et soutien aux services du MUHRF**	**573 384**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**400**	**0**	**0**	**400**	**0,1%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	441 011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	400	0	0	400	0,1%
A1.2	Gestion des ressouces humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et finanncières	65 891	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Prospection, planification, programmation et suivi-evalution	56 482	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgetisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Information géographique**	**112 797**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Bornes géodésiques	76 297	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Cartographie de masse	16 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Observatoire du développement urbain	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Logement décent**	**2 848 923**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Planification de l'occupation de l'espace urbain et de l'extension spatiale	746 987	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Contrôle des normes de construction	1 952 798	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Réforme foncière	49 138	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.4	Production et promotion des matériaux locaux de construction	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Cadre de vie**	**6 597 994**	**36 508**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**700 000**	**0**	**0**	**736 508**	**11,2%**

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
A4.1	Aménagement de la voirie	3 790 486	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Assainissement et gestion des déchets	2 770 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	700 000	0	0	700 000	25,3%
A4.3	Aménagement paysagers et protection des espaces publics	37 508	36 508	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 508	97,3%
P5	**Aménagement du territoire**	**117 364**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Développement des schémas d'aménagement du territoire	57 617	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Appui à la planification et au développement local	25 898	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.3	Production des cartes thématiques et relations publiques sur l'aménagement du Territoire	33 849	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P6	**Appui à la promotion immobilière**	**2 092 299**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A6.1	Coordination des actions du Fonds	465 493	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A6.2	Accompagnement des promoteurs immobiliers	1 626 806	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**12 342 761**	**36 508**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**700 400**	**0**	**0**	**736 908**	**6,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MATUH, 2026

Il ressort de l'analyse du tableau ci-dessus que sur un budget total de 12.342.761.000 F CFA alloués au ministère, la part favorable à la protection de l'environnement représente 6%, soit 736.908.000 F CFA. 0,3% des dépenses du MATUH, soit 36 508 000 sont liées à la conservation de la biodiversité et 5,67% des dépenses du budget du ministère sont dédiées à la gestion des déchets.

Justification des cotations dans les tableaux

Il ressort de la cotation des activités du MATUH que 52,4%, soit 6 472 884 000 F CFA et 0,7%, soit 80 400 000 F CFA du budget du ministère constituent respectivement, des dépenses à impact favorable et défavorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement. 45,9% (5 670 517 000) des dépenses budgétaires sont neutres et concernent les dépenses qui n'ont pas d'impact significatif sur l'atteinte des objectifs climatiques et

environnementaux tels que la promotion et la construction des logement décents, l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre des outils de planification urbaine, l'application des plans et règlements d'urbanisme approuvés, la création des réserves administratives.

Selon la répartition du budget favorable en fonction des différents programmes par rapport au segment adaptation de l'axe climat, le programme P3 « Logement décent » consacre 125 976 000 F CFA soit 4,4% et le programme P4 « Cadre de vie » 5 605 000 000 F CFA. Le budget favorable au climat se concentre donc essentiellement au niveau du programme P4 (85%).

Cette situation montre que le budget du MATUH prend plus en compte les changements climatiques et s'explique par le fait que la grande partie des activités menées au niveau du ministère concerne l'assainissement à travers (i) la construction des ouvrages de drainage des eaux pluviales (bassins de rétention, collecteurs, caniveaux) en milieu urbain pour lutter contre les inondations, (ii) le contrôle des travaux par les bureaux de contrôle et (iii) le suivi technique des travaux sur le terrain par les techniciens du ministère.

La part du budget relative aux dépenses défavorables au climat et à l'environnement est relativement faible (0,7%) et constituent des dépenses d'achat de carburant pour le fonctionnement des véhicules administratifs. 1% des dépenses du MATUH cotées mixte se justifient par l'aménagement de la voirie, la gestion des déchets solides, devant avoir des impacts négatifs sur la biodiversité.

Approches de solutions et perspectives

Pour remédier aux faiblesses identifiées, le ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat entend :

- prendre en compte les thématiques environnementales et climatiques dans le processus budgétaire et les politiques, programmes et projets du ministère ;
- mobiliser les ressources pour la construction des logements décents à coût abordable, résilients aux effets des changements climatiques ;
- mobiliser les ressources pour la mise en œuvre effective des Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) et Plans locaux d'urbanisme (PLU) ;
- mobiliser les ressources pour la gestion efficace des déchets ;
- insérer dans les dossiers d'appel d'offre des études préalables, le volet étude de suivi évaluation de l'empreinte carbone ou écologique des projets d'infrastructures routières et de logements ;
- promouvoir les matériaux locaux sobres en carbone pour la construction des logements résilients ;

- mobiliser et préserver des réserves foncières ;
- renforcer le suivi environnemental des projets d'infrastructures routières et d'assainissement ;
- réaliser une étude de suivi évaluation de l'empreinte carbone ou écologique des projets d'infrastructures routières et de logements
- renforcer le réseau géodésique à référence spatiale ;
- réaliser régulièrement les audits de l'exécution des mesures environnementales contenues dans les PGES des projets d'infrastructures routières et d'assainissement ;
- poursuivre le renforcement des capacités des points focaux de la budgétisation verte ;
- actualiser la stratégie en matière des espaces verts ;
- élaborer la politique foncière ;
- renforcer les activités de gestion des déchets ;
- mettre en place une cellule climat ;
- instaurer le suivi des artisans de la construction des logements sur le terrain ;
- créer une cellule budget vert et la rendre opérationnelle en renforçant la capacité des membres.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE, DES RESSOURCES ANIMALES ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.19. Section 810 : Le ministère de l'agriculture, de la pêche, des ressources animales et de la souveraineté alimentaire (MAPRASA)

Le ministère de l'agriculture, de la pêche, des ressources animales et de la souveraineté alimentaire (MAPRASA) définit et met en œuvre la politique agricole à travers la promotion de la qualité des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques. Il a pour mission de : (i) définir et mettre en œuvre la politique en matière de souveraineté alimentaire, promouvoir une agriculture durable et améliorer les conditions de vie des ménages en milieu rural ; (ii) élaborer les programmes agricoles, définit les actions de développement agricole au plan national et au niveau régional et veiller à l'amélioration de la productivité ; (iii) Assurer le suivi, la coordination et l'évaluation de la qualité des services agricoles, notamment en matière de vulgarisation, de formation et de recherche-développement et (v) préparer et mettre en œuvre le plan de développement des filières pastorales et halieutiques.

Le secteur agricole, un pilier de l'économie togolaise qui contribue à environ 22,8% au Produit intérieur brut (PIB) fait face aux aléas climatiques et est classé au niveau national en première position parmi les secteurs prioritaires à l'adaptation (PNACC, 2017) compte tenu de son degré de vulnérabilité face aux changements climatiques.

En effet, l'indice de vulnérabilité du sous-secteur agriculture est évalué à 0,70 et restera élevé avec une légère augmentation pour atteindre la valeur de 0,75 à l'horizon 2050. Ceci va accentuer les impacts avec la répercussion sur la sécurité alimentaire. Ainsi, pour y faire face, toutes les interventions du secteur intègrent à la fois les facteurs permettant de contribuer à la prévention et à l'atténuation des effets liés au changement climatique. Cette priorité d'adaptation du secteur aux changements climatiques fait positionner ce dernier sur le segment « adaptation » dans le cadre de l'élaboration du budget vert.

Analyse diagnostique

Les principaux risques liés au climat dans la production végétale sont relatifs à la perturbation saisonnière, l'irrégularité des pluies engendrant des poches de sécheresse plus longues. Concernant la production animale et halieutique, on assiste à une décimation du bétail liée aux manques d'eau et du fourrage, la prolifération des épizooties (le charbon bactéridien, la peste porcine africaine, la grippe) ainsi que Les fortes températures qui occasionnent des perturbations au niveau de certaines espèces surtout halieutiques. En réponses, le ministère a formulé des stratégies en vue de trouver des solutions durables.

Tableau 131 : Synthèse de l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces du secteur ministère

FORCES	FAIBLESSES
- Existence d'une Politique Agricole du Togo (2016-2030) qui prend en compte les changements climatiques ; - Disponibilité du programme de modernisation de l'agriculture au Togo (ProMAT 2025-2034) intégrant des actions de résilience ; - Existence d'une stratégie nationale de développement de l'agroécologie et de l'agriculture biologique au Togo 2021-2030 - Existence d'une cellule environnementale et sociale au sein du ministère ; - Existence des documents cadres de gestion environnementale et sociale pour la mise en œuvre des programmes (CGES, PGPP et CPRP) ; - Existence d'un schéma directeur de l'agriculture irriguée ; - Existence de structures de recherche et de vulgarisation avec des acquis importants en termes de technologies et de bonne pratique agricole ; - Existence de la carte de fertilité des sols et la diffusion des fiches de recommandations de fertilisation adaptée pour les principales cultures ; - Déploiement de stations météorologiques pour les prévisions - Existence d'un cadre réglementaire.	- Faible appropriation des CDN par les acteurs du secteur ; - Faible mobilisation des fonds climat ; - Faible mobilisation de l'eau et des techniques d'irrigation ; - Insuffisance des biofertilisants et des biopesticides ; - Faible mécanisation agricole pour des techniques adaptées au CC ; - Manque de main d'œuvre agricole ; - Faible adoption du niveau de mécanisation - Forte dépendance de la pluviométrie. - Absence d'un plan d'adaptation au CC du secteur agricole - Couverture sanitaire inégale : accès irrégulier aux intrants vétérinaires, aux vaccins, et aux services d'insémination.
OPPORTUNITES	**MENACES**
- Disponibilité des mécanismes de financement des actions en lien avec l'environnement et le climat - Disponibilité des partenaires au développement à appuyer le secteur pour la mise en œuvre des actions sur les CC - Bonne adhésion des acteurs à la base aux initiatives touchant la sécurité alimentaire et nutritionnelle - Processus de digitalisation de l'appui conseil dans le domaine de l'agriculture. - Disponibilité des terres pour la mise en place des ZAPB (zones aménagées pour la production bovine) ;	- Problèmes fonciers - Emergence des ravageurs de cultures - Effets néfastes des changements climatiques (inondation, sècheresse, érosion, glissement de terrain) qui aggravent la vulnérabilité du secteur - Porosité des frontières qui facilite l'approvisionnement des produits phytosanitaires non homologués - Augmentation de l'évapotranspiration des plantes - Menaces sécuritaires et sanitaires - Envahissement des couloirs de transhumance par les populations

- Création des instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD) pour l'élevage et l'aquaculture - Existence de cadres (régional et national) pour la lutte contre la pêche INN - Promotion de l'économie bleue	- Emergence des épizooties - Diminution de fourrage - Conflits d'usage terre-pâturages-eau : tensions éleveurs/agriculteurs, urbanisation des couloirs. - Pression sur les ressources halieutiques

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes

Dépenses par cotation du budget vert par rapport au budget total du ministère

Tableau 132 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE, DES RESSOURCES ANIMALES ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE												
P1	**Pilotage et soutien des services du MAPRASA (SG)**	**6 539 800**	**35 000**	**0,5%**	**202 362**	**3,1%**	**6 302 438**	**96,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	3 340 382	30 000	0,9%	155 862	4,7%	3 154 519	94,4%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	117 330	0	0,0%	7 000	6,0%	110 330	94,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	777 357	0	0,0%	25 000	3,2%	752 357	96,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Planification, statistique agricole et suivi-évaluation	1 069 792	0	0,0%	14 500	1,4%	1 055 292	98,6%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	formation initiale des apprenants pour le métier agricole	1 226 439	0	0,0%	0	0,0%	1 226 439	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	3 500	0	0,0%	0	0,0%	3 500	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Soutien à la production agricole et à la résilience des systèmes de production**	**30 053 122**	**13 770 986**	**45,8%**	**263 961**	**0,9%**	**9 451 504**	**31,4%**	**6 566 670**	**21,9%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Aménagement et mise en place des infrastrcutures hydroagricoles	14 106 953	6 952 606	49,3%	100 500	0,7%	5 647 177	40,0%	1 406 670	10,0%	0	0,0%
A2.2	Facilitation de l'acces aux intrants agricoles	5 566 986	0	0,0%	0	0,0%	471 986	8,5%	5 095 000	91,5%	0	0,0%
A2.3	Développement d'une agriculture durable	4 687 120	2 530 172	54,0%	66 500	1,4%	2 025 448	43,2%	65 000	1,4%	0	0,0%
A2.4	Dispositif d'appui-conseil et de vulgarisation agricole	3 461 439	3 347 723	96,7%	0	0,0%	113 716	3,3%	0	0,0%	0	0,0%

A2.5	Promotion des unités de multiplication des géniteurs / insémination artificielle et renforcement de la gestion de la transhumance et du pastoralisme	301 442	80 000	26,5%	6 500	2,2%	214 942	71,3%	0	0,0%	0	0,0%
A2.6	Modernisation des moyens de production halieutiques	1 929 181	860 485	44,6%	90 461	4,7%	978 235	50,7%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Valorisation des produits agricoles et accès durable aux marchés**	**6 731 736**	**4 234 574**	**62,9%**	**175 005**	**2,6%**	**2 287 156**	**34,0%**	**35 000**	**0,5%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Promotion de l'agriculture contractuelle et de l'agro industrie	78 154	0	0,0%	8 500	10,9%	69 654	89,1%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Operationalisation des systèmes d'approvisionnement et de distribution des produits alimentaires	1 181 462	1 181 462	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Facilitation de la certification et de labelisation des produits agricoles	2 265 541	2 265 541	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.4	Promotion des produits locaux et à haute valeur nutritionnelle	2 592 204	787 572	30,4%	166 505	6,4%	1 603 127	61,8%	35 000	1,4%	0	0,0%
A3.5	Developpement des activités non agricoles en milieu rural	64 963	0	0,0%	0	0,0%	64 963	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.6	Appui à la mise en place et réhabilitation des petites, moyennes et grandes unités de transformation des produits d'élevage	549 413	0	0,0%	0	0,0%	549 413	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Promotion de l'investissement et facilitation de l'accès au financement**	**10 264 359**	**2 298 413**	**22,4%**	**7 000**	**0,1%**	**7 958 946**	**77,5%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Facilitation de l'accès des acteurs de chaines de valeurs agricoles aux instruments de financements et promotion du secteur privé	10 264 359	2 298 413	22,4%	7 000	0,1%	7 958 946	77,5%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**53 589 017**	**20 338 974**	**38,0%**	**648 328**	**1,2%**	**26 000 044**	**48,5%**	**6 601 670**	**12,3%**	**0**	**0,0%**

Source : Budget du MAPRASA, exercice 2026

Ce tableau fait ressortir la part du budget par programme en fonction des différentes cotations (favorables, défavorables, neutres, mixte et non coté). En effet, sur un budget total de cinquante-trois milliard cinq cent quatre-vingt-neuf millions dix-sept mille (53 589 017 000) FCFA alloué au ministère, 38,0 % (20 338 974 000) FCFA sont favorables ; 1,2% (648 328 000 FCFA) sont défavorables et 48,5% (26 000 044 000) FCFA sont neutres au climat et à l'environnement. Par ailleurs, il se dégage qu'une proportion de 12,3% du budget global soit un montant de 6 601 670 000 FCFA est à la fois défavorable et favorable (mixte).

Les parts du budget favorables au climat et à l'environnement se concentrent principalement au niveau des programmes P3 « Valorisation des produits agricoles et accès durable aux marchés » (62,9%) et P2 « Soutien à la production agricole et à la résilience des systèmes de production » (45,8%). En outre, la part du budget dédiée à la lutte contre les CC et la protection de l'environnement de 2026 (38,0%) a observé une diminution d'environ 11% par rapport à celle de 2025 (49,6%).

Tableau 133: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE, DES RESSOURCES ANIMALES ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE									
P1	**Pilotage et soutien des services du MAPRASA (SG)**	**6 539 800**	**35 000**	**0**	**6 302 438**	**0**	**202 362**	**0**	**35 000**	**0,5%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	3 340 382	30 000	0	3 154 519	0	155 862	0	30 000	0,9%
A1.2	Gestion des ressources humaines	117 330	0	0	110 330	0	7 000	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	777 357	0	0	752 357	0	25 000	0	0	0,0%
A1.4	Planification, statistique agricole et suivi-évaluation	1 069 792	0	0	1 055 292	0	14 500	0	0	0,0%
A1.5	formation initiale des apprenants pour le métier agricole	1 226 439	0	0	1 226 439	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	3 500	0	0	3 500	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**Soutien à la production agricole et à la résilience des systèmes de production**	**30 053 122**	**11 906 458**	**0**	**9 451 504**	**655 559**	**197 461**	**0**	**12 562 017**	**41,8%**
A2.1	Aménagement et mise en place des infrastructures hydroagricoles	14 106 953	5 911 670	0	5 647 177	325 560	100 500	0	6 237 230	44,2%
A2.2	Facilitation de l'acces aux intrants agricoles	5 566 986	0	0	471 986	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Développement d'une agriculture durable	4 687 120	2 006 133	0	2 025 448	294 000	0	0	2 300 133	49,1%
A2.4	Dispositif d'appui-conseil et de vulgarisation agricole	3 461 439	3 347 723	0	113 716	0	0	0	3 347 723	96,7%
A2.5	Promotion des unités de multiplication des géniteurs / insémination artificielle et renforcement de la gestion de la transhumance et du pastoralisme	301 442	0	0	214 942	0	6 500	0	0	0,0%
A2.6	Modernisation des moyens de production halieutiques	1 929 181	640 931	0	978 235	35 999	90 461	0	676 931	35,1%
P3	**Valorisation des produits agricoles et accès durable aux marchés**	**6 731 736**	**4 030 574**	**0**	**2 287 156**	**34 000**	**175 005**	**0**	**4 064 574**	**60,4%**

A3.1	Promotion de l'agriculture contractuelle et de l'agro industrie	78 154	0	0	69 654	0	8 500	0	0	0,0%
A3.2	Operationalisation des systèmes d'approvisionnement et de distribution des produits alimentaires	1 181 462	1 181 462	0	0	0	0	0	1 181 462	100,0%
A3.3	Facilitation de la certification et de labelisation des produits agricoles	2 265 541	2 095 541	0	0	0	0	0	2 095 541	92,5%
A3.4	Promotion des produits locaux et à haute valeur nutritionnelle	2 592 204	753 572	0	1 603 127	34 000	166 505	0	787 572	30,4%
A3.5	Developpement des activités non agricoles en milieu rural	64 963	0	0	64 963	0	0	0	0	0,0%
A3.6	Appui à la mise en place et réhabilitation des petites, moyennes et grandes unités de transformation des produits d'élevage	549 413	0	0	549 413	0	0	0	0	0,0%
P4	**Promotion de l'investissement et facilitation de l'accès au financement**	**10 264 359**	**2 290 413**	**0**	**7 958 946**	**0**	**7 000**	**0**	**2 290 413**	**22,3%**
A4.1	Facilitation de l'accès des acteurs de chaines de valeurs agricoles aux instruments de financements et promotion du secteur privé	10 264 359	2 290 413	0	7 958 946	0	7 000	0	2 290 413	22,3%
	TOTAL	**53 589 017**	**18 262 445**	**0**	**26 000 044**	**689 559**	**581 828**	**0**	**18 952 004**	**35,4%**

Source : Budget du MAPRASA, exercice 2026

Ce tableau illustre la part du budget consacrée à la lutte contre les changements climatiques qui représente 35,4% (18 952 004 000 FCFA) sur une part totale de 38,0% (tableau 2) du budget vert et est majoritairement consacré au segment adaptation avec un taux de 34,1% (18 262 445 000 FCFA). Concernant les dépenses en lien avec le segment atténuation, elle est favorable à 1,3% (689 559 000 FCFA) et défavorable à 1,1% (581 828 000 FCFA). En comparaison avec le budget vert 2025, la part du budget affecté à la lutte contre les CC est passée de 41,6% (2025) à 35,4% soit une diminution de 6% environ. S'agissant de la répartition du budget favorable en fonction des différents programmes par rapport à l'axe climat et en lien avec les segments adaptation et atténuation, le programme P3 vient en première position avec 59,9% (4 030 574 000 FCFA) du budget du programme affecté aux actions d'adaptation, suivi du programme P2 avec 39,6% (11 906 458 000 FCFA) puis le programme P4 qui est évalué à 22,3% (2 290 413 000FCFA). Par contre, concernant l'atténuation, elle se concentre plus au niveau du programme P2 avec 2,2% (655 559 000FCFA).

Tableau 134 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE, DES RESSOURCES ANIMALES ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE															
P1	**Pilotage et soutien des services du MAPRASA (SG)**	**6 539 800**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	3 340 382	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	117 330	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	777 357	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Planification, statistique agricole et suivi-évaluation	1 069 792	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Formation initiale des apprenants pour le métier agricole	1 226 439	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	3 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Soutien à la production agricole et à la résilience des systèmes de production**	**30 053 122**	**202 139**	**60 000**	**0**	**293 037**	**0**	**0**	**691 393**	**6 500**	**0**	**22 400**	**0**	**0**	**1 208 969**	**4,0%**
A2.1	Aménagement et mise en place des infrastructures hydroagricoles	14 106 953	16 100	0	0	80 406	0	0	596 470	0	0	22 400	0	0	715 376	5,1%
A2.2	Facilitation de l'acces aux intrants agricoles	5 566 986	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Développement d'une agriculture durable	4 687 120	106 039	60 000	0	59 000	0	0	65 000	6 500	0	0	0	0	230 039	4,9%
A2.4	Dispositif d'appui-conseil et de vulgarisation agricole	3 461 439	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Promotion des unités de multiplication des géniteurs / insémination artificielle et renforcement de la gestion de la transhumance et du pastoralisme	301 442	80 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80 000	26,5 %
A2.6	Modernisation des moyens de production halieutiques	1 929 181	0	0	0	153 631	0	0	29 923	0	0	0	0	0	183 554	9,5%

P3	**Valorisation des produits agricoles et accès durable aux marchés**	**6 731 736**	**170 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**170 000**	**2,5%**
A3.1	Promotion de l'agriculture contractuelle et de l'agro industrie	78 154	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Opérationnalisation des systèmes d'approvisionnement et de distribution des produits alimentaires	1 181 462	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Facilitation de la certification et de labelisation des produits agricoles	2 265 541	170 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	170 000	7,5%
A3.4	Promotion des produits locaux et à haute valeur nutritionnelle	2 592 204	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.5	Developpement des activités non agricoles en milieu rural	64 963	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.6	Appui à la mise en place et réhabilitation des petites, moyennes et grandes unités de transformation des produits d'élevage	549 413	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Promotion de l'investissement et facilitation de l'accès au financement**	**10 264 359**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8 000**	**0,1%**
A4.1	Facilitation de l'accès des acteurs de chaines de valeurs agricoles aux instruments de financements et promotion du secteur privé	10 264 359	0	0	0	0	0	0	8 000	0	0	0	0	0	8 000	0,1%
	TOTAL	**53 589 017**	**372 139**	**60 000**	**0**	**293 037**	**0**	**0**	**699 393**	**6 500**	**0**	**22 400**	**0**	**0**	**1 386 969**	**2,6%**

Source : Budget du MAPRASA, exercice 2026

Selon le tableau ci-dessus, le budget de la protection de l'environnement ne représente que 2,6% (1 386 969 000 FCFA) sur une part totale du budget favorable (38,0%) à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement et est reparti suivant les différents segments : pollution (1,3%), biodiversité (0,7%), eau (0,5%), et déchet (0,04%).

En ce qui concerne la répartition du budget en fonction des différents programmes, le P2 et P3 sont les plus concernés avec comme part respective 4,0% (1 208 969 000 FCFA) et 2,5% (170 000 000 FCFA).

On note également à ce niveau que la part du budget consacré à la protection de l'environnement en 2026 est très faible par rapport à celle de 2025 (7,6%).

Justification des cotations dans les tableaux

La cotation des activités liées aux programmes et projets du MAPRASA révèle que :

- La part du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est de 20 338 974 000 FCFA soit 38,0% du budget global. Ce taux se concentre aux programmes 3 et 2 où les activités contribuent à l'amélioration de la productivité, à la durabilité du système de production et à la valorisation des produits afin de renforcer la souveraineté alimentaire et la résilience des populations. Ainsi, la part de l'adaptation dans le favorable est de 34,1% soit 18 262 445 000 FCFA. Il est noté également que la part du budget défavorable est exclusivement liée à la lutte contre les changements climatiques et précisément à l'atténuation. Elle représente 581 828 000 FCFA soit 1,1 % du budget.
- La part du budget qui ne contribue pas à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement (neutre) est de 48,5% du budget soit 26 000 044 000 FCFA.
- Les dépenses mixtes (à la fois favorables et défavorables) représentent 12,3% du budget national soit 6 601 670 000 FCFA. Les activités liées à cette cotation peuvent connaitre des mesures de mitigations pour devenir exclusivement favorables afin d'élevé la part du favorable du ministère à 50,3%.

Approches de solutions et perspectives

Les différentes approches de solutions identifiées pour permettre au secteur d'être mieux résilient sont entre autres :

- ✓ Intégrer des mesures prioritaires des CDN spécifiques au secteur agricole dans la planification des actions ;
- ✓ Mobiliser davantage des financements et plus spécifiquement des fonds climats ;
- ✓ Elaborer un plan d'adaptation aux CC du secteur agricole ;
- ✓ Promouvoir la production à l'échelle des biofertilisants et des bio pesticides ;
- ✓ Mettre en place une assurance indicielle ;
- ✓ Promouvoir la mécanisation agricole pour le développement des techniques adaptées aux CC ;
- ✓ Renforcer les capacités des membres de la cellule environnementale et sociale ;
- ✓ Développer des outils de mobilisation de l'eau et des techniques d'irrigation
- ✓ Développer les zones aménagées pour la production bovine (ZAPB)

4.1.2.20. Section 811 : Ministère délégué chargé de l'eau et de l'assainissement (MEA)

Le ministère délégué chargé de l'eau et de l'assainissement met en œuvre la politique du gouvernement en matière d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement adéquats et en matière de gestion durable des ressources en eau. A cet effet, le ministère a élaboré et adopté le document de politique nationale et l'eau et de l'assainissement qui vise à contribuer au développement socio-économique durable du pays, à travers la satisfaction des besoins de tous les usages d'eau, dans un cadre de vie assaini et prenant en compte la préservation de l'environnement, l'équité sociale et l'atténuation des effets du changement climatique.

La mise en œuvre de cette politique à travers le plan d'actions national du secteur de l'eau et de l'assainissement (PANSEA) a permis d'enregistrer d'importants progrès en termes de gestion des ressources en eau et de l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie des populations et par conséquent à la réduction de la pauvreté.

En dépit des acquis obtenus dans les domaines d'accès à l'eau potable et assainissement, la gouvernance et la gestion durable des ressources en eau, des défis restent à relever surtout dans le contexte de la pression démographique croissante, les effets des changements climatiques et la contribution du secteur à l'atteinte des objectifs de la vision 2030 du Togo.

Eu égard à ce qui précède, le Ministère de l'eau et de l'assainissement se positionne dans l'axe protection de l'environnement notamment le segment « eau » comme segment dominant.

Le présent document de budget vert 2026 du département, est structuré en trois (3) points, à savoir :

- Analyse diagnostique du secteur ;
- Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes du département ;
- Approche de solution et perspectives du ministère.

Analyse diagnostique du secteur de l'Eau et Assainissement

L'analyse SWOT relative au secteur de l'Eau et de l'Assainissement se présente dans le tableau ci-dessous

Tableau 135 : Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces sur l'élaboration du budget vert

FORCES	FAIBLESSES
- Adoption et mise en œuvre de l'approche - GIRE - Existence d'une politique nationale de l'eau et de l'assainissement (PNEA) ; - Existence de la loi N°2010-004 du 14 juin 2010 portant code de l'eau et ses textes d'application ; - Existence de la loi N°2010-006 du 18 juin 2010 portant organisation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif des eaux usées domestiques ; - Existence des ressources en eau relativement abondantes - Existence d'organismes de gestion des bassins de la Volta et du Mono (ABV, ABM) ; - Ratification de la convention sur l'eau de 1992 - Existence du Plan d'action national du secteur de l'eau et de l'assainissement (PANSEA) ; - Existence des bases de données de gestion et de suivi des ouvrages d'eau et d'un site web (PROGRES, SOFIE[3] et SSISE ; SIIEAU) ; - Existence de projets spécifiques pour la gestion des ressources en eau ; la lutte contre les effets du changement climatique et la protection de l'environnement (PASH MUT, PRHYVI etc.) ; - Existence du Fonds de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (Fonds GIRE)	- Faible mise en œuvre des documents de politique et stratégies élaborés ; - Connaissance limitée des ressources en eau et de ses utilisations ; - Faible maîtrise de l'eau pour la fourniture des services d'eau potable, la promotion de l'agriculture et les autres usages - Gestion défaillante des ouvrages d'eau surtout en milieu rural - Insuffisance en moyens humains et matériels (logistiques) ; - Faible application de la loi N°004-2010 du 14 juin 2010 portant code de l'eau et ses décrets d'application ; - Faible délégation de gestion du service public de l'eau et de l'assainissement - Prolifération des ouvrages d'eau potable privés ; - Faiblesse du mécanisme de suivi évaluation ; - Faible intégration de la thématique CC dans les documents de politique, stratégies et planification du secteur ; - Faible maîtrise des procédures d'élaboration des projets Fonds verts et fonds d'adaptation ; - Multitude d'acteurs publics et non publics avec souvent des chevauchements des missions et attributions - Faible concertation et coordination entre les acteurs du secteur. - Faible capacité technique et organisationnelle du cadre de partenariat national la non opérationnalisation des organes de mise en œuvre de la GIRE
Opportunités	**Menaces**

[3] Suivi des Ouvrages de Forages et des Indicateurs sur l'Eau

- Existence des mécanismes internationaux de financement des actions climatiques et de protection de l'environnement ; - Forums mondiaux et africains organisés sur l'eau et l'assainissement ; - Engagements régionaux et internationaux pour la protection et la bonne gestion des ressources en eau, de l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement et de protection de l'environnement ; - Priorité accordée au secteur de l'eau et de l'assainissement par le gouvernement - Disponibilité des PTF à accompagner la mise en œuvre des nouvelles orientations du secteur - Effectivité de la décentralisation pour la mobilisation des ressources et la gestion participative et efficace des ouvrages d'eau et d'assainissement	- Inondation et sécheresse ; - Surexploitation des nappes du bassin sédimentaire côtier entrainant la salinité de l'eau ; - Prolifération des forages privés domestiques, des eaux ensachées et embouteillées ; - Détérioration de la qualité de la ressource eau liée aux activités industrielles, domestiques, agricoles, d'élevage, de pêche - Persistance de la crise économique mondiale qui se traduit par la diminution de l'aide publique au développement, la raréfaction des ressources concessionnelles plus adaptées au financement du secteur

Présentation des résultats de marquage des dépenses verte

Tableau 136: Part des différentes cotations du segment du budget vert du MDEA

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DELEGUE CHARGE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT												
P1	**Pilotage et soutien des services du Ministère**	**1 511 090**	**358 743**	**23,7%**	**102 452**	**6,8%**	**1 049 895**	**69,5%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0 %**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du Ministère	526 801	244 556	46,4%	75 100	14,3 %	207 145	39,3%	0	0,0%	0	0,0 %
A1.2	Gest° des ress. humaines, matérielles et financières	57 931	32 821	56,7%	10 300	17,8 %	14 810	25,6%	0	0,0%	0	0,0 %
A1.3	Prospective, Planification, programmation, suivi-évaluation et gestion des systèmes d'information	916 358	71 366	7,8%	17 052	1,9%	827 940	90,4%	0	0,0%	0	0,0 %
A1.4	Genre et équité	5 000	5 000	100,0 %	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0 %
A1.5	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0 %	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0 %
P2	**Gestion intégrée des ressources en eau**	**179 719**	**154 859**	**86,2%**	**9 000**	**5,0%**	**15 860**	**8,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0 %**
A2.1	Mise en place des instruments de suivi des ressources en eau	179 719	154 859	86,2%	9 000	5,0%	15 860	8,8%	0	0,0%	0	0,0 %
P3	**Approvisionnement en eau potable**	**21 478 499**	**17 184 714**	**80,0%**	**236 302**	**1,1%**	**2 550 735**	**11,9%**	**1 500 748**	**7,0%**	**0**	**0,0 %**
A3.1	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu rural	6 619 188	5 134 846	77,6%	218 242	3,3%	1 260 100	19,0%	0	0,0%	0	0,0 %
A3.2	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu semi urbain	1 640 441	1 542 338	94,0%	0	0,0%	98 103	6,0%	0	0,0%	0	0,0 %
A3.3	Dév. des infrast. d'eau potable en milieu urbain	13 218 870	10 507 529	79,5%	18 060	0,1%	1 192 533	9,0%	1 500 748	11,4 %	0	0,0 %
P4	**Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excrétas**	**1 869 641**	**1 707 582**	**91,3%**	**6 500**	**0,3%**	**155 559**	**8,3%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0 %**
A4.1	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux pluviales	1 412 587	1 402 879	99,3%	6 500	0,5%	3 208	0,2%	0	0,0%	0	0,0 %

A4.2	Dév. des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux usées et des boues de vidange	457 054	304 703	66,7%	0	0,0%	152 351	33,3%	0	0,0%	0	0,0 %
P5	**Financement de la gestion intégrée des ressources en eau**	**307 000**	**46 320**	**15,1%**	**17 000**	**5,5%**	**243 680**	**79,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0 %**
A5.1	Coordination de la mobilisation des res.du F-GIRE	215 000	46 320	21,5%	17 000	7,9%	151 680	70,5%	0	0,0%	0	0,0 %
A5.2	Mobilisation, accompagnement des exploitants et producteurs d'eau conditionnée	92 000	0	0,0%	0	0,0%	92 000	100,0 %	0	0,0%	0	0,0 %
	TOTAL	**25 345 949**	**19 452 218**	**76,7%**	**371 254**	**1,5%**	**4 015 729**	**15,8%**	**1 500 748**	**5,9%**	**0**	**0,0 %**

Source : Outil de marquage du Budget vert MDEA, 2026

Il ressort de l'analyse de ce tableau que **76,7**% du budget du Ministère sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement soit un montant de **19 452 218 000** FCFA. **15,8** % du budget sont des dépenses neutres. La part du « mixte » est de **5,9** % soit un montant **1 500 748 000** FCFA. Les dépenses défavorables au climat et à l'environnement représentent **1,5%**. Aucune dépense du ministère n'est « non cotée ».

Tableau 137: Part des différents segments de cotation de l'axe « Climat » du budget vert

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT									
P1	**Pilotage et soutien des services du Ministère**	**1 511 090**	**5 000**	**0**	**716 189**	**0**	**102 452**	**0**	**5 000**	**0,3%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du Ministère	526 801	0	0	0	0	75 100	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	57 931	0	0	0	0	10 300	0	0	0,0%
A1.3	Prospective, Planification, programmation, suivi-évaluation et gestion des systèmes d'information	916 358	0	0	716 189	0	17 052	0	0	0,0%
A1.4	Genre et équité	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
A1.5	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Gestion intégrée des ressources en eau**	**179 719**	**0**	**0**	**0**	**0**	**9 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Mise en place des instruments de suivi des ressources en eau	179 719	0	0	0	0	9 000	0	0	0,0%
P3	**Approvisionnement en eau potable**	**21 478 499**	**145 489**	**0**	**877 224**	**7 574**	**236 302**	**86 973**	**153 063**	**0,7%**
A3.1	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu rural	6 619 188	127 489	0	877 224	0	218 242	76 973	127 489	1,9%
A3.2	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu semi urbain	1 640 441	0	0	0	7 574	0	0	7 574	0,5%
A3.3	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu urbain	13 218 870	18 000	0	0	0	18 060	10 000	18 000	0,1%
P4	**Assainissement collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excrétas**	**1 869 641**	**1 531 128**	**0**	**64 366**	**0**	**6 500**	**4 198**	**1 531 128**	**81,9%**
A4.1	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux pluviales	1 412 587	1 402 879	0	3 100	0	6 500	0	1 402 879	99,3%
A4.2	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux usées et des boues de vidange	457 054	128 249	0	61 266	0	0	4 198	128 249	28,1%
P5	**Financement de la gestion intégrée des ressources en eau**	**307 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**17 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Coordination de la mobilisation des ressources du Fonds GIRE	215 000	0	0	0	0	17 000	0	0	0,0%
A5.2	Mobilisation, accompagnement des exploitants et producteurs d'eau conditionnée	92 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**25 345 949**	**1 681 618**	**0**	**1 657 779**	**7 574**	**371 254**	**91 171**	**1 689 191**	**6,7%**

Source : Outil de marquage du Budget vert MDEA, 2026

Ce tableau ressort les dépenses favorables au climat qui s'élèvent à 1 689 191 000 FCFA, soit 6,7% du budget du ministère. Ces dépenses favorables sont imputables en grande partie au segment « adaptation ». Le montant des dépenses défavorables au segment « atténuation » est 371 254 000 FCFA soit un taux de 1,5%. Le montant des dépenses « neutres » au segment adaptation est 1 657 779 000 FCFA et celui des dépenses neutres au segment « atténuation » est de 91 171 000 FCFA.

Tableau 138: Part des différents segments de cotation de l'axe « Climat » du budget vert

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
P1	**Pil. et soutien des services du Ministère**	**1 511 090**	**0**	**0**	**0**	**353 743**	**0**	**333 705**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**353 743**	**23,4%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du Ministère	526 801	0	0	0	244 556	0	207 145	0	0	0	0	0	0	244 556	46,4%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	57 931	0	0	0	32 821	0	14 810	0	0	0	0	0	0	32 821	56,7%
A1.3	Prospective, Planif., programmation, suivi-évaluation et gestion des syst. d'information	916 358	0	0	0	71 366	0	111 750	0	0	0	0	0	0	71 366	7,8%
A1.4	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**Gestion intégrée des ressources en eau**	**179 719**	**0**	**0**	**0**	**154 859**	**0**	**15 860**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**154 859**	**86,2%**
A2.1	Mise en place des instruments de suivi des ressources en eau	179 719	0	0	0	154 859	0	15 860	0	0	0	0	0	0	154 859	86,2%
P3	**Approvisionnement en eau potable**	**21 478 499**	**0**	**0**	**0**	**16 798 695**	**0**	**1 561 019**	**232 957**	**0**	**25 520**	**0**	**0**	**0**	**17 031 652**	**79,3%**
A3.1	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu rural	6 619 188	0	0	0	5 007 357	0	305 903	0	0	0	0	0	0	5 007 357	75,6%
A3.2	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu semi urbain	1 640 441	0	0	0	1 476 807	0	72 583	57 958	0	25 520	0	0	0	1 534 765	93,6%
A3.3	Développement des infrastructures d'eau potable en milieu urbain	13 218 870	0	0	0	10 314 530	0	1 182 533	174 999	0	0	0	0	0	10 489 529	79,4%
P4	**Assain. collectif des eaux pluviales, des eaux usées et excrétas**	**1 869 641**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**108**	**176 454**	**0**	**86 887**	**0**	**0**	**0**	**176 454**	**9,4%**
A4.1	Développement des outils de planification et des infrastructures de gestion des eaux pluviales	1 412 587	0	0	0	0	0	108	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Développement des outils de planification et des	457 054	0	0	0	0	0	0	176 454	0	86 887	0	0	0	176 454	38,6%

	infrastructures de gestion des eaux usées et des boues de vidange															
P5	**Financement de la gestion intégrée des ressources en eau**	**307 000**	**0**	**0**	**0**	**46 320**	**0**	**243 680**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**46 320**	**15,1%**
A5.1	Coordination de la mobilisation des ressources du Fonds GIRE	215 000	0	0	0	46 320	0	151 680	0	0	0	0	0	0	46 320	21,5%
A5.2	Mobilisation, accompag. des exploitants et producteurs d'eau conditionnée	92 000	0	0	0	0	0	92 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**25 345 949**	**0**	**0**	**0**	**17 353 617**	**0**	**2 154 372**	**409 411**	**0**	**112 407**	**0**	**0**	**0**	**17 763 027**	**70,1%**

Source : Outil de marquage du Budget vert MDEA, 2026

Ce tableau décrit la part du budget en lien avec l'axe environnement. Les dépenses favorables à l'axe environnement s'élèvent à **17 763 027 000** FCFA représentant **70,1%** du budget du ministère. Le montant des dépenses favorables au segment « eau » est de **17 353 617 000** FCFA, soit **68,5**%. Celui des dépenses favorables au segment « pollution » s'élève à **409 411 000** FCFA, soit **1,6%**. Les dépenses neutres au segment « eau » se chiffrent à **2 154 372 000** FCFA soit **8,5 %**. Aucune dépense n'est cotée sur les segments « biodiversité » et « déchets ».

Justification des cotations dans les tableaux

Les différents résultats des cotations effectuées ci-dessus se présentent comme suit :

- Une part importante des dépenses du Ministère sont favorables au climat et à l'environnement (76,7%). Ceci s'explique par le fait qu'une partie prépondérante des activités dédiées sont destinées à la mobilisation et à la gestion durable de la ressource en eau.
- Les dépenses favorables à l'axe environnement (70,1%) sont en grande partie relative au segment eau et représentent les dépenses liées aux travaux de fourniture d'eau potable aux populations (réalisation de forages, de postes d'eau autonomes, des réservoirs de stockage d'eau, de travaux de canalisations (adduction et distribution d'eau potable), …) ainsi que les activités de contrôle des ouvrages y afférentes.
- Les dépenses favorables à l'axe « climat », représentant 6,7% du budget du Ministère concernent les dépenses d'adaptation aux effets des changements climatiques notamment les inondations à travers la construction d'ouvrages de drainage d'eau pluviales (bassin de rétention d'eaux pluviales dans la ville de Lomé)

- Les dépenses cotées « neutres » (15,8%) représentent les différentes acquisitions notamment les différentes fournitures pour le fonctionnement des directions au niveau central et régional, et les activités de suivi-évaluation mensuelles desdites directions.
- 15,8% des dépenses sont cotées « mixte » et se justifient par la construction d'ouvrages d'eau potables (Stations de traitement d'eau potable STEP) devant avoir des impacts négatifs sur la biodiversité.

La part du budget relative aux dépenses défavorables au climat et à l'environnement est relativement faible (1,5%) et constituent des dépenses d'achat de carburants pour le fonctionnement des véhicules administratifs.

Approches de solutions et perspectives

Dans le cadre de la budgétisation verte, plusieurs insuffisances sont identifiées par le ministère. Pour y remédier, le ministère entend :

- Améliorer la connaissance des ressources en eau ;
- Maîtriser les prélèvements des différents usages et les pollutions ;
- Mobiliser les ressources financières nécessaires notamment les fonds climats pour l'accès universel à l'eau potable, aux services adéquats d'assainissement et pour la gestion durable des ressources en eau ;
- Renforcer les capacités du personnel sur la thématique budget vert ;
- Renforcer l'effectif du personnel du ministère en ressources humaines qualifiées par le recrutement des cadres spécialisés ;
- Poursuivre le processus de la délégation des services publics de l'eau ;
- Poursuivre la vulgarisation du code de l'eau et ses textes d'application ;
- Mener les campagnes de sensibilisation et d'information sur la pollution de l'eau à l'endroit des différents usagers ;
- Intensifier les actions de contrôle et d'inspection des unités de production des eaux ensachées et embouteillées.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE MARITIME ET DE LA PROTECTION CÔTIÈRE

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.21. Section 813 : Ministère de l'Économie Maritime

Le Ministère de l'Économie Maritime (MEM) opérationnalise la politique gouvernementale visant à positionner le Port de Lomé comme un hub logistique et de transit de référence en Afrique de l'Ouest, tout en renforçant la résilience face aux risques climatiques. À travers la promotion de l'économie bleue, le développement d'infrastructures durables et la protection des écosystèmes marins, le MEM orchestre une coordination intersectorielle pour relever ces défis complexes. Néanmoins, le secteur demeure confronté à des pressions climatiques croissantes : érosion côtière, élévation du niveau de la mer, acidification des océans et vulnérabilité des infrastructures notamment portuaires.

Le MEM, département transversal sur plusieurs secteur a adopté comme segment dominant l'adaptation compte tenu de ses actions en faveur de la lutte contre les impacts négatifs des changements climatiques notamment l'érosion côtière. Les investissements dans la protection des infrastructures déjà construites sur la côte contre les chocs climatiques renforcent le choix de ce segment comme dominant. Aussi les actions en faveur de l'atténuation dans le secteur maritime sont difficilement quantifiables au niveau national, relevant d'une plus large observation au niveau régional et international.

Analyse diagnostic

Tableau 139: Analyse des FFOM des attributions, des actions du ministères

Forces	Faiblesses
• Port en eau profonde de Lomé, atout géostratégique pour le transit vers les pays enclavés de l'hinterland. • Adoption d'un Schéma Directeur d'Aménagement du Littoral (SDAL) et de la Loi n°2021-011 du 20 mai 2021 encadrant la protection et la mise en valeur du littoral. • Adhésion aux conventions internationales (MARPOL, FAL) de l'Organisation Maritime Internationale (OMI)	• Vulnérabilité accrue des infrastructures portuaires face à l'érosion côtière et à la montée des eaux. • Insuffisance de données environnementales pour une gestion anticipative des risques (pollution, dégradation des écosystèmes). • Déficit de contrôle et de surveillance des pollutions marines et côtières. • Non-respect de certains engagements internationaux pris par le pays.
Opportunités	**Menaces**

• Alignement sur les standards internationaux (réduction des émissions de GES des navires, économie circulaire). • Croissance potentielle de l'économie bleue (tourisme côtier écologique). • Financements climatiques et coopérations internationales dédiées à l'adaptation côtière.	• Accélération de l'érosion côtière et des submersions marines. • Acidification et réchauffement des océans affectant la biodiversité et les ressources halieutiques. • Risques d'incidents maritimes (pollutions accidentelles, collisions).

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 140 : Part des différentes cotations des segments du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME												
P1	**Pilotage et soutien aux services du ministère**	**317 999**	**5 000**	**1,6%**	**12 542**	**3,9%**	**300 457**	**94,5%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Coordination des actions du ministère	166 941	0	0,0%	5 100	3,1%	161 841	96,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion de la Planification , des statistiques et du suivi-évaluation	43 463	0	0,0%	2 360	5,4%	41 103	94,6%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des affaires juridiques et du Contentieux	38 203	0	0,0%	1 080	2,8%	37 123	97,2%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Gestion des affaires financières	33 315	0	0,0%	2 002	6,0%	31 313	94,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Gestion des ressources humaines	26 077	0	0,0%	2 000	7,7%	24 077	92,3%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Transport maritime**	**587 707**	**0**	**0,0%**	**1 572**	**0,3%**	**586 135**	**99,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Modernisation du port	587 707	0	0,0%	1 572	0,3%	586 135	99,7%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**905 706**	**5 000**	**0,6%**	**14 114**	**1,6%**	**886 592**	**97,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Le budget total du ministère de l'Économie maritime pour l'exercice 2026 s'élève à **905 706 000 FCFA**. Sur ce montant, l'**adaptation favorable** ne représente que **0,6 %**, soit un total de **5 000 000 FCFA**, correspondant exclusivement à l'action *« Appui à la budgétisation verte »*. Ce résultat met en évidence une **prise en compte limitée** des enjeux climatiques dans la programmation budgétaire du ministère. Par ailleurs, la part **défavorable au climat**, estimée à **1,6 %**

du budget (soit **14 114 000 FCFA**), est principalement liée aux **dépenses de carburant**, dont l'impact négatif sur le climat provient des émissions de gaz à effet de serre. En revanche, la **quasi-totalité du budget**, soit **97,9 %** (**886 592 000 FCFA**), est classée **neutre** et correspondent aux dépenses de fonctionnement, du personnel, des hors projets d'investissement (HPIP) et du projet d'installation du système portuaire (SIP). En outre les **segments d'atténuation favorable, défavorable et neutre** demeurent **nuls**, traduisant une intégration encore marginale et peu opérationnelle de la dimension climatique dans les interventions du ministère.

Tableau 141: **Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère**

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME									
P1	**Pilotage et soutien aux services du ministère**	**317 999**	**5 000**	**0**	**300 457**	**0**	**12 542**	**0**	**5 000**	**1,6%**
A1.1	Coordination des actions du ministère	166 941	0	0	161 841	0	5 100	0	0	0,0%
A1.2	Gestion de la Planification , des statistiques et du suivi-évaluation	43 463	0	0	41 103	0	2 360	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des affaires juridiques et du Contentieux	38 203	0	0	37 123	0	1 080	0	0	0,0%
A1.4	Gestion des affaires financières	33 315	0	0	31 313	0	2 002	0	0	0,0%
A1.5	Gestion des ressources humaines	26 077	0	0	24 077	0	2 000	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**Transport maritime**	**587 707**	**0**	**1 572**	**586 135**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Modernisation du port	587 707	0	1 572	586 135	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**905 706**	**5 000**	**1 572**	**886 592**	**0**	**12 542**	**0**	**5 000**	**0,6%**

Le segment **adaptation favorable** représente sur le budget global du ministère, 0**,6 %** soit un total de **5 000 000 FCFA**, correspondant uniquement à l'action *« Appui à la budgétisation verte »*. L'**adaptation défavorable** s'élève à **1,6 %**, soit **14 114 000 FCFA**, principalement liée aux **achats de carburant**. L'**adaptation neutre** domine avec **97,9 %**, soit **886 592 000 FCFA** correspondant aux dépenses de fonctionnement et d'investissement. Les segments **atténuation favorable**, **défavorable** et **neutre** sont **nuls**, traduisant une **prise en compte encore marginale du climat** dans le budget du ministère.

Tableau 142 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME															
P1	**Pilotage et soutien aux services du ministère**	**317 999**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Coordination des actions du ministère	166 941	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion de la Planification, des statistiques et du suivi-évaluation	43 463	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des affaires juridiques et du Contentieux	38 203	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Gestion des affaires financières	33 315	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Gestion des ressources humaines	26 077	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Transport maritime**	**587 707**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Modernisation du port	587 707	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**905 706**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Selon les données du tableau, **aucune part du budget** n'est classée comme **favorable, défavorable ou neutre** pour les différents segments de l'axe *« Environnement »* (biodiversité, eau, pollution, déchets). Autrement dit, **100 % du budget du ministère est considéré neutre** du point de vue environnemental, **aucune action identifiée n'ayant d'incidence positive ou négative directe** sur ces thématiques. Cela traduit une **absence totale d'intégration des enjeux environnementaux** dans la programmation budgétaire du ministère pour l'exercice 2026 compte tenu de la nature du seul projet (Installation du système d'information portuaire) que le Ministère mettra en exécution dans le secteur portuaire.

Justification des cotations dans les tableaux

Les tableaux 1 et 2 présentent des résultats similaires. En effet selon les informations reportées par ces derniers, il ressort que le ministère prévoit d'allouer 5 000 000 FCFA de son budget 2026 au financement d'activités présentant un lien clairement positif avec le climat. Cette incidence positive de ces activités (correspondant exclusivement à l'action « appui à la budgétisation verte.») sur le climat justifie la cotation de cette part qui représente 0,6% du budget global du Ministère. Par contre, les 1,6% des dépenses soit 1114 000 FCFA sont cotés « adaptation défavorable ». Cette cotation vient du fait que lesdites dépenses servent à l'achat du carburant dont l'usage engendre l'émission du CO2 et du gaz à effet de serre qui déstabilisent l'équilibre climatique. Enfin, il ressort des mêmes tableaux que près de 98 %, soit 886 592 000 du budget du ministère sont cotés « adaptation neutre ». Ceci s'explique par la nature des activités courantes et du projet d'investissement qui entretiennent une relation moins sensible avec le climat

Le dernier tableaux (tableau 3) n'affiche que des valeurs nulles car aucune des actions à mener par le MEM en 2026 n'a de relation substantielle avec l'axe « environnement ».

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DU COMMERCE ET DU CONTRÔLE QUALITÉ

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.22. Section 820 : Ministère délégué chargé du commerce et du contrôle de la qualité

Le ministère délégué chargé du commerce et du contrôle de la qualité (MDCCQ) met en œuvre la politique de l'Etat des secteurs du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale. A ce titre, il est chargé entre autres, du développement du commerce, de la mise en valeur de l'artisanat, du développement du secteur privé, de la promotion et de la distribution des produits et services locaux de qualité.

A cet effet, le département à travers le programme « *Commerce* », coordonne l'ensemble des actions en matière de subventions sur les prix des produits pétroliers et du gaz et de lutte contre les produits illicites sur le marché en vue du soutien à la résilience de la population et à la protection de l'environnement.

Dans la même lignée, le ministère à travers le programme artisanat, opte pour la promotion des activités artisanales par la construction des Centres de ressources artisanales (CRA), des Chambres régionales de métiers (CRM) et des infrastructures de promotion de l'artisanat.

Aussi, le département accompagne le secteur privé à travers la promotion des foires et salons aux niveaux national et international. L'amélioration de la compétitivité des Très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) contribue au renforcement de la résilience économique de la population face aux effets des changements climatiques.

Au vu de tout ce qui précède, le ministère est classé dans le segment « adaptation » du budget sensible au climat et à l'environnement, segment qui capitalise les actions menées pour renforcer significativement la résilience de la population.

Analyse diagnostique

L'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces du MDCCQ liées aux axes « *Climat » et « Environnement* » se présente dans le tableau ci-dessous.

Tableau 143 : **Analyse FFOM des attributions et actions du MDCCQ**

Forces	**Faiblesses**
• Existence des points focaux Budget vert ; • Existence d'un cadre institutionnel favorable à l'inspection et au contrôle de la qualité et au conditionnement des produits sur le marché ; • Prise en compte des changements climatiques dans la Politique Nationale du Développement du Commerce (PNDC) 2022-2030 ; • Existence de subventions de l'Etat sur le prix du gaz.	• Insuffisance de renforcement des capacités du personnel du ministère en matière des changements climatiques et des risques environnementaux ; • Faible appropriation des CDN par les acteurs au sein du secteur ; • Prédominance du secteur informel dans le marché national rendant complexe les actions de contrôle des produits et de lutte contre les fraudes et la contrefaçon ; • Non formalisation de la cellule climat et environnement du département.
Opportunités	**Menaces**
• Processus d'accréditation des laboratoires selon certaines normes relatives à la qualité des produits agroalimentaires ; • Existence d'un arrêté interministériel et des procédures d'octroi d'agrément pour l'importation des hydrofluorocarbures (HFC) ; • Existence des fonds climat et environnement ; • Existence des PTF ; • Existence du code des hydrocarbures.	• Crises inflationnistes ; • Faible concertation entre les sectoriels ; • Porosité des frontières constituant un risque permanent pour le marché intérieur ; • Commerce illicite des produits pétroliers ; • Faible appropriation des avantages liés à l'utilisation des gaz ; • Prix élevés de la consignation des bouteilles de gaz domestique.

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes

Tableau 144: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du MDCCQ

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DELEGUE CHARGE DU COMMERCE ET DU CONTROLE DE LA QUALITE												
P1	**PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MDCCQ**	**573 433**	**5 000**	**0,9%**	**15 800**	**2,8%**	**552 633**	**96,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDCCQ	265 166	0	0,0%	10 000	3,8%	255 166	96,2%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielle et financières	245 413	0	0,0%	3 000	1,2%	242 413	98,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion du système d'information /Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	52 854	0	0,0%	2 800	5,3%	50 054	94,7%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**COMMERCE**	**23 964 667**	**0**	**0,0%**	**14 262 270**	**59,5%**	**926 299**	**3,9%**	**8 750 000**	**36,5%**	**26 098**	**0,1%**
A2.1	Développement du commerce intérieur et de la concurrence	23 338 682	0	0,0%	14 247 270	61,0%	341 412	1,5%	8 750 000	37,5%	0	0,0%
A2.2	Consommation locale	67 637	0	0,0%	1 500	2,2%	66 137	97,8%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Commerce extérieur	115 947	0	0,0%	2 500	2,2%	113 447	97,8%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Commerce électronique	53 196	0	0,0%	1 000	1,9%	26 098	49,1%	0	0,0%	26 098	49,1%
A2.5	Promotion des exportations	32 552	0	0,0%	1 000	3,1%	31 552	96,9%	0	0,0%	0	0,0%
A2.6	Contrôle du conditionnement des produits	118 828	0	0,0%	3 500	2,9%	115 328	97,1%	0	0,0%	0	0,0%
A2.7	Exécution des actions du ministère dans les régions	237 825	0	0,0%	5 500	2,3%	232 325	97,7%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**INDUSTRIE**	**0**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Développement des petites et moyennes industries	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Transformation des matières premières locales	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Développement des chaînes de valeurs locales, régionales et globales	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.4	Qualité des produits et services	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.5	Normalisation	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.6	Métrologie	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.7	Protection des droits de propriété intellectuelle	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.8	Restructuration et mise à niveau des entreprises	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**SECTEUR PRIVE**	**991 545**	**0**	**0,0%**	**7 000**	**0,7%**	**984 545**	**99,3%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

A4.1	Facilitation des conditions opérationnelles des entreprises	111 889	0	0,0%	5 000	4,5%	106 889	95,5%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Facilitation du financement du secteur privé	860 051	0	0,0%	1 000	0,1%	859 051	99,9%	0	0,0%	0	0,0%
A4.3	Facilitation des partenariats	19 605	0	0,0%	1 000	5,1%	18 605	94,9%	0	0,0%	0	0,0%
P5	**ARTISANAT**	**750 145**	**0**	**0,0%**	**2 800**	**0,4%**	**747 345**	**99,6%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A5.1	Gouvernance du secteur de l'artisanat	100 145	0	0,0%	2 800	2,8%	97 345	97,2%	0	0,0%	0	0,0%
A5.2	Promotion du secteur de l'artisanat	650 000	0	0,0%	0	0,0%	650 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**26 279 790**	**5 000**	**0,0%**	**14 287 870**	**54,4%**	**3 210 822**	**12,2%**	**8 750 000**	**33,3%**	**26 098**	**0,1%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MDCCQ, 2026

Ce tableau renseigne sur la part du budget par programme par rapport aux différentes cotations (favorable, défavorable, neutre, mixte et non cotée). En effet, sur un budget total de 26 279 790 000 FCFA alloué au ministère, il ressort que **0,01%** est favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement soit 5 000 000 FCFA tandis que **54,4%** est défavorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, soit 14 287 870 000 FCFA. **33,3 %** soit 8 750 000 000 FCFA sont à la fois favorables et défavorables au climat et à l'environnement (mixte). On note que les activités cotées neutres représentent **12,2%** du budget total du ministère. Les parts des cotations favorables au budget vert se concentrent essentiellement au niveau du programme P1 « Pilotage et soutien des services du MDCCQ », soit **0,01%.**

Tableau 145: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du MDCCQ

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DU COMMERCE ET DU CONTROLE DE LA QUALITE									
P1	**PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MDCCQ**	**573 433**	**5 000**	**0**	**552 633**	**0**	**15 800**	**0**	**5 000**	**0,9%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDCCQ	265 166	0	0	255 166	0	10 000	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielle et financières	245 413	0	0	242 413	0	3 000	0	0	0,0%
A1.3	Gestion du système d'information /Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	52 854	0	0	50 054	0	2 800	0	0	0,0%
A1.4	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**COMMERCE**	**23 964 667**	**0**	**0**	**926 299**	**0**	**14 262 270**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Développement du commerce intérieur et de la concurrence	23 338 682	0	0	341 412	0	14 247 270	0	0	0,0%
A2.2	Consommation locale	67 637	0	0	66 137	0	1 500	0	0	0,0%
A2.3	Commerce extérieur	115 947	0	0	113 447	0	2 500	0	0	0,0%
A2.4	Commerce électronique	53 196	0	0	26 098	0	1 000	0	0	0,0%
A2.5	Promotion des exportations	32 552	0	0	31 552	0	1 000	0	0	0,0%
A2.6	Contrôle du conditionnement des produits	118 828	0	0	115 328	0	3 500	0	0	0,0%
A2.7	Exécution des actions du ministère dans les régions	237 825	0	0	232 325	0	5 500	0	0	0,0%
P3	**INDUSTRIE**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Développement des petites et moyennes industries	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Transformation des matières premières locales	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Développement des chaînes de valeurs locales, régionales et globales	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.4	Qualité des produits et services	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.5	Normalisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.6	Métrologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

A3.7	Protection des droits de propriété intellectuelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.8	Restructuration et mise à niveau des entreprises	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**SECTEUR PRIVE**	**991 545**	**0**	**0**	**984 545**	**0**	**7 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Facilitation des conditions opérationnelles des entreprises	111 889	0	0	106 889	0	5 000	0	0	0,0%
A4.2	Facilitation du financement du secteur privé	860 051	0	0	859 051	0	1 000	0	0	0,0%
A4.3	Facilitation des partenariats	19 605	0	0	18 605	0	1 000	0	0	0,0%
P5	**ARTISANAT**	**750 145**	**0**	**0**	**747 345**	**0**	**2 800**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Gouvernance du secteur de l'artisanat	100 145	0	0	97 345	0	2 800	0	0	0,0%
A5.2	Promotion du secteur de l'artisanat	650 000	0	0	650 000	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**26 279 790**	**5 000**	**0**	**3 210 822**	**0**	**14 287 870**	**0**	**5 000**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MDCCQ, 2026

Ce tableau ressort la part du budget consacrée aux segments (adaptation, atténuation) de l'axe « climat ». Il est à relever une part totale de **0,01%** favorable à l'adaptation. Il est à noter, une part totale de **12,2%** neutre au segment adaptation soit **3 210 822 000 FCFA**. Concernant les dépenses en lien avec le segment atténuation, elles sont défavorables pour un montant de **14 287 870 000 FCFA,** soit **54,4%**. Pour la répartition du budget en fonction des différents programmes par rapport à l'axe climat et au segment adaptation, le **programme P1** recouvre la quasi-totalité du budget, soit **0.9%** du coût du programme (**5 000 000 FCFA)**.

Tableau 146: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du MDCCQ

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DU COMMERCE ET DU CONTROLE DE LA QUALITE															
P1	**PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MDCCQ**	**573 433**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDCCQ	265 166	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielle et financières	245 413	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion du système d'information /Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	52 854	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**COMMERCE**	**23 964 667**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Développement du commerce intérieur et de la concurrence	23 338 682	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Consommation locale	67 637	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Commerce extérieur	115 947	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Commerce électronique	53 196	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.5	Promotion des exportations	32 552	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.6	Contrôle du conditionnement des produits	118 828	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.7	Exécution des actions du ministère dans les régions	237 825	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**INDUSTRIE**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Développement des petites et moyennes industries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Transformation des matières premières locales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Développement des chaînes de valeurs locales, régionales et globales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.4	Qualité des produits et services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.5	Normalisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.6	Métrologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

A3.7	Protection des droits de propriété intellectuelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.8	Restructuration et mise à niveau des entreprises	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**SECTEUR PRIVE**	**991 545**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Facilitation des conditions opérationnelles des entreprises	111 889	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Facilitation du financement du secteur privé	860 051	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.3	Facilitation des partenariats	19 605	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P5	**ARTISANAT**	**750 145**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Gouvernance du secteur de l'artisanat	100 145	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Promotion du secteur de l'artisanat	650 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**26 279 790**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MDCCQ, 2026

Au niveau de ce tableau décrivant la part du budget en lien avec l'axe « environnement », aucune dépense du ministère n'est liée audit axe.

Justification des cotations dans les tableaux

Au vu des cotations des activités du MDCCQ, il est à noter que les efforts du département en matière de renforcement de la résilience de la population sont principalement liés à la coordination des subventions sur les prix des produits pétroliers et du gaz butane et à la lutte contre les produits illicites sur le marché. Au titre de la gestion 2026, la part du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est de **0,01%** soit un montant de **5 000 000 FCFA** sur un budget total de **26 279 790 000 FCFA.** Elle concerne les activités d'appui à la budgétisation verte.

La part du budget du programme P1 « Pilotage et soutien des services du MDCCQ **»** favorable à l'adaptation représente **5 000 000 FCFA,** soit **0.9%** du budget total du programme. Cette part est allouée à l'action « Appui à la budgétisation verte » pour la sensibilisation et la formation des acteurs du secteur en faveur du climat et de l'environnement.

La part du programme P2 « Commerce » à la fois favorable et défavorable à la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement représentant **8 750 000 000 FCFA,** soit **36,5%** du total du programme**,** est due à l'action 1 « Développement du commerce intérieur et de la concurrence » qui coordonne les subventions sur les prix du gaz en vue de la préservation de la biodiversité.

Cependant, il faut noter que **54,4%** du budget total du ministère est défavorable dans sa globalité au climat et à l'environnement. Cela est principalement dû aux subventions sur les prix des produits pétroliers et à l'achat du carburant pour le fonctionnement des services du ministère. Les activités cotées mixtes exprimées à **33,3%** sont liées aux subventions sur les prix du gaz butane pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages. Les activités non cotées estimées à **26 098 000 FCFA** sont liées au processus de digitalisation des services offerts par le ministère aux usagers. La cotation neutre évaluée à **3 210 822 000 FCFA,** soit **12,2%** du budget total, s'explique par le fait que la plupart des activités hors projets et subventions du département n'ont pas un impact significatif sur le climat et l'environnement

Approches de solutions et perspectives

Dans le cadre de la budgétisation verte, les approches de solutions et perspectives du département sont entre autres :

- renforcer les capacités des cadres et acteurs du commerce sur les Contributions déterminées au niveau national (CDN) ;
- prendre en compte les indicateurs du CDN, spécifiques au secteur commerce dans la planification des actions ;
- formaliser la cellule climat et environnement au sein du ministère ;
- renforcer les capacités des membres de la cellule climat et environnement ;
- élaborer un plan d'adaptation aux CC des secteurs commerce et artisanat ;
- organiser le sous-secteur du commerce des véhicules pour prendre en compte les CC et la protection de l'environnement ;
- renforcer le contrôle de la qualité des produits sur le marché ;
- prendre en compte le climat dans les objectifs, dans la formulation et l'exécution des nouveaux projets/programmes et ceux en cours au sein du département ;
- œuvrer pour la réduction des prix de consignation des bouteilles de gaz domestique.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS, DE L'INDUSTRIE ET DE LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMQUE

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.23. Section 821 : Ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (MIPI)

Le Ministère délégué auprès du Ministre de l'Économie, chargé de la Promotion des Investissements, de la Souveraineté Économique (MDPIISE) est chargé de mettre en œuvre la politique de l'État en matière de promotion, de facilitation et de protection des investissements pour soutenir la souveraineté économique du Togo.

Il élabore et met en œuvre des programmes de promotion des investissements aux niveau national, favorise le dialogue public-privé, simplifie les procédures administratives et modernise le cadre réglementaire pour stimuler l'entrepreneuriat.

Le Ministère œuvre à offrir un climat des affaires attractif, en garantissant aux investisseurs les avantages prévus par le Code des investissements et le statut de la zone franche, tout en valorisant les opportunités du pays.

Il accompagne l'Agence de promotion des investissements et de la zone franche (API-ZF), guichet unique pour les démarches administratives liées à l'implantation et à l'exploitation des entreprises, et propose des mesures visant à renforcer la compétitivité et l'investissement durable au Togo.

De par son positionnement dans la promotion et la facilitation du développement des industrie lourdes susceptibles de générer diverses formes de pollution (de l'eau, de l'air, du sol, pollution olfactive ou sonore), le MDPISE est positionné, à la fois sur l'axe climat et environnement et dispose pour segment dominant, le segment "pollution". Son rôle d'encadrement et de régulation des activités industrielles confère à ses interventions un impact majeur, positif ou négatif, sur la prévention et la gestion de la pollution au Togo.

1. **Analyse diagnostique**

L'analyse diagnostique met en évidence deux axes majeurs des activités de promotion des investissements conduites par le MDPISE
(i) l'attraction d'investissements pour améliorer le climat des affaires et, (ii) l'attraction d'investissements pour l'installation d'industries au Togo.

Tableau 147 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces

Forces	Faiblesses
• La Loi n° 2019-005 du 17 juin 2019 portant code des investissements met en place un cadre juridique pour les investissements durables au Togo. • La SAZOF/APIZF bras opérationnel du ministère, a acquis une expertise significative dans le soutien aux investisseurs notamment dans la réalisation des études d'impacts environnementale. • Existence des points focaux budget vert au sein du ministère • La mise en place progressive des institutions de normalisation telle que la Haute Autorité pour la Qualité et l'Environnement. • Elaboration en cours d'une politique industrielle nationale mettant l'accent sur l'industrialisation durable et prenant en compte la protection de l'environnement.	• Faible collaboration avec la structure chargée du suivi de la mise en œuvre des règlementations lié à l'environnement lors de l'installation des industries au Togo. • Faible capacité du ministère à attirer et à mobiliser des investissements verts • Faible prise en compte des enjeux climatiques dans la planification des activités du ministère. • Non formalisation de la cellule budgétisation verte. • Faible sensibilisation des acteurs industriels aux bonnes pratiques environnementales.
Opportunités	**Menaces**
• Soutien des partenaires internationaux pour la promotion des investissements verts dans les pays en voie de développement dont le Togo. • Identification et promotion des investissements favorables au climat et à l'environnement. • Mise en place progressive d'un guichet unique facilitant le parcours des investisseurs dans les secteurs liés au vert. • Existence des engagements internationaux en faveur du climat.	• Concurrence régionale et internationale en matière d'attraction d'investissements verts. • Absence d'une fiscalité verte au Togo. • Coûts élevés des technologies vertes. • Contexte sécuritaire régional instable. • Non-respect des engagements climatiques par les pays fortement émetteurs, fragilisant les efforts des pays en développement.

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes

Tableau 148 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DELEGUE CHARGE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DE LA SOUVERAINETE ECONOMIQUE												
P1	**Pilotage et soutien des services du MDPIISE**	**247 585**	**5 000**	**2,0%**	**14 000**	**5,7%**	**228 585**	**92,3%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDPIISE	210 402	0	0,0%	12 000	5,7%	198 402	94,3%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des res. humaines matérielles et financières	10 384	0	0,0%	2 000	19,3%	8 384	80,7%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Planification, programmation, suivi-évaluation	16 799	0	0,0%	0	0,0%	16 799	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Appui à la Budgétisation Verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**	**937 175**	**93 420**	**10,0%**	**0**	**0,0%**	**843 755**	**90,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Prom. des IDE, IDN et contribution à la création des ZES	928 501	93 420	10,1%	0	0,0%	835 081	89,9%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Facilitation des démarches liées à l'investissement	8 675	0	0,0%	0	0,0%	8 675	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**INDUSTRIE**	**589 913**	**2 000**	**0,3%**	**11 000**	**1,9%**	**576 913**	**97,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Coordination des actions d'appui au développement industriel	94 002	2 000	2,1%	4 000	4,3%	88 002	93,6%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Développement des petites et moyennes industries	17 173	0	0,0%	2 000	11,6%	15 173	88,4%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Transformation des matières premières locales	11 927	0	0,0%	3 000	25,2%	8 927	74,8%	0	0,0%	0	0,0%
A3.4	Développement des chaînes de valeurs locales, régionales et globales	10 987	0	0,0%	2 000	18,2%	8 987	81,8%	0	0,0%	0	0,0%
A3.5	Qualité des produits et services	169 606	0	0,0%	0	0,0%	169 606	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.6	Normalisation	13 829	0	0,0%	0	0,0%	13 829	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.7	Métrologie	96 708	0	0,0%	0	0,0%	96 708	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.8	Protection des droits de propriété intellectuelle	82 437	0	0,0%	0	0,0%	82 437	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.9	Restructuration et mise à niveau des entreprises	93 245	0	0,0%	0	0,0%	93 245	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**1 774 673**	**100 420**	**5,7%**	**25 000**	**1,4%**	**1 649 253**	**92,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MDPISE 2026 (Table 6)

Sur un budget total de 1 774 673 000 FCFA alloué en 2026 au Ministère délégué chargé de la Promotion des Investissements et de la Souveraineté économique (MDPISE), la part favorable aux actions de lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement représente 5,7%, soit 100 420 000 FCFA, tandis que la part défavorable s'élève à 1,4%, correspondant à 25 000 000 FCFA. La part neutre domine largement, représentant 92,9% du budget total, soit 1 649 253 000 FCFA, ce qui traduit que la majorité des dépenses du ministère n'a pas d'impact environnemental direct. Aucun montant

n'a été identifié comme mixte ou non coté. Par programme, le Pilotage et soutien des services du MDPISE consacre 2% de son budget à des dépenses favorables, notamment à travers l'appui à la budgétisation verte, contre 5,7% de dépenses défavorables, principalement liées aux achats de carburants. Le Programme 2 (Promotion des investissements) se distingue par une contribution environnementale favorable de 10%, correspondant à des initiatives soutenant la promotion d'investissements durables et l'efficacité énergétique, sans aucune dépense défavorable recensée. Le Programme 3 (Industrie) affiche quant à lui 0,3% de dépenses favorables et 1,9% défavorables, tandis que 97,8% de son budget demeure neutre.

Tableau 149 : Part des différentes cotations de l'axe « Climat » dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DE LA SOUVERAINETE ECONOMIQUE									
P1	**PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MDPIISE**	**247 585**	**0**	**0**	**5 000**	**0**	**14 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDPIISE	210 402	0	0	0	0	12 000	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	10 384	0	0	0	0	2 000	0	0	0,0%
A1.3	Planification, programmation, suivi-évaluation	16 799	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Appui à la Budgétisation Verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**	**937 175**	**0**	**0**	**0**	**93 420**	**0**	**0**	**93 420**	**10,0 %**
A2.1	Promotion des IDE, IDN et contribution à la création des ZES	928 501	0	0	0	93 420	0	0	93 420	10,1 %
A2.2	Facilitation des demarches liées à l'investissement	8 675	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**INDUSTRIE**	**589 913**	**0**	**0**	**96 708**	**0**	**11 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Coordination des actions d'appui au développement industriel	94 002	0	0	0	0	4 000	0	0	0,0%
A3.2	Développement des petites et moyennes industries	17 173	0	0	0	0	2 000	0	0	0,0%
A3.3	Transformation des matières premières locales	11 927	0	0	0	0	3 000	0	0	0,0%
A3.4	Développement des chaînes de valeurs locales, régionales et globales	10 987	0	0	0	0	2 000	0	0	0,0%
A3.5	Qualité des produits et services	169 606	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.6	Normalisation	13 829	0	0	0	0	0	0	0	0,0%

A3.7	Métrologie	96 708	0	0	96 708	0	0	0	0	0,0%
A3.8	Protection des droits de propriété intelectuelle	82 437	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.9	Restructuration et mise à niveau des entreprises	93 245	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**1 774 673**	**0**	**0**	**101 708**	**93 420**	**25 000**	**0**	**93 420**	**5,3%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MDPISE 2026

En 2026, le Ministère délégué chargé de la Promotion des Investissements et de la Souveraineté économique consacre sur son budget total de 1 774 673 000 FCFA, un montant global de 195 128 000 FCFA, soit 11 %, à des actions favorables à la lutte contre les changements climatiques. Ce montant se répartit entre 101 708 000 FCFA (5,7 %) orientés vers des actions d'adaptation, et 93 420 000 FCFA (5,3 %) dédiés à des actions d'atténuation aux effets des changements climatiques. À l'inverse, les dépenses défavorables aux effets des changements climatiques représentent 1,4 % du budget total, soit 25 000 000 FCFA, correspondant principalement aux achats de carburants dans les programmes de soutien administratif et industriel. Aucune dépense mixte ou non cotée n'a été enregistrée pour 2026. Par programme, le programme promotion des investissements se distingue par la plus forte contribution favorable à l'atténuation, avec 93 420 000 FCFA, représentant 10 % de son budget, consacrés à des initiatives d'efficacité énergétique. Le programme industrie consacre 96 708 000 FCFA (16,4 %) à des actions d'adaptation, notamment dans le domaine de la métrologie, tandis que 11 000 000 FCFA (1,9 %) sont identifiés comme défavorables du fait de dépenses liées aux carburants. Le Programme pilotage et soutien des services du MDPISE enregistre quant à lui 5 000 000 FCFA (2 %) d'actions favorables à l'adaptation, à travers l'intégration du genre et de la budgétisation verte, et 14 000 000 FCFA (5,7 %) de dépenses défavorables dédié à l'achat de carburant.

Tableau 150 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DE LA SOUVERAINETE ECONOMIQUE															
P1	**PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MDPIISE**	**247 585**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**0**	**223 585**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**2,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MDPIISE	210 402	0	0	0	0	0	0	0	0	198 402	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	10 384	0	0	0	0	0	0	0	0	8 384	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Planification, programmation, suivi-évaluation	16 799	0	0	0	0	0	0	0	0	16 799	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Appui à la Budgétisation Verte	5 000	0	0	0	0	0	0	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0 %
P2	**PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**	**937 175**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**843 755**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Promotion des IDE, IDN et contribution à la création des ZES	928 501	0	0	0	0	0	0	0	0	835 081	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Facilitation des demarches liées à l'investissement	8 675	0	0	0	0	0	0	0	0	8 675	0	0	0	0	0,0%
P3	**INDUSTRIE**	**589 913**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**480 205**	**2 000**	**0**	**0**	**2 000**	**0,3%**
A3.1	Coordination des actions d'appui au développement industriel	94 002	0	0	0	0	0	0	0	0	88 002	2 000	0	0	2 000	2,1%
A3.2	Développement des petites et moyennes industries	17 173	0	0	0	0	0	0	0	0	15 173	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Transformation des matières premières locales	11 927	0	0	0	0	0	0	0	0	8 927	0	0	0	0	0,0%
A3.4	Développement des chaînes de valeurs	10 987	0	0	0	0	0	0	0	0	8 987	0	0	0	0	0,0%

	locales, régionales et globales															
A3.5	Qualité des produits et services	169 606	0	0	0	0	0	0	0	0	169 606	0	0	0	0	0,0%
A3.6	Normalisation	13 829	0	0	0	0	0	0	0	0	13 829	0	0	0	0	0,0%
A3.7	Métrologie	96 708	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.8	Protection des droits de propriété intelectuelle	82 437	0	0	0	0	0	0	0	0	82 437	0	0	0	0	0,0%
A3.9	Restructuration et mise à niveau des entreprises	93 245	0	0	0	0	0	0	0	0	93 245	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**1 774 673**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**0**	**1 547 545**	**2 000**	**0**	**0**	**7 000**	**0,4%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MDPISE 2026

L'analyse de la budgétisation verte 2026 des programmes du Ministère délégué chargé de la Promotion des Investissements et de la Souveraineté économique met en évidence une dominance des dépenses neutres en matière de dépense de protection de l'environnement. En 2026, un montant de 1 547 545 000 FCFA, représentant 87,2 % des crédits du ministère, est coté neutre, n'étant pas rattaché à la préservation de la biodiversité, à la gestion durable de l'eau, à la lutte contre la pollution ni à la gestion des déchets. Malgré cette prédominance de dépenses neutres, certaines initiatives témoignent de la prise en compte progressive des enjeux environnementaux dans l'action ministérielle. Ainsi, un montant de 5 000 000 FCFA (0,3 %) est consacré à des actions favorables à la réduction de la pollution, dans le cadre du programme « Pilotage et soutien des services du MDPISE », notamment à travers les activités d'appui à la budgétisation verte. De même, le programme « Industrie » intègre une composante environnementale à travers 2 000 000 FCFA (0,11 %) dédiés à la gestion des déchets.

Justification des cotations dans les tableaux

Le Ministère délégué auprès du Ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, chargé de la Promotion des Investissements et de la Souveraineté économique (MDPISE), contribue à la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de promotion des investissements, de souveraineté économique et de développement industriel. À travers ses trois (03) programmes budgétaires (i)Pilotage et soutien des services du MDPISE, (ii) Promotion des investissements, et (iii) Industrie.

Le ministère agit sur les leviers institutionnels et techniques favorisant l'investissement productif, la compétitivité industrielle et la transformation structurelle de l'économie nationale, tout en intégrant progressivement les considérations environnementales et climatiques dans la planification et la gestion budgétaire.

Les résultats issus des cotations environnementales et climatiques des programmes du MDPISE se justifient par l'analyse de la nature des activités mises en œuvre ainsi que par leurs impacts directs ou indirects sur le climat et l'environnement.

En ce qui concerne l'axe « Climat », les dépenses favorables à l'atténuation des effets des changements climatiques représentent 15,2 % du budget total du ministère, soit 269 090 000 FCFA. Ces dépenses sont principalement issues du Programme 2 : Promotion des investissements, à travers les actions de promotion des investissements durables, l'installation d'infrastructures économes en énergie et le soutien à la mise en œuvre d'initiatives d'efficacité énergétique dans le cadre de projets d'investissement public.

Les dépenses défavorables à l'atténuation s'élèvent à 25 000 000 FCFA (1,4 %), concentrées dans le Programme 3 : Industrie, en raison de l'achat de carburants nécessaires au fonctionnement des services techniques. Il convient toutefois de noter que le ministère a engagé, pour l'exercice 2026, un effort de rationalisation avec une réduction de 30 % de cette ligne de dépense par rapport à 2025.

Par ailleurs, un montant de 101 708 000 FCFA (5,7 %) est classé neutre sur le segment *adaptation*, correspondant à des activités sans incidence directe sur les changements climatiques, notamment celles relatives à la planification, à la normalisation et à la métrologie.

Quant à l'axe « Environnement », les dépenses favorables à l'axe environnement représentent 0,4 % du budget global du MDPISE, soit 7 000 000 FCFA, réparties entre les segments *pollution* et *déchets*. Le Programme 1 : Pilotage et soutien des services du MDPISE consacre 5 000 000 FCFA (0,3 %) à des actions favorables à la réduction de la pollution, notamment à travers la budgétisation verte et le suivi de la conformité environnementale dans les processus administratifs et opérationnels. Le Programme 3 : Industrie intègre 2 000 000 FCFA (0,11 %) dédiés à la gestion des déchets, dans le cadre

de l'appui à la mise à niveau des entreprises industrielles pour le respect des normes environnementales et la valorisation responsable des rejets.

L'essentiel du budget du ministère, soit 1 371 875 000 FCFA (77,3 %), demeure neutre, correspondant principalement aux dépenses de fonctionnement, de coordination administrative et de gestion des ressources humaines, sans incidences environnementales directes.

Perspectives

Afin de renforcer son implication dans la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement, le Ministère délégué chargé de la Promotion des Investissements et de la Souveraineté économique se propose de mettre en œuvre en 2026, les actions prioritaires suivantes :

- Renforcer la capacité des Directeurs et Responsables des services rattachés sur les techniques de mobilisation des investissements verts ;
- Poursuivre le renforcement de capacités des membres de la cellule budgétisation verte sur les thématiques : (1) les changements climatiques et la protection de l'environnement ; (2) la mobilisation de financements verts ou (3) l'intégration des enjeux environnementaux dans le secteur industriel.
- Organiser un atelier de sensibilisation à l'intention des entreprises de l'Agropole de Kara, axé sur l'agroécologie et l'intégration des enjeux environnementaux dans leurs activités ;
- Coorganiser l'édition 2026 de la Quinzaine de l'Environnement et du Développement Durable ;
- Appuyer l'organisation de la journée de l'arbre avec les industriels ;
- Planifier des activités de suivi de la règlementation exigeant aux entreprises de respecter l'environnement lors de leur installation ;
- Veiller au suivi des mesures de réduction de la pollution et de protection de l'environnement lors des visites des entreprises installées

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.24. Section 830 : Ministère délégué chargé des travaux publics et des infrastructures

Le ministère délégué chargé des travaux publics et des infrastructures (MDTPI) a pour mission de développer et entretenir les infrastructures routières, mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de désenclavement afin de stimuler les déplacements entre les régions, de faciliter les débouchés des producteurs agricoles, contribuer au développement social du pays et participer à la construction des bâtiments publics ou en facilitant leur accès.

A cet effet, la construction et la réhabilitation de ces infrastructures sont accompagnées de mesures visant à réduire leur impact sur l'environnement conformément aux études d'impacts environnementales et sociales.

Conformément aux Contributions Déterminées au niveau National (CDN) révisées, notamment à l'axe 4 relatif au renforcement des capacités d'adaptation des établissements humains, et à sa priorité liée au renforcement de la protection sociale et à la construction d'infrastructures socioéconomiques climato-résilientes, le segment dominant du MDTPI dans le cadre de la budgétisation verte est l'adaptation.

Analyse diagnostique

Le tableau ci-après synthétise les forces, faiblesses, opportunités et menaces du ministère des travaux publics et des infrastructures dans le cadre de l'élaboration du budget vert.

Tableau 151 : Analyse des FFOM des attributions, des actions du ministère

FORCES	FAIBLESSES
- Existence d'un cadre institutionnel en matière de questions environnementales ; - Expérience dans la réalisation des ouvrages renforçant la résilience des populations vulnérables dues aux changements climatiques ; - Disponibilités des données routières au niveau de la cellule banque des données routières ; - Existence du plan directeur d'assainissement du grand Lomé ; - Expérience dans la gestion de projets financés par des partenaires techniques et financiers (PTF) ; - Ressources humaines qualifiées en ingénierie des travaux publics et bâtiments ; - Disponibilité de services techniques déconcentrés pour le suivi des infrastructures.	- Insuffisance du personnel ayant le profil indiqué pour la prise en compte de la thématique climat et environnement ; - Non formalisation de la cellule de budgétisation verte ; - Insuffisance des ressources financières pour l'entretien du réseau routier national ; - Insuffisance de prise en compte des considérations environnementales dans la définition des prescriptions techniques dans les Dossier d'Appel à Concurrence (DAC) surtout les dossiers de fournitures ; - Faible suivi des activités de reboisement après la période de garantie ; - Défaut de mise en œuvre du plan directeur de l'assainissement du grand Lomé ; - Difficulté de mise en œuvre systématique des prestations d'audit relatives aux mesures du PGES dans les projets ; - Dépendance élevée aux financements extérieurs pour les projets verts.
OPPORTUNITES	**MENACES**
- Existence de la loi cadre sur l'environnement (EIES, PGES, suivi contrôle) ; - Existence de la loi portant lutte contre les changements climatiques ; - Existence de la loi n°2018-010-ARSE portant promotion et production de l'énergie renouvelable au Togo ; - Existence d'un décret relatif à la délimitation des emprises des voies ; - Existence du règlement sur la charge à l'essieu (Règlement 14 de l'UEMOA) ; - Intégration du Togo dans des projets routiers communautaires et internationaux (OCAL, Autoroute de l'unité…) ;	- Risque de catastrophes climatiques (inondations, érosion côtière, sécheresses) affectant les infrastructures ; - Hausse des coûts des matériaux de construction limitant l'intégration de technologies vertes ; - Contraintes budgétaires nationales réduisant la marge de manœuvre pour de nouvelles priorités ; - Pression démographique et urbanisation rapide générant une forte demande d'infrastructures classiques au détriment des infrastructures vertes ; - Faible mise en œuvre du plan d'assainissement globale de la ville de Lomé pour les raccordements des projets routiers ; - Occupation anarchique des emprises des voies et des réserves administratives ; - Non application des plans d'urbanisation.

- Disponibilité et intérêt croissant des partenaires techniques et financiers à appuyer les projets d'infrastructures résilientes et durables ; - Intégration des critères climatiques et environnementaux dans les mécanismes de financement des PTF ; - Engagement du gouvernement pour la transition écologique et la lutte contre les changements climatiques ; - Existence d'opportunités de développement de partenariats public-privé (PPP) dans le secteur des infrastructures ; - Potentiel d'innovation technologique (matériaux recyclés, énergie renouvelable, routes écologiques)	-

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 152*: Dépenses du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DELEDUE CHARGE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTUCTURES												
P1	**Pilotage et soutien aux services du MDTPI**	**718 461**	**3 867**	**0,5%**	**48 704**	**6,8%**	**665 890**	**92,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	422 081	0	0,0%	45 602	10,8%	376 479	89,2%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	20 485	0	0,0%	2 000	9,8%	18 485	90,2%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	246 884	0	0,0%	1 102	0,4%	245 782	99,6%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Formation initiale des agents	20 000	0	0,0%	0	0,0%	20 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Genre et équité	5 144	0	0,0%	0	0,0%	5 144	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Appui à la budgétisation verte	3 867	3 867	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Construction et reconstruction du réseau de routes nationales et des infrastructures**	**107 085 737**	**30 003 191**	**28,0%**	**14 829 017**	**13,8%**	**62 253 528**	**58,1%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Construction de routes nationales neuves	38 180 398	7 714 654	20,2%	6 087 109	15,9%	24 378 635	63,9%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Reconstruction de routes nationales	39 087 375	5 087 972	13,0%	6 291 250	16,1%	27 798 153	71,1%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Construction et réhabilitation de bâtiments publics	1 862 135	60 000	3,2%	1 102	0,1%	1 711 033	91,9%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Construction et réhabilitation d'autres infrastructures	27 955 829	17 140 565	61,3%	2 449 556	8,8%	8 365 708	29,9%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Planification, Etudes, Suivi-Evaluation et Statistiques**	**896 343**	**0**	**0,0%**	**10 879**	**1,2%**	**885 464**	**98,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Planification et études de projets d'infrastructures	866 848	0	0,0%	8 307	1,0%	858 541	99,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Suivi-évaluation des projets d'infrastructures	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Statistiques des infrastructures	29 495	0	0,0%	2 572	8,7%	26 923	91,3%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Entretien du réseau de routes natio. et des infrastr.**	**17 643 587**	**0**	**0,0%**	**7 440**	**0,0%**	**17 636 147**	**100,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Entretien de routes nationales	17 393 587	0	0,0%	7 440	0,0%	17 386 147	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Entretien de bâtiments publics et autres infrastructures	250 000	0	0,0%	0	0,0%	250 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P5	**Dével. et extension du réseau des pistes rurales**	**23 288 913**	**21 331 010**	**91,6%**	**8 500**	**0,0%**	**1 949 403**	**8,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A5.1	Maintenance et extension du réseau des pistes rurales	23 288 913	21 331 010	91,6%	8 500	0,0%	1 949 403	8,4%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**149 633 041**	**51 338 068**	**34,3%**	**14 904 540**	**10,0%**	**83 390 432**	**55,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MTPI, 2026

Sur un budget total de 149.633.041.000 F CFA, il ressort que **34,31%** sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, soit **51.338.068.000 F CFA** tandis que 9,96%, soit 14.904.540.000 F CFA sont défavorables.

Tableau 153*: Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total*

Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
		Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
Pilotage et soutien aux services du MDTPI	**718 461**	**3 867**	**0**	**665 890**	**0**	**48 704**	**0**	**3 867**	**0,5%**
Pilotage et coordination des actions du ministère	422 081	0	0	376 479	0	45 602	0	0	0,0%
Gestion des ressources humaines	20 485	0	0	18 485	0	2 000	0	0	0,0%
Gestion des ressources matérielles et financières	246 884	0	0	245 782	0	1 102	0	0	0,0%
Formation initiale des agents	20 000	0	0	20 000	0	0	0	0	0,0%
Genre et équité	5 144	0	0	5 144	0	0	0	0	0,0%
Appui à la budgétisation verte	3 867	3 867	0	0	0	0	0	3 867	100,0%
Constr. et reconstr. du réseau de routes nat. et des infrastr	**107 085 737**	**26 000 293**	**0**	**61 221 565**	**0**	**50 677**	**268 884**	**26 000 293**	**24,3%**
Construction de routes nationales neuves	38 180 398	4 716 839	0	23 455 555	0	30 003	160 000	4 716 839	12,4%
Reconstruction de routes nationales	39 087 375	4 322 889	0	27 798 153	0	1 572	0	4 322 889	11,1%
Construction et réhabilitation de bâtiments publics	1 862 135	0	0	1 711 033	0	1 102	0	0	0,0%
Construction et réhabilitation d'autres infrastructures	27 955 829	16 960 565	0	8 256 824	0	18 000	108 884	16 960 565	60,7%
Planif., Etudes, Suivi-Evaluation et Statistiques	**896 343**	**0**	**0**	**885 464**	**0**	**10 879**	**0**	**0**	**0,0%**
Planification et études de projets d'infrastructures	866 848	0	0	858 541	0	8 307	0	0	0,0%
Suivi-évaluation des projets d'infrastructures	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
Statistiques des infrastructures	29 495	0	0	26 923	0	2 572	0	0	0,0%
Entretien du réseau de routes nationales et des infrastr.	**17 643 587**	**0**	**0**	**17 636 147**	**0**	**7 440**	**0**	**0**	**0,0%**
Entretien de routes nationales	17 393 587	0	0	17 386 147	0	7 440	0	0	0,0%
Entretien de bâtiments publics et autres infrastructures	250 000	0	0	250 000	0	0	0	0	0,0%
Développement et extension du réseau des pistes rurales	**23 288 913**	**21 331 010**	**0**	**1 949 403**	**0**	**8 500**	**0**	**21 331 010**	**91,6%**
Maint. et extension du reseau des pistes rurales	23 288 913	21 331 010	0	1 949 403	0	8 500	0	21 331 010	91,6%
TOTAL	**149 633 041**	**47 335 170**	**0**	**82 358 469**	**0**	**126 200**	**268 884**	**47 335 170**	**31,6%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MTPI, 2026

Ce tableau indique que sur un budget de 149.633.041.000 F CFA, un montant de 47.335.170.000 F CFA, soit 31,63% **est** favorable à l'axe climat qui s'explique par le caractère favorable du segment adaptation. Par contre un montant de 126.200.000 F CFA, soit 0,1% est défavorable à l'atténuation.

Tableau 154*: Dépenses par « segment de l'axe environnement » du budget vert par rapport au budget total*

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			T ENVIRO
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en millie
	MINISTERE DELEDUE CHARGE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTUCTURES														
P1	**Pilotage et soutien aux services du MDTPI**	**718 461**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	422 081	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
A1.2	Gestion des ressources humaines	20 485	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	246 884	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
A1.4	Formation initiale des agents	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
A1.5	Genre et équité	5 144	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
A1.6	Appui à la budgétisation verte	3 867	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
P2	**Construction et reconstruction du réseau de routes nationales et des infrastructures**	**107 085 737**	**2 902 221**	**14 778 341**	**763 080**	**1 060 677**	**0**	**0**	**40 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 002 8**
A2.1	Construction de routes nationales neuves	38 180 398	2 137 138	6 057 107	763 080	820 677	0	0	40 000	0	0	0	0	0	2 997 8
A2.2	Reconstruction de routes nationales	39 087 375	765 083	6 289 678	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	765 0
A2.3	Construction et réhabilitation de bâtiments publics	1 862 135	0	0	0	60 000	0	0	0	0	0	0	0	0	60 0
A2.4	Construction et réhabilitation d'autres infrastructures	27 955 829	0	2 431 556	0	180 000	0	0	0	0	0	0	0	0	180 0
P3	**Planification, Etudes, Suivi-Evaluation et Statistiques**	**896 343**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
A3.1	Planification et études de projets d'infrastructures	866 848	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
A3.2	Suivi-évaluation des projets d'infrastructures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
A3.3	Statistiques des infrastructures	29 495	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
P4	**Entretien du réseau de routes nationales et des infrastructures**	**17 643 587**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	

A4.1	Entretien de routes nationales	17 393 587	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
A4.2	Entretien de bâtiments publics et autres infrastructures	250 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
P5	**Développement et extension du réseau des pistes rurales**	**23 288 913**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	
A5.1	Maintenance et extension du reseau des pistes rurales	23 288 913	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	TOTAL	**149 633 041**	**2 902 221**	**14 778 341**	**763 080**	**1 060 677**	**0**	**0**	**40 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 002 8**

Source : Outil de marquage du budget vert du MTPI, 2026

L'analyse de ce tableau révèle que sur un budget de 149.633.041.000 F CFA, un montant de 4.002.898.000 F CFA soit 2,7% du budget est favorable à l'axe environnement. La part favorable au segment biodiversité représente 1,9% et celle favorable au segment eau équivaut à 0,7%.

Par ailleurs, une part de 9,9% représentant un montant de 14.778.341.000 F CFA est défavorable à la biodiversité.

Justification des cotations dans les tableaux

Les cotations des activités du MDTPI s'expliquent par leur nature et leur contribution aux axes climat et environnement.

S'agissant de l'axe climat, les dépenses favorables au segment adaptation proviennent essentiellement du programme « Réseaux de routes nationales » pour un montant de **26 000 293 000** F CFA soit …%. Les activités concernées sont la réalisation d'ouvrages d'assainissement et de drainage, ainsi que la construction de ponts et d'ouvrages d'art. Ces infrastructures sont particulièrement stratégiques car elles permettent de réduire la vulnérabilité du réseau routier national et de la population aux inondations, aux crues saisonnières et à l'érosion des sols, phénomènes de plus en plus fréquents avec les changements climatiques.

Le programme « Entretien du réseau de routes nationales et des infrastructures » contribue également au segment adaptation pour un montant de **21.331.010.000** F CFA sur le budget globale. Dans ce programme, il s'agit des travaux d'entretien et de réhabilitation d'ouvrages, de drainage et d'assainissement qui permettent de maintenir les infrastructures existantes en bon état face aux risques climatiques.

S'agissant du segment atténuation, l'analyse révèle qu'un montant de 126.200.000 F CFA, défavorable à l'atténuation et concerne l'achat de carburant nécessaire au fonctionnement courant des 04 programmes du ministère.

En ce qui concerne l'axe environnement, les activités favorables au segment biodiversité représentent un montant de 2.902.221.000 F CFA, soit 1,9%. Elles concernent principalement les actions de contrôle et de surveillance réalisées par la mission de contrôle, qui veillent au respect des normes environnementales et sociales dans l'exécution des travaux. Ces activités garantissent que les infrastructures soient mises en œuvre en limitant les impacts négatifs sur les écosystèmes.

Néanmoins, certaines interventions de construction exercent une pression significative sur la biodiversité, ce qui justifie une cotation défavorable pour un montant de 14.778.341.000 F CFA, soit 9,9% du budget global du ministère. Il s'agit principalement des activités de terrassement et de libération d'emprise, qui entraînent des dégradations directes des habitats naturels et perturbent la faune et la flore locales.

Quant au segment eau, les dépenses favorables s'élèvent à 1.060.677.000 F CFA, soit 0,7% et sont dues à la réalisation de forages, qui participent directement à l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans les zones d'intervention.

Approches de solutions et perspectives

À travers la mise en œuvre de ses programmes et projets, le MTPI vise à renforcer la résilience et la durabilité des infrastructures routières et environnementales tout en tenant compte des considérations climatiques et environnementales.

Pour ce faire, le ministère prévoit de :

- Renforcer les effectifs du personnel ayant le profil adéquat pour la prise en compte de la thématique climat et environnement
- Formaliser et opérationnaliser la cellule de budgétisation verte ;
- Mobiliser davantage de ressources financières, nationales et partenaires, pour l'entretien du réseau routier et la mise en œuvre des infrastructures vertes ;
- Intégrer systématiquement les considérations environnementales et climatiques dans la définition des prescriptions techniques des Dossiers d'Appel à Concurrence (DAC) de fournitures ;
- Contractualiser avec les collectivités locales et les partenaires techniques le suivi des activités de reboisement et des mesures environnementales après la période de garantie ;
- Mettre en place un mécanisme systématique d'audit et d'évaluation de l'exécution des mesures du PGES dans les projets ;

- Encourager l'innovation technologique et l'intégration de solutions écologiques dans les infrastructures (routes écologiques, matériaux recyclés, énergies renouvelables) ;
- Diversifier les partenariats financiers, notamment à travers les Partenariats Public-Privé (PPP), pour soutenir des projets durables et résilients.

Ces approches de solution contribueront, en perspectives, à revoir les activités du Ministère en termes de formulation des projets et de diversifier les partenariats financiers potentiels.

En définitive la mise en œuvre de l'approche au sein du Ministère sera une occasion de quantifier de façon plus précise les contributions du MTP dans l'intégration des considérations climatiques et environnementales dans les projets d'infrastructures et d'équipements socio-collectifs.

4.1.2.25. Section 832 : le Ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires

Le Ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires a pour mission d'assurer et de développer un système intégré de transport multimodal efficace, économique, fiable et sûr, afin de répondre aux exigences de la lutte pour la réduction de la pauvreté, aux besoins de circulation sur toute l'étendue du territoire national en vue de faciliter les échanges extérieurs des pays enclavés, et cela de façon pérenne du point de vue sociale, économique et environnementale.

Elément moteur dans la croissance et le développement économique du pays, le secteur des transports, demeure une préoccupation majeure en raison des émissions de gaz à effet de serre (GES) et des gaz polluants et par ricochet son impact direct sur les changements climatiques.

Au regard de ce qui précède, il convient de noter que la politique menée par les autorités du secteur des transports est de contribuer à atténuer les émissions de gaz à effet de serre du fait de la consommation excessive des énergies fossiles dans le secteur, en développant des stratégies pour réduire les impacts environnementaux et assurer un avenir énergétique durable. Le ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires, en ce qui concerne l'élaboration du budget vert, est positionné sur le segment « atténuation » comme segment dominant.

Analyse diagnostique

Le tableau ci-après synthétise les forces, faiblesses, opportunités et menaces du ministère des transports dans le cadre de l'élaboration du budget vert.

Tableau 155: Analyse des FFOM des actions du ministère

Forces	Faiblesses
➢ **Sous-secteur des transports routiers et ferroviaires** - Mise en place du programme de rajeunissement du parc automobile (Loi N° 2019-004 du 17 juin 2019 sur le crédit-bail) ; - Promotion des motos électriques (Décret n° 2021-082/PR du 11 août 2021) ; - Poursuite du renouvellement du parc automobile de la Société des Transports de Lomé (SOTRAL) ; - Extension du centre de contrôle technique de Lomé et obligation de la visite technique ; - Existence d'une convention entre le MTRAF et le ministère de l'environnement dans le cadre de l'information et de la transparence climatique au Togo ; - Prise en compte depuis 2020 dans la loi des finances des mesures fiscales et douanières pour l'exonération de la TVA afin de faciliter l'acquisition des véhicules neufs ; - Finalisation des études complémentaires d'APS et d'APD pour le projet de liaison ferroviaire entre le Port Autonome de Lomé et la Plateforme Industrielle d'Adétikopé. ➢ **Sous-secteur aéroportuaire** - Organisation de séances de travail sur la mise à jour du plan d'action de réduction des émissions de CO2 et validation de rapport annuel d'émissions de CO2 d'ASKY ; - Mise en œuvre du Programme Mondial d'Accréditation Carbone des Aéroports de l'ACI (Air ports Council International) ; - Mise en place du comité de réduction du CO2 à l'AIGE et formation des membres ; - Mise en place du plan de gestion du carbone ;	➢ **Sous-secteur des transports routiers** - Faible proportion de véhicules électriques dans le parc ; - Dépendance énergétique vis-à-vis de la recharge des véhicules électriques ; - Incapacité technique de mesurer la quantité de GES émise dans les transports routiers ; - Faible couverture du réseau de transports publics urbains (SOTRAL) ; - Faible capacité de mobilisation des fonds climat et environnement ; - Faible renforcement de capacité sur les questions liées aux changements climatiques. ➢ **Sous-secteur aéroportuaire** - Faible densité du réseau d'observation météorologique ; - Vétusté des infrastructures et équipements météorologiques. ➢ **Sous-secteur des transports ferroviaires** - Faible développement du transport ferroviaire ;

- Programme de remplacement progressif des ampoules allogènes par les lumières LED ; - Mise en place d'un Cadre National pour les Services Climatologiques (CNSC) de l'Agence Nationale de la Météorologie (ANAMET) ; - Existence du Plan National Stratégique (PNS) de l'ANAMET ; - Aménagement d'une nouvelle zone de transit pour régler le problème du flux abondant à l'AIGE.	- Absence de transport ferroviaire de passagers ; - Vétusté des infrastructures ferroviaires.
Opportunités	**Menaces**
- Engagement du Togo à travers les CDN pour la contribution à la réduction des émissions des GES ; - Soutien des PTF à la nouvelle politique du Gouvernement en matière des transports ; - Demande croissante de nouveaux besoins météorologiques des utilisateurs ; - Développement des infrastructures routières ; - Existence d'un arrêté N°001/MEF/OTR/CG/CDDI fixant les modalités pratiques d'octroi des avantages fiscaux et douaniers.	- Vandalisme du réseau ferroviaire ; - Mauvais état des infrastructures routières ; - Non-respect des engagements pris par les pays développés pollueurs pour accompagner les pays en voie de développement dans la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement ; - Instabilité institutionnelle du ministère ; - Erosion côtière entrainant la destruction des infrastructures de transports en bordure de la mer ; - Prolifération des produits pétroliers frelatés ; - Insécurité sous-régionale.

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 156: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DES TRANSPORTS ROUTIERS, AERIENS ET FERROVIAIRES												
P1	**Pilotage et soutien des services du MTRAF**	**366 000**	**5 000**	**1,4%**	**32 730**	**8,9%**	**328 270**	**89,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	203 267	0	0,0%	14 600	7,2%	188 667	92,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	88 128	0	0,0%	11 600	13,2%	76 527	86,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, suivi-évaluation	58 446	0	0,0%	5 830	10,0%	52 616	90,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Gestion des systèmes d'information	6 159	0	0,0%	700	11,4%	5 459	88,6%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Transport aérien**	**7 195 127**	**730 791**	**10,2%**	**300 750**	**4,2%**	**6 163 586**	**85,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Croissance du trafic aérien	4 591 203	120 783	2,6%	295 250	6,4%	4 175 170	90,9%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Mise à niveau des prestations de sécurité	300 000	0	0,0%	0	0,0%	300 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Mise aux normes des installations de l'AINTG	100 000	0	0,0%	0	0,0%	100 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Mise à niveau des prestations de sûrété	1 068 000	7 467	0,7%	0	0,0%	1 060 533	99,3%	0	0,0%	0	0,0%
A2.5	Renforcement des capacités des services météorologiques	1 135 924	602 541	53,0%	5 500	0,5%	527 883	46,5%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Transports routiers et ferroviaires**	**26 985 488**	**2 256 568**	**8,4%**	**13 794 213**	**51,1%**	**10 934 707**	**40,5%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Renforcement des services de transport routier	24 138 600	211 000	0,9%	13 791 723	57,1%	10 135 877	42,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Amélioration du transport urbain	2 820 568	2 045 568	72,5%	0	0,0%	775 000	27,5%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Amélioration de la sécurité routière	14 388	0	0,0%	1 790	12,4%	12 598	87,6%	0	0,0%	0	0,0%
A3.4	Developpement du transport ferroviaire	11 932	0	0,0%	700	5,9%	11 232	94,1%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**34 546 615**	**2 992 359**	**8,7%**	**14 127 693**	**40,9%**	**17 426 562**	**50,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MTRAF, 2026

Sur un budget total de 34 546 615 000 F CFA alloué au ministère, 2 992 359 000 F CFA soit 8,7% sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement, tandis que 14 127 693 000 F CFA équivalent à 40,9% sont défavorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement. Les activités ayant des impacts mineurs ou négligeables ou bien aucun lien avec le climat et l'environnement représentent 50,4% du budget total du ministère pour un montant de 17 426 562 000 FCFA.

Tableau 157: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DES TRANSPORTS ROUTIERS, AERIENS ET FERROVIAIRES									
P1	**Pilotage et soutien des services du MTRAF**	**366 000**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**32 730**	**328 270**	**5 000**	**1,4%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	203 267	0	0	0	0	14 600	188 667	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	88 128	0	0	0	0	11 600	76 527	0	0,0%
A1.4	Prospective, planification, suivi-évaluation	58 446	0	0	0	0	5 830	52 616	0	0,0%
A1.5	Gestion des systèmes d'information	6 159	0	0	0	0	700	5 459	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	5 000	0	0	5 000	100,0%
P2	**Transport aérien**	**7 195 127**	**657 078**	**0**	**4 731 850**	**0**	**5 900**	**1 431 736**	**657 078**	**9,1%**
A2.1	Croissance du trafic aérien	4 591 203	54 537	0	3 311 434	0	400	863 736	54 537	1,2%
A2.2	Mise à niveau des prestations de sécurité	300 000	0	0	0	0	0	300 000	0	0,0%
A2.3	Mise aux normes des installations de l'AINTG	100 000	0	0	0	0	0	100 000	0	0,0%
A2.4	Mise à niveau des prestations de sûrété	1 068 000	0	0	892 533	0	0	168 000	0	0,0%
A2.5	Renforcement des capacités des services météorologiques	1 135 924	602 541	0	527 883	0	5 500	0	602 541	53,0%
P3	**Transports routiers et ferroviaires**	**26 985 488**	**0**	**0**	**178 874**	**2 216 568**	**13 794 213**	**10 755 833**	**2 216 568**	**8,2%**
A3.1	Renforcement des services de transport routier	24 138 600	0	0	178 874	171 000	13 791 723	9 957 003	171 000	0,7%
A3.2	Amélioration du transport urbain	2 820 568	0	0	0	2 045 568	0	775 000	2 045 568	72,5%
A3.3	Amélioration de la sécurité routière	14 388	0	0	0	0	1 790	12 598	0	0,0%
A3.4	Developpement du transport ferroviaire	11 932	0	0	0	0	700	11 232	0	0,0%
	TOTAL	**34 546 615**	**657 078**	**0**	**4 910 724**	**2 221 568**	**13 832 843**	**12 515 839**	**2 878 646**	**8,3%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MTRAF, 2026

Ce tableau renseigne sur les différentes cotations de l'axe « climat ». On note, une part totale de 8,3% du Budget total favorable à l'axe climat soit un montant de 2 878 646 000 F CFA dont 1,9% pour l'adaptation qui représente un montant de 657 078 000 F CFA et 6,4% pour le segment atténuation représentant un montant de 2 221 568 000 F CFA. Concernant la cotation défavorable, les dépenses couvrent une part de 40% sur le segment atténuation soit 13 832 843 000 FCFA et sont nulles sur le segment adaptation. La part du neutre sur le segment adaptation est de 14,2% pour un montant de 4 910 724 000 FCFA ; cette part représente 36,2% sur le segment atténuation soit un montant de 12 515 839 000 FCFA.

Tableau 158 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOT ENVIRON
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers
	MINISTERE DES TRANSPORTS ROUTIERS, AERIENS ET FERROVIAIRES														
P1	**Pilotage et soutien des services du MTRAF**	**366 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	203 267	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	88 128	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A1.4	Prospective, planification, suivi-évaluation	58 446	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A1.5	Gestion des systèmes d'information	6 159	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOT ENVIRON
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
P2	**Transport aérien**	**7 195 127**	**0**	**294 850**	**0**	**73 713**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**73 713**
A2.1	Croissance du trafic aérien	4 591 203	0	294 850	0	66 246	0	0	0	0	0	0	0	0	66 246
A2.2	Mise à niveau des prestations de sécurité	300 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2.3	Mise aux normes des installations de l'AINTG	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2.4	Mise à niveau des prestations de sûrété	1 068 000	0	0	0	7 467	0	0	0	0	0	0	0	0	7 467
A2.5	Renforcement des capacités des services météorologiques	1 135 924	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
P3	**Transports routiers et ferroviaires**	**26 985 488**	**40 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**40 000**
A3.1	Renforcement des services de transport routier	24 138 600	40 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 000
A3.2	Amélioration du transport urbain	2 820 568	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A3.3	Amélioration de la sécurité routière	14 388	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A3.4	Developpement du transport ferroviaire	11 932	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	**34 546 615**	**40 000**	**294 850**	**0**	**73 713**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**113 713**

Source : Outil de marquage du budget vert du MTRAF, 2026

Dans ce tableau, on note que les parts des dépenses vertes du ministère sur l'axe environnement sont effectuées sur les segments biodiversité et Eau et représentent 0,3% soit 113 713 000 F CFA. La part du budget favorable sur le segment

biodiversité est de 0,1% pour un montant de 40 000 000 FCFA et de 0,2% sur le segment Eau représentant un montant de 73 713 000 FCFA. La part défavorable est enregistré sur le segment biodiversité pour un taux de 0,9% soit un montant de 294 850 000 F CFA.

Justification des cotations dans les tableaux

Le Ministère des transports routiers, aériens et ferroviaires (MTRAF) à travers sa mission, contribue à l'atteinte des objectifs verts de l'Etat par le biais de trois (03) programmes budgétaires.

Les dépenses favorables à l'axe « climat » représentent 8,3 % du budget soit un montant de 2 878 646 000 FCFA. Sur le segment atténuation ces dépenses représentent un pourcentage de 6,4% soit un montant de 2 221 568 000 F CAFA.

L'action appui à la budgétisation verte, représentent 1,4% du budget, soit un montant de 5 000 000 FCFA. La part favorable du budget est portée par le projet d'acquisition des bus neufs pour le transport collectif urbain de la SOTRAL et les dépenses relatives à la finalisation des études complémentaires d'APS et d'APD pour le projet de liaison ferroviaire entre le Port Autonome de Lomé et la Plateforme Industrielle d'Adétikopé. Ces dépenses représentent 8,2% du budget du programme pour un montant de 2 216 568 000 FCFA.

La part des dépenses favorables à l'axe « environnement » est de 0,3% du budget du Ministère soit un montant de 113 713 000 F CFA. Ces dépenses sont essentiellement reparties sur les segments « Biodiversité et Eau ». Cette part favorable est répartie respectivement sur le Programme 2 et le Programme 3 à hauteur de **0,2%** soit un montant de **73 713 000 FCFA** et **0,1%** soit un montant de **40 000 000 FCFA**.

Approches de solutions et perspectives

Pour faire face aux défis et faiblesses relevés au niveau du secteur des transports, les différentes approches de solutions ci-après sont identifiées :

- Faire la révision de la politique nationale des transports en mettant un accent particulier sur les questions liées aux changements climatiques, à la protection de l'environnement et autres thématiques transversales ;
- Mettre en œuvre un programme national de remplacement progressif des motos thermiques par des modèles électriques afin de réduire la pollution urbaine et les coûts d'exploitation pour les conducteurs ;
- Réaliser des études pour orienter les politiques publiques sur la modernisation du sous-secteur face aux enjeux environnementaux, technologiques et sociaux ;

- Former les mécaniciens et entreprises locales à l'entretien des motos thermiques et électriques, afin de réduire les émissions polluantes et préparer la transition vers une mobilité plus propre ;
- Promouvoir le transport en commun surtout en milieu urbain ;
- Promouvoir le covoiturage ;
- Créer les couloirs de bus expérimentaux pour la SOTRAL ;
- Acquérir des bus électriques pour le transport urbain à titre expérimental ;
- Poursuivre le renforcement du cadre juridique et institutionnel du sous-secteur des transports routiers ;
- Renforcer les capacités des services de la météorologie ;
- Elaborer de la politique nationale de la météorologie ;
- Développer le transport ferroviaire (construction de la ligne ferroviaire Lomé-Cinkassé, PAL-PIA) ;
- Opérationnaliser l'observatoire des transports terrestres ;
- Construire une casse auto pour l'assainissement du parc auto ;
- Poursuivre la réhabilitation des aérodromes de l'intérieur du pays pour le développement des vols intérieurs ;
- Instaurer un système de mesure du taux d'émission des gaz des véhicules lors des visites techniques ;
- Poursuivre les campagnes de contrôle technique des véhicules à l'intérieur du pays avec les stations mobiles ;
- Doter les subdivisions et les directions régionales des transports routiers des équipements pouvant prendre en charge les opérations de visite technique sur toutes les catégories de véhicules ;
- Faire adopter le texte limitant l'âge des véhicules et passer à son application.
- Doter les subdivisions et les directions régionales des transports routiers des équipements pouvant prendre en charge les opérations de visite technique sur toutes les catégories de véhicules ;
- Faire adopter le texte limitant l'âge des véhicules et passer à son application.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES MINIÈRES

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.26. Section 840 : Ministère délégué chargé de l'énergie et des ressources minières

Le Ministère délégué chargé de l'énergie et des ressources minières (MDERM) a pour mission principale de mettre en œuvre la politique nationale en matière des mines, des hydrocarbures et de l'énergie. Il assure, pour le secteur des mines, la gestion du domaine minier de l'Etat et la valorisation optimale des richesses du sous-sol, la coordination et le contrôle de toutes les activités de recherche, d'extraction, d'exploitation et de production. En ce qui concerne les hydrocarbures, il garantit la satisfaction de la demande nationale, la sécurité des approvisionnements et le contrôle des infrastructures pétrolières. Quant au secteur de l'énergie, il assure la construction et le contrôle de la qualité des infrastructures énergétiques de même que la recherche et l'utilisation des énergies renouvelables.

Malgré les progrès réalisés, la production et la consommation d'énergie reposent encore majoritairement sur les combustibles fossiles, générant une part importante des émissions de gaz à effet de serre (GES). Selon les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) révisées en 2021, les émissions du secteur énergétique passeront de 3 725,16 Gg CO_2-éq en 2010 à 13 169,18 Gg CO_2-éq en 2030, soit une hausse estimée à 254 %.

Face à ce constat, le gouvernement togolais a adopté une stratégie volontariste pour réduire les émissions et renforcer la résilience climatique. Le MDERM s'inscrit pleinement dans cette dynamique à travers :

- La promotion des énergies renouvelables (solaire, hydroélectrique, biomasse, etc.) ;
- Le renforcement de l'efficacité énergétique ;
- Et la diversification des sources d'approvisionnement énergétique.

La création de l'Agence Togolaise d'Électrification Rurale et des Énergies Renouvelables (AT2ER) constitue un levier majeur pour favoriser l'accès universel à une énergie propre, fiable et à coût abordable, notamment en milieu rural.

Ainsi, le MDERM se positionne comme un acteur clé de l'atténuation des changements climatiques, avec une contribution directe à la réduction des émissions de GES et à la protection de l'environnement.
Les efforts déployés par le ministère s'inscrivent dans le cadre du Budget Sensible au Climat et à l'Environnement, plus communément appelé Budget Vert, qui vise à aligner les ressources publiques sur les priorités nationales en matière de développement durable.

Analyse diagnostique

Cette analyse identifie les principaux atouts et contraintes du ministère dans la mise en œuvre de ses missions, ainsi que les opportunités et menaces liées à l'environnement externe.

Tableau 159: Analyse des FFOM des actions du MDERM

FORCES	FAIBLESSES
➢ **Secteur Energie** - Existence de la loi N° 2018-010 relative à la promotion et la production d'électricité à base des sources d'énergies renouvelables ; - Existence de AT2ER (Agence Togolaise d'Electrification rurale et d'Energie Renouvelables) ; -Construction des centrales solaires ; - Existence des Plans d'action nationaux (plan sur la bioénergie, PANER et PANEE) ; -Existence de l'outil Système d'information énergétique (SIE) ; -Existence d'un cadre institutionnel pour le développement énergétique et environnemental ; - Existence de potentiels sites hydroélectricités ➢ **Secteur des Mines et des hydrocarbures** - Existence d'un arsenal juridique favorable (code minier, code des hydrocarbures et politique nationale de l'énergie prenant en compte le CC et la protection de l'environnement) ; - Existence de directions chargées des inspections et de contrôles miniers, des produits pétroliers et des infrastructures pétrolières ; - Existence des points focaux budget vert.	➢ **Secteur Energie** - Faible maîtrise des technologies liées aux énergies renouvelables. - Insuffisance de formation et de sensibilisation sur les CC et la protection de l'environnement ; - Faible appropriation du PNACC et des différentes mesures d'atténuations sectorielles proposées dans les CDN ; - Faible appropriation des thématiques climat et environnement par les acteurs du ministère ; ➢ **Secteur des Mines et des hydrocarbures** - Insuffisance du personnel pour le maillage du territoire pour le contrôle minier - Faible affectation du budget aux activités d'inspections et de contrôles des carrières minières
OPPORTUNITÉS	**MENACES**

➢ **Secteur énergie** - Forte implication des PTF en faveur du sous-secteur des énergies renouvelables - Existence de partenariat public-privé en faveur des énergies renouvelables ; -Existence d'un potentiel (non négligeable) en énergies renouvelables (hydroélectricité) et en énergies renouvelables (solaire, biogaz) non encore exploité - Existence d'une expertise nationale dans les domaines énergie et environnement - Existence d'un centre de formation en énergies renouvelables à l'université de Lomé et la création de l'IFAD énergie renouvelable ; ➢ **Secteur des mines et des hydrocarbures** - Existence des infrastructures de stockage et de distribution des hydrocarbures répondant aux normes climatiques et environnementales ; - Existence d'infrastructures portuaires adéquates pour un hub de stockage d'hydrocarbures répondant aux normes climatiques et environnementales ;	➢ **Secteur énergie** - Dépendance en énergie vis-à-vis de l'extérieur - Effets néfastes liés aux changements climatiques ➢ **Secteur des mines et des hydrocarbures** - Commerce illicite des produits pétroliers - Insécurité régionale ; - Montée du climato-scepticisme ; - Non-respect des engagements par les pays développés pollueurs ; - Dépendance vis-à-vis de l'extérieur en matière d'approvisionnement en hydrocarbures ; - Réticence des entreprises minières dans la prise en compte des questions environnementales. - Prolifération anarchique des carrières sauvages.

Présentation des résultats de marquage et commentaire des tableaux

Tableau 160: Dépenses par cotation du budget vert du Ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DELEGUE CHARGE DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES MINIERES												
P1	**Pilotage et Soutien**	**777 887**	**5 000**	**0,6%**	**25 000**	**3,2%**	**747 887**	**96,1%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	682 685	0	0,0%	16 500	2,4%	666 185	97,6%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources financières et matérielles	42 948	0	0,0%	6 500	15,1%	36 448	84,9%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources humaines	8 784	0	0,0%	0	0,0%	8 784	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Prospection, planification, programmation, statistiques et suivi-évaluation	27 894	0	0,0%	2 000	7,2%	25 894	92,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Gestion du système d'information	5 576	0	0,0%	0	0,0%	5 576	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Mines**	**850 367**	**4 200**	**0,5%**	**21 375**	**2,5%**	**824 792**	**97,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Développement de la connaissance du potentiel géologique et minier	710 270	0	0,0%	6 400	0,9%	703 870	99,1%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Développement et exploitation durable des ressources minières	66 375	4 000	6,0%	10 075	15,2%	52 300	78,8%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Production de données analytiques pour le soutien à la recherche et contrôle minier	28 091	0	0,0%	2 100	7,5%	25 991	92,5%	0	0,0%	0	0,0%
A2.4	Promotion de la recherche et sécurisation des infrastructures pétrolières	45 631	200	0,4%	2 800	6,1%	42 631	93,4%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Energie**	**70 042 327**	**21 949 381**	**31,3%**	**6 800**	**0,0%**	**48 086 146**	**68,7%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Amélioration de l'accès des populations à des services énergétiques fiables, modernes et à coûts abordables	47 160 143	5 883 359	12,5%	5 450	0,0%	41 271 334	87,5%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Développement d'infrastructures durables d'énergie	22 882 184	16 066 022	70,2%	1 350	0,0%	6 814 812	29,8%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**71 670 581**	**21 958 581**	**30,6%**	**53 175**	**0,1%**	**49 658 825**	**69,3%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MDERM, 2026

Les résultats du tableau ci-dessus, montrent que **30,638%** (**21 958581 000** FCFA) du budget total (**71 670 581 000** FCFA) du MDERM soutient directement la lutte contre les changements climatiques et la préservation de l'environnement. Les dépenses défavorables restent marginales à **0,1** % pour montant de **53 175 000** FCFA et sont essentiellement liées à la consommation de carburant pour le fonctionnement administratif. Les parts des cotations favorables à la lutte contre les

changements climatiques et à la protection de l'environnement se concentrent essentiellement au niveau du programme P3 « Energie » soit **30,625%.**

Tableau 161: Part des différentes cotations de l'axe "Climat"

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES MINIERES									
P1	**Pilotage et Soutien**	**777 887**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**25 000**	**747 887**	**5 000**	**0,6%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	682 685	0	0	0	0	16 500	666 185	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources financières et matérielles	42 948	0	0	0	0	6 500	36 448	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources humaines	8 784	0	0	0	0	0	8 784	0	0,0%
A1.4	Prospection, planification, programmation, statistiques et suivi-évaluation	27 894	0	0	0	0	2 000	25 894	0	0,0%
A1.5	Gestion du système d'information	5 576	0	0	0	0	0	5 576	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	5 000	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	5 000	0	0	5 000	100,0%
P2	**Mines**	**850 367**	**0**	**0**	**0**	**200**	**21 375**	**0**	**200**	**0,0%**
A2.1	Développement de la connaissance du potentiel géologique et minier	710 270	0	0	0	0	6 400	0	0	0,0%
A2.2	Développement et exploitation durable des ressources minières	66 375	0	0	0	0	10 075	0	0	0,0%
A2.3	Production de données analytiques pour le soutien à la recherche et contrôle minier	28 091	0	0	0	0	2 100	0	0	0,0%
A2.4	Prom. de la recherche et sécurisation des infrastructures pétrolières	45 631	0	0	0	200	2 800	0	200	0,4%
P3	**Energie**	**70 042 327**	**9 000**	**0**	**0**	**21 940 381**	**6 800**	**48 086 146**	**21 949 381**	**31,3%**
A3.1	Amélioration de l'accès des populations à des services énergétiques fiables, modernes et à coûts abordables	47 160 143	9 000	0	0	5 874 359	5 450	41 271 334	5 883 359	12,5%
A3.2	Développement d'infrastructures durables d'énergie	22 882 184	0	0	0	16 066 022	1 350	6 814 812	16 066 022	70,2%
	TOTAL	**71 670 581**	**9 000**	**0**	**0**	**21 945 581**	**53 175**	**48 834 033**	**21 954 581**	**30,6%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MDERM, 2026

Ce tableau montre la part du budget du ministère consacré aux segments (adaptation, atténuation) de l'axe « climat ». Les dépenses favorables au segment atténuation sont de 21 945 581 000 F CFA, soit un taux de 30,62% ; elles sont défavorables pour un montant de 53 175 000 F CFA représentant une proportion de 0,074%. Quant aux dépenses liées au segment adaptation, elles sont favorables pour seulement un montant de 9 000 000 F CFA.

Tableau 162. Part des différentes cotations de l'axe "Environnement"

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES MINIERES															
P1	**Pilotage et Soutien**	**777 887**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	682 685	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources financières et matérielles	42 948	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources humaines	8 784	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Prospection, planification, programmation, statistiques et suivi-évaluation	27 894	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Gestion du système d'information	5 576	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Mines**	**850 367**	**4 000**	**0**	**824 792**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 000**	**0,5%**
A2.1	Développement de la connaissance du potentiel géologique et minier	710 270	0	0	703 870	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Développement et exploitation durable des ressources minières	66 375	4 000	0	52 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 000	6,0%
A2.3	Production de données analytiques pour le soutien à la recherche et contrôle minier	28 091	0	0	25 991	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.4	Promotion de la recherche et sécurisation des infrastructures pétrolières	45 631	0	0	42 631	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Energie**	**70 042 327**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Amélioration de l'accès des populations à des services énergétiques fiables, modernes et à coûts abordables	47 160 143	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Développement d'infrastructures durables d'énergie	22 882 184	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**71 670 581**	**4 000**	**0**	**824 792**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 000**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MDERM, 2026

Ce tableau de « l'axe environnement » décrit la part du budget du ministère consacrée aux segments biodiversité, eau, pollution et déchets, exprimée à **4 000 000** F CFA, soit un taux pratiquement nul.

Encadré 2 : Justification des cotations dans les tableaux du MDERM

Au regard des cotations des activités du MDERM, il ressort que :

La part du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et de la protection de l'environnement est de **21 958 581 000 FCFA** soit **30,638%** du budget total du ministère (**71 670 581 000 FCFA**). Cela s'explique par les efforts que le département fait en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre à travers la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

La part du budget du programme P1 « Pilotage et Soutien » favorable à l'atténuation représente **5 000 000 FCFA** soit **0,6%** du budget total. Cette part est allouée à l'action « appui à la budgétisation verte » pour la sensibilisation et la formation des acteurs du secteur en faveur du climat et de l'environnement.

- Pour le programme P2 « Mines », la part favorable à la lutte contre le changement climatique et à la protection de l'environnement est de **4 200 000** FCFA soit **0,5%** due aux actions « Développement et exploitation durable des ressources minières » et « Promotion de la recherche et sécurisation des infrastructures pétrolières » qui mènent des missions périodiques de contrôles des sociétés minières et exploitants des carrières pour protéger l'environnement dans sa globalité à travers les arsenaux d'inspections et de contrôle miniers (code minier et code des hydrocarbures) ainsi que des produits pétroliers
- Concernant le programme P3 « Energie », la part favorable est de **21 949 381 000 FCFA** soit **30,625%** soutenue par les deux (02) actions « Amélioration de l'accès des populations à des services énergétiques fiables, modernes et à coûts abordables » et « Développement d'infrastructures durables d'énergie ». Cette part favorable est essentiellement due aux contributions des actions du ministère à promouvoir les énergies renouvelables et à une volonté de réduire considérablement les émissions de serres produites par les sources thermiques.

Toutefois, il faut noter que **0,1%** du budget total du ministère, défavorable au climat et à l'environnement dû à l'achat du carburant pour le fonctionnement des activités du ministère et des projets. La cotation est neutre dans sa globalité et s'évalue à **49 658 825 000** FCFA soit **69,29%** du budget total. Elle s'explique par le fait que beaucoup d'activité menées n'agissent pas trop sur le climat et l'environnement.

Le **marquage budgétaire 2026** du **MDERM** révèle une orientation globale favorable à la lutte contre les changements climatiques. Les dépenses du ministère se concentrent principalement sur les actions d'**atténuation** liées à la production et à la distribution d'énergie propre, ainsi qu'à la **promotion des énergies renouvelables**. Les **dépenses neutres** demeurent majoritaires en raison du poids des charges de fonctionnement, tandis que les **dépenses défavorables** restent très limitées.

En somme, le **MDERM** joue un rôle essentiel dans la **transition énergétique** et la **gouvernance minière durable**, contribuant directement à la mise en œuvre des **Contributions Déterminées au niveau National (CDN)** et à la **Vision Togo 2030**.

Approches de solutions et perspectives

L'analyse du budget vert 2026 a permis d'identifier plusieurs contraintes et défis limitant la pleine intégration des enjeux climatiques et environnementaux dans les politiques et programmes du ministère. Pour y remédier, le MDERM prévoit la mise en œuvre d'approches stratégiques articulées autour du renforcement institutionnel, du développement des compétences, de la promotion des technologies propres et de la mobilisation accrue de financements verts.

1. **Renforcement du cadre institutionnel et stratégique**

- Élaborer un Plan National d'Adaptation (PNA) spécifique aux secteurs de l'énergie, des mines et des hydrocarbures afin d'intégrer la résilience climatique dans les politiques sectorielles.
- Intégrer dans les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) des actions concrètes relatives à la gouvernance énergétique et minière durable.
- Mettre à jour et harmoniser les outils de planification, de suivi et d'évaluation des actions climatiques, notamment les mécanismes MRV (Mesure, Rapportage et Vérification).
- Consolider le cadre réglementaire sur la gestion environnementale des activités minières et énergétiques pour mieux encadrer les pratiques d'exploitation.

2. **Renforcement des capacités humaines et techniques**

- Former et renforcer les compétences des points focaux "Budget Vert", ainsi que des acteurs impliqués dans le suivi des CDN et du PNACC.
- Organiser des ateliers de sensibilisation et de formation continue sur les enjeux climatiques et environnementaux pour l'ensemble des directions techniques.
- Promouvoir une culture de planification verte au sein du ministère et de ses services déconcentrés.
- Développer des outils informatiques de suivi budgétaire et environnemental pour améliorer la traçabilité des dépenses vertes.

3. **Promotion des énergies propres et de l'innovation technologique**

- Renforcer la production et l'utilisation d'énergies renouvelables, notamment le solaire, l'hydroélectricité et la biomasse, pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles.
- Encourager la recherche et l'innovation dans les technologies énergétiques propres et l'efficacité énergétique.

- Promouvoir l'utilisation de carburants alternatifs comme le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et le biogaz pour les usages domestiques et industriels.
- Appuyer la mise en œuvre de projets pilotes d'efficacité énergétique dans les bâtiments administratifs et établissements publics.
- Élaborer un référentiel national des émissions de GES spécifiques aux secteurs des mines et de l'énergie afin d'améliorer le suivi des politiques d'atténuation.

4. Gestion durable des ressources minérales

- Mettre en place, en collaboration avec le ministère de l'Environnement, un cadre de gestion durable de la filière bois-énergie, afin de limiter la déforestation et la dégradation des sols.
- Promouvoir la diffusion de foyers améliorés et d'équipements économes en énergie pour réduire la pression sur les ressources forestières (cuisson propre).
- Poursuivre les actions de reboisement compensatoire et de restauration des sites miniers dégradés.
- Renforcer les missions d'inspection et de contrôle environnemental sur les sites miniers et infrastructures pétrolières pour assurer leur conformité aux normes en vigueur.
- Sécuriser et moderniser les infrastructures de stockage et de distribution des hydrocarbures pour prévenir les risques de pollution.

5. Mobilisation des financements climatiques et partenariats

- Consolider la coopération avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et le secteur privé pour soutenir la transition énergétique et la gestion durable des ressources minières.
- Mobiliser les financements verts à travers le Fonds Vert pour le Climat, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et d'autres mécanismes internationaux.
- Encourager la coopération régionale et internationale dans les domaines de la gouvernance énergétique et minière durable.
- Promouvoir des partenariats public-privé (PPP) pour le financement des projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

6. Perspectives à moyen terme (2026–2030)

Le MDERM ambitionne, à l'horizon 2030, de :

- Porter la part des énergies renouvelables à un niveau significatif dans le mix énergétique national ;
- Réduire la dépendance énergétique extérieure et renforcer la sécurité des approvisionnements ;
- Diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) liées aux activités minières et énergétiques ;
- Intégrer pleinement les enjeux climatiques et environnementaux dans la planification et le suivi budgétaire ;
- Contribuer activement à la mise en œuvre des objectifs du Plan National de Développement (PND) et de la **Vision Togo 2030** en matière de durabilité.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES ARTS

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.27. Section 850 : Le ministère du tourisme, de la Culture et des arts

Le ministère du tourisme, de la Culture et des Arts (MTCA) applique la politique de l'Etat en matière du tourisme, veille à la réhabilitation, à la valorisation et à la promotion des ressources, des sites et des infrastructures touristiques. Il est chargé de la sauvegarde, de la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel national dans toute sa diversité.
Il suit et coordonne les actions et programmes qui concourent à la promotion et à l'expansion du tourisme à l'étranger. Il assure enfin la promotion de la destination Togo. Le ministère veille aussi au respect de la règlementation relative aux établissements touristiques et assimilés et assure l'inspection et le contrôle des établissements hôteliers et des bars.
Les aménagements du ministère sont orientés vers un tourisme respectueux des princes du développement durable, sur fond de l'écotourisme. Cette forme du tourisme promeut les meilleures pratiques en matière de gestion durable du patrimoine et des populations qui y vivent tout autour.
En effet, la biodiversité est un élément clé du tourisme, notamment dans le tourisme de nature et le tourisme durable. Elle représente la diversité de la vie sur terre, des espèces aux écosystèmes et offre des attractions majeures pour les voyageurs. Les pratiques touristiques ont un impact sur l'environnement. De façon substantielle, les actions du ministère se limitent à la réglementation, à la visibilité du Togo à l'étranger, à l'aménagement des infrastructures hôtelières et des sites touristiques. En se référant aux CDN, le secteur du tourisme n'a pas été visé explicitement.
Au regard de ce qui précède et fort des missions du ministère, qui font entre autres la promotion de la diversité écologique et qui s'expriment à travers les formes du tourisme soucieuses de l'environnement notamment le tourisme durable et l'écotourisme, le ministère a comme segment dominant, la biodiversité.

Analyse diagnostique

L'analyse de la matrice FFOM permet de mettre en relief les atouts et les faiblesses, les opportunités et les menaces présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 163 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces

FORCES	FAIBLESSES
- Prise en compte de la conservation de la biodiversité dans la politique nationale du tourisme ; - Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Redynamisation du Tourisme ; - Existence d'un décret n°2004-075/PR, du 31 mars 2004, modifiant le décret n°86-32 du 04 mars 1986 portant création d'un fonds de promotion et de développement du tourisme ; - Décret n°2022-064/PR du 11 mai 2022, portant organisation et fonctionnement du fonds national de promotion culturelle (FNPC), - Existence de la cartographie des Pôles Touristiques ; - Mise en œuvre des projets de restauration de milieux naturels et valorisation des écosystèmes comme site touristique des sites touristiques naturels - Existence de points focaux budget vert.	- Insuffisance du personnel pour un maillage du territoire en vue du suivi des activités du secteur ; - non actualisation de la politique nationale du tourisme ; - Faible capacité de mobilisation des fonds verts ; - Insuffisance de structures locales d'administration touristique ; - Insuffisance de données relatives à la gestion des sites touristiques ; - Faiblesse des activités touristiques en dépit des potentialités écotouristiques ; - Absence d'un cadre légal spécifique à l'écotourisme ; - Insuffisance du cadre juridique sur l'exploitation des sites ; - Faible appropriation du concept de la diplomatie touristique
OPPORTUNITES	**MENACES**
- Existence des Traités, directives et règlements des instances sous régionales (UEMOA et CEDEAO) sur le développement communautaire du tourisme ; - Convention de l'UNESCO de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, ratifiée par le Togo ; - Existence des fonds climatiques ; - Disponibilité des partenaires techniques et financiers internationaux ; - Existence de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 qui accorde une priorité au secteur du tourisme ; - Effectivité de la décentralisation. - Réhabilitation du système national des aires protégées	- Pression anthropique sur les sites touristiques ; - Effets du changement climatique ; - Erosion côtière ; - Instabilité institutionnelle du ministère ; - non-respect de mise en œuvre des mesures environnementales dans la construction des hôtels ; - Compétence limitée des guides touristiques ; - Pollution sur les sites touristiques ; - Occupations anarchiques des emprises des sites ; - Feux de brousse anarchiques ; - Désacralisation des sites et forêts sacrés ; - Dégradation des forêts ; - Insécurité sous régionale.

Tableau 164: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES ARTS												
P1	**Pilotage et soutien aux services du MTCA**	**770 187**	**5 000**	**0,6%**	**42 742**	**5,5%**	**722 445**	**93,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MTCA	448 374	0	0,0%	28 042	6,3%	420 332	93,7%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, financieres et materielles	98 442	0	0,0%	6 500	6,6%	91 942	93,4%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Prospectives, planification et suivi-evaluation	113 371	0	0,0%	8 200	7,2%	105 171	92,8%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Genre et equite	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Formation	100 000	0	0,0%	0	0,0%	100 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Appui a la budgetisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Tourisme**	**1 232 898**	**77 207**	**6,3%**	**238 636**	**19,4%**	**917 055**	**74,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Tourisme de loisirs	1 019 003	77 207	7,6%	233 636	22,9%	708 160	69,5%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Qualite des produits touristiques	213 895	0	0,0%	5 000	2,3%	208 895	97,7%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Culture et arts**	**825 796**	**0**	**0,0%**	**17 200**	**2,1%**	**808 596**	**97,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Patrimoine culturel	114 028	0	0,0%	4 000	3,5%	110 028	96,5%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Infrastructure culturelles et evenements artistiques et culturels	98 707	0	0,0%	4 200	4,3%	94 507	95,7%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Cinema et image animee	142 117	0	0,0%	0	0,0%	142 117	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.4	Creation litteraire	110 944	0	0,0%	9 000	8,1%	101 944	91,9%	0	0,0%	0	0,0%
A3.5	Entreprenariat et industrie culturelle	360 000	0	0,0%	0	0,0%	360 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**2 828 881**	**82 207**	**2,9%**	**298 578**	**10,6%**	**2 448 096**	**86,5%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MTCA, 2026

Au regard du tableau précédent, 2,9% **du** budget total sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement pour un montant de 82 206 000 F CFA sur le budget total du ministère (2 828 881 000 FCFA). Il faut noter que 10,6% sont défavorables au climat et à l'environnement. Il ressort aussi que les activités cotées « neutre » représentent 86,5% du budget total du ministère. Par contre on ne note pas d'activité cotée « mixte » et « non coté ».

Tableau 165: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES ARTS									
P1	**Pilotage et soutien aux services du MTCA**	**770 187**	**0**	**0**	**0**	**0**	**42 742**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MTCA	448 374	0	0	0	0	28 042	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, financieres et materielles	98 442	0	0	0	0	6 500	0	0	0,0%
A1.3	Prospectives, planification et suivi-evaluation	113 371	0	0	0	0	8 200	0	0	0,0%
A1.4	Genre et equite	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Formation	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Appui a la budgetisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Tourisme**	**1 232 898**	**0**	**0**	**0**	**0**	**10 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Tourisme de loisirs	1 019 003	0	0	0	0	5 000	0	0	0,0%
A2.2	Qualite des produits touristiques	213 895	0	0	0	0	5 000	0	0	0,0%
P3	**Culture et arts**	**825 796**	**0**	**0**	**0**	**0**	**17 200**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Patrimoine culturel	114 028	0	0	0	0	4 000	0	0	0,0%
A3.2	Infrastructure culturelles et evenements artistiques et culturels	98 707	0	0	0	0	4 200	0	0	0,0%
A3.3	Cinema et image animee	142 117	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.4	Creation litteraire	110 944	0	0	0	0	9 000	0	0	0,0%
A3.5	Entreprenariat et industrie culturelle	360 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**2 828 881**	**0**	**0**	**0**	**0**	**69 942**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MTCA, 2026

Pour la répartition du budget en fonction des différents programmes par rapport à l'axe climat, la part du budget défavorable au segment atténuation est à 2,5% soit un montant de 69 942 000 FCFA. On ne note pas d'activité favorable à l'axe climat.

Tableau 166 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES ARTS															
P1	**Pilotage et soutien aux services du MTCA**	**770 187**	**5 000**	**0**	**722 445**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**	**0,6%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MTCA	448 374	0	0	420 332	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, financieres et materielles	98 442	0	0	91 942	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Prospectives, planification et suivi-evaluation	113 371	0	0	105 171	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Genre et equite	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Formation	100 000	0	0	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Appui a la budgetisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**Tourisme**	**1 232 898**	**69 000**	**228 636**	**917 055**	**8 207**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**77 207**	**6,3%**
A2.1	Tourisme de loisirs	1 019 003	69 000	228 636	708 160	8 207	0	0	0	0	0	0	0	0	77 207	7,6%
A2.2	Qualite des produits touristiques	213 895	0	0	208 895	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Culture et arts**	**825 796**	**0**	**0**	**808 596**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Patrimoine culturel	114 028	0	0	110 028	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Infrastructure culturelles et evenements artistiques et culturels	98 707	0	0	94 507	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Cinema et image animee	142 117	0	0	142 117	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.4	Creation litteraire	110 944	0	0	101 944	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.5	Entreprenariat et industrie culturelle	360 000	0	0	360 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**2 828 881**	**74 000**	**228 636**	**2 448 096**	**8 207**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**82 207**	**2,9%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MTCA, 2026

Au total, 2,6% **du** budget total sont favorables à la protection de l'environnement pour un montant de 74 000 FCFA sur le budget total du ministère (2 828 881 000 FCFA). Il ressort aussi que les activités cotées « neutre » représentent 86,5%. On note au total 2,9% du budget pour la protection de l'environnement soit un montant de 82 206 000 F CFA.

Justification des cotations dans les tableaux par programme et par segment

A la lumière de la cotation des activités du MTCA, il ressort que :

- La part du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est seulement de 82 206 000 FCFA, soit 2,9% du budget total du département (2 828 881 000 FCFA). Ce faible taux s'explique par le fait que la grande partie des activités sont uniquement en lien avec la protection de l'environnement.
- Trois programmes sur quatre ont des activités favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement. Il s'agit du programme 1 « pilotage et soutien aux services du ministère » avec 1,9% du budget favorable soit 5 000 000 F CFA et du programme 2 « tourisme » avec 19,9% du budget total favorable soit 381 747 000 F CFA.
- Il faut noter que 17,7% sont défavorables au climat et à l'environnement soit un montant de 467 700 000 F CFA. Ce taux s'explique par les activités qui sont liées à l'achat de carburant et lubrifiants ainsi que les besoins de fonctionnement du ministère ;
- Les activités cotées "neutre" et" non cotées" représentent respectivement un montant de 2 317 771 000 FCFA et de 117 161 000 FCFA, soit un taux de 87,5% et de 4,4% du budget total du ministère. Ces taux s'expliquent par le fait que les activités du secteur sont plus axées vers la protection de l'environnement.

Approches de solutions et perspectives

A travers la mise en œuvre de ses programmes et projets qui lui sont assignés dans le cadre de la mise en œuvre de la Feuille de Route Gouvernementale le MTCA entend faire contribuer la part du secteur au PIB et l'atteinte de l'objectif de plus de 500 000 touristes à l'horizon 2027. Pour y arriver le ministère entend :

- Accroitre la part du tourisme dans la création de richesse ;
- Mettre sur pied en bonne et due forme une cellule focale de la budgétisation verte ;
- Mise en place d'un cadre légal qui prenne en compte les défis environnementaux ;
- Favoriser le développement territorial basé sur les solutions durables.

En définitive, le MTCA compte orienter le secteur dans les pratiques touristiques durables avec l'adoption d'une stratégie nationale sur l'écotourisme, une approche beaucoup plus soucieuse et respectueuse de la nature, socialement viable, écologiquement équitable et économiquement rentable.

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DES RESSOURCES FORESTIÈRES, DE LA PROTECTION CÔTIÈRE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

BUDGET VERT TOGO 2026

4.1.2.28. Section 860 : Ministère de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique

Le ministère chargé de l'environnement créé par décret n° 88 – 87 du 09 mai 1988 modifié par le décret n° 2001 – 203 PR du 19 novembre 2001 portant organisation et attributions du ministère de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique (MERFPCCC) a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de l'environnement, de la biodiversité et des changements climatiques. A ce titre, il est chargé de la préservation de la biodiversité, de la restauration des écosystèmes dégradés, de la sauvegarde et la protection de l'environnement, de la prévention contre les pollutions et nuisances et de la lutte contre les changements climatiques. Outre la mise en œuvre, il se charge d'élaborer la législation en matière de préservation de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques.

La prise en compte de la protection de l'environnement, de la gestion durable de la biodiversité et de la lutte contre les changements climatiques dans les dépenses publiques permet au Togo d'assurer un développement durable. Cette veille écologique assurée par le MERFPCCC se traduit notamment par les dispositions prises pour instituer les EIES dans la planification et la mise en œuvre des projets de développement et des engagements à travers les accords multilatéraux.

Le ministère de l'environnement et des ressources forestières de par ses attributions œuvre pour la protection de l'environnement (lutte contre les pollutions et protection du cadre de vie, gestion des déchets, protection des ressources naturelles etc.) et la lutte contre les changements climatiques. La biodiversité étant un ensemble qui intègre les habitats et les conditions de vie des êtres vivants y compris ces derniers, est l'élément globalisant prenant en compte tous les segments de l'axe environnement et de l'axe climat. Il est à cet effet, le segment dominant approprié pour le département.

Analyse diagnostique

Le tableau ci-après résume les forces, faiblesses, opportunités et menaces du ministère de l'environnement, des ressources forestières, de la protection côtière et du changement climatique dans la mise en œuvre des politiques nationales en matière de climat et environnement.

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes

Tableau 167: Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces des attributions, des actions du MERF

Forces	Faiblesses
- Existence d'un ancrage institutionnel relatif au climat et l'environnement (Décret portant création des aires protégées, …) ; - Existence de la loi sur les changements climatiques ; - Existence d'un cadre législatif et règlementaire pour la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques (Loi cadre sur l'environnement ; Code forestier, Décret sur les CC, Décret sur le carbone et ses arrêtés d'application…) ; - Existence d'une coordination nationale du système de mesures, notification et vérification (MNV) ; - Existence des documents de politiques, stratégies et plans de développement traitant de l'environnement et des changements climatiques (LT-LEDS, PFT, PE, CSIGERN, PNACC, CDN, CN, RB…) ; - Existence d'une expertise sur les thématiques environnement, changements climatiques et gestions des ressources forestières ; - Existence de base de données sur les changements climatiques et les ressources naturelles ; - Existence d'un portail en ligne sur le suivi des forêts.	- Insuffisance de cadres de concertation relatif à la gestion des déchets, des pollutions et d'assainissement …(MSHPAUS, MERFPCCC, MATDDT, MUHRF…) ; - Inadéquation du cadre organisationnel du ministère face aux nouveaux défis et enjeux ; - Insuffisance de ressources humaines ; - Absence d'un cadre de concertation pour le suivi et la capitalisation des résultats des actions mises en œuvre par les ONG et les OSC ; - Insuffisance de dispositions procédurales (outils, directives et méthodologies) adaptées au contexte spécifique des secteurs ; - Insuffisance de la prise en compte des questions d'atténuation des émissions de GES et de celles relatives à l'adaptation dans les documents de politiques et stratégies nationales ; - Insuffisance d'IEC pour un changement de comportement et au niveau communautaire ; - Faible capacité de mobilisation des fonds climats
Opportunités	**Menaces**

- Ratification des traités et conventions sur le plan international sur le climat et l'environnement (la CCNUCC, la Convention de Stockholm, l'Accord de Paris, la Convention sur la diversité biologique, la Convention de Bonn, la Convention des nation unies sur la lutte contre la désertification, …) - Prise en compte des thématiques environnement et changements climatiques dans certaines politiques sectorielles ; - Prise en compte des thématiques environnement et changements climatiques dans la feuille de route Togo 2025 - Existence d'une expertise nationale sur les thématiques environnement, changements climatiques et gestions des ressources forestières ; - Disponibilité des partenaires techniques et financiers ; - Approche multisectorielle One Health ; - Existence des guichets de fonds climat ; - Capacité de mobilisation de fonds climat par les ONG et OSC ; - Existence des politiques et des stratégies sectorielles intégrant les changements climatiques et la protection de l'environnement ; - Existence d'un guide d'intégration des changements climatiques dans les documents de planification ;	- Insuffisance de cadre de concertation dans la gestion des déchets, des pollutions et d'assainissement (MSHP, MERFPCCC, MATDCC, MUHRF…) ; - Retard dans l'actualisation des documents sectoriels prenant en compte l'intégration des changements climatiques ; - Complexité des procédures d'accès aux guichets climats ; - Non-respect des engagements d'appui financier des grands pays pollueurs ; - Menaces sécuritaires.

Tableau 168 : Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES RESSOURCES FORESTIERES, DE LA PROTECTION CÔTIERES ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE												
P1	**Pilotage et soutien aux services du MERFPCCC**	**1 906 051**	**105 000**	**5,5%**	**40 850**	**2,1%**	**1 760 201**	**92,3%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MERFPCCC	709 784	0	0,0%	31 300	4,4%	678 484	95,6%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	999 112	99 500	10,0%	5 000	0,5%	894 612	89,5%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Prospective, planification, statistiques et suivi évaluation	84 955	0	0,0%	4 550	5,4%	80 405	94,6%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Genre et équité	6 700	0	0,0%	0	0,0%	6 700	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Appui à la budgétisation verte	5 500	5 500	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Mobilisation des ressources pour l'environnement	100 000	0	0,0%	0	0,0%	100 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Gestion durable des écosystèmes**	**6 232 498**	**4 510 830**	**72,4%**	**72 342**	**1,2%**	**1 649 325**	**26,5%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Gestion durable des terres et des forêts	6 050 281	4 329 613	71,6%	71 342	1,2%	1 649 325	27,3%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Développement et gestion durable des forêts domaniales	182 217	181 217	99,5%	1 000	0,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Environnement et climat**	**25 463 249**	**23 110 426**	**90,8%**	**47 481**	**0,2%**	**2 305 341**	**9,1%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Lutte contre les changements climatiques	2 342 502	1 353 820	57,8%	6 000	0,3%	982 682	42,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Préservation des milieux et cadre de vie	21 700 371	20 940 633	96,5%	25 981	0,1%	733 756	3,4%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Gestion des Installations classées et des substances dangereuses	426 973	243 973	57,1%	5 500	1,3%	177 500	41,6%	0	0,0%	0	0,0%
A3.4	Evaluations et Surveillance Environnementales	993 403	572 000	57,6%	10 000	1,0%	411 403	41,4%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Appui financier pour la gestion durable des forêts**	**366 906**	**346 400**	**94,4%**	**0**	**0,0%**	**16 000**	**4,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Coordination de la mobilisation des ressources du Fonds	169 106	148 600	87,9%	0	0,0%	16 000	9,5%	0	0,0%	0	0,0%
A4.2	Appui financier à la gestion durable des forêts	197 800	197 800	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**33 968 703**	**28 072 656**	**82,6%**	**160 674**	**0,5%**	**5 730 867**	**16,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MERFPCCC, 2026

Il ressort de l'analyse du tableau 6 que sur un budget global de 33.968.703.000 FCFA alloué au MERFPCCC pour le compte de l'année 2026, les dépenses qui sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement représentent 82,6% soit un montant de 28.072.656.000 FCFA et celles qui n'ont pas d'impact significatif sur le climat et l'environnement prennent une proportion de 16,9% soit 5.730.867.000 FCFA. Toutefois, les activités défavorables au climat et à l'environnement représentent un montant de 160.674.000 FCFA soit 0,5%. Il faut préciser en outre que, toutes les activités programmées sont suffisamment documentées pour l'analyse ; aucune dépense n'est donc non cotée.

Tableau 169 : Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES RESSOURCES FORESTIERES, DE LA PROTECTION CÔTIERES ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE									
P1	**Pilotage et soutien aux services du MERFPCCC**	**1 906 051**	**0**	**0**	**0**	**0**	**40 850**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MERFPCCC	709 784	0	0	0	0	31 300	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	999 112	0	0	0	0	5 000	0	0	0,0%
A1.3	Prospective, planification, statistiques et suivi évaluation	84 955	0	0	0	0	4 550	0	0	0,0%
A1.4	Genre et équité	6 700	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Appui à la budgétisation verte	5 500	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Mobilisation des ressources pour l'environnement	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Gestion durable des écosystèmes**	**6 232 498**	**910 094**	**0**	**163 899**	**1 701 654**	**72 342**	**271 738**	**2 611 749**	**41,9%**
A2.1	Gestion durable des terres et des forêts	6 050 281	910 094	0	163 899	1 701 654	71 342	271 738	2 611 749	43,2%
A2.2	Développement et gestion durable des forêts domaniales	182 217	0	0	0	0	1 000	0	0	0,0%
P3	**Environnement et climat**	**25 463 249**	**21 032 398**	**0**	**1 494 938**	**414 700**	**31 974**	**399 000**	**21 447 098**	**84,2%**
A3.1	Lutte contre les changements climatiques	2 342 502	647 212	0	851 182	136 200	6 000	131 500	783 412	33,4%
A3.2	Préservation des milieux et cadre de vie	21 700 371	20 385 186	0	643 756	40 000	10 474	90 000	20 425 186	94,1%
A3.3	Gestion des Installations classées et des substances dangereuses	426 973	0	0	0	238 500	5 500	177 500	238 500	55,9%
A3.4	Evaluations et Surveillance Environnementales	993 403	0	0	0	0	10 000	0	0	0,0%
P4	**Appui financier pour la gestion durable des forêts**	**366 906**	**0**	**0**	**0**	**197 800**	**0**	**0**	**197 800**	**53,9%**
A4.1	Coordination de la mobilisation des ressources du Fonds	169 106	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A4.2	Appui financier à la gestion durable des forêts	197 800	0	0	0	197 800	0	0	197 800	100,0%
	TOTAL	**33 968 703**	**21 942 492**	**0**	**1 658 837**	**2 314 154**	**145 166**	**670 738**	**24 256 646**	**71,4%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MERFPCCC, 2026

L'analyse du tableau 7 révèle que sur un budget global de 33.968.703.000 FCFA, 64,6% des dépenses du ministère soit un montant de 21.942.492.000 FCFA sont consacrées aux activités favorables à l'adaptation aux changements climatiques,

qu'aucune dépense n'est défavorable à l'adaptation aux changements climatiques et que 1.658.837.000 FCFA soit 4,9% de ces dépenses y sont neutres.

Par ailleurs, 6,8% des dépenses du ministère soit un montant de 2.314.154.000 FCFA sont relatives aux activités d'atténuation aux changements climatiques, 2% de ces dépenses soit 670.738.000 FCFA n'ont pas d'impact significatif sur l'atténuation aux changements climatiques et 0,4% de ces dépenses soit un montant de 145.166.000 CFA sont défavorables à l'atténuation aux changements climatiques. Somme toute, 71,4% des dépenses du ministère soit un montant de 23.825.434.000 FCFA sont favorables au climat.

Tableau 170 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES RESSOURCES FORESTIERES, DE LA PROTECTION CÔTIERES ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE															
P1	**Pilotage et soutien aux services du MERFPCCC**	**1 906 051**	**105 000**	**0**	**1 760 201**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**105 000**	**5,5%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du MERFPCCC	709 784	0	0	678 484	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines, matérielles et financières	999 112	99 500	0	894 612	0	0	0	0	0	0	0	0	0	99 500	10,0 %
A1.3	Prospective, planification, statistiques et suivi évaluation	84 955	0	0	80 405	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Genre et équité	6 700	0	0	6 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Appui à la budgétisation verte	5 500	5 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 500	100,0 %
A1.6	Mobilisation des ressources pour l'environnement	100 000	0	0	100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Gestion durable des écosystèmes**	**6 232 498**	**1 899 081**	**0**	**1 191 793**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 950**	**0**	**0**	**16 945**	**1 899 081**	**30,5 %**
A2.1	Gestion durable des terres et des forêts	6 050 281	1 717 864	0	1 191 793	0	0	0	0	0	4 950	0	0	16 945	1 717 864	28,4 %
A2.2	Développement et gestion durable des forêts domaniales	182 217	181 217	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	181 217	99,5 %
P3	**Environnement et climat**	**25 463 249**	**531 408**	**15 507**	**0**	**544 347**	**0**	**0**	**587 473**	**0**	**411 403**	**100**	**0**	**0**	**1 663 328**	**6,5%**
A3.1	Lutte contre les changements climatiques	2 342 502	252 408	0	0	318 000	0	0	0	0	0	0	0	0	570 408	24,4 %
A3.2	Préservation des milieux et cadre de vie	21 700 371	279 000	15 507	0	226 347	0	0	10 000	0	0	100	0	0	515 447	2,4%

A3.3	Gestion des Installations classées et des substances dangereuses	426 973	0	0	0	0	0	0	5 473	0	0	0	0	0	5 473	1,3%
A3.4	Evaluations et Surveillance Environnementales	993 403	0	0	0	0	0	0	572 000	0	411 403	0	0	0	572 000	57,6 %
P4	**Appui financier pour la gestion durable des forêts**	**366 906**	**148 600**	**0**	**16 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**148 600**	**40,5 %**
A4.1	Coordination de la mobilisation des ressources du Fonds	169 106	148 600	0	16 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	148 600	87,9 %
A4.2	Appui financier à la gestion durable des forêts	197 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**33 968 703**	**2 684 089**	**15 507**	**2 967 994**	**544 347**	**0**	**0**	**587 473**	**0**	**416 353**	**100**	**0**	**16 945**	**3 816 010**	**11,2 %**

Source : Outil de marquage du budget vert du MERFPCCC, 2026

Il ressort de l'analyse du tableau 4 que sur une allocation budgétaire de 33.968.703.000 FCFA :

- 7,9% des dépenses du ministère soit 2.684.089.000 FCFA sont favorables à la conservation de la biodiversité ; 0,05% de ces dépenses soit 15.507.000 FCFA sont défavorables à la conservation de la biodiversité et 8,7% du budget du ministère soit 2.967.994 FCFA sont relatifs aux activités n'ayant pas d'impact significatif sur la biodiversité ;
- 1,6% des dépenses soit 544.347.000 FCFA sont favorables à la gestion des ressources en eau ;
- 1,7% du budget du ministère soit 587.473.000 FCFA sont favorables à la lutte contre les pollutions et 1,2% de ce budget soit 416.353.000 FCFA n'a pas d'impact sur le segment « pollution » ;
- Un montant de 100.000 FCFA soit 0,0003 du budget global est favorable à la gestion des déchets et un montant de 16.945.000 FCFA soit un taux de 0,05% est neutre à ce segment.

Globalement, 11,2% des dépenses du ministère soit un montant de 3.816.010.000 FCFA sont favorables à la protection de l'environnement

Justification des cotations

Sur un budget de 33.968.703.000 FCFA alloué au MERFPCCC, la part favorable au climat et l'environnement représente 82,6% soit un montant de 28.072.656.000 FCFA. Ce taux relativement élevé s'explique par les attributions conférées au ministère qui sont axées sur la gestion des questions environnementales et climatiques.

Au sein du programme 1, pour un budget de 1.906.051.000 FCFA, les activités sont essentiellement neutres à la biodiversité, soit 92,3% du montant de ce programme, du fait que ce programme renferme pour l'essentiel, des activités de coordination qui n'ont pas d'impact significatif sur le climat et l'environnement, le segment dominant du secteur étant « biodiversité ». Toutefois, toutes les activités de l'action « appui à la budgétisation verte » et une activité de l'action 2 sont favorables à la biodiversité et ne représente que 5,5% du montant du programme soit 105.000 FCFA. Il faut noter que la part défavorable

à l'atténuation est relative à l'achat de carburant pour le fonctionnement, pour un montant de 40.850.000 FCFA soit 2,1% du budget du programme.

Pour un budget de 6.232.498.000 FCFA, la part du budget consacrée au vert dans le programme 2 représente 72,4% soit un montant de 4.510.830.000 FCFA. Cette part est relative essentiellement aux activités favorables à la biodiversité, à l'adaptation et à l'atténuation dont les proportions sont respectivement 30,5%, 14,6% et 27,3%. Cette situation s'explique du fait de la contribution à la gestion durable des terres et des forêts qui nécessite des actions de conservation de la biodiversité, de reboisement et de résilience des communautés et des écosystèmes à travers les projets PNRII, PNGAP, PBE et PGDTE. Par ailleurs, la part défavorable à l'atténuation est relative à l'achat de carburant pour le fonctionnement pour un montant de 72.342.000 FCFA soit 1,2%.

En ce qui concerne le programme 3, pour un budget de 25.463.249.000 FCFA, l'essentiel de la part du budget vert (90,8% du montant du programme) est consacré aux activités favorables à l'adaptation pour un montant de 21.032.398.000 FCFA soit 82,6% du budget du programme. Ce taux s'explique par la mise en œuvre du projet WACA ResIP au sein de ce programme, dont l'objectif est de lutter contre l'érosion côtière et d'appuyer les communautés côtières dans les AGR afin de renforcer leur résilience face aux effets de l'érosion côtière et des inondations. La part défavorable à l'atténuation est relative à l'achat de carburant pour le fonctionnement pour un montant de 47.481.000 FCFA.

S'agissant du programme 4 « Compte d'affectation spécial », sur un budget de 366.906.000 FCFA, la part des activités favorables au climat et l'environnement représente 94,4% relative essentiellement à la préservation de la biodiversité et à l'atténuation des effets des changements climatiques. Cette situation s'explique à travers l'objectif principal du fonds national de développement forestier dédié aux appuis financiers pour les activités de reboisement, de surveillance des aires protégées et de contrôle de l'exploitation forestière afin de contribuer à l'augmentation du couvert végétal.

Approches de solutions et perspectives

- Renforcer la prise en compte des thématiques relatives à la protection de l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques dans les politiques, programmes et projets des sectoriels ;
- Renforcer la surveillance et la protection des aires protégées ;
- Actualiser le cadre organisationnel du ministère suivant les nouveaux enjeux et défis climatiques ;
- Renforcer la concertation en matière de gestion des déchets, des pollutions et d'assainissement entre les ministères (MSHPAUS, MERFPCCC, MATDDT, MUHRF…) ;
- Faire un plaidoyer pour le recrutement de personnel pour la surveillance des réserves et des aires protégées ;

- Mettre en place un mécanisme de suivi et de capitalisation des résultats des actions mise en œuvre par les ONG et les OSC ;
- Renforcer le plaidoyer auprès des bailleurs de fonds pour la mise à disposition des informations sur le financement lié aux projets ;
- Veiller à la prise en compte des questions d'atténuation des émissions de GES et de celles relatives à l'adaptation dans les documents de politiques et stratégies nationales ;
- Appuyer les sectoriels à actualiser leurs documents de planification en prenant en compte les questions d'atténuation des émissions de GES et celles relatives à l'adaptation.

4.1.2.29. Section 870 Ministère de l'efficacité du service public et de la transformation numérique

Le Ministère de l'Efficacité du service public et la Transformation Numérique (MESPTN) a pour mission de faire du Togo un hub de services numériques et un centre international d'innovation et de compétence digitale. Cet objectif s'inscrit dans l'axe 1 et l'axe 3 de la Feuille de route gouvernementale, visant respectivement à renforcer l'inclusion sociale et à moderniser le pays à l'horizon 2026. Les années 2027 et 2028 permettront de consolider les acquis obtenus sur la période.

Pour atteindre ces ambitions, le ministère a élaboré la Stratégie Togo Digital 2020-2025, construite autour de trois grandes orientations : (i) inclure tous les citoyens dans le système social et économique ; (ii) digitaliser les services publics et sociaux ; (iii) accélérer la transformation numérique de l'économie en faisant du Togo un hub digital.

L'élaboration du présent document s'inscrit dans la culture de gestion des finances publiques introduite par la directive n°06/2009/CM/UEMOA, qui consacre la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et impose une planification cohérente à travers le budget-programmes. La transposition nationale de cette directive a favorisé la mise en place des politiques publiques ministérielles fondées sur la performance.

Dans les années à venir, le ministère ambitionne de renforcer l'écosystème numérique national à travers : un cadre législatif propice à la concurrence, des infrastructures TIC modernes accessibles à tous, une offre locale de contenus numériques de qualité, des services numériques centrés sur les citoyens, un renforcement des compétences digitales, un réseau postal modernisé, ainsi que la promotion de la cybersécurité, de la protection des données, de l'intelligence artificielle et des données massives.

Bien que le secteur numérique ne soit pas classé parmi les secteurs fortement émetteurs dans les Contributions déterminées au niveau national (CDN) révisées du Togo, il occupe une place stratégique dans la transition climatique nationale. Les CDN reconnaissent le numérique comme un secteur transversal contribuant à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (GES) grâce notamment à la dématérialisation des services, la réduction des déplacements physiques, l'optimisation énergétique des systèmes d'information et l'amélioration de la gouvernance climatique par la gestion numérique des données. Le ministère se positionne ainsi sur le segment « atténuation et adaptation transversale », du fait de son rôle clé dans la modernisation éco-efficiente des services publics et la promotion d'outils numériques à faible empreinte carbone.

En conclusion, le Ministère de l'Efficacité du service public et de la transformation numérique contribue de manière déterminante à la modernisation de l'État, à l'inclusion numérique, à la compétitivité économique et à la transition climatique du pays. Dans le cadre de l'élaboration du budget vert, il est positionné comme un acteur transversal de modernisation – innovation – atténuation des GES.

Analyse diagnostique

Le tableau ci-après synthétise les forces, faiblesses, opportunités et menaces du ministère de l'efficacité du service public et de la transformation numérique dans le cadre de l'élaboration du budget vert. Les forces, faiblesses, opportunités et les menaces du ministère, en lien avec le climat et l'environnement, sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 171: Analyse des FFOM des actions du ministère

Forces	Faiblesses
➢ **Cadre institutionnel et stratégique solide :** - Existence de l'Agence Togo Digital (ATD) comme bras opérationnel du MESPTN ; - Mise en œuvre du projet PRODIGIT centré sur l'accélération numérique - Mise en place de l'e-ID Togo (identité digitale souveraine) ; - Appui aux sauvegardes environnementales et sociales dans les projets numériques ; - Existence de bases de données nationales déjà opérationnelles. ➢ **Technologiques clés :** - Digitalisation progressive des services publics (e-administration) ; - Développement de solutions technologiques pour l'identification, l'état civil et la transparence ; - Présence d'équipes techniques nationales et de consultants internationaux. ➢ **Inclusion et stratégie data :** - Volonté d'utiliser les données existantes pour orienter les décisions ; - Déploiement d'indicateurs pour mesurer le niveau de digitalisation	**Contraintes institutionnelles et opérationnelles** : - Faible coordination interinstitutionnelle dans la mise en œuvre des réformes digitales ; - Capacités techniques encore limitées dans la gestion avancée des données (modèles, IA, big data) ; - Faible culture de gestion axée sur les données (evidence-based). ➢ **Infrastructures numériques insuffisantes** : - Couverture incomplète des infrastructures haut débit (FTTH), surtout en zones rurales ; - Difficulté d'accès à un internet fixe de qualité ; - Faible taux d'adoption des outils numériques par les petites entreprises (smartphones, logiciels de gestion, plateformes e-commerce). ➢ **Capacités humaines** : - Besoin de formations continues pour les agents, administrateurs, et acteurs privés ; - Insuffisance de techniciens spécialisés dans la cybersécurité, data science, et cloud.
Opportunités	**Menaces**

➢ **Appui des partenaires techniques et financiers (PTF)** : - Coopération active avec la GIZ, KfW, Banque Mondiale, BAD, UNDP pour la digitalisation ; - Financement des projets structurants (ESUD, PRODIGIT, e-ID, digitalisation des services publics). ➢ **Cadres nationaux et internationaux** : - Engagement du Togo dans les CDN, favorisant l'utilisation du numérique pour réduire les GES (dématérialisation, optimisation des déplacements, économies d'énergie) ; - Intérêt croissant des PME pour les solutions digitales. ➢ **Potentiel économique** : - Demande accrue de services numériques (paiement mobile, cloud, e-commerce) ; - Développement accéléré de l'économie numérique dans la sous-région ; - Fort potentiel de création d'emplois numériques pour les jeunes.	➢ **Risque climatique et vulnérabilité des infrastructures :** - Sensibilité des infrastructures numériques aux aléas climatiques (inondations, chaleur, humidité) ; - Dépendance à l'électricité pour les équipements critiques. ➢ **Risques sécuritaires et cybersécurité :** - Multiplication des cyberattaques sur les services publics et privés ; - Faible niveau de protection des données personnelles des citoyens. ➢ **Environnement socio-économique :** - Persistante fracture numérique urbain–rural ; - Coût élevé des terminaux et accès limité aux technologies en zones rurales ; - Risque d'exclusion numérique des publics vulnérables. - **Risques de gouvernance** : - Instabilité institutionnelle pouvant ralentir la mise en œuvre des innovations ; - Lenteur administrative pour la validation de projets stratégiques.

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes

Tableau 172: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers de FCFA	en milliers de FCFA	en % du LFI	en milliers de FCFA	en % du LFI	en milliers de FCFA	en % du LFI	en milliers de FCFA	en % du LFI	en milliers de FCFA	en % du LFI
MINISTERE DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC ET DE LA TRANSFROMATION NUMERIQUE												
P1	**Pilotage et soutien aux services du MENTD**	**911 960**	**0**	**0,0%**	**11 000**	**1,2%**	**900 960**	**98,8%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	185 320	0	0,0%	8 000	4,3%	177 320	95,7%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	7 534	0	0,0%	3 000	39,8%	4 534	60,2%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Gestion des systèmes d'information	713 216	0	0,0%	0	0,0%	713 216	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 890	0	0,0%	0	0,0%	5 890	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Infrastructures numériques et postales**	**4 580 664**	**0**	**0,0%**	**4 000**	**0,1%**	**4 576 664**	**99,9%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Extension de la couverture réseau Internet fixe et mobile	3 802 000	0	0,0%	2 000	0,1%	3 800 000	99,9%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Renforcement du raccordement Internet au réseau mondial	578 664	0	0,0%	2 000	0,3%	576 664	99,7%	0	0,0%	0	0,0%
A2.3	Extension de la couverture réseau postal	200 000	0	0,0%	0	0,0%	200 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Digitalisation des activités économiques et sociales**	**37 371 793**	**1 000 000**	**2,7%**	**2 000**	**0,0%**	**13 487 760**	**36,1%**	**0**	**0,0%**	**22 882 033**	**61,2%**
A3.1	Attribution de l'identité pour tous	12 037 760	0	0,0%	0	0,0%	12 037 760	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Amélioration de la qualité de l'enseignement	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.3	Mise en place du Registre social des Personnes et des Ménages	1 100 000	1 000 000	90,9%	0	0,0%	100 000	9,1%	0	0,0%	0	0,0%
A3.4	Digitalisation des principaux services publics	23 384 033	0	0,0%	2 000	0,0%	1 000 000	4,3%	0	0,0%	22 382 033	95,7%
A3.5	Développement d'un hub d'innovation digital	500 000	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	500 000	100,0%
A3.6	Promotion de la souverainité numerique	350 000	0	0,0%	0	0,0%	350 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**ASTRE**	**12 921 855**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**12 921 855**	**100,0%**
A4.1	ASTRE	12 921 855	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	12 921 855	100,0%
	TOTAL	**55 786 272**	**1 000 000**	**1,8%**	**17 000**	**0,0%**	**18 965 384**	**34,0%**	**0**	**0,0%**	**35 803 888**	**64,2%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MESPTN, 2026

Sur un budget global de 55.786.272.000 F CFA, un montant de 1.000.000.000 F CFA, soit 1,8% est favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement alors que 17.000.000 F CFA y sont défavorables.

Tableau 173: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC ET DE LA TRANSFROMATION NUMERIQUE									
P1	**Pilotage et soutien aux services du MENTD**	**911 960**	**0**	**0**	**900 960**	**0**	**11 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	185 320	0	0	177 320	0	8 000	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	7 534	0	0	4 534	0	3 000	0	0	0,0%
A1.4	Gestion des systèmes d'information	713 216	0	0	713 216	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 890	0	0	5 890	0	0	0	0	0,0%
P2	**Infrastructures numériques et postales**	**4 580 664**	**0**	**0**	**4 576 664**	**0**	**4 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Extension de la couverture réseau Internet fixe et mobile	3 802 000	0	0	3 800 000	0	2 000	0	0	0,0%
A2.2	Renforcement du raccordement Internet au réseau mondial	578 664	0	0	576 664	0	2 000	0	0	0,0%
A2.3	Extension de la couverture réseau postal	200 000	0	0	200 000	0	0	0	0	0,0%
P3	**Digitalisation des activités économiques et sociales**	**37 371 793**	**1 000 000**	**0**	**13 487 760**	**0**	**2 000**	**0**	**1 000 000**	**2,7%**
A3.1	Attribution de l'identité pour tous	12 037 760	0	0	12 037 760	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Amélioration de la qualité de l'enseignement	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Mise en place du Registre social des Personnes et des Ménages	1 100 000	1 000 000	0	100 000	0	0	0	1 000 000	90,9%
A3.4	Digitalisation des principaux services publics	23 384 033	0	0	1 000 000	0	2 000	0	0	0,0%
A3.5	Développement d'un hub d'innovation digital	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.6	Promotion de la souveraineté numérique	350 000	0	0	350 000	0	0	0	0	0,0%
P4	**ASTRE**	**12 921 855**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	ASTRE	12 921 855	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**55 786 272**	**1 000 000**	**0**	**18 965 384**	**0**	**17 000**	**0**	**1 000 000**	**1,8%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MESPTN, 2026

Du tableau ci-dessus, il ressort que 1,8% du budget total, soit 1.000.000.000 F CFA est favorable à l'axe climat correspondant à la part favorable du segment « adaptation » tandis que 17.000.000 F CFA sont défavorables à l'atténuation.

Tableau 174 : Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DE L'EFFICACITE DU SERVICE PUBLIC ET DE LA TRANSFROMATION NUMERIQUE															
P1	**Pilotage et soutien aux services du MENTD**	**911 960**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	185 320	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	7 534	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Gestion des systèmes d'information	713 216	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 890	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Infrastructures numériques et postales**	**4 580 664**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Extension de la couverture réseau Internet fixe et mobile	3 802 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Renforcement du raccordement Internet au réseau mondial	578 664	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.3	Extension de la couverture réseau postal	200 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Digitalisation des activités économiques et sociales**	**37 371 793**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Attribution de l'identité pour tous	12 037 760	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Amélioration de la qualité de l'enseignement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.3	Mise en place du Registre social des Personnes et des Ménages	1 100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.4	Digitalisation des principaux services publics	23 384 033	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.5	Développement d'un hub d'innovation digital	500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.6	Promotion de la souverainité numerique	350 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**ASTRE**	**12 921 855**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	ASTRE	12 921 855	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**55 786 272**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MESPTN, 2026

Le tableau ci-dessus montre qu'aucune dépense du MESPTN n'a de lien avec l'axe environnement.

Justification des cotations dans les tableaux

Sur un budget total de 55.786.272.000 F CFA, un montant de 1.000.000.000 F CFA, soit 1,8% favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est relative à la mise en place du registre social des personnes et des ménages pour le programme « digitalisation des activités économiques et sociales ». En revanche un montant de 17.000.000 F CFA, défavorable à l'atténuation est due à l'achat de carburant pour le fonctionnement des services du MESPTN.

Encadré 3 : Justification des cotations dans les tableaux du MESPTN

Le Ministère de l'Efficacité du service public et la Transformation Numérique (MESPTN) à travers sa mission, contribue à l'atteinte des objectifs verts de l'Etat par le biais de trois (03) programmes budgétaires à savoir : Programme 1 : **« Pilotage et soutien des services du MESPTN »** ; Programme 2 : « **Infrastructure** » et Programme 3 : « **digitalisation** ».

Les résultats issus des cotations des programmes du MESPTN se justifient par l'analyse de la nature des activités mis en œuvre ainsi que leurs impacts sur le climat et/ou l'environnement.

Ces résultats se présentent comme suit :

- Ce tableau renseigne sur les différentes cotations de l'axe « climat ». On note, une part totale de 2.3% favorable à l'axe climat soit un montant de 1 000 000 000 FCFA dont 2,3% pour 0 FCFA. Concernant la cotation défavorable, les dépenses couvrent une part de 0% sur le segment atténuation soit un montant de 17 000 000 FCFA et sont nulles sur le segment adaptation et proviennent du programme 2.
- Concernant le segment atténuation, les dépenses favorables sont enregistrées au niveau des programmes 1 et 3 du ministère. S'agissant du programme 1, ces dépenses sont liées aux activités de l'action appui à la budgétisation verte, elles représentent 0% du budget dudit programme soit un montant de 0 FCFA.

La part des dépenses favorables à l'axe « environnement » est de 0% du budget du Ministère soit un montant de 0 FCFA. Ces dépenses sont essentiellement reparties sur les segments « Biodiversité et Eau ».

Approches de solutions et perspectives

Pour faire face aux défis et faiblesses relevés au niveau du secteur numérique, les différentes approches de solutions ci-après sont identifiées :

- Faire la révision de la politique nationale dans le numérique en mettant un accent particulier sur les questions liées aux changements climatiques, à la protection de l'environnement et autres thématiques transversales ;
- Mettre en œuvre un programme national de remplacement progressif des infrastructures thermiques par des panneaux solaires ;
- Réaliser des études pour orienter les politiques publiques sur la modernisation du sous-secteur face aux enjeux environnementaux, technologiques et sociaux ;
- Former les réparateurs et entreprises locales à l'entretien des infrastructures thermiques et électriques, afin de réduire les émissions polluantes et préparer la transition ;
- Faire adopter le texte limitant l'âge des infrastructure numériques et passer à son application.

4.1.2.30. Section 920 : Ministère des relations avec parlement et les institutions

Le ministère des relations avec parlement et les institutions (MRPI), a pour prérogatives essentielles, la mise en œuvre de la politique de l'Etat en ce qui concerne les réformes institutionnelles en vue de la concrétisation des institutions en République togolaise. Pour ce faire, il doit améliorer la qualité de ses services, favoriser la coordination, la collaboration des interactions harmonieuses entre les différentes institutions, contribuer à l'efficacité et à l'efficience du parlement et des autres institutions. Dans ce cadre, plusieurs défis méritent d'être relevés, afin d'optimiser les performances.
Ces défis sont en lien avec la réorganisation structurelle et fonctionnelle du ministère (opérationnalisation des différents services/directions du ministère) et la poursuite des efforts de réforme et de modernisation continues des institutions de la République.
Au regard de ce qui précède et conformément aux règles de cotation pour la détermination du segment dominant des ministères et institutions à caractère transversal comme le MRPI, dont les attributions et interventions n'ont aucun lien direct avec l'un des six marqueurs, le segment dominant est celui identifié comme prioritaire au niveau national dans la conduite des politiques publiques. Pour ce faire, le segment "adaptation" est donc retenu comme segment dominant du MRPI.
Les forces, faiblesses, opportunités et menaces du ministère, dans le cadre du budget vert, sont diagnostiquées dans la section suivante.

Analyse diagnostique

Les forces, faiblesses, opportunités et les menaces du ministère, en lien avec le climat et l'environnement, sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 175 : Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces du ministère

FORCES	FAIBLESSES
❖ Existence de divers textes nationaux (Constitution, lois, décrets et arrêtés) sur la protection de l'environnement ; ❖ Existence de texte permettant la création d'une cellule budget vert au sein du ministère	❖ Insuffisance de formation et de sensibilisation des membres des différentes institutions ainsi que leur personnel sur les concepts climat et environnement ❖ Fragilité des infrastructures abritant les institutions face aux aléas climatiques ; ❖ Insuffisance de vulgarisation en langues locales des textes liés à la protection de l'environnement ❖ Absence de spécialistes au sein du ministère sur la thématique de l'environnement et le climat
OPPORTUNITES	**MENACES**
❖ Prise en compte dans les politiques gouvernementales des questions des changements climatiques avec la création d'organes dédiés à la coordination des politiques climatiques ; ❖ Existence des engagements internationaux (participation active aux négociations climatiques (COP, Accords de Paris) ; ❖ Existence des mécanismes nationaux et internationaux de financement climatique et de protection de l'environnement (exemple du fonds vert disponible au plan national) ; ❖ Existence des partenaires techniques et financiers pour accompagner les interventions et actions en matière de la protection de l'environnement et du changement climatique.	❖ Instabilité institutionnelle ❖ Dimension climatique perçue comme secondaire par rapport aux autres besoins pressants. ❖ Non-respect des engagements d'appui financier des grands pays pollueurs ; ❖ Non-respect des engagements pris par les grands pays pollueurs ; ❖ Inaccessibilité géographique accrue en cas de catastrophes climatiques rendant plus difficile l'accès physique aux services institutions,

Présentation des résultats de marquage des dépenses vertes

L'analyse des programmes/actions et activités liées au climat, du budget du ministère chargé des droits de l'homme, se présente comme suit :

Tableau 176: Part des différentes cotations de segment du budget vert dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	FAVORABLE		DEFAVORABLE		NEUTRE		MIXTE		NON COTES	
		en milliers	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI	en milliers	en % du LFI
MINISTERE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LES INSTITUTIONS												
P1	**Pilotage et soutien aux services du MRPI**	**267 343**	**5 000**	**1,9%**	**10 000**	**3,7%**	**252 343**	**94,4%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	217 399	0	0,0%	10 000	4,6%	207 399	95,4%	0	0,0%	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	36 944	0	0,0%	0	0,0%	36 944	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	3 000	0	0,0%	0	0,0%	3 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0,0%	0	0,0%	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P2	**Droits de l'homme**	**0**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A2.1	Promotion des droits de l'homme	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A2.2	Protection des droits de l'homme	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P3	**Consolidation de la démocratie et de la paix**	**0**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A3.1	Gouvernance démocratique	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
A3.2	Prévention des conflits	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P4	**Citoyenneté**	**0**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A4.1	Education à la citoyenneté	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
P5	**Relations avec le parlement et les autres institutions**	**139 936**	**0**	**0,0%**	**21 000**	**15,0%**	**118 936**	**85,0%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**
A5.1	Coordination des relations avec le parlement et les autres institutions	91 586	0	0,0%	9 000	9,8%	82 586	90,2%	0	0,0%	0	0,0%
A5.2	Renforcement de l'efficacité et de l'efficience des institutions	48 350	0	0,0%	12 000	24,8%	36 350	75,2%	0	0,0%	0	0,0%
	TOTAL	**407 279**	**5 000**	**1,2%**	**31 000**	**7,6%**	**371 279**	**91,2%**	**0**	**0,0%**	**0**	**0,0%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MRPI, 2026

Les activités en lien avec la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques relevées dans le tableau ci-dessus sont prises en compte dans un (01) programme sur les deux programmes que compte le MRPI, notamment le programme 1 « pilotage et soutien aux services du ministère ».

Sur un budget total de 407 279 000 F CFA, 5 000 000 FCFA, soit 1,2 % du budget sont favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement. Il faut noter que 31 000 000 FCFA, soit 7,6% du budget sont défavorables au climat et à l'environnement.

L'analyse du tableau 6 révèle aussi que les activités cotées "neutre" représentent 91,2% du budget total du ministère. Cela se justifie par le fait que ces dépenses n'ont aucun lien avec les six segments du climat et de l'environnement. Par contre, on ne note aucune activité "mixte" ni "non cotée".

Dépenses par « segment de l'axe climat » du budget vert par rapport au budget total du ministère

Tableau 177: Part des différentes cotations de l'axe "Climat" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	ADAPTATION			ATTENUATION			TOTAL CLIMAT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE Des relations avec le parlement et les institutions									
P1	**Pilotage et soutien aux services du MRPI**	**267 343**	**5 000**	**0**	**252 343**	**0**	**10 000**	**0**	**5 000**	**1,9%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	217 399	0	0	207 399	0	10 000	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	36 944	0	0	36 944	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	3 000	0	0	3 000	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Prospective, planif., statistiques et suivi-évaluation	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	5 000	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	5 000	0	0	0	0	0	5 000	100,0%
P2	**Droits de l'homme**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Promotion des droits de l'homme	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Protection des droits de l'homme	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Consolidation de la démocratie et de la paix**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Gouvernance démocratique	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Prévention des conflits	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Citoyenneté**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Education à la citoyenneté	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P5	**Relations avec le parlement et les autres institutions**	**139 936**	**0**	**0**	**118 936**	**0**	**21 000**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Coordination des relations avec le parlement et les autres institutions	91 586	0	0	82 586	0	9 000	0	0	0,0%
A5.2	Renforcement de l'efficacité et de l'efficience des institutions	48 350	0	0	36 350	0	12 000	0	0	0,0%
	TOTAL	**407 279**	**5 000**	**0**	**371 279**	**0**	**31 000**	**0**	**5 000**	**1,2%**

Source : Outil de marquage du budget vert du MRPI, 2026

Le tableau renseigne sur la part du budget favorable à l'axe climat. L'analyse montre que 1,2% du budget est favorable au segment adaptation soit 5000 000FCFA. Ce montant représente le budget alloué à l'action "Appui à la budgétisation verte" inscrite au programme 1 "Pilotage et soutien aux services du MRPI". Aucune dépense n'est défavorable au segment adaptation alors que 91,2% du budget est coté "neutre" au segment adaptation. Cependant, le tableau montre que 31 000 000 FCFA, soit 7,6% du budget, sont défavorables à l'atténuation et aucune dépense n'est coté "neutre" au segment atténuation.

Tableau 178: Part des différentes cotations de l'axe "Environnement" dans le budget du ministère

CODE	Programme	LFI 2026	BIODIVERSITE			EAU			POLLUTION			DECHET			TOTAL ENVIRONNEMENT	
			Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre	Favorable	Défavorable	Neutre		
		en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en milliers	en % du LFI
	MINISTERE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LES INSTITUTIONS															
P1	**Pilotage et soutien aux services du MRPI**	**267 343**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A1.1	Pilotage et coordination des actions du ministère	217 399	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.2	Gestion des ressources humaines	36 944	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.3	Gestion des ressources matérielles et financières	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.4	Gestion du système d'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.5	Prospective, planification, statistiques et suivi-évaluation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.6	Genre et équité	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A1.7	Appui à la budgétisation verte	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P2	**Droits de l'homme**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A2.1	Promotion des droits de l'homme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A2.2	Protection des droits de l'homme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P3	**Consolidation de la démocratie et de la paix**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A3.1	Gouvernance démocratique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A3.2	Prévention des conflits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P4	**Citoyenneté**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A4.1	Education à la citoyenneté	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
P5	**Relations avec le parlement et les autres institutions**	**139 936**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
A5.1	Coordination des relations avec le parlement et les autres institutions	91 586	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
A5.2	Renforcement de l'efficacité et de l'efficience des institutions	48 350	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%
	TOTAL	**407 279**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**

Source *: Outil de marquage du budget vert du MRPI, 2026*

Le tableau ci-dessus concerne l'axe environnement montre qu'aucune dépense du MRPI n'a été relevée au niveau des quatre segments « biodiversité », « eau », « pollution » et « déchets » de l'axe environnement.

Justification des cotations dans les tableaux

A la lumière de la cotation des activités du MRPI, il ressort que : Le budget prévisionnel du Ministère des Relations avec le Parlement et les Institutions (MRPI) pour l'année 2026, s'élève à 407 297 000F CFA, réparti entre deux programmes, à savoir le un et cinq ; quant aux programmes deux, trois et quatre, aucun budget ne leur a été alloués.

Ainsi, l'analyse de la ventilation budgétaire fait apparaître des écarts dans la répartition des dépenses classées en trois catégories : favorables, défavorables et neutres.

Le programme 1, intitulé « Pilotage et soutien aux services du MRPI », bénéficie d'une enveloppe de 267 343 000F CFA.

La part du budget favorable à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement est seulement de 5 000 000 FCFA alloué à l'action "Appui à la budgétisation verte", soit 1,2% du budget total du ministère qui s'élève à 407 279 000 F CFA. Ce faible taux s'explique par le fait que la plupart des activités ne sont pas en lien avec le climat et l'environnement au vu des thématiques du secteur et des missions assignées au ministère. Par contre, 31 000 000 FCFA, soit 7,6% du budget total, défavorables au climat et à l'environnement, sont liés à l'achat de carburant et lubrifiants pour les besoins de fonctionnement notamment le suivi/supervision des activités du ministère

Globalement, nous diront que :

Approches de solutions et perspectives

La prise en compte effective du climat et de l'environnement reste un défi majeur pour le ministère des relations avec le parlement et les institutions. Pour relever ce défi, les mesures suivantes sont envisagées :

- le renforcement de capacités des points focaux BV et autres acteurs sur la budgétisation verte ;
- la mise en place d'une cellule budget vert et son opérationnalisation ;
- l'instauration du suivi-évaluation et le reporting du budget vert ;
- l'intégration, davantage, de la thématique du changement climatique dans les documents de politique, stratégies et planification du ministère ;
- la formation des cadres sur les procédures d'élaboration des projets fonds verts et fonds d'adaptation.

4.2. SUIVI DU PROCESSUS DE LA BUDGETISATION ET D'EXECUTION DU BUDGET VERT

4.2.1. Suivi de la budgétisation verte

Le budget vert de l'Etat sera suivi par les parties prenantes aussi bien à la phase de la budgétisation verte qu'à la phase exécution. Ce suivi se fera concomitamment au suivi du budget de l'Etat. Ainsi, le processus de la budgétisation verte sera mené chaque année par les points focaux des ministères et institutions impliqués dans l'élaboration des budgets. Il consiste à respecter le calendrier budgétaire et la rédaction de tous les livrables y relatifs. Cette phase capitale du Projet de loi de finances se déroulera avec la participation des partenaires techniques et financiers qui constitue l'élément clé pour que chacun accepte sa responsabilité dans le cadre de la mise en œuvre du BV. Les intervenants accepteront d'autant mieux cette responsabilité s'ils se sentent investis d'un pouvoir de gestion et de décision dans cette mise en œuvre.

4.2.2. Suivi de l'exécution du budget vert

Cette activité sera menée principalement par les ordonnateurs et leurs collaborateurs avec l'appui des structures prévues pour le suivi. Ils rendront compte, chacun en ce qui le concerne, des résultats obtenus au niveau des différents programmes budgétaires des ministères et en assureront leur diffusion à l'ensemble des acteurs. Des rapports et comptes rendus réguliers seront produits et partagés. Il s'agit quasiment du même dispositif que celui existant pour le reporting du budget de l'Etat et de l'exécution du Programme d'investissement public (PIP). Pour ce faire la prise en compte du climat et de l'environnement dans le reporting budgétaire peut s'illustrer dans plusieurs documents infra-annuels et annuels. Grâce aux fonctionnalités du SIGFIP, les différents rapports pourront être enrichis d'informations sur le climat et l'environnement. Il s'agit principalement : des rapports d'exécution du budget vert, des rapports trimestriels et annuels d'exécution du budget de l'Etat, le rapport de la Cour des comptes, le rapport d'exécution annuelle du PIP, les lois de règlement, les les RAP et CA.

En résumé, Il reviendra nécessaire d'assurer le renforcement de l'articulation entre les outils de programmation infra-annuelle de l'exécution du budget, afin de développer les outils, dont les plans de passation des marchés, d'engagement et de travail annuel déclinant les actions en activités et, à terme, une nomenclature spécifique pour l'exécution. Il en est de même de la nécessité d'assurer l'inclusion de la reddition des comptes sous le prisme du climat et de l'environnement, dans un processus continu infra-annuel, afin de bien articuler les CA des ordonnateurs (phase administrative), les CDG des CPE (phase comptable), les rapports trimestriels d'exécution budgétaire (DGBF), et le PLR (DGBF). Le système de suivi sera assuré pour l'essentiel par le système d'information en vigueur.

CONCLUSION

Les changements climatiques et la dégradation de l'environnement sont actuellement au cœur de la gestion des finances publiques. Le Togo a amorcé des réformes dans les secteurs socioéconomiques de développement pour assurer une transition vers une économie verte en vue de garantir la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. Pour bien enraciner le processus, le gouvernement a entrepris, l'élaboration et la mise en œuvre de plusieurs documents de référence en matière de développement, notamment le Plan national de développement (PND 2018-2022) et la Feuille de route gouvernementale (FdR) 2020-2025. Il a également procédé à la mise en œuvre des engagements communautaire, régional et international.

Entamée en 2024 dans une approche progressive avec neuf (9) ministères pilotes identifiés sur la base de la vulnérabilité aux changements climatiques des secteurs dans lesquels ils interviennent et de leur potentielle mitigation. Au titre de l'exercice 2025, la réforme de la budgétisation verte est élargie à treize (13) autres ministères et deux (2) institutions de la République, faisant un total de vingt-quatre (24) ministères et institutions. Le processus de la budgétisation verte a abouti à l'élaboration du présent DBV qui sera annexé au projet de loi de finances, exercice 2025. Par ailleurs, il s'avère nécessaire de donner une base légale aux différents instruments de la budgétisation verte pour rendre permanentes la production et la soumission au Parlement les informations et analyses issues du DBV.

Pour y parvenir, des outils devront être élaborés et mis à jour au niveau des phases de planification et de budgétisation ; de même, le renforcement des capacités d'une masse critique d'acteurs sans exclusion est indispensable.

Le suivi de l'exécution des dépenses vertes sera assuré à travers les rapports trimestriels d'exécution du budget, rapports annuels de performances (RAP) et la loi de règlement. D'autres perspectives concernent entre autres :

- l'élargissement du champ de marquage en prenant en compte les recettes fiscales et non fiscales ;
- le renforcement de l'intégration des réponses aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement dans la planification stratégique et dans la programmation des investissements ;
- le renforcement de l'analyse des risques budgétaires découlant des chocs climatiques et environnementaux ;
- le renforcement du dialogue de gestion ministérielle avec l'intégration des questions et des parties prenantes en charge des changements climatiques et de l'environnement.

Le coût de l'inaction sera très énorme et préjudiciable aux économies des pays en développement**.** Aussi la synergie d'actions des partenaires techniques et financiers (PTF) est-elle sollicitée pour élargir la budgétisation verte à tout le secteur public dans un délai raisonnable.

Annexes

ANNEXES 1 : REPARTITION DES PROJETS / REFORMES ET AMBITIONS PAR AXE DE LA FDR

AXES STRATEGIQUES	**AMBITIONS**		**PROJETS ET REFORMES PRIORITAIRES**	
1 : Renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix	1	Offrir une identité et garantir la couverture santé et l'accès aux services de base à tous	P1	Attribution de l'identité pour tous
			P2	Mise en place du Registre Social Unique
			P3	Mise en place de la Couverture Santé Universelle
			P4	Elaboration d'un plan de réponse aux urgences sanitaires
			P5	Poursuite de la politique d'électrification pour tous
			P6	Augmentation de l'accès en eau potable
			P7	Construction de 20 000 logements sociaux
			P8	Création d'une banque digitale pour tous
	2	Offrir une éducation accessible au plus grand nombre et en phase avec le marché du travail	P9	Augmentation des capacités d'accueil scolaire
			P10	Amélioration de la qualité de l'enseignement
			P11	Réforme de la politique d'orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires
	3	Assurer la sécurité, la paix et la justice pour tous	Pr	- Adoption de la loi de programmations militaires - Diminution du taux de criminalité dans le pays

				- Amélioration de l'efficacité du système judiciaire
2 : Dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie	4	Faire de l'agriculture un véritable moteur de croissance et de création d'emplois	P12	Amélioration des rendements agricoles
			P13	Extension du réseau routier rural
			P14	Accélération du MIFA
			P15	Agrandissement de l'agropole de Kara en partenariat avec le privé
			R1	Réforme de la politique foncière agricole
	5	Affirmer la place du pays en tant que hub logistique et de services	P16	Construction de l'Autoroute de l'Unité
			P17	Amélioration de la compétitivité du secteur logistique via la réforme du port et la digitalisation
			P18	Consolidation du positionnement stratégique de l'aéroport
			P19	Création d'une offre touristique de loisirs
	6	Créer de véritables industries extractives et transformatrices	P20	Construction d'un parc industriel autour du Port de Lomé
			P21	Lancement d'une unité de production d'engrais phosphatés
			P22	Accélération de l'exploration et de l'exploitation des ressources minières
	7		P23	Extension de la couverture réseau internet fixe et mobile

3 : Moderniser le pays et renforcer ses structures		Faire du Togo une référence régionale dans le digital	P24	Renforcement du raccordement internet au réseau mondial
			P25	Digitalisation des principaux services publics
			P26	Développement de l'écosystème digital
			R2	Réforme de la réglementation numérique
	8	Renforcer l'attractivité du pays auprès des investisseurs	P27	Augmentation de la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité
			P28	Optimisation du portefeuille de participations de l'État
			P29	Restructuration et privatisation des deux banques publiques
			P30	Opérationnalisation de l'API-ZF
			R3	Modernisation du Code du Travail
			R4	Renforcement des mécanismes d'appui aux TPME
	9	Solidifier les structures de l'Etat et stabiliser ses comptes publics	P31	Augmentation des ressources publiques
			P32	Transformation et restructuration des sociétés d'État
			P33	Élaboration du plan de développement de 10 principales municipalités
			P34	Attraction et développement des talents dans la fonction publique

			R5	Décentralisation de l'État
	10	Mettre le développement durable et l'anticipation des crises futures au cœur des priorités du pays	P35	Réponse aux risques climatiques majeurs
			P36	Programme de mobilité verte
			R6	Réforme de la législation environnementale

ANNEXES 2 : EQUIPE DE REDACTION DU BUDGET VERT 2025

N°	NOM ET PRENOMS	TITRES	STRUCTURES
SUPERVISION			
1	Kpowbié Tchasso AKAYA	Secrétaire général	MFB
2	Koffi Aoufoh DIMIZOU	Secrétaire général	MERFPCCC
3	Essokiza ANAKPA	Directeur général du budget et des finances	MFB/DGBF
ENCADREMENT TECHNIQUE			
1	Euphrem GHONDA MAKIADI	Conseiller résident du FMI au près du MFB	MFB
2	Komi BOUAKA	Directeur du budget	MFB/DGBF
3	Koku SOVI	Directeur des études et analyses budgétaires	MFB/DGBF
4	Akouvi S. KOUHOUE / HOTONYO	Point focal national budgétisation verte	MFB/DGBF
5	Kokou Mawudoudzi ASSIGNON	Inspecteur central du trésor, point focal budgétisation verte	MFB/DGBF
6	Pissanibè KOLA	Point focal budgétisation verte	MFB/DGBF
7	Bakamigama LAWAMA LAWA	Point focal budgétisation verte	MFB/DGBF
8	Méry YAOU	Directrice de l'environnement	MERFPCCC
9	Kokouvi G. AKPAMOU	Directeur de la planification et du suivi évaluation	MERFPCCC
10	Koffi Yovo NOVISSI	Administrateur des finances (concepteur de l'outil BV Togo)	MFB
REDACTEURS			
NOYAU D'EXPERTS			
1	Euphrem GHONDA MAKIADI	Conseillère Résidente du FMI au près du MFB	MFB
2	Komi BOUAKA	Directeur du Budget	MFB/DGBF
3	Koku SOVI	Directeur des études et analyses budgétaires	MFB/DGBF

N°	NOM ET PRENOMS	TITRES	STRUCTURES
4	Akouvi S. KOUHOUE / HOTONYO	Point focal national budgétisation verte	MFB/DGBF
5	Kokou Mawudoudzi ASSIGNON	Point focal budgétisation verte	MFB/DGBF
6	Pissanibè KOLA	Point focal budgétisation verte	MFB/DGBF
7	Bakamigama LAWAMA LAWA	Point focal budgétisation verte	MFB/DGBF
8	Kokou Marc ETOU	Comptable	MFB/DGBF
9	Méry YAOU	Directrice de l'environnement	MERFPCCC
10	Kokouvi G. AKPAMOU	Directeur de la planification et du suivi évaluation	MERFPCCC
11	Cdt Kodjo DOSSOU	Ingénieur des Eaux et Forêt	MERFPCCC
12	Cdt Komlan Viho TOGBOSSI	Ingénieur des Eaux et Forêt	MERFPCCC
13	Yawo DANDJESSO	Planificateur	MERFPCCC
14	Komi SOSSOU	Environnementaliste	MERFPCCC
9	Eya Sopi K. AHAWO	Environnementaliste	MERFPCCC
10	Sakibou ABOU	Comptable	MERFPCCC
11	Yawo M. ADJIKTA	Gestionnaire	MERFPCCC
12	Sawaba ALE	Ingénieur environnementaliste	MPD
13	Sophie A. AGBAVO	Economiste	MPD
15	Yannick AMEDOME-MIN-DIANEY	Analyste de projets	PC
16	Téou ANI	Administrateur civil	CdC
19	Koffi Yovo NOVISSI	Administrateur des finances (concepteur de l'outil BV Togo)	MFB/ DGTCP
20	Tinin DONKO	Gestionnaire	MFB/DGBF
21	Raouf Aboudou TCHABI-DJOGOU	Directeur des finances	MFB/DGBF
22	Tchalaye ZATO	Administrateur des finances	MFB/DGBF
23	Yaya AMADOU	Inspecteur central du trésor	MFB/ DGTCP
24	Kpante KPANDJA	Inspecteur central du trésor	MFB/ DGTCP
25	Gnam Kangbéne BIGOU-LARE	Economiste planificateur	MFB/ OTR
26	Dr Ampiah Kokou SODJI	Analyste macro économiste	MFB/ UPF
27	Ametefe KORTO	Directeur des opérations budgétaire	MFB/ DNCF

N°	NOM ET PRENOMS	TITRES	STRUCTURES
28	Tchilalo M. KAO	Juriste	MFB/ DNCCP
30	Hodalo BEDE KPATCHA	Macroéconomiste	MEVS/DGEAE
31	Komlan Nyonato BADAGBON	Informaticien	MFB
32	N. Kafitou BARNABO	Informaticien	MFB
33	Tete Sefako LAWSON-KPEKUI	Informaticien	MFB
34	Yawo Seyram WONU	Informaticien	MFB
35	Agnité M. D. AKAKPOVI A.-K.	Informaticien	MFB
POINTS FOCAUX SECTORIELS			
1	ALPHA Toga	Point focal	MFB
2	ABRESSI Arimiyao	Point focal	MFB
3	MAKPAOU Solim	Point focal	MFB
4	AGBEGNIGAN A. Ulrich	Point focal	MPD
5	LEBIKAZA Koyenzi Samiyè	Point focal	MPD
6	Ayigan d'ALMEIDA	Point focal	MTRAF
7	Falilou B. LANGOE	Point focal	MTRAF
8	Kokou EGA	Point focal	MTRAF
9	K. Felix AMEWONOU	Point focal	MDTPI
10	Nouridini AROUNA	Point focal	MDTPI
11	Dr Lémmi EKPENTE	Point focal	MAPRASA
12	Sélomé DAHAN	Point focal	MAPRASA
13	Apouh TCHEIN	Point focal	MAPRASA
14	KPANOGA M'Dakena	Point focal	MATUH
15	Atchando SEKRO	Point focal	MATUH
16	Koffi A. AGBOLI	Point focal	MATUH
17	Yedoubam KOLANI	Point focal	MDEA
18	Pabalamwè PATAHOUI	Point focal	MDEA
19	Abla A. TOZO	Point focal	MDEA
20	Tété Ségbéaya ELLO	Point focal	MDERM

N°	NOM ET PRENOMS	TITRES	STRUCTURES
21	Tomkouani AYAO	Point focal	MDERM
22	DAVI Été M	Point focal	MDERM
23	Awaou GNAMA	Point focal	MDPR
24	Djifa Kokou AGBEDANOU	Point focal	MSHPCUA
25	Medanou GBOBADA	Point focal	MSHPCUA
26	MAMAH-WATTARA Kamalou	Point focal	MS
27	BOMDA - BAGNA Djessoua Urbain	Point focal	MS
28	GUETOU Essossinam	Point focal	MSGFPE
30	AKOETE Kodjo	Point focal	MSGFPE
31	ESSO-WAVAÏNA Moustapha	Point focal	MATGLAC
32	POUYO Samah E.	Point focal	MATGLAC
33	PIYINDA Eloani	Point focal	MATGLAC
34	TOSSIM Hodalo A.	Point focal	MDBESS
35	HOUESSOU Yao Vigninou	Point focal	MDCJS
36	KAO Piham Kevine	Point focal	MDCJS
37	AKOTIE Gasanga	Point focal	MDCJS
38	AFANTCHAO Négnon	Point focal	MEM
39	KOUTEMA Dikagma	Point focal	MEM
40	ALASSANI Mossalo	Point focal	MEM
41	BATAWA Malaaba	Point focal	MDCCQ
42	OURO-AKONDO B. Difezi	Point focal	MDCCQ
43	KOUTOUKLOUI Kangnikoé	Point focal	MDCCQ
44	NAWANTI K. Flavien	Point focal	MIPI
45	FATONDJI Cunégonde E.	Point focal	MIPI
46	PISSANG Waltair	Point focal	MIPI
47	GNASSIGBE	Point focal	
48	TCHIKPATCHOU Watchautime	Point focal	MEN
49	DAVON Etonam K. M.	Point focal	MEN

N°	NOM ET PRENOMS	TITRES	STRUCTURES
50	ANAHLUI Ablz N.	Point focal	MESR
51	ATTIOGBE Yaovi	Point focal	MESR
52	IDRISSOU Mouhamed	Point focal	MESR
53	CE. AGBA Manzamesso	Point focal	MDN
54	CNE BOUWE Essossinam	Point focal	MDN
55	YIPEDE Kémihoede Féminon	Point focal	MDN
56	PIKILI Donga Abizoum	Point focal	MAECIATE
57	Dr ADANOU Koudjo	Point focal	MAECIATE
58	GBANDE Kodjo	Point focal	MAECIATE
59	AZIAWOSSOU Koffi	Point focal	MC
60	AMADOTOR K. Nuwoza	Point focal	MC
61	SEBADO Koffi	Point focal	MC
62	ALLEME Métantira	Point focal	MFPTDS
63	TITA Simtchop Bella	Point focal	MFPTDS
64	DOUTI Nhaménibe	Point focal	MFPTDS
65	MAMAH Ziyiadatou	Point focal	MTCA
66	NAYKPAGAH Awissi	Point focal	MTCA
67	BASSABI Lantame	Point focal	MTCA
68	TOZO Abra	Point focal	MDEA
69	KOLANI Yedoubam	Point focal	MDEA
70	PATAWE	Point focal	MDEA
71	SIMLIWA Essohanam	Point focal	MESPTN
72	POKANAMM Jean Gabin	Point focal	MESPTN
75	YENLIDE Tchablemane	Point focal	PC
76	KPETA Noukéa	Point focal	AN
77	DOSSEH-AZANGBAN Djiffa	Point focal	CC
78	KERIM Abdel-Malik	Point focal	CS
79	DANZOH Houpounabalo	Point focal	SGG

N°	NOM ET PRENOMS	TITRES	STRUCTURES
80	NOUTOHOU Felicité	Point focal	SGG
81	BAZA Dan-Ladi	Point focal	CNDH
82	AOUFOH Seydou Aïcha	Point focal	PC (Protecteur du citoyen)
83	DZIKPO Kodzovi	Point focal	HARCEAN
INFOGRAPHIE			
1	Akouvi S. KOUHOUE / HOTONYO	Point focal national budgétisation verte	MFB/DGBF
3	Komlavi Mawuli ADJOGBLE	Informaticien	MFB
5	Komlan Nyonato BADAGBON	Informaticien	MFB
6	N. Kafitou BARNABO	Informaticien	MFB
7	Tete Sefako LAWSON-KPEKUI	Informaticien	MFB
8	Yawo Seyram WONU	Informaticien	MFB
9	Pasnam AZOTI TAWI	Informaticien	MFB
10	Koffi Yovo NOVISSI	Administrateur des finances (compilateur du document)	MFB

ANNEXES 3 : GLOSSAIRE

Action	**:**	Composante d'un programme visant un public particulier d'usagers ou de bénéficiaires ou correspondant à un mode particulier d'intervention de l'administration. C'est un élément de précision du contenu d'un programme. Les actions vont exprimer des segments de la politique du programme. Elles rendent plus lisible la politique portée par le programme
Activité	**:**	Décomposition du niveau encore global que constitue l'action, une activité est un ensemble de tâches entreprises ou de travaux menés en vue de produire des réalisations ou des résultats spécifiques. On peut dire qu'une activité est une « sous-action »
Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels	**:**	Ensemble de mesures qui favorisent la résilience face aux évènements directement corrélés aux changements climatiques ou le renforcement des processus de gestion de ces crises.
Agenda 21 ou action 21	**:**	Plan adopté lors du Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro, en 1992 et visant à rendre le développement durable sur le plan social, économique et environnemental.
Axe stratégique	**:**	Dimension d'une politique ou stratégie dont l'intitulé a un caractère général qui est difficilement quantifiable et regroupe en fait un ensemble d'objectifs qui eux, sont plus facilement exprimables en plans d'actions.
Budget de l'Etat	**:**	Ensemble des comptes qui décrivent pour une année civile, toutes les ressources et toutes les charges permanentes de l'Etat. Il comprend le budget général, les budgets annexes et les comptes spéciaux du Trésor.
Budget programme	**:**	Cadre de programmation, de budgétisation et d'évaluation qui met l'accent sur la relation entre les dotations budgétaires (montants alloués) et les résultats. Il est une approche de la gestion des dépenses publiques axée sur les résultats plutôt que sur les ressources et les moyens avec des présentations des

		programmes comprenant des objectifs, des résultats, des indicateurs assortis des cibles et des financements.
Budget vert	:	Document qui retrace les dépenses budgétaires et fiscales selon leur impact sur les changements climatiques et sur l'environnement et qui identifie les ressources publiques à caractère environnemental.
Budgétisation	:	Expression chiffrée des plans d'actions retenues dans le cadre de la mise en œuvre des programmes ou projets sur une année. Elle consiste donc à allouer aux programmes ou projets les ressources nécessaires à la réalisation de leurs tranches annuelles.
Catastrophe naturelle	:	Dégâts causés par tout phénomène naturel affectant les populations, les infrastructures et les secteurs productifs de l'activité économique avec une gravité et une ampleur telles qu'il dépasse les capacités locales de réponse. Exemple : cyclone, tornade, tempête, raz de marée, inondation, tremblement de terre, éruption volcanique, glissement de terrain, incendie de forêt, épidémie, épizootie, maladies agricoles et sécheresse, etc…
Changements climatiques	:	Modifications de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observé au cours de périodes comparables.
Chocs climatiques	:	Evénements extrêmes ou changements brusques liés au climat et qui perturbent gravement les écosystèmes, les économies et les sociétés. Cela peut inclure des phénomènes comme des vagues de chaleur, des inondations, des sécheresses, des tempêtes violentes, ou des variations inattendues des ressources naturelles.
Climat	:	Valeurs moyennes des paramètres météorologiques (précipitations, températures, nébulosité…) mesurées sur de longues périodes (trentaine d'années) et sur des secteurs géographiques vastes et bien définis (zones climatiques).
Cible de résultat	:	Résultat attendu à une échéance temporelle définie.
Dépense budgétaire verte	:	Investissements et dépenses publiques visant à soutenir la transition vers une économie durable et respectueuse de l'environnement.

Dépenses neutres	:	Dépenses sans effet, sans impact significatif sur l'environnement.
Développement durable	:	Mode de développement qui vise à satisfaire les besoins de développement des générations présentes sans compromettre les capacités des générations futures à satisfaire les leurs.
Eaux usées	:	Eaux souillées déjà utilisées dans une activité domestique ou industrielle ou eaux résiduaires d'une communauté ou d'une industrie rejetée après usage.
Ecologie	:	Science qui étudie les interactions entre les êtres vivants avec leur environnement et entre eux au sein de cet environnement.
Ecosystème	:	Complexe dynamique formé de communautés de plantes, d'animaux et de micro-organismes et de leur environnement non vivant qui par leur interaction, forment une unité fonctionnelle.
Effet de serre	:	Phénomène naturel de piégeage par l'atmosphère de la fraction du rayonnement solaire réémis par la terre. Il est amplifié par les rejets excessifs de gaz majeurs.
Efficacité	:	Comparaison entre un objectif préalablement fixé et un résultat effectivement obtenu.
Efficience	:	Comparaison entre un résultat effectivement obtenu et les moyens utilisés.
Energie verte	:	Une énergie est dite « verte » lorsqu'elle est à la fois propre et renouvelable, c'est-à-dire qu'elle provient de sources durables et qu'elle n'émet pas ou très peu de gaz à effet de serre.
Environnement	:	Ensemble des éléments physiques, chimiques et biologiques et des facteurs sociaux, économiques et culturels, dont les interactions influent sur le milieu ambiant, sur les organismes vivants, sur les activités humaines et conditionnent le bien-être de l'homme.
Erosion côtière	:	Processus par lequel les côtes subissent une dégradation, entraînant la perte de terre, de plages et d'habitats marins.
Essais d'implémentation	:	Processus de test et de validation qui visent à évaluer la faisabilité, l'efficacité et l'impact d'un projet ou d'une initiative avant son déploiement à grande échelle.

Etude d'impact environnementale	**:**	Processus d'évaluation systématique des effets potentiels d'un projet ou d'une activité sur l'environnement. Elle vise à anticiper et à minimiser les impacts négatifs tout en maximisant les bénéfices.
FFOM	**:**	Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) ou SWOT (anglais) : Outil d'analyse stratégique combinant l'étude des forces et des faiblesses d'un système, d'une organisation, d'un secteur avec celle des opportunités et les menaces de son environnement, afin d'aider à la définition d'une stratégie de développement.
Gaz à effet de serre	**:**	Constituants gazeux de l'atmosphère, tant naturels qu'anthropiques, qui absorbent et réémettent le rayonnement infrarouge.
Gestion des déchets	**:**	Ensemble des pratiques et des stratégies mises en œuvre pour traiter les déchets générés par les activités humaines. Son objectif principal est de minimiser les impacts environnementaux et sanitaires tout en optimisant l'utilisation des ressources.
Indicateur de performance	**:**	Représentation chiffrée qui mesure la réalisation d'un objectif et permet d'apprécier le plus objectivement possible l'atteinte d'une performance. C'est un indice, une mesure, un nombre, un fait, une option ou une perception qui décrit un état ou une situation, et détermine les changements apportés à cet état ou à cette situation au cours d'une période donnée.
Indicateurs verts	**:**	Ensemble de mesures ou d'outils utilisés pour évaluer les performances environnementales d'une activité, d'une entreprise, d'un projet ou d'un pays en matière de durabilité et de protection de l'environnement. Ils permettent de suivre l'impact environnemental et d'orienter les décisions en faveur du développement durable. Ces indicateurs sont souvent utilisés dans le cadre de politiques écologiques, d'initiatives de responsabilité sociale des entreprises (RSE), et de rapports environnementaux.
Loi de finances de l'année ou loi de finances initiale	**:**	Loi qui prévoit et autorise pour chaque année civile l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat.

Loi de finance rectificative	**:**	Elle modifie, en cours d'année, les dispositions de la loi de finances de l'année.
Loi de règlement	**:**	Loi qui constate les résultats financiers de chaque année civile et rend compte de l'exécution du budget ainsi que de l'utilisation des crédits.
Lutte contre le changement climatique	**:**	Correspond aux objectifs visés par les politiques d'atténuation du changement climatique, dont la transition vers une économie décarbonée et la séquestration du carbone par les écosystèmes.
Lutte contre les pollutions de l'eau, de l'air et des sols	**:**	Prévention, contrôle et résorption de la pollution de l'eau, de l'air et des sols, pouvant notamment être causés par l'utilisation de substances chimiques ayant un impact potentiel sur la santé ou l'environnement.
Objectif	**:**	Résultat à atteindre par un responsable ou une unité de travail dans un délai donné avec des moyens adéquats.
Opérateurs publics	**:**	Organismes distincts de l'Etat, à statut juridique public ou privé, à qui sont confiées des missions de service public. Dotés de la personnalité morale, ils bénéficient de financements de l'Etat et sont placés sous le contrôle direct de l'Etat. Leurs activités contribuent à l'atteinte de objectifs d'un programme.
Plan d'urgence	**:**	Organisation rapide et rationnelle, sous la responsabilité d'une autorité déterminée, des moyens de toute nature pour faire face à une situation d'une extrême gravité.
Planification	**:**	Processus qui fixe (pour un individu, une institution, une collectivité territoriale ou un Etat), après études et réflexions prospectives, les objectifs à atteindre, les moyens nécessaires, les étapes de réalisation et les méthodes de suivi de celles-ci pour une période déterminée.
Politique énergétique	**:**	Ensemble de stratégies et de mesures mises en place par un pays ou une région pour gérer la production, la distribution et la consommation d'énergie. Son objectif principal est d'assurer un approvisionnement énergétique fiable, durable et abordable, tout en tenant compte des enjeux environnementaux et socio-économiques.

Politique publique	**:**	Ensemble de mesures prises ou d'interventions d'une autorité investie de puissance et/ou de légitimité public. Elle est donc une partie des missions permanentes assignées à un ministère avec un périmètre significatif du point de vue des citoyens.
Politique sectorielle	**:**	Ensemble de mesures et de stratégies adoptées par un gouvernement ou une institution pour promouvoir et réguler un secteur spécifique de l'économie ou de la société. Chaque secteur (agriculture, industrie, éducation, santé, transport, etc.) peut avoir ses propres politiques sectorielles adaptées à ses besoins et enjeux particuliers.
Pollution	**:**	Toute contamination ou modification directe ou indirecte de l'environnement provoquée par un acte susceptible : i) d'influer négativement sur le milieu de vie de l'homme et des autres espèces vivantes ; ii) de provoquer une situation préjudiciable à la santé, la sécurité, le bien-être de l'homme, de la flore et de la faune ou les biens collectifs et individuels.
Pollution marine	**:**	Incorporation directe ou indirecte de substances ou d'énergie dans le milieu marin, provoquant des effets néfastes sur la vie aquatique, les écosystèmes, et la santé humaine. Cette pollution provient de nombreuses sources terrestres et maritimes, et elle est devenue un problème majeur pour les océans du monde entier.
Préservation de la biodiversité, protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles	**:**	Fait référence aux objectifs de préservation, de protection et de restauration de la biodiversité et des écosystèmes, ainsi que de gestion durable des espaces naturels, agricoles et forestiers.
Programmation	**:**	Processus qui consiste à décliner les actions afférentes à chaque programme ou projet et à projeter les cibles des résultats sur la période.
Programme	**:**	Ensemble cohérent d'activités d'un organisme poursuivant une finalité générale. Regroupement de crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une

		politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme et qui relèvent d'un même ministère.
Ressources naturelles	:	Ensemble des matières premières, des substances ou des éléments présents dans la nature, et qui peuvent être utilisés par les humains pour répondre à leurs besoins.
Restauration des écosystèmes	:	Processus consistant à réhabiliter, revitaliser ou réparer des écosystèmes dégradés ou détruits, en vue de rétablir leur fonction naturelle, leur biodiversité et leur capacité à fournir des services écologiques essentiels. Ce processus est essentiel pour lutter contre la perte de biodiversité, le changement climatique, et pour garantir des ressources naturelles durables pour les générations futures.
Risques climatiques	:	Menaces posées par le changement climatique sur les environnements naturels, les sociétés humaines et les économies. Ils se manifestent par des événements météorologiques extrêmes, des changements progressifs du climat, ou par des combinaisons de ces phénomènes, qui ont des impacts potentiellement dévastateurs sur la planète.
Variabilité saisonnière	:	Fluctuations naturelles des conditions climatiques qui se produisent à l'intérieur d'une année en raison des changements saisonniers. Ces variations influencent différents aspects du climat tels que la température, les précipitations, l'humidité, et les vents, et elles se produisent à des intervalles prévisibles, généralement en fonction des saisons (printemps, été, automne, hiver).

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère des Finances et du Budget

Direction Générale du Budget et des Finances

www.finances.gouv.tg

www.togoreforme.gouv.tg

www.dgbftg.org